



Méthode

Revue des Instituts franco-russes

N°26 - Juillet - Août 2021

"J'ai toujours eu un extrême désir d'apprendre à distinguer le vrai d'avec le faux pour voir clair en mes actions et marcher avec assurance en cette vie."

René Descartes
Le discours de la méthode (1637)



**Institut 1717 pour
une nouvelle
alliance franco-
russe : entrevue
avec Emmanuel
Leroy**



**L'association
« Mémoire et
culture de
Russie »**

DOSSIER SPÉCIAL : NAPOLEÓN ET LA RUSSIE



REVUE « MÉTHODE »

EQUIPE EDITORIALE :

Directeur de la Rédaction :

François MAURICE

Rédactrice en chef :

Elena SYDOROVA

Secrétaire général :

Guennady KLIAGUINE

Rédacteurs :

Franck ABED – Bruno ADRIE – Alexandre ARTAMONOV – Daniela ASARO- ROMANOFF – Karine BECHET-GOLOVKO – Guillaume BERNARD – Nicolas BONNAL – Gaétan BOUCHARD – Gérard BRAZON – David BRET – Bertrand BRISSET – Valérie BUGAULT – Stanislav BYSHOK – Jean-François CARACCI – Julia CASADO – José CASTANO – Erwan CASTEL – Antoine CHARPENTIER – Françoise COMPOINT – Éric CUSAS – Charles DEMASSIEUX – Aliona DENISSOVA – Slobodan DESPOT – Grégory DUFOUR – Marc DUGOIS – Antoine DUVIVIER – Jean-Louis ETIENNE – Sylvain FERREIRA – Anna GICHKINA – Vincent GOJON – Jean GOYCHMAN – Bruno GUIGUE – Laurence GUILLON – Yannick JAFFRÉ – Alexandre LATSA – Pierre de LAUBIER – Emmanuel LEROY – Anatoly LIVRY – Pascal K. MAS – Olivier MILZA – Nikola MIRKOVIC – Michel MOGNIAT – Xavier MOREAU – Frédéric de NATAL – Roland PIETRINI – Marie-Simone POUBLON – Jean RÉMY – Nicolas SAVY – Jocelyne SIGNOUREL – CAMBILLAU – Vladimir TCHERNINE – Sébastien TEISSIER – Pascal TRAN-HUU – Jean-Marc TRUCHET – Christian VANNESTE – Athanase VANTCHEV de THRACY – Jean-Michel VERNOCHET – Alexandre WATTIN – Alexander ZAKATOV

Contributeurs à ce numéro :

Yves-Marie ADELINÉ – Michèle AKTAŞ – Luc-Olivier d'ALGANGE – Valerian BLOCH – Nicolas BOUVIER – Pierre BRANDA – Cercle de Réflexion Interarmées – David CHANTERANNE – Jean-François CHEMAIN – Thierry CHOFFAT – Jean-Maxime CORNEILLE – Roger-Pol COTTEREAU – Olivier DAMIEN – Marie-Agnès DOMIN – Vlass DOROCHEVITCH – Samuel FURFARI – Gérard DURRMANN – Thierry GODEFRIDI – Amar GOUDJIL – Natalia GRIFFON de PLEINEVILLE – Jean-Paul HUET – Rémi HUGUES – Daniel LALLEMANT – Yves LOIR – Yves MONTENAY – Elena V. LINKOVA – Mathilde PANOT – Daniel ROCHE – Marc ROUSSET – Thierry SCHMITZ – Natalia TANCHINA – Serge VOROBEV

NOS CONTACTS :

Comité de rédaction de la Revue « Méthode »,
58, rue Artiom, 83001 Donetsk,
République Populaire de Donetsk
tél. : + 38 062 305 24 69,
courriel : revuemethode@gmail.com
<http://www.revuemethode.org>

RÉSEAUX SOCIAUX :

<https://www.facebook.com/revuemethode>
<https://vk.com/revuemethode>
<https://twitter.com/revuemethode>

SOMMAIRE

L'Édito

4

DOSSIER SPÉCIAL : NAPOLEON ET LA RUSSIE

Thierry CHOFFAT

Les causes de la guerre de 1812

5

Natalia GRIFFON de PLEINEVILLE

L'incendie de Moscou en 1812

12

Pierre BRANDA

Le choix de l'île d'Elbe par le tsar Alexandre :
retour sur une décision lourde de conséquences

19

Natalia TANCHINA

Le porphyre russe du sarcophage de Napoléon Bonaparte

30

David CHANTERANNE

La postérité française de la campagne de Russie

38

Elena V. LINKOVA

Napoléon Bonaparte à travers les yeux des conservateurs
russes du XIXe siècle : de l'admiration à la déception

42

Jean-Paul HUET

Le général Cambronne (1770/1842) : bien plus
qu'un mot légendaire, une vraie carrière militaire

48

François MAURICE

Le tombeau perdu du Général Gudin

55

Franck ABED

L'Europe au temps de Napoléon sous la direction de Jean Tulard

63

Michel MOGNIAT

Une année folle par Sylvie Yvert

66

FRANCE

Cercle de Réflexion Interarmées

La France à la croisée des chemins, les actions à entreprendre

71

Christian VANNESTE

La démocratie directe comme dernier recours
de la démocratie française

80

Jean GOYCHMAN

Une élection qui sonne le glas des partis politiques

84

Olivier DAMIEN

Instauration d'une police municipale à Paris :
vers un nouveau paradigme sécuritaire en France

90

Mathilde PANOT

Ponce Pilate s'en lave les mains

94

Michel MOGNIAT

Lettre ouverte aux vaccinolâtres

97

Yves MONTENAY

Le repli de la France au Sahel

103

Serge VOROBEV

Guerre et Paix

109

RUSSIE

Jean-Maxime CORNEILLE

L'État et la régulation économique en Russie,
face aux survivances mafieuses de l'ère Eltsine

111

Rémi HUGUES

Un Vladimir Soloviev peut en cacher un autre

119

POLITIQUE & SOCIÉTÉ

Elena SYDOROVA L'Institut 1717 pour une nouvelle alliance franco-russe : entrevue avec Emmanuel Leroy	121
Gérard DURRMANN Un Ordre mondial !	124
Daniel LALLEMANT La Paneurope, solution d'avenir ?	133
Michèle AKTAŞ L'usure bancaire, des Écritures Saintes à nos jours. Pour une finance éthique et solidaire	142
Marc ROUSSET Changement climatique budgétaire et monétaire : vers l'inflation	146
Amar GOUDJIL Étude sur l'électromagnétisme des personnes vaccinées au Luxembourg	148
Thierry GODEFRIDI La face cachée de la crise du coronavirus	154
Thierry SCHMITZ Dix questions urgentes	156
Valerian BLOCH Il ne faut pas croire tout ce qu'on vous raconte... Entrevue avec Maxime Vivas	159
Bruno GUIGUE La stratégie occidentale contre la Chine est toujours la même...	164
Karine BECHET-GOLOVKO Ukraine : instrumentalisation de la question des peuples autochtones contre la Russie	168

SCIENCES & TECHNIQUES

Samuel FURFARI Énergie : Il faut tenir compte du passé	171
Jean-Marc TRUCHET Les centrales de production d'énergie électrique à charbon, à lignite et à bois	175

HISTOIRE

Yves LOIR et Daniel ROCHE Qui a déclenché la « Guerre Froide » à la fin de la Seconde Guerre mondiale ?	200
--	-----

CULTURE

Marie-Agnès DOMIN L'association « Mémoire et culture de Russie »	214
Nicolas BOUVIER La culture : Entre médiocratie et crise institutionnelle	219
Luc-Olivier d'ALGANGE Éloge de l'enchantement	223
Jean-François CHEMAIN Bourdieu contre les héritiers	229
Yves-Marie ADELIN Balakirev et Glinka : l'une des deux alouettes venait-elle de l'ouest ?	231
Vlass DOROCHEVITCH La femme du bouffon	233
Nicolas BOUVIER Poème : Sagesse	241
Roger-Pol COTTEREAU Poème : Politesse. Poli test	242
Julia CASADO Parlons russe ! Leçon 18. Les vêtements	243



L'ÉDITO

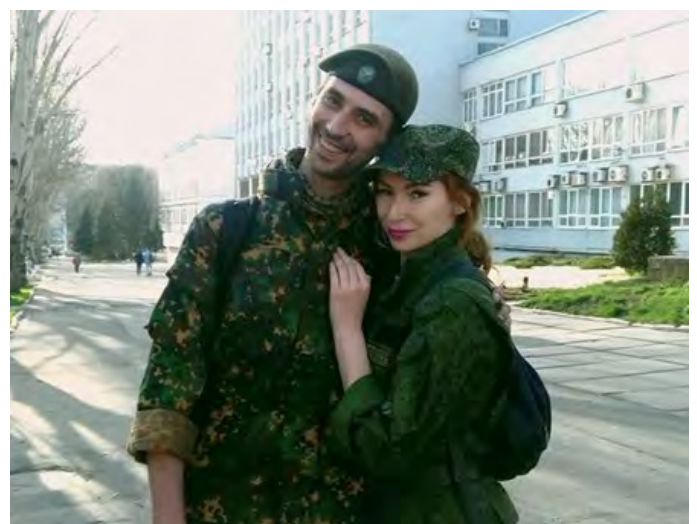
Tous les Russes n'ont pas une grande estime de Napoléon même si beaucoup reconnaissent en lui un grand chef d'État. Néanmoins l'Empereur des Français appartient à l'Histoire commune de nos deux nations.

Au début du XIXe siècle, les aristocrates russes, francophiles, l'admirent. Puis l'Empereur devient ennemi national quand il lance la campagne de Russie en 1812. Dès sa fuite et encore plus après sa mort en exil à Saint-Hélène le 5 mai 1821, il est réhabilité. Jusqu'à devenir un objet de récupération politique y compris par les Soviétiques qui en font l'un des leurs, un révolutionnaire précurseur du bolchévisme. Reste, comme le souligne Vladimir Presnov, directeur du musée « Borodinskaïa Panorama », que « même les Russes les plus patriotiques ne voient plus en Napoléon un envahisseur mais un grand homme politique, voire un héros romantique. »

Il apparaissait donc naturel que de réaliser, en cette année de commémoration du bicentenaire de sa mort, un dossier spécial sur « Napoléon et la Russie. » Comme pour chaque numéro, c'est avec la contribution des plus grands spécialistes, parmi ceux qui ne sont pas encore atteints de russophobie, que nous sommes heureux de vous présenter ce nouveau numéro.

Nous tenons tout particulièrement à saluer dans ce numéro la création de « l'Institut 1717 pour une nouvelle alliance franco-russe » dont les buts sont très proches de ceux de la Revue Méthode et dont nous serons heureux de proposer le fruit de leurs travaux dans nos futurs numéros. Dirigé par notre ami Emmanuel Leroy, auteur dans Méthode depuis sa création, l'Institut 1717 va agréger des personnalités universitaires, médiatiques et politiques françaises et russes afin d'alimenter des régiments d'idées, des bataillons d'ouvrages et des pelotons d'articles, une guerre culturelle qui se joue pour un enjeu planétaire.

Sans lui avoir consacré d'article particulier, nous avons toutefois une pensée toute particulière pour Katya Katina, une journaliste talentueuse qui durant huit ans a été en première ligne, dans les endroits les plus chauds du front du Donbass. Aussi belle que courageuse, elle a succombé, à 35 ans, à un AVC et nous a quitté pour rejoindre son amoureux tombé au front il y a un an et demie. Katya, nous ne t'oublierons pas !



Bonne lecture à tous.

*Elena SYDOROVA,
Rédactrice en chef*

Les causes de la guerre de 1812



Thierry CHOFFAT

Docteur en science politique
Maître de conférences à l'Université de Lorraine.
Président du Centre d'Études et de Recherches sur le Bonapartisme
(CERB) et de l'association « Vosges Napoléoniennes »



En 1811, Napoléon est à son apogée. Il vient d'avoir un fils, titré roi de Rome, que lui a donné sa seconde épouse, Marie-Louise, fille de l'Empereur d'Autriche. Il est à la fois Empereur des Français, roi d'Italie, médiateur de la confédération helvétique et protecteur de la confédération du Rhin. Son frère Joseph est roi d'Espagne. Son beau-frère le maréchal Murat est roi de Naples. Son autre frère Jérôme règne sur la Westphalie. L'ensemble de l'Europe est composé soit de royaumes vassalisés (Bavière, Wurtemberg, Naples, Espagne,

Duché de Varsovie, Westphalie...), soit d'alliés, plus ou moins contraints (Russie, Autriche, Prusse...). De l'Atlantique au Niémen, le continent est sous influence française.

L'Autriche a été vaincue en 1805 (Ulm, Austerlitz) puis en 1809 (Eckmühl, Essling, Wagram). La Prusse a été battue durant la campagne éclair de 1806 (Iéna, Auerstaedt). Enfin, la Russie a perdu en 1805 (Austerlitz) puis en 1807 (Eylau, Friedland). Seule la Grande-Bretagne résiste encore aux Français. L'idée d'un débarquement ayant été abandonnée, seule une asphyxie



économique pourrait éventuellement mettre fin aux guerres qui déchirent les nations depuis vingt ans. Mais pour cela, il faut que le blocus continental décrété en 1806 soit respecté par tous.

Afin de parfaire ce système du blocus continental, Napoléon, de concert avec l'Espagne, envahit le Portugal en 1807. La fermeture des ports ibériques aux navires britanniques stoppe les exportations de marchandises en provenance d'Angleterre, impactant l'économie de notre dernier adversaire. Cependant, la guérilla espagnole, animée par les religieux, mène la vie dure aux meilleures troupes françaises.



Sur le reste du continent, la paix est assurée depuis 1807 par l'alliance entre la France et la Russie. L'union entre les deux Empires est un gage de stabilité. Peu de temps après avoir vaincu les Russes à Friedland (14 juin 1807), Napoléon a souhaité s'entendre avec son puissant ennemi. Le traité de Tilsit ménage le tsar Alexandre au détriment des Prussiens. La Russie n'y perd que quelques territoires (les îles Ioniennes et les bouches de Cattaro) alors que le royaume de Westphalie et le Duché de Varsovie rassemblent les terres prises à la Prusse.

Surtout, la Russie accepte de devenir l'alliée de Napoléon et même d'intervenir auprès de Londres pour que la paix s'installe. Si la Grande-Bretagne refusait de se soumettre, Alexandre devait accepter d'entrer dans la coalition et adhérer au blocus continental en fermant ses ports aux marchandises britanniques. En échange, la France se

proposait de servir de médiateur entre la Russie et l'Empire Ottoman et, en cas d'échec, d'entrer dans une entente militaire contre Constantinople. Le traité de Tilsit ne prévoyait-il pas que les deux empires acceptaient de « *s'engager à faire cause commune soit par terre, soit par mer, soit par terre et par mer, dans toute guerre que la France et la Russie seraient dans la nécessité d'entreprendre ou de soutenir contre toute puissance européenne* » ?

Néanmoins, beaucoup de points de discordes vont, peu à peu naître et se développer entre les deux superpuissances continentales. Certes, le blocus est indispensable à Napoléon mais cette politique exige de contrôler toutes les côtes européennes sans exception. Pour empêcher l'importation de produits anglais, il faut surveiller les ports et interdire les débarquements clandestins. Or, si le tsar a, au début, appliqué le blocus avec soin, il se doit aussi de veiller à ce que celui-ci ne perturbe pas trop son économie. Car la Russie manque cruellement de café, de sucre, de textile, d'épices qui jusqu'en 1807, provenaient des îles britanniques en échange du blé des plaines russes. Le blocus fait donc souffrir les négociants, industriels et agriculteurs mais aussi la population. Progressivement donc, des brèches se créent dans le système. Des navires neutres (américains notamment) débarquent sur la Baltique des produits venant indirectement de Grande-Bretagne. Le 31 décembre 1810, le tsar change même de politique économique en imposant une forte taxation des marchandises françaises et notamment des produits de luxe. C'est un renversement d'alliance préjudiciable à la guerre économique voulue par Napoléon.

À elle seule, cette raison expliquerait presque entièrement la campagne de 1812. Il ne saurait y avoir de place pour deux Titans sur le continent européen. Napoléon préférerait rester en paix avec la Russie. Mais, Alexandre, déjà d'esprit mystique, considère désormais que le partage ne s'est réalisé qu'au bénéfice de la France. Pour disposer d'un poids considérable, il lui faut affronter son principal adversaire. Quitte, pour cela, à s'allier à la Grande-Bretagne.

C'est aussi, qu'outre la question du blocus continental, d'autres points de désaccord se multiplient entre les deux géants de l'Europe.

La Pologne a depuis longtemps été partagée, déchirée entre ses trois puissants voisins immédiats, l'Autriche, la Prusse et la Russie. Or, Napoléon entend aider les Polonais dans leur libération voire dans la recherche de leur unité perdue. Dès 1807, la nation polonaise renaît avec la création du duché de Varsovie, dirigée nominale par le roi de Saxe mais où Napoléon exerce une réelle prépondérance.



Le territoire s'est accru en 1809 avec la prise sur les Autrichiens de la Galicie occidentale. Les Polonais, le général Poniatowski en tête, rêvent de voir renaître une grande Pologne qui pourrait inclure des terres historiquement et sociologiquement polonaises comme la Russie blanche, la Lituanie...

L'Empereur des Français n'a qu'à se louer des Polonais qui en nombre, désirent le servir et combattre au sein de la Grande Armée. A terme, la renaissance d'une nation polonaise, grande, forte, souveraine, ne peut

qu'avantager la France qui disposerait alors d'un pays allié formant les marches de l'Empire sur l'Est et permettant de contenir une éventuelle avancée de troupes russes. Or, la Russie peut s'inquiéter de cette perspective puisque l'agrandissement de la Pologne se fera désormais à son détriment. Napoléon sera toujours déterminé sur les questions polonaises. « *Quand mêmes vos armées camperaient sur les hauteurs de Montmartre, je ne céderai un pouce du territoire varsovien* » affirmait-il à l'ambassadeur du tsar à Paris en 1810.

Les affaires orientales vont vite aussi révéler une certaine incompréhension entre les deux souverains. Peu après Tilsit, Napoléon avait écrit au tsar afin de lui proposer une action commune contre l'Empire Ottoman. Les Français venus de Dalmatie et les Russes, ensemble, pourraient sans peine anéantir la suprématie turque. Les Français y voient surtout un moyen de contrer les Anglais, éventuellement en menaçant leurs possessions aux Indes. Immédiatement, Alexandre s'approprie le projet. Il se voit déjà conquérant. Déjà, il rêve au partage de l'Empire Ottoman, prenant la Bulgarie, la Moldavie et la Valachie, donnant (ou laissant) des territoires à son allié français, l'Égypte, la Syrie, l'Albanie, la Crète, la Morée, offrant la Croatie voire la Bosnie à l'Autriche... Reste le problème crucial de Constantinople. Le tsar revendique la ville qui lui permet un débouché sur la Méditerranée. La France ne souhaitant pas que la Russie contrôle la région des détroits, l'affaire en reste là. La Russie affronte donc seule les Turcs, considérant que Napoléon a manqué à sa parole. L'attentisme en Orient est d'autant plus urgent qu'en 1808, ce qui préoccupe Napoléon ne se situe plus à l'Est mais au Sud. Les guerres dans la péninsule ibérique s'annoncent plus ardues que prévu. La France ne peut se permettre d'ouvrir un deuxième front alors que l'armée française est en difficulté en Espagne et au Portugal. Les troupes stationnées en Prusse ou en Pologne, de même que les nouvelles recrues, sont dirigées vers les Pyrénées. Il n'est plus question de conflit contre les Ottomans. Sur cette question, les Russes observent avec peine que l'allié français se dérobe.



L'entrevue d'Erfurt entre les deux Empereurs peine à renouer avec l'ambiance de Tilsit. Certes, le « parterre de rois » fait illusion et rappelle que le vieux continent reste dominé par la France et la Russie. Mais l'idylle entre Napoléon et Alexandre semble s'être émoussée. Que le tsar se lève et serre la main de Napoléon au moment où Talma prononce le vers de Voltaire, « *L'amitié d'un grand homme est un bienfait des Dieux* » soit un symbole, nul n'en doute. Mais sur le fond, la situation a changé. A Tilsit, les deux partenaires étaient sur des niveaux inégaux. Napoléon venait de vaincre les Russes et le tsar pouvait apparaître comme suppliant. À Erfurt, c'est Napoléon qui a besoin de son allié pour surveiller l'Europe pendant qu'il achève (du moins le croit-il) la guerre dans la péninsule ibérique. Loin d'être naïf, le tsar comprend qu'il est en position de force. Surtout, la trahison de Talleyrand lui indique déjà le chemin à suivre. L'ancien ministre des relations extérieures a un entretien secret

avec Alexandre :

« *Sire, que venez-vous faire ici ? C'est à vous de sauver l'Europe et vous n'y parviendrez qu'en tenant tête à Napoléon. Le peuple français est civilisé ; son souverain ne l'est pas. Le souverain de Russie est civilisé ; son peuple ne l'est pas. C'est donc au souverain de Russie d'être l'allié du peuple français. Le Rhin, les Alpes, les Pyrénées sont les conquêtes de la France. Le reste est la conquête de Napoléon. La France n'y tient pas.* » Ces confidences font mouche dans l'esprit mystique du tsar. Qu'on y songe est tout l'avenir du continent est dans cette déclaration. La campagne de Russie n'est-elle pas dans l'esprit du tsar la suite logique de cette entrevue et surtout la première étape qu'il doit accomplir pour « sauver l'Europe » ? Il lui faut « tenir tête à Napoléon ».

Dès lors, Alexandre change progressivement de position. Il se détache de l'influence française et peut envisager d'autres



Charles-Maurice de Talleyrand

alliances, d'autres horizons que ce qui était prévisible après Tilsit. À Saint-Petersbourg, il reçoit avec faste le roi et la reine de Prusse. En 1809, l'Autriche entame une nouvelle guerre contre Napoléon. Ses troupes envahissent la Bavière alliée de la France. Napoléon prenant la tête de l'armée, les Autrichiens sont vaincus, à Landshut, Eckmühl, Essling puis Wagram et Znaim. Mais les Russes n'ont absolument pas joué le rôle qui leur était assigné, à savoir garder l'Autriche pendant que Napoléon guerroyait en Espagne. Au besoin, Alexandre se devait d'intervenir militairement contre Vienne. Or, il n'en fit rien. Pire, il ne rappelle même pas son ambassadeur auprès de l'Empereur d'Autriche. Les deux États conservent leurs relations diplomatiques ce qui est contraire aux usages. Si en définitive, des troupes russes s'engagent bien en 1809, ce sera surtout pour empêcher les Polonais du général Poniatowski de triompher et d'étendre leurs influences sur des terres historiquement polonaises. En effet, près de deux mois après le début du conflit, 40.000

Russes sous les ordres du prince Galitzine franchissent la frontière avec l'Autriche. Mais ils n'affrontent que très rarement l'ennemi, préférant contenir les Polonais qui, souvent, sont accueillis en héros et en libérateurs par les habitants de la Galicie. Décidément, la grande crainte pour les Russes, n'est pas une victoire autrichienne mais bien un agrandissement de la Pologne ! Enfin, là aussi, contrairement aux usages diplomatiques, Alexandre ne souhaite pas que la Russie participe aux négociations de paix. Le tour est habile puisqu'il lui permet, tout en acceptant de nouveaux territoires (en l'occurrence toute la Galicie orientale) pris au vaincu, de ne pas apparaître comme un agresseur.

L'Autriche vaincue, Napoléon obtient la nullité du mariage avec Joséphine. Obsédé par son Empire, par sa dynastie et par l'avenir de son œuvre qui ne peut se perpétuer que par un héritier légitime, l'Empereur songe désormais au mariage et à la paternité. Ayant marié son entourage avec les maisons souveraines de Bavière ou de Wurtemberg... il ne peut pas, lui le chef de famille, s'abaisser à épouser une femme de moindre envergure. En réalité, le choix ne peut se porter que sur la fille de l'Empereur d'Autriche, Marie-Louise, ou une sœur du tsar. Déjà en 1808, Napoléon avait fait savoir au tsar qu'il envisageait une union avec sa sœur la **Grande Duchesse Catherine**.

Les réticences d'Alexandre et surtout celles de sa mère, Maria Féodorovna, avaient fait

avorter le mariage. Pour éviter une demande officielle (que le tsar, encore allié de Napoléon aurait eu du mal à contourner), Catherine est mariée dans la précipitation avec le prince Georges de



Holstein-Oldenbourg que l'on disait « *peu aimable, chétif, couvert de boutons et affligé en outre d'une difficulté d'élocution.* » Pas le meilleur parti donc, mais tout cela ne vaut-il pas mieux qu'une mésalliance avec un ancien général de la Révolution...

En 1809, Napoléon, conseillé par son ambassadeur en Russie Caulaincourt, entame des pourparlers avec Alexandre afin d'épouser sa sœur, la Grande Duchesse Anne. Officiellement, le tsar ne refuse pas tout de suite, temporisant, semblant même accepter, mais, avec sa mère, Maria Féodorovna, trouvant maints prétextes pour poursuivre sa réflexion (la jeunesse d'Anne qui n'a que 14 ans, et n'est formée que depuis cinq mois à peine, sa confession orthodoxe, la présence exigée de popes dans une chapelle privée aux Tuileries, la difficulté résultant d'un mariage avec un homme divorcé comme Napoléon...). L'Empereur des Français comprend bien qu'à terme, l'union ne se fera pas. Ne voulant pas réserver une part trop belle à Alexandre qui, en lui refusant la main de sa sœur, paraîtrait comme un souverain suffisamment fort pour s'opposer aux désirs de Napoléon, il entame des négociations parallèles avec l'Autriche. Cette dernière se montre moins exigeante et plus conciliante que la Russie. L'Empereur François I^{er} consent à donner sa fille Marie-Louise, âgée de 18 ans, à Napoléon. La nouvelle n'est guère agréable pour le tsar qui, désormais, a scellé une nouvelle alliance en Europe. L'axe Paris / Vienne ne risque-t-il pas de remplacer le lien distendu entre Paris et Saint-Pétersbourg ?

Là encore, la campagne de 1812 se trouve en filigrane dans le mariage impérial. L'ancien consul Cambacérès fait preuve de clairvoyance dans la remarque qu'il émet quand Napoléon se décide à choisir Marie-Louise au détriment de la Grande Duchesse Catherine : « *Je suis moralement sûr qu'avant deux ans, nous aurons la guerre avec celui des deux souverains dont l'Empereur n'aura pas épousé la fille ou la sœur. Or, la guerre avec l'Autriche ne me cause aucune inquiétude et je tremble d'une guerre avec la Russie. Les conséquences en*

sont incalculables. Je sais que Napoléon connaît bien le chemin de Vienne ; je ne suis pas aussi assuré qu'il trouve celui de Saint-Pétersbourg ».

Prémonition ? En effet, Napoléon ne trouvera pas le chemin de Saint-Pétersbourg, s'égarant à Moscou ...

Enfin dernière raison pouvant expliquer la campagne de 1812, à l'intérieur même de l'Empire russe, tous les nobles, tous les officiers, tous les diplomates ne sont pas devenus subitement francophiles après Tilsit. Parfois de manière ostensible, certains reprochent à Alexandre d'avoir traité un peu vite avec les Français. Après tout, en 1807, les armées russes avaient été défaits à Eylau et encore plus durement à Friedland. Cependant, les ennemis n'avaient nullement violé la terre sacrée russe. Les Français s'étaient arrêtés au bord du Niémen. Et c'est sur le fleuve que la rencontre entre les souverains s'était effectuée. Déjà en 1807, quelques stratèges russes s'étaient mis à rêver d'une tactique qui, globalement, sera celle de 1812. Vaincu à Friedland, le tsar n'était pas totalement anéanti. Il aurait alors été possible de refuser la paix que demandait Napoléon. Il aurait été réalisable d'attirer les Français au sein de l'immensité russe. Tels les Suédois un siècle plus tôt, la Grande Armée de 1807 se serait heurtée à des distances gigantesques, à un désert de chaud puis de froid. Les communications difficiles, le ravitaillement déficient, le harcèlement de quelques cosaques auraient eu raison de l'envahisseur. Comme à Poltava en 1709, les Français auraient été battus lors d'une bataille décisive, au moment qui leur était le moins favorable. Pour cela, il fallait épuiser l'ennemi. Il était nécessaire de reculer, de pratiquer la politique de la terre brûlée. Ce



**Jean-Jacques
CAMBACERES**



Bataille de la Bérézina

Armand de
CAULAINCOURT

qui était préconisé en 1807 trouvera son aboutissement en 1812, avec la Bérézina en symbole.

Les raisons du conflit entre Français et Russes étaient donc multiples. Au fil des mois, l'alliance entre Napoléon et Alexandre s'était émoussée. La guerre devenait inévitable. Il en manquait plus qu'un prétexte.

Paris allait l'offrir sur un plateau. Le 22 janvier 1811, toujours dans sa volonté d'élargir le blocus continental, Napoléon envahit le duché d'Oldenbourg. Le territoire est annexé à l'Empire sous le couvert de deux départements, l'Ems supérieur et l'Ems oriental. Or, l'héritier du duché d'Oldenbourg était, depuis le mariage précipité pour « échapper à une demande de Napoléon » l'époux de la grande-duchesse Catherine de Russie, sœur d'Alexandre. Le tsar se doit donc de protester. Napoléon tente bien d'atténuer la portée de cette annexion. Il propose même au duc d'Oldenbourg la principauté d'Erfurt en échange. En vain. Le tsar demande éventuellement une compensation plus importante, comme par exemple le grand-duché de Varsovie ! Ce qui n'était qu'un épisode banal pour Napoléon prend vite des proportions inattendues.

Caulaincourt, l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, demande son rappel à Paris. Au moment de quitter Alexandre, ce dernier lui annonce, de manière

prémonitoire, la suite des événements : « *Si l'Empereur Napoléon me fait la guerre, il est possible, même probable qu'il nous battra si nous acceptons le combat, mais cela ne lui donnera pas la paix. Si le sort des armes m'était contraire, je me retirerais plutôt au Kamtchatka que de céder des provinces et de signer dans ma capitale, des traités qui ne sont que des trêves. Le Français est brave, mais de longues privations et un mauvais climat l'ennuient et le découragent. Notre climat, notre hiver feront la guerre pour nous.* » N'est-ce pas là exactement ce qui arrivera ? Sans qu'il soit même besoin à Alexandre d'aller jusqu'à l'extrémité est de son vaste Empire.

C'est alors l'escalade militaire et diplomatique. Le 15 août 1811, Napoléon interpelle violemment le prince Kourakine.

La Russie traite avec la Suède et avec l'Empire Ottoman (traité de Bucarest du 28 mai 1812, la Russie obtient la Bessarabie mais abandonne la Moldavie et la Valachie).. Il s'agit pour elle de régler ces conflits mineurs en vue de concentrer toutes ses troupes contre la France.

Pour sa part, Napoléon amène jusqu'au Niémen la plus fabuleuse armée qui ait jamais été constituée. La campagne de Russie va commencer !



Le 22 juin 1812, la Grande Armée de Napoléon traverse le Niémen, fleuve frontalier de l'Empire russe. La progression sur un vaste territoire s'avère laborieuse, les armées russes se déroband et refusant de livrer la bataille que l'Empereur souhaite ardemment. La tactique de la « terre brûlée » prive les soldats de l'armée napoléonienne des ressources nécessaires, tandis que l'empereur Alexandre I^{er} ne semble pas pressé de conclure la paix. Mi-août, les Français et leurs alliés occupent la ville de Smolensk réduite en cendres. Les Russes s'arrêtent enfin début septembre sur la position de Borodino. Le 7 septembre, dans une grande bataille à laquelle les Français donnent le nom de la Moskova, la Grande Armée s'épuise en fournissant des efforts quasi surhumains contre les masses ennemies qui tiennent ferme. Si la victoire tactique appartient à Napoléon, les Russes ayant battu en retraite durant la nuit, ses adversaires ne se considèrent pas comme vaincus et préparent leur revanche.

Le 14 septembre, la Grande Armée arrive à Moscou. C'est la seconde capitale de l'Empire russe après Saint-Pétersbourg, une ville sainte qui contient une énorme quantité d'églises et de monastères. Une vision féérique s'ouvre devant les officiers et soldats émerveillés, tel Eugène Labaume, officier d'ordonnance d'Eugène de Beauharnais, vice-roi d'Italie : « *L'état-major, vers les onze heures, s'établit sur une haute colline, d'où nous aperçûmes, par*



L'allégresse de la Grande Armée à la vue de Moscou.
Illustration par JOB. Collection privée.

un temps superbe, un millier de clochers dorés et arrondis, qui, brillant des rayons du soleil, ressemblaient de loin à autant de globes lumineux. Il était de ces globes, qui, posés sur le sommet d'une colonne ou d'un obélisque, avaient la forme d'un aérostat suspendu dans les airs. Nous fûmes

transportés d'étonnement à la vue d'un si beau coup d'œil, devenu plus séduisant encore par le souvenir des tristes objets dont nous avons été témoins : aussi personne ne put concentrer sa joie, et par un mouvement spontané, nous criâmes tous Moscou ! Moscou !

À ce nom tant désiré, on courut en foule sur la colline, et chacun, en faisant des remarques de son côté, découvrit à tout moment des merveilles nouvelles. L'un admirait un magnifique château placé sur notre gauche, et dont l'architecture élégante nous rappelait celle des Orientaux ; un autre portait son attention sur un palais, sur un temple ; mais tous étaient frappés du superbe tableau que présentait cette grande ville. »

Contrairement aux autres capitales prises par les troupes napoléoniennes, Moscou ne se soumet pas au vainqueur : pas de députation avec les clés de la ville, pas d'habitants agitant les mouchoirs à leurs fenêtres en voyant passer les régiments chamarrés... La ville est déserte, tout au plus quelques milliers d'habitants se cachent-ils dans les maisons fermées. La plupart des

Moscovites sont partis, incités par le gouverneur, **Fedor**

Vassiliévitch Rostoptchine, qui médite un geste patriotique sans précédent : détruire la ville par le feu. Les pompes à incendie ont été évacuées ; des



criminels sortis des prisons parcourent les rues... Un groupe d'hommes du peuple essaie de résister à l'intérieur du Kremlin ; il est rapidement balayé. Napoléon fait occuper l'ancienne forteresse des tsars par la Garde impériale pour y maintenir l'ordre. Peu à peu, les unités de la Grande Armée s'installent dans les quartiers de Moscou et pensent pouvoir jouir d'un peu de repos. Cependant, dès le soir du 14 septembre, les premiers départs de feu et une forte explosion perturbent leur sommeil. Le général hollandais Dedem de Gelder



Napoléon à Moscou en septembre 1812. Le drapeau français flotte sur le Kremlin.

(Col. A. Semenichenkov).

raconte : « Il était entre six et sept heures du soir lorsqu'une violente détonation se fit entendre du côté de la porte de Kalouga. C'était un magasin à poudre que l'ennemi faisait sauter, et c'était, paraît-il, le signal convenu ; car, un instant après, je vis partir plusieurs fusées, et, une demi-heure plus tard, le feu se manifesta dans différents quartiers de la ville. » Le capitaine Boniface de Castellane note dans son journal : « J'ai été réveillé par l'incendie qui a éclaté le même soir dans le quartier des boutiques. Le gouvernement russe avait laissé des soldats de police chargés de cette opération. »

L'absence de pompes empêche les Français de lutter contre les incendies qui éclatent dans différents endroits. Le pillage des boutiques et des maisons abandonnées commence. On arrête plusieurs hommes avec de longues barbes et des figures



sinistres qui sont en train de mettre le feu aux bâtiments. Le chef de bataillon **Louis-Joseph Vionnet de Maringoné** passe une nuit agitée : « Vers minuit je visitais les postes que j'avais placés dans la ville. En arrivant à celui qui était placé près de la Bourse, j'aperçus une fumée épaisse,

mais point de feu ; le chef du poste me dit qu'il avait déjà vu la même chose une autre fois, mais que toutes les portes étant fermées, il avait cru que ce ne pouvait être qu'une chose naturelle à laquelle l'armée n'avait aucune part ; tout en causant ainsi et en examinant d'où cette fumée pouvait provenir, j'aperçus une lueur de feu, je courus vite à la place et je revins conduisant cent hommes avec moi, je fis mettre le reste du bataillon sous les armes. Quoique j'eusse été fort peu de temps, à mon retour je trouvai une maison tout en feu et le commencement d'un incendie. J'en fis prévenir le maréchal [Mortier] qui dit de

faire chercher des pompes et de prendre les précautions nécessaires pour empêcher la communication. Il n'y avait point de vent et le feu ne paraissait pas faire de progrès bien rapides, mais on ne pouvait y porter du secours parce que toutes les portes étaient fermées et que nous n'avions aucun instrument pour les briser. »

Napoléon refuse de croire d'abord à l'implication des Russes dans une destruction systématique de leur ancienne capitale. Venu s'installer au Kremlin le 15 septembre, l'Empereur n'y reste pas longtemps : toute la ville est en feu. Le vent propage les flammes qui envahissent progressivement des quartiers entiers où les maisons sont bâties principalement en bois. Dépité, Napoléon se voit obligé de quitter le Kremlin à la hâte, sortant par une poterne qui donne directement sur la rivière Moskova, et se réfugie au palais Pétrovski, à l'extérieur de la ville.



Napoléon quittant le Kremlin avec son escorte. Carte postale d'après le tableau de Mazourovski.

Paul de Bourgoing, officier d'état-major, dresse un tableau impressionnant : « À peine la nuit commença-t-elle à assombrir cet horizon couvert de palais, que nous vîmes briller la lueur sinistre de deux incendies, puis de cinq, puis de vingt, puis de mille gerbes de flammes s'élevant à la fois sur les points les plus éloignés les uns des autres. Au bout de deux heures, tout l'horizon n'était qu'un cercle embrasé. Nous comprîmes bientôt la signification de ce langage de feu, qui nous était adressé par le peuple russe à l'instant de notre arrivée

devant sa capitale. »

Le lendemain, la violence du vent fait transformer les brasiers isolés en une mer de feu, au milieu de laquelle le Kremlin s'élève comme une île. Des tourbillons de fumée montent vers le ciel et l'obscurcissent ; le soleil ne se présente plus que comme « *un disque obscur et sanglant* ». La terre est chaude, au point que les hommes ressentent des brûlures aux pieds à travers la semelle de leurs chaussures. Chassés de leurs logements par le feu, les officiers parcourent la ville à la recherche d'un nouveau toit, mais à peine installés, ils se voient forcés de quitter les lieux pour la même raison. Au palais Pétrovski, l'Empereur voit arriver quelques Français établis à Moscou depuis de longues années et qui ont tout perdu en un instant. De loin, il entend le mugissement de l'incendie qui fait partir en fumée tous ses espoirs de faire la paix avec le tsar...

Dans la ville, c'est une véritable bacchanale ; tout ordre disparaît, chacun agit pour son propre compte. Les occasions de s'enrichir ne manquent pas. Selon le sous-lieutenant Pierre Besnard du 12^e de ligne, qui écrit à sa femme le 23 septembre, « *la moitié des soldats ne savent où mettre l'argent, effets ou argenterie* ». Les unités qui campent en dehors de la ville participent également au pillage, les soldats venant à Moscou à tour de rôle avec l'accord tacite de leurs chefs. Le général Jean-François Boulart justifie la passivité des officiers : « *Ne valait-il pas mieux en effet laisser faire que de laisser tout dévorer par les flammes ? Au moins, au milieu de tous les excès et de tout le gaspillage inséparables de ce désordre, tout n'était pas perdu ; la plus grande partie de ce qu'on enlevait aux flammes était profitable. D'ailleurs, après tant de fatigues, de privations et de dangers, le soldat était-il coupable de pourvoir à ses besoins, quand l'administration, depuis si longtemps, n'y pourvoyait pas ?* »

Labauve écrit : « *Alors la licence devint effrénée, et les soldats n'étant plus retenus par la crainte qu'inspire toujours la présence des chefs, se livrèrent à tous les excès imaginables : aucune retraite ne fut assez sûre, aucun lieu assez saint, pour se*



**Les maraudeurs français à Moscou.
Illustration par B. Zvorykine.**

préservier de leurs recherches avides. » Le 18 septembre, le maréchal Mortier constate dans une lettre au major général Berthier : « *Le pillage est à son comble dans tous les quartiers. Les corps de l'armée qui avoisinent la ville viennent indistinctement à force armée prendre tout ce qu'ils trouvent. Les postes qui veulent maintenir le bon ordre sont souvent compromis. On dit que ces détachements sont autorisés à venir en ville pour y prendre des objets dont ils ont besoin ; mais, si le désordre continue, bientôt les différents magasins que j'ai conservés avec tant de peine, deviendront la proie des pillards. »*

Philippe de Ségur, témoin oculaire et auteur d'un ouvrage populaire sur l'expédition de Russie, décrit le camp du 4^e corps d'armée : « *C'étaient au milieu des champs, dans une*

fange épaisse et froide, de vastes feux entretenus par des meubles d'acajou, par des fenêtres et des portes dorées. Autour de ces feux, sur une litière de paille humide, qu'abritaient mal quelques planches, on voyait les soldats et leurs officiers, tout tachés de boue et noircis de fumée, assis dans des fauteuils, ou couchés sur des canapés de soie. À leurs pieds étaient étendus ou amoncelés les schalls de cachemire, les plus rares fourrures de la Sibérie, des étoffes d'or de la Perse, et des plats d'argent dans lesquels ils n'avaient à manger qu'une pâte noire, cuite sous la cendre, et des chairs de cheval à demi grillées et sanglantes : singulier assemblage d'abondance et de disette, de richesse et de saleté, de luxe et de misère ! Entre les camps et la ville, on rencontrait des nuées de soldats traînant leur butin, ou chassant devant eux comme des bêtes de somme, des moujiks courbés sous le poids du pillage de leur capitale. »

Le 17 septembre, le général Henri-François Delaborde de la Jeune Garde s'installe au palais du gouverneur. Les Français y trouvent tout un assortiment d'espèces de petits barils de bois remplis de matières incendiaires. Beaucoup d'officiers sont témoins de ces découvertes, tel le général Pierre Berthezène : « *J'ai vu plusieurs de ces torches incendiaires dans l'hôtel de Rostoptchine ; elles ressemblaient assez, par leur forme et leurs dimensions, à une carotte de tabac, de neuf à dix pouces de long sur deux pouces environ de diamètre ; une fois allumées, elles brûlaient même dans l'eau.* » Des matières inflammables sont découvertes dans beaucoup de bâtiments. Le général Louis-François Lejeune apprend par quelques maraudeurs, qui sont allés chercher des vivres dans les demeures abandonnées, que « *le bris d'une serrure ou d'une porte entraînait la détonation d'un artifice, qui mettait le feu à des amas d'étoupes, de copeaux ou de*



Napoléon sur les ruines de Moscou. Composition par A. Adam. Collection privée

fagots, qui s'embrasaient et incendiaient la maison. Beaucoup de portes furent trouvées ainsi armées de batteries de fusil, dont la détente fléchissait au premier choc, embrasait l'intérieur et forçait nos maraudeurs à combattre l'incendie, pour arracher aux flammes quelques sacs de farine, quelques pains de sucre et autres aliments que la population avait rassemblés aux approches de l'hiver. »

Dans l'après-midi du 17 septembre, la pluie fait ralentir les progrès du feu. Les Français arrêtent toujours des incendiaires, qui sont fusillés ou pendus aussitôt. Toutefois, dès son retour au Kremlin le 18, Napoléon ordonne de faire un vrai procès à une poignée d'hommes accusés d'avoir mis le feu. Mais auparavant, il donne des ordres stricts pour arrêter le pillage et les désordres. Dans une lettre à l'impératrice Marie-Louise, l'Empereur donne sa version des événements, destinée à être lue dans les salons à travers l'Europe : *« Mon amie, je t'ai déjà écrit de Moscou. Je n'avais pas d'idée de cette ville. Elle avait 500 palais aussi beaux que l'Élysée-Napoléon, meublés à la française avec un luxe incroyable, plusieurs palais impériaux, des casernes, des hôpitaux magnifiques. Tout a disparu, le feu depuis 4 jours la consume. Comme toutes les petites maisons des bourgeois sont en bois, cela prend comme des allumettes. C'est le gouverneur et les Russes qui, de rage d'être vaincus, ont mis le feu à cette belle ville. 200 000 bons habitants sont au désespoir et dans la rue en misère. Il reste cependant assez pour l'armée, et l'armée a trouvé bien des richesses de toute espèce, car dans ce désordre tout est au pillage. Cette perte est immense pour la Russie ; son commerce en sentira une grande secousse. Ces misérables avaient poussé la précaution jusqu'à enlever ou détruire les pompes. Mon rhume est fini, ma santé bonne. Adieu, mon amie. Tout à toi. »*

Le procès des incendiaires est nécessaire pour prouver à l'Europe que les Russes ont eux-mêmes brûlé leur ville. Le 24 septembre, une commission militaire composée de généraux et d'officiers supérieurs se réunit dans un palais. Vingt-

six individus comparaissent devant ce tribunal, les uns pris en flagrant délit, les autres seulement soupçonnés d'avoir participé aux incendies au moyen de *« mèches, fusées, cadenats phosphoriques, soufre, et autres matières combustibles trouvées sur les accusés, ou placées à dessein dans plusieurs habitations »*. La commission accuse le gouverneur Rostoptchine d'avoir fait ouvrir les portes des prisons ; *« il en sortit environ huit cents criminels [...] pour prix de leur liberté, on exigea qu'ils missent le feu à la ville vingt-quatre heures après l'arrivée des troupes françaises »*. En outre, *« plusieurs officiers et militaires de l'armée russe et des agents de police reçurent secrètement l'ordre de rester travestis à Moscou, pour diriger les incendiaires et donner le signal de l'embrassement »*. Dix accusés sont condamnés à la peine de mort ; les seize restants, pour lesquels les preuves ne sont pas suffisantes, sont écroués *« pour prévenir le mal qu'ils pourraient faire »*. L'exécution se déroule le 25 septembre. Les cadavres des hommes fusillés sont attachés à des poteaux munis d'un écriteau avec cette inscription en français et en russe : *« Incendiaire de Moscou »*.

Le trésorier Guillaume Peyrusse note dans son journal aussitôt après le procès : *« Dix incendiaires trouvés nantis de lances goudronnées ont été condamnés à mort ; ils ont avoué leur scélératesse et la mission qu'ils avaient reçue. Les seize restants ont été détenus comme n'étant pas suffisamment convaincus. Parmi les détenus, deux appartenaient à la bourgeoisie ; ils déclarèrent que le gouvernement russe, en ordonnant ce grand acte de barbarie, avait eu le double motif de ranimer l'énergie des habitants en entretenant dans le pays une haine violente contre nous et en nous rendant un objet d'exécration ; en outre, d'anéantir toutes les ressources qui auraient pu prolonger notre séjour, et nous contraindre à une retraite plus prompte. »*

Les dégâts matériels ont été immenses : des trésors culturels inestimables, des étoffes précieuses, toutes sortes d'objets ont disparu. En revanche, les caves n'ont guère

été touchées et renferment toujours des vêtements et des provisions. Le maréchal Louis-Nicolas Davout écrit à sa femme : « *Malgré l'incendie de Moscou, on y trouve pour la subsistance des troupes de grandes ressources ; ainsi, sous ce point de vue, les monstres qui ont détruit cette ville ont manqué leur but ; mais ils auront fait à leur propre pays plus de mal que n'auraient pu lui en faire dix batailles perdues : des siècles ne répareront pas le mal.* » Le lieutenant Pierre-Laurent Paradis du 25^e de ligne déclare dans une lettre à sa « *tendre amie* » le 20 septembre : « *Tous les jours nous trouvons dans les caves qui n'ont pas été brûlées beaucoup de fourrures en poils superbes. J'ai fait l'acquisition d'une fort belle pelisse en poil de renard couverte d'un très beau satin violet. Je désirerais bien pouvoir te l'envoyer, mais je ne sais comment faire. L'objet est trop volumineux.* »

Ces ressources font croire à la possibilité de passer l'hiver dans la ville dévastée. Napoléon persiste à y demeurer jusqu'à la mi-octobre, attendant encore la réponse d'Alexandre I^{er} à ses propositions. Mais le monarque demeure muet, tandis que l'armée russe se refait dans le camp de Taroutino. Elle ne tarde pas à recommencer les hostilités en attaquant les troupes du maréchal Murat le 18 octobre. Les partisans mènent la « *petite guerre* » qui devient de plus en plus active. Napoléon comprend enfin qu'il est temps de partir... Le départ de la Grande Armée commence le 19 octobre. Incapable de s'ouvrir le chemin vers les provinces intactes en passant sur le ventre de l'armée russe qui lui barre la route à Maloïaroslavets, Napoléon emprunte la même route qu'à l'aller, complètement ravagée. C'est le début de la terrible retraite de Russie, ponctuée par des combats acharnés où il ne s'agit plus de conquérir mais de survivre dans un climat épouvantable et au milieu d'une population acharnée contre l'envahisseur.

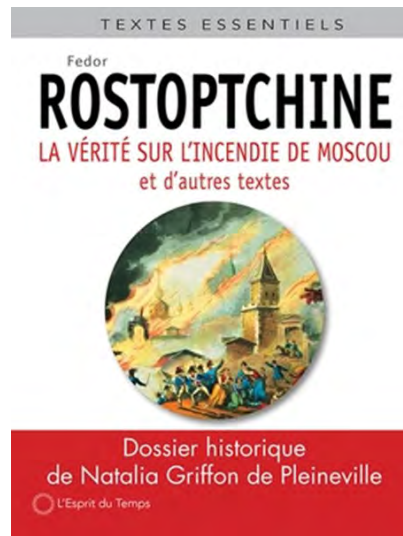
L'incendie de Moscou a été un événement crucial de la campagne de Russie. Claude-François de Méneval, secrétaire de l'Empereur en 1812, déclare : « *L'incendie complet de la vieille capitale de la Russie*

était un fait hors de toute prévision et qui, en déconcertant tous les plans de Napoléon, a été la principale cause de tous les malheurs dont notre vaillante armée a si cruellement souffert par la suite. » Avec le recul, Napoléon lui-même le reconnaît lors de son exil à Sainte-Hélène : « *Si Moscou n'eût pas été livré aux flammes, j'aurais donné le spectacle singulier d'une armée hivernant paisiblement au milieu d'une nation ennemie qui la presse de toutes parts.* » La destruction de Moscou a marqué un tournant de la guerre et a entraîné un long calvaire et un anéantissement de l'armée napoléonienne.

N. G. de P.

Pour en découvrir plus sur l'incendie de Moscou, Méthode recommande la lecture de l'ouvrage « La vérité sur l'incendie de Moscou et d'autres textes » de Fédor Rostoptchine avec la contribution de Natalia Griffon de Pleineville.

L'auteur de l'article publié ce mois dans Méthode y présente « Le singulier destin du comte Rostoptchine » et « La Grande Armée à Moscou : les espoirs ruinés ».



**L'Esprit du Temps, 2021.
Collection Textes essentiels
ISBN 978-2-84795-514-9
EAN 9782847955149
Nb. de pages 295 pages**

Le choix de l'île d'Elbe par le tsar Alexandre : Retour sur une décision lourde de conséquences



Pierre BRANDA

Historien spécialiste du Consulat et du Premier Empire
Lauréat du Grand Prix d'Histoire de la Fondation Napoléon.

En 1814, deux ans après la désastreuse campagne de Russie, la France était envahie. Malgré les succès tactiques d'un Napoléon inspiré, les troupes de la coalition formée par la Russie, l'Autriche, l'Angleterre et la Prusse avançaient inexorablement vers le cœur de l'Empire français. Le 30 mars, Paris capitula. Le 1^{er} avril un gouvernement provisoire fut institué. Le 2, le Sénat prononça la déchéance de Napoléon. Le corps de Marmont, l'un des derniers espoirs militaires de l'empereur, fit défection le 4. En quelques jours, Napoléon perdit tous ses



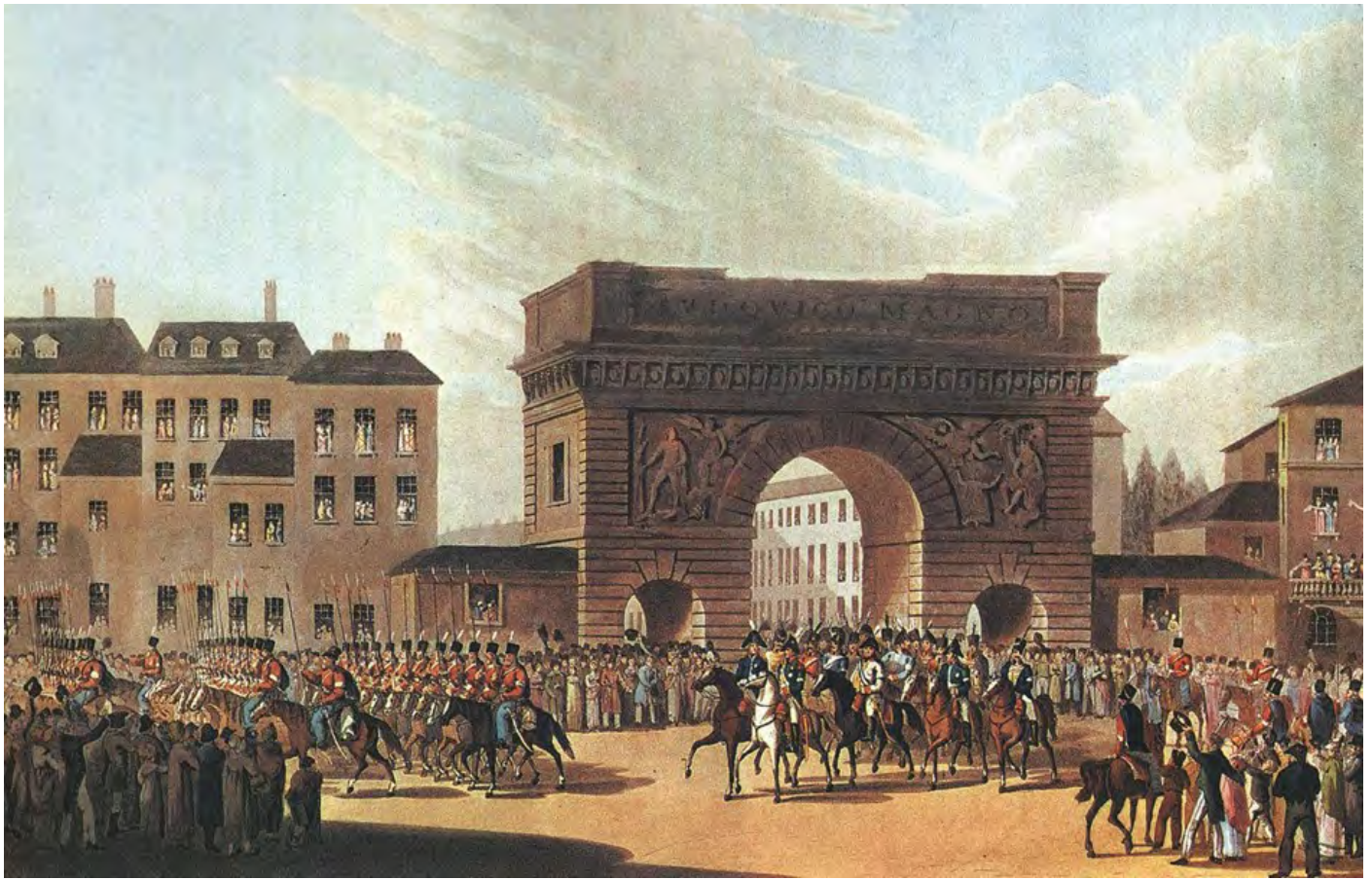
soutiens ou presque : « Le repos était devenu un besoin pour tous ; on en avait soif : citoyen, soldat, général, *tous* voulaient la paix » commente le ministre des Relations extérieures Caulaincourt¹. La chute du régime impérial était désormais inéluctable. A la tête du gouvernement provisoire, Talleyrand était sur le point de réussir un joli coup politique en réinstallant un Bourbon sur le trône de France.

Quant à Napoléon, les Alliés souhaitaient qu'il quitte au plus vite le sol de France. Aussi, une discussion s'engagea entre Caulaincourt et l'homme fort de la coalition,

le tsar Alexandre. Les deux hommes s'appréciaient depuis plusieurs années, ce qui facilita les choses. Après dix jours de longues négociations, un accord fut trouvé qui satisfaisait en apparence tous les partis : Napoléon acceptait de s'éloigner pour rejoindre un « établissement convenable » où il serait libre et relativement bien protégé. Mais en réalité, le traité dit de Fontainebleau du 11 avril 1814 fut loin de faire l'unanimité : l'Autriche et la Prusse l'approuvèrent faute de mieux tandis que l'Angleterre et le gouvernement provisoire français plus réservés encore n'y consentirent que partiellement. De son côté, l'empereur vaincu fut plus résigné qu'enthousiaste. Bref, chacun signa sans grande conviction, ce qui augurait très mal de la suite des événements.

Une « banale conversation »

La bataille de Paris se joua en quelques heures. Les 39 000 hommes qui défendaient la capitale ne résistèrent pas



Entrée des troupes russes à Paris

longtemps aux 100 000 soldats étrangers qui les assiégeaient. Le 31 mars à 2 heures du matin, les aides de camp de Marmont signèrent la capitulation. Au même moment, Napoléon était sur le point de rejoindre la capitale avec ses troupes. En apprenant la nouvelle de la capitulation, il accusa le coup : « Quatre heures trop tard, quelle fatalité ! » dit-il alors dépité². Cette reddition l'obligea à prendre la route de Fontainebleau.

Comprenant que la situation militaire était désormais fortement compromise, il demanda après quelques hésitations à Caulaincourt de se rendre auprès des Alliés pour « négocier et conclure la paix, promettant de ratifier tout ce qu'il fera pour le bien de notre service »³. Muni de sauf-conduits, le ministre se rendit sans perdre un instant au quartier général des coalisés à Bondy après un détour par la capitale. A son arrivée, il fut fraîchement accueilli par le ministre des Affaires étrangères russe, Nesselrode. Le diplomate ne mâcha pas ses mots : « Votre mission est inutile en ce

moment ; [...] l'empereur Napoléon s'est toujours refusé à faire la paix : aujourd'hui les souverains ne veulent plus traiter avec lui »⁴. Caulaincourt demanda quand même à être reçu par Alexandre, ce qu'il obtint non sans mal.

Contrairement à son ministre, le tsar fut plutôt aimable avec lui. Il connaissait fort bien le ministre de Napoléon et s'entendait bien avec lui. Après une première mission diplomatique en 1801, Caulaincourt avait été ambassadeur de France à la cour du tsar à Saint-Pétersbourg de 1807 à 1811 et avait su gagner les faveurs du monarque⁵. Malgré cette sorte de proximité, l'entretien tourna court, Alexandre ne voulant pas négocier pour le moment. Le duc de Vicence rencontra encore le commandant des troupes autrichiennes, Schwarzenberg, sans plus de succès.

Les Alliés n'avaient apparemment plus l'intention de composer avec l'empereur. Caulaincourt put d'ailleurs lire quelques heures après ses entretiens une proclamation fraîchement placardée sur les



Le maréchal Marmont remet les clés de Paris au tsar Alexandre 1er de Russie

murs de la capitale dans laquelle les nouveaux vainqueurs y affirmaient sans la moindre ambiguïté, que dorénavant ils « ne traite[raient] plus avec Napoléon Bonaparte ». Il crut cependant pouvoir reprendre la main quand quatre nouveaux entretiens avec le tsar furent organisés entre le 31 mars et le 2 avril. Alexandre semblait mieux disposé vis à vis de Napoléon, déclarant même lors de la troisième entrevue que « rien n'[était] encore décidé ».⁶

Tout semblait donc encore possible. En réalité, l'autocrate temporisait attendant que la situation politique française se décante un peu. Le quatrième jour, le tsar changea brusquement de ton : « L'abord de l'empereur me glaça, m'atterra » écrit Caulaincourt dans ses *Mémoires*⁷. Le vote

imminent par le Sénat de la déchéance de Napoléon expliquait ce changement d'attitude. Alexandre était à présent décidé : il respecterait ce qu'il appelait « le vœu national », précisant à Caulaincourt « qu'on n'imposerait à la France ni un gouvernement ni un souverain qui ne fût pas de son choix et que l'intégrité du territoire était garantie par toutes les puissances »⁸.

Après le vote du Sénat qu'il considérait comme une assemblée souveraine, il ne laissait d'autre choix à Napoléon que d'abdiquer. Il était en revanche prêt à lui offrir une digne retraite : « L'empereur Alexandre ajouta qu'il ferait tout ce qu'il dépendrait de lui pour que l'empereur Napoléon eût un établissement convenable et indépendant ; qu'il en prenait avec moi

l'engagement le plus formel » se souvient le **duc de Vicence**.



La discussion s'engagea alors sur ce point précis. Le tsar posa ses conditions : « Ni la France, ni l'Italie, ni le continent » n'étaient envisageables comme lieu de séjour. Il proposa de l'accueillir en Russie et de le traiter en souverain : « Je vous ouvre les portes : choisissez » lança-t-il à Caulaincourt. Ce dernier repoussa « toute idée d'habitation aux colonies à cause du climat » et l'Italie lui parût la seule solution possible, un « bon climat » étant indispensable à l'empereur. Son abdication, ce « si grand sacrifice », valait bien un « petit dédommagement » fit-il valoir. En d'autres termes : soyez généreux avec lui, et il y avait une chance pour que Napoléon renonce au trône sans condition. L'argument du ministre de Napoléon fit mouche. Tout à coup, pensant trouver une voie médiane, Alexandre prononça le nom de l'île d'Elbe. Cette solution satisfaisait les deux parties : Napoléon s'établissait en Italie, ce que souhaitait Caulaincourt, tout en vivant retiré du continent, ce qu'exigeait Alexandre. On semblait enfin d'accord : « C'est ce mot que j'érigeai en offre formelle, en engagement sacré qui devint, un peu plus tard, le salut de l'empereur » expliqua le

ministre de Napoléon. Ce fut donc au détour d'une « banale conversation » que la solution de l'île d'Elbe fut évoquée pour la première fois⁹. Cette négociation à brûle-pourpoint allait servir de base au futur traité de Fontainebleau. Mais pour le moment, personne ne pouvait encore le croire tant la conclusion d'un accord semblait lointaine.

Des négociations difficiles

De retour à Fontainebleau le 2 avril au soir, Caulaincourt eut « sur-le-champ un long et douloureux entretien avec l'empereur »¹⁰. Commandant encore à plusieurs dizaines de milliers de soldats, dont le corps du maréchal Marmont, Napoléon continuait à croire qu'il pouvait encore traiter avec les Alliés et ne voulait pas entendre parler de retraite : « Je n'ai besoin de rien. Il ne m'en coûtera pas de vivre comme un simple citoyen » affirma-t-il à son grand écuyer¹¹. Devant les mines défaites de ses maréchaux et sous la pression des mauvaises nouvelles qui arrivaient de toutes parts, il consentit deux jours plus tard à abdiquer, mais en faveur de son fils, le roi de Rome. Caulaincourt accompagné des maréchaux Ney et Macdonald furent désignés pour présenter sa déclaration aux Alliés. « Quant à moi, je n'ai besoin de rien » leur dit-il de nouveau¹². Le 5 avril au soir, les envoyés de Napoléon furent reçus par le tsar (ils l'avaient déjà vu sans résultat à 3 heures du matin). Précisons que le tsar logeait au n° 2 de la rue Saint-Florentin, au domicile d'un certain ... Talleyrand. La partie s'annonçait donc comme serrée. En outre, au cours de la journée, la nouvelle de la défection du corps de Marmont fragilisa la position des représentants de l'empereur. Si bien que le tsar leur déclara qu'il fallait « que l'empereur abdique sans conditions ». Pour prix de son renoncement, « on lui fer[ait] une existence ; on lui donnera un état indépendant ».¹³

Constatant que seul le sort *personnel* de Napoléon était négociable, Caulaincourt « introduisit adroitement la question »

rapporte Macdonald dans ses *Souvenirs*¹⁴. On parla du futur lieu de retraite de l'empereur, le tsar préférant toujours un « établissement lointain » et Caulaincourt, un établissement « plus rapproché et surtout un bon climat ». La question de la sécurité fut aussi abordée : le grand écuyer souligna qu'il fallait « un point fortifié qui le mît au besoin à l'abri d'une attaque ou d'un assassinat »¹⁵. Il proposa la Corse, la Sardaigne et Corfou mais Alexandre refusa, jugeant ces territoires bien trop grands. Répondant à toutes les exigences, le choix de l'île d'Elbe s'imposa à nouveau et fut retenu par les deux parties. Restait à faire accepter cette solution par Napoléon. Caulaincourt et Macdonald arrivèrent au château de Fontainebleau le 6 avril à 1 heure du matin. Cette nuit-là, l'empereur dormait si profondément que le duc de Vicence fut obligé de le secouer « assez rudement » pour le réveiller. Les deux hommes lui donnèrent le résultat des négociations : en échange de son abdication sans conditions, on ne lui offrait qu'un lieu de retraite convenable. Le grand écuyer lui expliqua alors pourquoi il n'était pas possible de lui accorder la souveraineté de la Corse, de Corfou ou de la Sardaigne. Napoléon hésita un moment puis accepta : « Eh bien ! Je choisis l'île d'Elbe. Connaissez-vous cette île, messieurs ? Y a-t-il un palais, un château, une habitation convenable, passable ? »¹⁶. Le lendemain, il abdiqua en lançant cette phrase célèbre à ses maréchaux : « Vous voulez du repos, ayez en donc ! ».

En vue de la conclusion d'un accord, Napoléon rédigea des instructions précises et détaillées à ses négociateurs¹⁷. Désormais, il savait ce qu'il voulait et entendait bien se faire respecter. Il n'était plus question pour lui et les siens d'être traité comme de « simples particuliers ». Il acceptait l'île d'Elbe comme lieu de résidence mais à condition qu'il reçoive 2 millions de francs de revenu annuel. Pour son épouse, il souhaitait la Toscane ou des terres produisant un revenu net de 3 millions. Pour chacun de ses frères et sœurs, il demandait une rente annuelle de 500 000 francs. Les membres de la famille impériale

devaient selon lui conserver leurs rangs. Autre point important, l'impératrice devait le rejoindre. Elle pourrait au préalable effectuer un court séjour à Savone ou à Gênes, mais elle ne devait pas se rendre à Vienne. Il craignait, et l'avenir allait lui donner raison, qu'une « main étrangère abusant de la force » impose à son épouse « ce que tout homme moral doit improuver », c'est à dire l'éloigner de lui. La remise de l'abdication sans condition, qu'il signa et remit à Caulaincourt, ne devait intervenir qu'une fois le traité ratifié. Très confiant dans la suite des négociations, il ordonna le jour même aux généraux de la Garde Petit et Pelet de former l'escorte qui devait le suivre en exil. Ces dispositions étaient toutefois prématurées et le traité était loin d'être finalisé, comme allait le démontrer la suite des événements.

En remettant ses instructions, Napoléon apparut très solennel : « C'est à vous, Caulaincourt, que je confie mon acte d'abdication, à vous personnellement, puisque je confie par là, non seulement mes intérêts personnels, mais ceux de toute ma famille et de tout ce qui m'est cher » dit-il d'un ton grave¹⁸. Peu après, le duc de Vicence se mit en route pour Paris, accompagné par Macdonald et Ney, chargés pour leur part de négocier les conditions d'armistice.



Napoléon signe son abdication à Fontainebleau le 4 avril 1814. Tableau de François Bouchot (1843)

Alexandre les reçut une première fois à minuit le 6 avril, se montrant plutôt satisfait de la bonne volonté de Napoléon et promit de « faire tout ce qui serait en son pouvoir » pour que les choses se passent au mieux¹⁹. Il réaffirma que même si l'île d'Elbe était déjà « sujet à beaucoup de critiques fondées », il tiendrait l'« espèce d'engagement » qu'il avait pris²⁰. Les choses concrètes furent remises au lendemain.



Première abdication conservée aux Archives nationales

Dans l'après-midi du 7, Alexandre prit connaissance sans mot dire de ce que souhaitait Napoléon. Il ne voulait donner sa réponse définitive qu'après avoir consulté ses alliés. Le soir, un faux bruit (appuyé tout de même par 3 rapports officiels) annonçant le départ de Napoléon pour la Bourgogne faillit tout remettre en cause. Malgré les démentis des envoyés de Napoléon, il fallut envoyer un officier russe à Fontainebleau pour lever les doutes d'Alexandre.

Après ce petit incident, les négociations reprirent deux jours durant. L'armistice militaire fut rapidement signé mais en raison de l'absence des ministres anglais et autrichiens, la question de l'île d'Elbe n'avancait pas. Autre difficulté, le gouvernement provisoire de Talleyrand était très hostile à la solution proposée. Le « diable boiteux » et ses ministres voulaient à tout prix éloigner l'« usurpateur » de l'Europe et « attachait un grand prix » à ce qu'il n'obtienne pas l'île d'Elbe. Cette attitude courrouça Alexandre. Recevant le

nouveau gouvernement, il affirma « qu'il renoncerait à la Restauration plutôt que de manquer à sa parole », rajoutant, un brin perfide, « que les souverains n'étaient pas des girouettes à tout vent, comme des particuliers qui étaient amenés à faire des révolutions »²¹. L'allusion aux nombreux revirements politiques de Talleyrand était ici à peine voilée. Bien décidé à en finir, il obligea le président du gouvernement provisoire à rencontrer Caulaincourt en présence de Nesselrode le 8 avril au soir. En position de médiateur, les Russes comptaient bien faire avancer les négociations dans le sens souhaité par le tsar. Nullement impressionné par l'attitude d'Alexandre, le prince de Bénévent réaffirma que toutes les demandes de Napoléon étaient « exorbitantes », les rejetant « comme ne pouvant être admise en aucune manière ». Les prétentions financières des Bonaparte devaient selon lui se limiter à 25 000 francs de rente annuelle. Les discussions durèrent près de trois heures. Avec l'appui de Nesselrode, Caulaincourt eut le dernier mot mais Talleyrand ne prit aucun engagement formel. Il concéda tout au plus ne pas vouloir s'opposer à la volonté des Alliés si un traité venait à être signé, ce qui lui permettait de rester dans la négociation sans rien promettre.

Le 10 avril, l'Autrichien Metternich et l'Anglais Castlereagh arrivèrent enfin à Paris. Une réunion fut aussitôt organisée avec leurs homologues russe et prussien, à laquelle Talleyrand était lui aussi convié. La discussion s'engagea. Le ministre britannique se montra extrêmement réservé mais il ne voulait pas compromettre la « tranquillité de la France »



et surtout remettre en cause ce qui avait été promis par la Russie²². Mais il n'avait pas l'intention de signer directement le traité, se contentant seulement de le reconnaître et d'assurer « toutes les sûretés [...] pour le voyage de l'empereur, un officier pour l'accompagner et même des frégates anglaises pour son transport à l'île d'Elbe »²³.

Autrement dit, les Anglais se défausseraient sur les autres puissances comme si cette affaire ne les concernait pas. Le ministre autrichien se montra très prudent lui aussi, rejetant la solution toscane pour l'impératrice qui était pourtant la fille de l'empereur d'Autriche : « [Il] montrait hautement et en toute occasion qu'on eût pensé à des indemnités en Italie et peu satisfait des promesses que nous avait faites l'empereur Alexandre auquel, disait-il tout haut, cela ne coûtait rien » commenta le duc de Vicence²⁴. Le 10 avril, on était dans l'impasse comme en témoigne cette lettre de Caulaincourt à Napoléon : « L'arrivée de M. de Metternich et de lord Castlereagh ayant renforcé le parti qui veut à tout prix bannir Votre Majesté du territoire européen et tout changer, tout était au moment de nous échapper ce matin »²⁵.

Un traité mal ratifié

Les atermoiements anglais, français et autrichien fâchèrent pour de bon le tsar. Il haussa le ton, jurant qu'il ne reviendrait à aucun prix sur la parole donnée. Après de multiples conciliabules, on décida de tenir une réunion finale pour neuf heures du soir. Les différents points du traité furent à nouveau examinés en détail. Pour aboutir, les représentants de Napoléon furent obligés de renoncer à certaines demandes. Devant l'intransigeance de Talleyrand, le versement d'une rente de deux millions de francs à Marie-Louise fut abandonné. La question de la nationalité de la suite de Napoléon fut également revue.

Il fut convenu qu'au bout de trois ans (contre cinq auparavant), ceux qui l'accompagneraient sur son île perdraient leur qualité de français. Ce point était



important car une durée trop courte risquait de décourager les candidats au départ. En accordant trois ans, on permettait aux fidèles de l'empereur de prendre plus sereinement leur décision mais il n'en reste pas moins que cette clause compromettait une installation durable des Français dans l'île. Nous y reviendrons, car il ne s'agit pas ici d'un point de détail.

Enfin, après plusieurs heures de discussion, on parvint au texte final. Le traité dit « de Fontainebleau » comprend 21 articles. Il était assez conforme dans l'ensemble à ce que souhaitait Napoléon. En contrepartie de sa renonciation, pour lui et sa famille à tout droit de souveraineté sur l'Empire français et le Royaume d'Italie (art. 1^{er}), les membres de la famille conservaient leurs titres et qualités « partout où ils se trouve [raient] » (art. 2). L'île d'Elbe, lieu de séjour de l'empereur, devenait une « principauté séparée qui ser[ait] possédée par lui en toute souveraineté et propriété ». Le traité garantissait aussi à l'empereur « un revenu annuel de deux millions de francs en rentes sur le grand livre de France, dont un million

réversible à l'impératrice » (art. 3). Remarquons ici que la souveraineté de l'île d'Elbe n'était pas héréditaire. Pour garantir la sécurité de l'île, toutes les puissances s'engageaient « à employer leurs bons offices pour faire respecter par les Barbaresques, le pavillon et le territoire de l'île d'Elbe » (art. 4). L'impératrice se voyait accorder la propriété et la souveraineté des duchés de Parme, Plaisance et Guastalla. Son fils et sa descendance en ligne directe en hériteraient à sa mort (art. 5). Caulaincourt n'obtint donc pas la Toscane comme le souhaitait Napoléon mais les trois duchés formaient malgré tout une jolie de compensation pour sa femme et son fils.

Un revenu net de 2 500 000 francs était réservé à la famille de l'empereur, lui aussi prélevé sur le Grand livre de France (art. 6)²⁶. Joséphine pouvait compter sur un revenu d'un million de francs (art. 7). Pour le prince Eugène, il était seulement convenu qu'il recevrait « un établissement convenable hors de France » sans autre précision (Art. 8). Tout ce que possédait Napoléon en France (art. 9, 10 et 11) restait à la Couronne de France (propriétés, argent, titres et diamants) à l'exception de deux millions de francs employés au versement de gratifications pour les anciens serviteurs de l'empereur. Les dettes de la Maison de l'empereur étaient garanties par le Trésor public (art. 12) et les obligations sur le Mont de Milan (la dette publique italienne) garanties (art. 13). Le traité autorisait aussi le « libre voyage » des souverains, de leur suite et de leurs équipages. Des officiers et des hommes d'escorte appartenant aux troupes alliés leur seraient adjoints (art. 14). Un détachement de la garde impériale française de 1 200 à 1 500 hommes était autorisé à suivre l'empereur jusqu'à son lieu d'embarquement (art. 15).

Une corvette armée et les bâtiments nécessaires au transport devaient être fournis, la corvette restant ensuite la propriété de l'empereur (art. 16). Sur l'île, Napoléon pouvait conserver comme troupe armée 400 hommes « de bonne volonté » (art. 17).

La suite de Napoléon ou celle de sa famille perdrait donc la nationalité française après



trois ans passés hors de France (art. 18). Les soldats polonais qui avaient servi la France avaient la faculté de retourner chez eux en conservant armes et bagages (art. 19). Les puissances alliées signataires du traité, en l'occurrence la Prusse, l'Autriche et la Russie étaient garantes de son application et s'engageaient aussi à le faire ratifier par la France (art. 20). Le dernier article prévoyait une ratification rapide « dans le terme de deux jours ».

À l'aube du 11 avril, signèrent pour Napoléon, Caulaincourt, Ney et Macdonald, pour l'Autriche, le prince de Metternich, pour la Prusse, le baron de Hardenberg et pour la Russie, le comte de Nesselrode. Comme il l'avait promis, Castlereagh ne signa pas. Caulaincourt obtint cependant de lui la promesse écrite que son gouvernement formaliserait bientôt une déclaration d'accession. Le gouvernement provisoire français signa de son côté une déclaration d'adhésion garantissant l'exécution des seuls articles regardant la

France²⁷. Suite à cette signature, Caulaincourt remit aux représentants du gouvernement provisoire l'acte d'abdication signé par Napoléon. Une petite cérémonie fut même organisée à cette occasion : « Les membres du gouvernement provisoire avaient voulu donner une sorte de solennité à l'acte d'abdication ; ils avaient convoqué leurs ministres et d'autres personnes de leur parti » commente Macdonald²⁸. Après cette remise, Talleyrand demanda ensuite aux envoyés de Napoléon leur ralliement au nouveau régime. Ney confirma qu'il servirait désormais le roi mais Caulaincourt et Macdonald refusèrent de se soumettre, au grand dam de l'ancien évêque d'Autun : « Talleyrand ne pouvait changer de couleur ni pâlir mais sa figure s'enfla comme bouffie de colère et prête à éclater »²⁹.

Pour que le traité et surtout les déclarations annexes, celles de la France et de l'Angleterre, soient valides, il restait cependant une dernière étape, celle de la ratification en bonne et due forme par les souverains des Etats concernés. Loin d'être une simple formalité, ce processus souvent délicat pouvait tout remettre en cause. Le grand écuyer et le duc de Tarente craignaient ainsi des revirements de dernière minute. Ils eurent bien raison de se méfier car deux pays firent traîner les choses. Le traité fut bien ratifié par le tsar le lendemain 12 avril. François Ier pour l'Autriche et Frédéric Guillaume III pour la Prusse s'exécutèrent le 16 avril.

Les Britanniques firent en revanche durer le plaisir. Le choix de l'île d'Elbe déplaisait fortement au cabinet britannique. Le premier ministre anglais Lord Liverpool aurait préféré l'Ecosse, les Açores ou même Sainte-Hélène (déjà) comme lieu de résidence pour l'empereur déchu³⁰. Mais il était pour le moment difficile de tout remettre en cause sans fâcher Alexandre. Un refus aurait aussi placé le beau-

père de Napoléon, l'empereur d'Autriche, dans une situation délicate. Aussi, une déclaration fut signée le 27 avril par Lord Castlereagh au nom du prince Régent. L'accession ne fut toutefois pas pleine et entière, la déclaration d'accession au traité se fit *avec réserves*, comme prévu.

L'Angleterre approuvait « les stipulations relatives à la possession en toute souveraineté de l'île d'Elbe et des duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla » mais ne devait pas être « considérée, comme étant, par cet acte d'accession, devenue partie co-contractante [...] à aucune des autres stipulations qui y sont contenues ». Autrement dit seules les clauses concernant la souveraineté engageaient la couronne britannique. La question des titres ou les clauses financières étaient pour le moment ignorées : « Les Anglais considérèrent que l'acceptation des stipulations territoriales du traité de Fontainebleau laissait le temps de voir venir les événements sans se lier les mains » opine Thierry Lentz³¹.

La déclaration signée par le gouvernement provisoire n'engageant pas non plus formellement le roi, Caulaincourt jugea qu'une nouvelle déclaration signée de sa main était indispensable. Louis XVIII n'était jamais intervenu dans la conclusion du traité. Or il lui revenait d'exécuter notamment les clauses financières. Pendant plusieurs jours, il ignora la demande. N'ayant aucune envie de signer, il jouait

tout simplement la montre entretenant le secret espoir qu'une fois les troupes alliées parties de France, il pourrait se soustraire à ces obligations, notamment financières, qu'on voulait lui imposer : « Après m'avoir ajourné, on me paie de mauvaises raisons ; on cherche à me circonvenir ; on voulait me persuader que l'accession du gouvernement provisoire et la garantie stipulée par les puissances contractantes devraient me suffire » tempêta le duc de



Vicence³². Fin mai, le traité de Paris qui officialisait la paix entre la France et ses anciens ennemis fut signé. Les souverains étrangers étaient donc sur le point de quitter la capitale ... et Louis XVIII n'avait toujours pas répondu. Caulaincourt s'adressa une fois encore au tsar pour obtenir satisfaction. Au nom d'Alexandre, le ministre Nesselrode fit pression sur Talleyrand et menaça même de laisser les troupes russes en France jusqu'à ce que le roi signe cette déclaration. La menace produisit un effet immédiat. Dès le lendemain, le prince de Bénévent signa au nom du roi une déclaration confirmant « que les clauses du traité à la charge de la France seront fidèlement exécutées ». Cette déclaration obtenue sous la contrainte ne valait finalement pas grand-chose. Une fois les armées russes parties de France, le roi était en réalité libre de ne pas la respecter. Le souverain de l'île d'Elbe allait bien vite le comprendre.

Mais pour le moment, l'essentiel avait été obtenu : Napoléon avait abdiqué sans heurts et il s'appretait à quitter tranquillement la France pour sa petite île méditerranéenne, si proche des côtes italiennes.

Cette mansuétude en étonna plus d'un : « De notre perspective, il semble incroyablement naïf de la part d'hommes aussi expérimentés que les chefs de la Sixième Coalition d'imaginer qu'ils

pourraient se débarrasser d'un phénomène tel que Napoléon en le confinant dans une île toscane » remarque l'historien américain Steven Englund³³. Les souverains alliés étaient en réalité tout sauf *naïfs*. Ils étaient conscients que ce traité était dangereux pour la sécurité de l'Europe, y compris Alexandre. Alors pourquoi ce dernier qui avait juré la perte de son plus grand ennemi avait-il été si généreux ? L'amitié entre le tsar et Caulaincourt avait compté. Alexandre qui détestait le mensonge apprécia sans doute l'attitude très digne du grand écuyer de Napoléon. On était entre hommes d'honneur et cela eut son importance. Mais avant tout, la personnalité du tsar fut déterminante : « Cette magnanimité à l'égard de l'empereur déchu peut surprendre tant la lutte entre les deux empereurs a été longue et âpre ; en réalité, elle ne peut se comprendre si l'on ne prend pas en compte les codes politico-diplomatiques alors en usage, mais plus encore l'évolution psychologique et religieuse d'Alexandre Ier » explique Marie-Pierre Rey³⁴. Tout à sa dévotion religieuse, Alexandre pardonna à son pire ennemi, refusant de revenir sur sa parole, malgré les conséquences qu'elle pourrait entraîner.

La foi d'un homme, fût-elle celle de l'empereur de toutes les Russies, ne pouvait servir de ciment à un traité d'une pareille importance. En outre, la puissance russe était la moins concernée par les stipulations territoriales ou financières contenues dans le texte. La Prusse gardait une rancune tenace contre l'ancien empereur des Français et n'allait rien faire pour garantir son application. Les Autrichiens qui reprenaient pied en Italie n'appréciaient guère leur nouveau voisin. Ils allaient de surcroît tout mettre en œuvre pour que Marie-Louise restât à Vienne et ne s'installât pas dans les duchés promis. L'Angleterre n'avait même pas approuvé formellement le traité. La France considérait elle aussi que le nouveau lieu de résidence de l'empereur était trop dangereux pour la paix du continent. De plus, Louis XVIII n'avait aucune envie d'entretenir financièrement Napoléon. Au total, la France était tenue de verser pas



Adieux de Napoléon à la Garde impériale dans la cour du Cheval-Blanc du château de Fontainebleau (Montfort)

moins de 5,5 millions de francs par an pris sur les intérêts de la dette française, ce qui revenait à augmenter celle-ci de près de 10 %³⁵. Consentir un tel effort pour l'« usurpateur » n'était pas acceptable.

Quant à Napoléon, il n'avait accepté ce traité que du bout des lèvres, restant persuadé que la campagne de France avait été perdue à cause de la lâcheté voire de la trahison de certains. Il n'avait, il est vrai, subi aucune défaite directe et avait abdicqué au milieu d'une Garde impériale à peine entamée. Dans ces conditions, il ne pouvait que nourrir lui aussi un certain sentiment de revanche.

Dès l'origine, le traité de Fontainebleau contenait en lui-même les germes de son futur échec.

P.B.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Caulaincourt, *Mémoires*, Paris, Plon, 1933, t. III, p. 264.
2. *Ibid.*, p. 58.
3. *Correspondance de Napoléon Ier, publiée par ordre de l'empereur Napoléon III* [ci-après simplement : *Correspondance*], n° 21546.
4. Caulaincourt, *Mémoires*, t. III, p. 70.
5. Partisan d'une alliance avec la Russie, Caulaincourt avait même essayé de dissuader Napoléon d'entreprendre sa funeste campagne de Russie en 1812.
6. Caulaincourt, *Mémoires*, t. III, p. 145.
7. *Ibid.*, p. 153.
8. *Ibid.*, p. 154.
9. *Ibid.*, p. 155 à 158. Toutes les citations qui précèdent sont extraites des pages mentionnées ici.
10. *Ibid.*, p. 161.
11. *Ibid.*, p. 176.
12. *Ibid.*, p. 184.
13. *Ibid.*, p. 224.
14. Macdonald, *Souvenirs*, Paris, Plon, 1892, p. 281.
15. Caulaincourt, *Mémoires*, t. III, p. 226.
16. Macdonald, *Souvenirs*, p. 285.
17. Caulaincourt, *Mémoires*, t. III, pp. 247-251.
18. *Ibid.*, p. 246. Pour cette affaire, Napoléon ne se fia qu'à Caulaincourt. Il connaissait mal Macdonald nommé maréchal sur le tard (il était un ancien soutien de Moreau) et avait quelques raisons de se méfier de Ney. Le prince de la Moskova correspondait d'ailleurs depuis quelques jours avec Talleyrand l'assurant de son dévouement pour obtenir l'abdication de Napoléon.
19. *Ibid.*
20. *Ibid.*, p. 258
21. *Ibid.*, p. 291.
22. Lettre de Castlereagh à Lord Bathurst, cité par Jonathan North in *Napoleon on Elba – Diary of an Eyewitness of exile*, Ravenhall books, p. 21.
23. Caulaincourt, *Mémoires*, t. III, p. 314.
24. *Ibid.*, p. 309.
25. *Ibid.*, p. 317.
26. Madame mère devait recevoir 300 000 francs, Joseph et sa femme 500 000 francs, Louis 200 000 francs, Hortense et ses enfants 400 000 francs, Jérôme et sa femme 500 000 francs, Elisa 300 000 francs et Pauline la même somme. Caroline et Murat régnant encore à Naples ne furent bien entendu pas compris dans cette répartition.
27. Déclaration du gouvernement provisoire du 11 avril 1814 in Michel Kerautret, *Les grands traités de l'Empire (1810-1815)*, Paris, Nouveau monde éditions, 2004, t. II, p. 131. Dans ses *Mémoires* (p. 431), Talleyrand cite une version légèrement différente, rajoutant, sans doute pour mieux souligner la « grandeur » de son geste, le motif suivant : « pour donner aux évènements qui ont lieu un caractère particulier de modération, de grandeur et de générosité ».
28. Macdonald, *Souvenirs*, p. 298.
29. *Ibid.*
30. Thierry Lentz, *Nouvelle histoire du Premier Empire*, Paris, Fayard, 2010, t. IV, p. 157.
31. *Ibid.*
32. Lettre du 26 mai 1814 à Napoléon cité par Caulaincourt, *Mémoires*, t. III, p. 408.
33. Steven Englund, *Napoléon*, Editions de Fallois, Paris, 2004, p. 511.
34. Marie-Pierre Rey, *Alexandre Ier*, Paris, Flammarion, 2009, p. 340.
35. Sur les explications concernant la rente 5 % voir notre article dans *Quand Napoléon inventait la France - Dictionnaire des institutions politiques, administratives et de cour du Consulat et de l'Empire*, Paris, Tallandier, 2008.

Le porphyre russe du sarcophage de Napoléon Bonaparte



Natalia TANCHINA
Docteur en histoire,
Professeur de l'Académie d'économie nationale et du service
d'état du Président de la Fédération Russe,
Professeur de la chaire d'Histoire moderne et contemporaine de
l'Université pédagogique de Moscou.



Le 5 mai 1821, l'Empereur Napoléon I est mort sur l'île Sainte-Hélène. Le 15 décembre 1840, un événement historique a eu lieu à Paris : le retour des cendres de Napoléon I. Après de longues négociations avec le gouvernement britannique, le troisième fils du roi Louis-Philippe, le Prince de Joinville, est chargé du rapatriement des cendres de l'Empereur

depuis Sainte-Hélène. La volonté de Napoléon s'est accomplie : « Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé »¹.

Le cercueil de Bonaparte a été installé dans la chapelle de St. Jérôme aux Invalides. Cependant, la construction du sarcophage prendra beaucoup de temps. Il n'a ainsi été

EXHUMATION DES CENDRES DE NAPOLEON.



Les cendres de Napoléon furent exhumées par un officier anglais, sous la direction de son collègue, le capitaine de la marine britannique, et furent déposées dans un cercueil de plomb. Le 15 décembre 1840, les cendres furent rapatriées en France par le prince de Joinville, le troisième fils du roi Louis-Philippe. Le 5 mai 1821, Napoléon Ier est mort sur l'île Sainte-Hélène. Le 15 décembre 1840, un événement historique a eu lieu à Paris : le retour des cendres de Napoléon I. Après de longues négociations avec le gouvernement britannique, le troisième fils du roi Louis-Philippe, le Prince de Joinville, est chargé du rapatriement des cendres de l'Empereur depuis Sainte-Hélène. La volonté de Napoléon s'est accomplie : « Je désire que mes cendres reposent sur les bords de la Seine, au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé »¹. Le cercueil de Bonaparte a été installé dans la chapelle de St. Jérôme aux Invalides. Cependant, la construction du sarcophage prendra beaucoup de temps. Il n'a ainsi été

inauguré que le 2 avril 1861 par le neveu de l'Empereur Napoléon, Napoléon III. Mais l'histoire de la création du sarcophage est étroitement liée à la Russie...

L'architecte du sarcophage, Louis Visconti (1791–1853), a proposé de le fabriquer de porphyre rouge, à l'instar des sarcophages des empereurs romains. Le porphyre rouge était considéré comme une pierre royale.

Mais où trouver le porphyre ? Les carrières romaines étaient vides. On tenta de faire des recherches en Grèce, en Corse et dans plusieurs localités de la France, mais toutes ces recherches n'obtiennent aucun résultat. Ce n'est qu'en 1846, qu'il devient clair que le porphyre demeure disponible en Russie. Un ingénieur italien, Gianfranco (Jean-François) Bujatti, installé depuis longtemps en Russie, envoie, depuis Saint Pétersbourg, des échantillons de pierre à Paris.

La chose la plus surprenante fut que la pierre découverte en Russie n'était en réalité pas du porphyre. Le professeur parisien Pierre-Louis Cordier a examiné cette pierre à l'aide d'un microscope (une chose rare dans ces années) et a conclu que ce minéral n'était pas du porphyre, mais qu'il s'agissait en fait du « grès métamorphose »². Les spécialistes modernes préfèrent utiliser le terme de « quartzite de Chokcha », d'après le nom du village où la pierre a été découverte³. Dans le

département des Arts du ministère de l'Intérieur, cette pierre a été enregistrée comme « l'ancien porphyre rouge russe ». Et jusqu'à présent, dans les sources diverses, notamment françaises, on maintient qu'il s'agit de « porphyre ».

À cette même époque, le célèbre voyageur français Louis-Antoine Léouzon Le Duc (1815–1889), originaire de Dijon, projetait une expédition dans les pays du Nord. Il voulait visiter la Suède, la Finlande, le Danemark et



la Russie pour étudier le folklore et la littérature de ces pays. Le jeune homme avait déjà été deux fois à Saint-Pétersbourg, en 1840 et en 1842. Il avait alors servi comme gouverneur dans la maison d'un aristocrate russe, le comte Vladimir Musin-Pushkin. Il profitera de cette période pour traduire en français le roman de Mikhaïl Lermontov « le Héros de notre temps ». Il souhaitait par ailleurs faire une traduction en français de l'épopée finlandaise « Kalevala » et a commencé pour cela à apprendre le finnois.

Informé de cette expédition, le Ministère de l'Intérieur de la France a décidé de saisir cette occasion pour confier au voyageur l'opération de l'exploitation et du transport du porphyre russe⁴.

Cette expédition durera trois ans selon le témoignage du voyageur. Mais cette histoire reste inconnue à la fois en Russie et en France. L'histoire de l'expédition pour « le porphyre russe » a été publiée, pour la première fois, par Léouzon Le Duc en 1853 dans le mélange « Études sur la Russie et le Nord de l'Europe ». En 1873, cette histoire a été publiée sous la forme d'une petite brochure intitulée « Le sarcophage de Napoléon en son tombeau des Invalides »⁵. En 1886, le même essai a été placé dans le livre « Souvenirs et impressions de voyage dans les pays du Nord de l'Europe, Suède, Finlande, Danemark, Russie »⁶ (la deuxième édition a été publiée dix ans plus tard).

Léouzon Le Duc a choisi un mauvais moment pour son voyage en Russie. C'était une période difficile dans les relations russo-françaises. L'Empereur Nicolas Ier considérait le roi Louis-Philippe comme l'usurpateur du trône et comme « le roi des barricades ». Les contacts entre les deux pays

devenaient très limités. Mais si Nicolas détestait la Monarchie de Juillet et le roi Louis-Philippe, il respectait beaucoup la culture et la civilisation de la France. Par exemple, l'ambassadeur de France en Russie de 1835 à 1841, le baron Prosper de Barante relate les paroles du Tsar Nicolas adressées au diplomate français le comte Arthur de Quinemont : «Eh bien, mon camarade, comment trouvez-vous cela? (la conversation a eu lieu pendant les manœuvres d'artillerie. — *N.T.*) J'espère que ces pièces-là ne tireront jamais contre des pièces françaises ! Dieu nous préserve de la guerre ; mais si par malheur nous l'avions, il faudrait voir les Français et les Russes marcher ensemble. Rien ne tiendrait contre nos deux armées ». Cependant, le baron de Barant a noté : «Il n'y a pas lieu d'attacher une extrême importance à de telles paroles provoquées par l'impression du moment. Pour mon compte, je ne pense point qu'elles prouvent un changement dans la disposition de l'empereur. Cette vive effusion ne s'adresse pas à la France actuelle, mais à une France de souvenir ou plutôt d'imagination, une France toute monarchique et militaire qu'il regrette, sans savoir si elle est possible »⁷.

Tandis qu'en France, le roi Louis-Philippe construisait la légende napoléonienne ; en Russie, l'Empereur Nicolas Ier formait le culte de la victoire sur Napoléon Bonaparte. La victoire de la Russie sur la France a été un facteur important de croissance de la conscience nationale, un sujet de fierté et de gloire nationales. L'Empereur Nicolas Ier éprouvait à la fois la fierté de la victoire et le respect de Napoléon Ier en tant qu'adversaire politique et militaire puissant qui avait conquis toute l'Europe continentale. La colonne d'Alexandre, l'ouverture solennelle de l'Arc du Palais de l'État-Major, le début de la construction de la Cathédrale du Christ-Sauveur de Moscou, la glorification de la bataille de Borodino — tout cela symbolisait la puissance et la force de la Russie.

La chose la plus surprenante est certainement qu'en parallèle à la formation du culte de la victoire sur Napoléon, la légende napoléonienne se forme également

en Russie. Le grand poète russe Mikhaïl Lermontov l'a montré clairement dans sa poésie. Si le peuple avait une aversion évidente pour Napoléon, l'élite russe était impressionnée par la légende napoléonienne. Le baron de Barante écrivait : « Il est curieux d'observer à quel point la Russie est restée étrangère à la restauration française. Les boutiques et les salons sont remplis de portraits de Napoléon, de gravures de ses batailles, de tout ce qui se rapporte à lui. Le culte pour son génie trouve ici encore plus d'adulation qu'en France ; depuis l'Empereur jusqu'au plus simple officier, on ne parle pas de lui sans admiration »⁸.

À la fin d'août 1846, Léouzon Le Duc est arrivé dans la capitale russe. La colonne d'Alexandre et la cathédrale Saint-Isaac, qui était encore en construction, ainsi que les chefs-d'œuvres de son compatriote Auguste de Montferrand, attire son attention. Il s'intéresse à l'aspect technique : la colonne érigée à la mémoire de l'empereur Alexandre 1er, est construite d'un monolithe de granit de Finlande, tandis que la cathédrale Saint-Isaac est construite de granit, marbre et porphyre⁹. Il visite par ailleurs le Corps des mines : « Le Corps des mines n'est pas seulement une exposition des produits géologiques et minéralogiques de la Russie, c'est encore une école destinée à former des ingénieurs pour les travaux d'exploitation et pour les études du cadastre »¹⁰. À Peterhof, le voyageur visite « une vaste fabrique appartenant à la couronne, où l'on met en œuvre les porphyres, les malachites, et autres pierres précieuses issues des gisements minéralogiques de l'Empire, et même des pays étrangers »¹¹, et à Kronstadt, il étudie la possibilité de transport des blocs de porphyre.

Il décide de chercher le porphyre sur l'île de Hogland, située à 180 km à l'ouest de Saint-Pétersbourg, entre l'Estonie et la Finlande. Cette île est devenue russe en 1710.

La première tâche des voyageurs est d'atteindre un port pour rejoindre l'île



convoitée. En l'absence de routes, ils doivent constamment changer les attelages de leurs calèches. Finalement, Léouzon Le Duc arrive à Viborg, la capitale de la Karélie, « harassé, couvert de boue, mouillé jusqu'aux os ».

Un ingénieur Jean-François Bujatti et un autre assistant l'encouragent par leurs cris : « Vive Napoléon ! », tandis les occupants d'une caravane finlandaise chantent en chœur « ce chant splendide inspiré au poète Topelius par le Retour des Cendres de l'Empereur »¹².

Arrivé sur l'île, il mesure combien le porphyre y est abondant : « Le porphyre y règne du nord au sud, sur une longueur de près de deux lieues, et une largeur d'une demi-lieue »¹³. Mais malheureusement le résultat ne répond pas à l'attente du voyageur : il ne pouvait pas trouver dans le porphyre de Hogland ni les dimensions ni l'homogénéité de couleur qui étaient réclamées dans ses instructions¹⁴.

Après cet échec, Léouzon Le Duc décide de chercher le porphyre dans la région d'Olonetz, avec le centre à Petrozavodsk, c'est-à-dire à environ trois cents lieues de l'île de Hogland. Selon ses informations, les carrières de porphyre libres et vierges étaient là. Les routes locales étaient encore pires. Léouzon Le Duc écrivait : « Il serait long de raconter toutes les péripéties de ce nouveau voyage. Ce que j'ai dit de la route qui sépare Saint-Pétersbourg de la frontière de Finlande ne caractériserait que bien faiblement celle que j'eus à parcourir... Or, si l'on excepte trois ou quatre grandes chaussées, véritables merveilles de construction, tel était, en 1846, l'état de

toutes les routes intérieures de la Russie »¹⁵. Après la nuit chez un paysan du village d'Ignatievskoe, le Français a commencé à explorer méthodiquement les rives des fleuves Onega et Svir', soit à pied, soit à cheval, soit en bateau ou en charrette. Il dormait sur le banc (en Russie il n'y avait pas de lits dans les maisons des pauvres), mangeait « le pain noir du moujik »¹⁶.

La population locale n'a pas aimé le voyageur. Les habitants vendaient du porphyre dans les villes et devenaient avides ; les paysans étaient naïfs et superstitieux. Par exemple, ils s'abstenaient de tabac, parce que « disent-ils, le Christ n'a jamais ni prisé ni fumé ». Selon Léouzon Le Duc, les hommes ici étaient « encore assez beaux », mais les femmes étaient « excessivement laides ». Il écrivait : « Je n'y ai pas rencontré une seule jeune fille d'une physionomie avenante »¹⁷. Cependant de tels jugements étaient communs à de nombreux Français qui voyageaient en Russie.

Comme d'autres étrangers, Léouzon Le Duc raconte des anecdotes en les prenant pour des vérités. Ainsi, il raconte l'histoire de l'Empereur Pierre le Grand. Un jour l'Empereur aurait rencontré un paysan qui était très gros et qui ne pouvait pas perdre du poids. Alors l'Empereur l'aurait envoyé dans les mines pour maigrir ! Deux années plus tard, le Tsar rencontre de nouveau ce paysan qui était mince comme un roseau. Et Pierre le Grand lui dit : « Ah c'est vous ? Eh bien j'espère que vous êtes content de moi... Quelle taille mince et fluette !.. Allez, et souvenez-vous que le travail est le meilleur antidote contre votre maladie »¹⁸. Selon le Français, l'Empereur russe vouvoyait avec ses sujets.

Dans le vieux village Chokcha, Léouzon Le Duc trouve enfin une mine de porphyre rouge inexploitée dont l'homogénéité de ton et les masses colossales répondent en tous points aux conditions de son programme. Nos contemporains, les professeurs de minéralogie de Paris et de Saint-

Pétersbourg, Jacques Touré et Andrei Bulakh, croient logiquement que Léouzon Le Duc n'aurait pu trouver et transporter le porphyre sans l'aide de quelqu'un. Il s'agit probablement de l'ingénieur Buyatti qui aurait par ailleurs envoyé des exemplaires de la pierre à Paris.

Il reste à procéder à l'extraction du minerai, mais pour cela, il était nécessaire d'obtenir l'autorisation des autorités russes, et puis organiser le transport de la pierre en France. Ces deux tâches étaient très difficiles. Selon Léouzon Le Duc, il était au centre du conflit de compétences des deux centres administratifs, dont dépend l'obtention de l'autorisation. En conséquence, le document nécessaire a été reçu de l'Empereur lui-même.



À la réunion du conseil d'État le prince **Pierre Volkonsky**, ministre de la Cour impériale, a présenté au souverain la demande du voyageur français. Comme en

Léouzon Le Duc, l'Empereur Nicolas a dit : « Quelle destinée!.. Cet homme, nous lui avons donné le premier coup de la mort par l'incendie de notre antique et sainte capitale, et c'est à nous qu'on vient demander sa tombe. Qu'on accorde à l'envoyé du gouvernement français tout ce qu'il désire et qu'on ne perçoive point de droit »¹⁹.

Léouzon Le Duc écrit alors: «Destinée étrange ! Comme si entre Napoléon et la Russie il y avait une sorte de compromis suprême, et qu'après avoir cherché en vain, pendant sa vie, à faire de l'empire des tzars le plus beau trophée de son empire, le grand capitaine eût voulu en tirer, du moins après sa mort, le plus bel ornement de son sépulcre »²⁰.

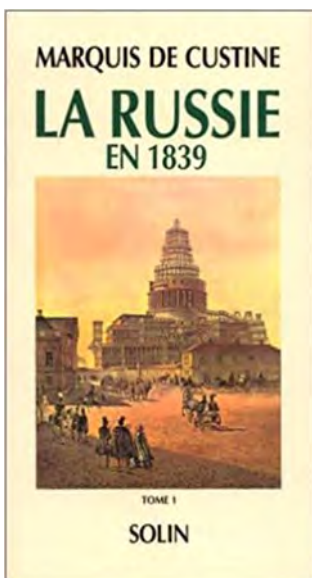
Quel était le prix matériel de cette expédition ? Les journaux français écrivaient que l'Empereur Nicolas avait fait un cadeau à la France et que le sarcophage n'avait rien coûté. Selon Léouzon Le Duc, c'était une grave erreur : « Ce que nous devons à l'empereur de Russie, c'est la concession gratuite du droit d'exploiter le porphyre, droit qui avait été estimé six mille francs. Quant à l'exploitation, si l'on y joint les frais d'exploration et de transport, elle nous revient à environ deux cent mille francs »²¹. Mais le voyageur a souligné que, grâce à la protection de l'Empereur, tous les obstacles administratifs avaient été surmontés et toutes les portes étaient facilement ouvertes pour les voyageurs français. Il écrivait alors : « Mais ce qui, dans les circonstances où nous nous trouvons, donnait à la concession du tzar un prix inestimable, c'est que par elle toutes les oppositions, toutes les cabales soulevées contre nous rentraient dans le néant, et que désormais toute facilité était ouverte à mes opérations »²².

L'ingénieur Bujatti s'est mis au travail avec zèle et énergie. Léouzon Le Duc lui-même, souvent malade de fatigue, retournait de temps en temps en France. En son absence, il était remplacé par un attaché de l'ambassade de la France M. Gazener, qui enregistrerait l'avancement des travaux. Le voyageur était très satisfait du résultat : on trouvait quinze blocs (d'après Bujatti, ils étaient 29) homogènes pour la caisse et les compartiments inférieurs du sarcophage mais il restait encore la masse gigantesque pour former le couvercle et la corniche.

À la suite de ces travaux, le paysage de Shokcha a changé complètement. Léouzon Le Duc écrivait : « Aujourd'hui les bords du lac Onéga, dévastés par la mine, n'offrent plus que l'image d'un lugubre cataclysme, digne souvenir de l'illustre mort auquel ils ont donné une tombe »²³.

Mais comment l'idée de créer un sarcophage de « porphyre russe » était acceptée en France ?

Après la publication en 1843 du livre du



marquis Astolphe de Custine « La Russie en 1839 » la réputation de l'Empire de Nicolas I était profondément ruinée et les sentiments russophobes étaient très répandus dans la société française. Selon Léouzon Le Duc, la plupart des journaux ont pris l'idée de créer un sarcophage de porphyre russe avec

hostilité. Quelques-uns reprochaient l'origine russe du minéral ; d'autres considéraient le porphyre comme un matériau très fragile. « On prétendait que le rouge antique abondait dans une foule de localités de la France, et que par conséquent il était parfaitement inutile d'aller le chercher aussi loin »²⁴.

Comme écrivait Léouzon Le Duc, « toutes ces récriminations plus ou moins malveillantes, plus ou moins intéressées, ont été victorieusement réfutées ; l'architecte du monument n'a pas même hésité à invoquer pour cela le concours des tribunaux, et à provoquer les déclarations des hommes spéciaux les plus compétents »²⁵.

L'extraction de pierre étant terminée, la tâche de la transporter en France n'était pas moins difficile. L'itinéraire était le suivant :

le lac Onéga, le fleuve de Svir, le Wolkoff, le canal Ladoga, la Néva, le golfe de Finlande, la mer Baltique, la mer du Nord, et du Havre remonter la Seine jusqu'à Paris. La saison était très défavorable à une telle entreprise, l'automne est entré dans une période de pluies et de tempêtes. Au tout début, pendant un terrible ouragan sur le lac Onéga une barge avec les blocs s'est penchée et beaucoup d'entre eux sont tombés dans l'eau et se sont noyés²⁶.

La majeure partie des blocs a été sauvée, mais le transport de « porphyre » a été reporté à l'année suivante. Finalement, en 1849 après trois mois d'une pénible traversée, le porphyre arrive à Paris, au quai d'Orsay, où tout Paris peut le voir et l'admirer. Ensuite, les blocs sont transportés aux Invalides, où ils restent près de deux ans encore. Là, à l'aide d'une puissante machine à vapeur, la pierre a reçu la forme définitive du sarcophage.

Les travaux de création du sarcophage et de reconstruction des intérieurs ont duré vingt ans. Le tombeau de l'Empereur Napoléon I, érigé sous le Dôme des Invalides, a été inauguré le 7 avril 1861 par le cardinal-archevêque de Paris, en présence de l'Empereur Napoléon III, entouré des princes de sa famille, des maréchaux, des grands officiers de la couronne, des membres du conseil privé et d'autres personnalités importantes. Visconti n'a pas pu y assister, il était mort !



Léouzon Le Duc était passionné par Napoléon Bonaparte. Dans ses « Études sur la Russie et le Nord de l'Europe » il a publié un poème de l'auteur Suédois, Charles-Auguste Nicander, « Napoléon ou le Lion dans le désert »²⁷. Comme il écrivait, « *Le Lion dans le Désert* est un des plus beaux poèmes sur Napoléon que possède le Nord »²⁸.

Quant à Léouzon Le Duc, il a écrit encore beaucoup de livres sur la Russie. Pendant la guerre de Crimée, il était un propagandiste passionné et a publié plusieurs livres anti-russes²⁹. Après la guerre, au début du rapprochement franco-russe, il écrivait alors des romans sur la Russie³⁰. Et après la guerre franco-prussienne, il devient presque un ami de la Russie et écrit un roman sur l'Odyssée de la princesse Anne³¹. L'historien Michel Cadot considère les œuvres de

Léouzon Le Duc comme hostiles à la Russie. À mon avis, cela est correct pour ses livres de la période de la guerre de Crimée, mais en ce qui concerne l'ouvrage sur l'expédition en Russie pour le « porphyre », je ne mesure pas de tonalité russophobienne.

C'est plutôt un récit d'anecdotes et de clichés typiques pour des auteurs étrangers. Les Russes savent eux-mêmes que les routes de l'époque en Russie sont mauvaises et la bureaucratie irrésistible, mais le voyageur n'a pas pour autant oublié l'aide des autorités russes et de l'Empereur Nicolas lui-même.

Trente-cinq ans se sont écoulés depuis l'inauguration du sarcophage de Napoléon Bonaparte, quand l'Empereur Nicolas II, lors de sa visite officielle à Paris en 1896, pencha sa tête nue devant le sarcophage de



Napoléon Bonaparte...

N. T.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Poisson G. *L'Aventure du Retour des Cendres*. Paris, 2004.
2. Touré J., Boulah A. G. *La pierre en couleurs du tombeau de Napoléon à Paris* // Art, Géologie, Géographie // Bulletin de l'Université de Saint-Pétersbourg. Sciences de la Terre. 2017.T. 62. N° 1, p. 26. Ture Zh., Bulakh A.G. *Tsvetnoi kamen' grobnitsy Napoleona v Parizhe: iskusstvo, geologiya, geografiya* // Vestnik SPbGU. Nauki o Zemle. 2017. T. 62. Vyp. 1., s. 26.
3. Touré J., Boulah A. G. *De Shokcha à Paris. Histoire de la recherche, de l'extraction, de la Livraison et du traitement du quartzite de Shokcha pour le sarcophage de Napoléon* // Travaux du centre scientifique de Carélie de l'Académie des sciences de Russie. 2016. N° 10, p. 129. Touré J., Boulah A. G. *Iz Shokshi v Parizh. Istoriia poiska, dobychi, dostavki i obrabotki shokshinskogo kvartsita dlia sarkofaga Napoleona* // Trudy Karel'skogo nauchnogo tsentra RAN. 2016. N° 10, s. 129.
4. Selon Léoouzon Le Duc, il a été en Russie quatre fois: en 1840, 1842, 1846-1847 et 1850-1851.
5. Léoouzon Le Duc L. *Le sarcophage de Napoléon en son*

tombeau des Invalides. Paris, 1873.

6. Léoouzon Le Duc L. *Souvenirs et impressions de voyage dans les pays du Nord de l'Europe, Suède, Finlande, Danemark, Russie*. 2 e édition. Paris, 1896.
7. Barante P. de. *Souvenirs du baron de Barante*. 1782—1866. T. 1—8. P., 1890—1901. T. 5, p. 448-449.
8. Ibid., p. 287.
9. Léoouzon Le Duc L., *Le sarcophage de Napoléon en son tombeau des Invalides*, p. 15-16.
10. Ibid., p. 14.
11. Léoouzon Le Duc L.-A. *Études sur la Russie et le Nord de l'Europe*. Paris, 1853, p. 7.
12. Léoouzon Le Duc L., *Le sarcophage de Napoleon en son tombeau des Invalides*, p. 19-20.
13. Ibid., p. 23-24.
14. Ibid., p. 24.
15. Ibid., p. 25.
16. Ibid., p. 28.
17. Ibid., p. 29.
18. Ibid., p. 30-31
19. Ibid., p. 34.
20. Ibid., p. 11-12
21. Ibid., p. 34-35.
22. Ibid., p. 35.
23. Ibid., p. 36.
24. Ibidem.
25. Ibid., p. 36-37.
26. Ibid., p. 38-39.
27. Léoouzon Le Duc L.-A. *Études sur la Russie et le Nord de l'Europe*. p. 29-55.
28. Ibid., p. 29.
29. Léoouzon Le Duc L. *La Russie et la civilisation européenne*. Paris, 1854; Léoouzon Le Duc L. *La Question russe*. Paris, 1853; Léoouzon Le Duc L.-A. *La Russie contemporaine*. Paris, 1854.
30. Léoouzon Le Duc L.-A. *Ivan*. Paris, 1859.
31. Léoouzon Le Duc L.-A. *La Princesse Gourkoff, suite et fin de l'Odysée galante d'une princesse russe*. Paris, 1879.



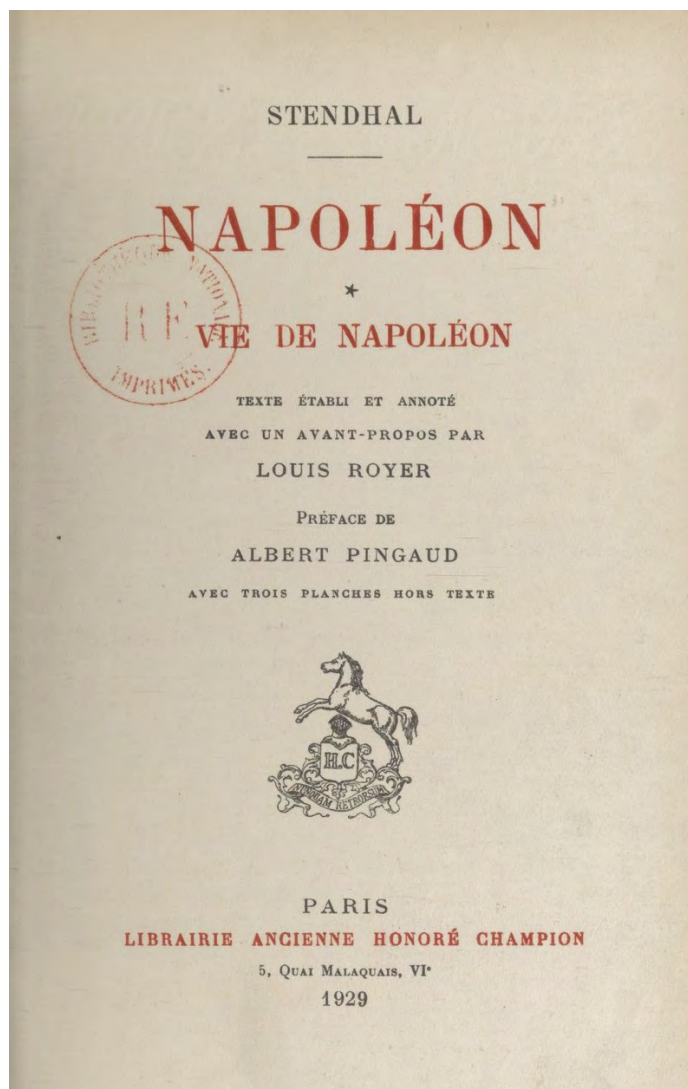
Que Napoléon ait lui-même, à différentes reprises, voulu tout contrôler – à commencer par son image – ne fait évidemment aucun doute. Pour ce qui concerne plus particulièrement les écrits, les différents bulletins de la Grande Armée se chargèrent d'offrir un regard sur les épisodes car c'était là le document officiel censé demeurer à la postérité.

Ce que l'Empereur soupçonnait alors mais n'imaginait guère, c'était l'engouement qui s'emparerait des écrivains français eux-mêmes pour cette terrible épreuve. Avant même Tolstoï et son célèbre *Guerre et Paix*, nombreux furent ceux qui, à travers leurs écrits, relatèrent la longue campagne puis l'interminable retraite qui s'ensuivit.

L'un des premiers, Stendhal, avait l'avantage d'être présent sur place en sa qualité de « responsable chargé de la Direction générale des approvisionnements de réserve dans les trois gouvernements de Smolensk, Mohilev et Vitebsk ». Aux côtés des personnalités comme Daru notamment, il constata avec effroi les décisions appliquées et surtout la stratégie adoptée.

Il écrit notamment, dans *Vie de Napoléon* (p. 147) : « Après la bataille de la Moskova, Napoléon pouvait faire prendre son quartier d'hiver à l'armée et rétablir la Pologne, ce qui était le véritable but de la guerre ; il y était parvenu presque sans coup férir. Par vanité et pour effacer ses malheurs en Espagne, il voulut prendre Moscou. Cette imprudence n'aurait été suivie d'aucun inconvénient s'il ne fût resté que vingt jours

au Kremlin ; mais son génie politique, toujours si médiocre, lui fit perdre son armée. Arrivé le 14 septembre 1812, Napoléon aurait dû en partir le 1^{er} octobre. Il se laissa leurrer de l'espoir de faire la paix ; l'héroïque brûlement de Moscou, s'il l'eut évacué, devenait alors ridicule. »



Les témoignages de Marbot, de Bourgoigne, de Coignet et de tant d'autres soldats, en particulier les souvenirs du sous-officier Jean-Michel Chevalier (conservés à la bibliothèque Thiers à Paris, fonds Frédéric Masson), offrent un regard précis et circonstancié des événements, dont ils ont été les acteurs et, parfois, les victimes.

Parallèlement à ces premiers textes, les gravures, estampes, imageries populaires (dont celles de Pellerin à Épinal comptent parmi les plus célèbres) révèlent toutes les réalités connues, à la fois au sein des combats et des épisodes vécus.

Les peintres Charlet et Raffet accompagnent l'opération en proposant des scènes qui, bientôt, seront également reproduites dans tous les manuels scolaires et les ouvrages spécialisés.

La génération qui suit n'utilise pas du même registre. L'importance se situe davantage dans le ressenti ou l'expression des sentiments, que dans une quelconque

authenticité. La réinterprétation passe par des instants forts. Tel est notamment le cas de Balzac qui fait raconter, dans son *Médecin de campagne* : « Arrive la Bérézina. Ici, mes amis, l'on peut vous affirmer par ce qu'il y a de plus sacré ; sur l'honneur, que, depuis qu'il y a des hommes, jamais, au grand jamais, ne s'était vu pareille fricassée d'armée, de voitures, d'artillerie, dans de pareille neige, sous un ciel pareillement ingrat. Le canon des fusils brûlait la main, si vous y touchiez, tant il était froid. C'est là que l'armée a été sauvée par les pontonniers, qui se sont trouvés solides au poste, et où s'est parfaitement comporté Gondrin, le seul vivant des gens assez entêtés pour se mettre à l'eau afin de bâtir les ponts sur lesquels l'armée a passé, et se sauver des Russes qui avaient encore du respect pour la grande armée, rapport aux victoires. Et, dit-il en montrant Gondrin qui le regardait avec l'attention particulière aux sourds, Gondrin est un troupiier fini, un

RETRAITE DE MOSCOW.



L'armée française après des prodiges de valeur et des succès prodigieux, entra triomphante dans la ville de Moscou ; l'ennemi ne pouvait plus résister à cette invincible armée, les drapeaux seuls parurent la victoire et l'assassin. Un front des plus rigoureux surprit dans sa retraite cette brillante armée et moussons en moins de 24 heures la plus grande partie de ces guerriers ; le reste se traîna péniblement en combattant jusqu'aux bords de la Vistule. C'est là que le brave périt. Engrès rallia les débris et parvint par son activité et son courage à contenir son ennemi dit son plus redoutable. Cette retraite désastreuse n'en est pas moins un monument de plus à la gloire des français ; ils conserveront toujours le sentiment de leur supériorité.

DE LA FABRIQUE DE PELLERIN, IMPRIMEUR-LIBRAIRE, A ÉPINAL.

troupier d'honneur même, qui mérite vos plus grands égards. J'ai vu, reprit-il, l'empereur debout près du pont, immobile, n'ayant point froid. Était-ce encore naturel ? Il regardait la perte de ses trésors, de ses amis, de ses vieux Égyptiens. Bah ! tout y passait, les femmes, les fourgons, l'artillerie, tout était consommé, mangé, ruiné. Les plus courageux gardaient les aigles ; parce que les aigles, voyez-vous, c'était la France, c'était tout vous autres, c'était l'honneur du civil et du militaire qui devait rester pur et ne pas baisser la tête à cause du froid. On ne se réchauffait guère que près de l'empereur, puisque quand il était en danger, nous accourions, gelés, nous qui ne nous arrêtions pas pour tendre la main à des amis. »

À la suite de l'auteur du *Colonel Chabert* qui a déjà porté son regard sur l'épopée napoléonienne au moyen de destins individuels marquants, Victor Hugo n'est pas en reste. Dans *l'Expiation*, ses fameux vers résonnent encore : « Il neigeait. On était vaincu par sa conquête. / Pour la première fois l'aigle baissait la tête. / [...] L'empereur se tourna vers Dieu ; l'homme de gloire / Trembla ; Napoléon comprit qu'il expiait / Quelque chose peut-être, et, livide, inquiet, / Devant ses légions sur la neige semées : / "Est-ce le châtement, dit-il. Dieu des armées ?" / Alors il s'entendit appeler par son nom / Et quelqu'un qui parlait dans l'ombre lui dit : Non. »

Les romans de la comtesse de Ségur – dont il faut rappeler que le père était le gouverneur de la cité moscovite ayant

ordonné l'incendie à l'arrivée des Français – se diffusent dans les foyers. Et au début du XXe siècle, d'autres qu'elle se proposent de laisser parler leur imagination.

Peintres et graveurs, sculpteurs et écrivains alimentent alors la nouvelle attraction qui, déjà, balaie tout sur son passage : le cinématographe. Pour la campagne de Russie, de nombreuses adaptations du roman de Tolstoï sont portés à l'écran. Outre les films de King Vidor à Hollywood avec Audrey Hepburn, Henry Fonda et Mel Ferrer, c'est évidemment celui de Sergueï Bondartchouk (sur près de huit heures) qui





marque les esprits et continue, plus de cinquante ans après, de faire le bonheur des cinéphiles, en Russie mais aussi en France. Les réalisateurs hexagonaux ne sont pas en reste, offrant à leur tour leurs créations. Au festival de Cannes, la projection des *Duellistes* de Ridley Scott en 1977 vaut à son metteur en scène un prix spécial du jury.

La campagne de Russie elle-même gagne aussi les travaux des historiens. À la suite d'Eugène Tarlé dont les ouvrages connaissent un grand succès en France, plusieurs études poursuivent les éditions d'Adolphe Thiers, Frédéric Masson, Louis Madelin et, plus récemment, de Jean Mistler, André Castelot, Jean Tulard.

Dernier avatar des grands écrivains et emboitant le pas de Hugo dont il reprend le premier vers, Patrick Rambaud, dans son roman éponyme *Il neigeait*, s'intéresse moins aux héros du passé et met désormais en valeur les personnages secondaires au milieu de l'histoire. Il écrit : « Les traîneurs, cavaliers démontés aux bottes entourées de chiffons, voltigeurs, hussards fagotés comme des épouvantails, portaient des barbes touffues où les flocons se fixaient. La

nuit, ils volaient des chevaux qu'ils montaient avec l'idée de les dévorer plus tard. Si une voiture cassait une roue, ils la flambaient, se disposaient en cercle sous des bâches et des couvertures; ces tentes s'alourdissaient de neige. Madame Aurore possédait une casserole. Elle en devenait précieuse. Au réveil, sortie de sa tente, elle chercha un cheval valide, en repéra plusieurs, attachés à un bosquet. Leurs propriétaires ne la voient pas venir, ils tournent le dos, les visages exposés au feu de leur bivouac. Madame Aurore prend son canif, l'insinue entre les côtes de l'un des animaux, doucement elle entaille la chair et recueille le sang dans son récipient en fer-blanc. Sur les dernières braises d'un fourgon dépiauté qui les a réchauffés cette nuit, elle fait cuire le sang et offre ce boudin, quelques bouchées à chacun. »

On le constate, la campagne de Russie n'a pas fini d'inspirer les auteurs. Leurs créations sert toujours de catharsis à une population profondément marquée par le drame.

D.C.

NAPOLÉON BONAPARTE À TRAVERS LES YEUX DES CONSERVATEURS RUSSES DU XIX^E SIÈCLE :

DE L'ADMIRATION À LA DÉCEPTION.



Elena V. LINKOVA
Docteur en Histoire
Professeur agrégé
Université russe de l'amitié des peuples (RUDN)



Il n'est pas exagéré de dire que dans la Russie moderne, Napoléon Bonaparte reste encore l'un des Français les plus célèbres, partageant « la palme de la primauté » avec Charles de Gaulle. De plus, un intérêt similaire pour la personnalité de Napoléon, qui s'est développé à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, est resté pratiquement inchangé tout au long du XIX^e siècle. Au XX^e siècle, les idées de bonapartisme, des réflexions sur le rôle de la personnalité dans l'histoire ont également attiré l'intérêt de la communauté scientifique. En outre, pour la Russie, le nom de Napoléon Bonaparte est inextricablement lié à l'histoire glorieuse du pays, à la Guerre Patriotique de 1812 et les campagnes à l'étranger de l'armée russe. Enfin, c'est l'époque napoléonienne qui est devenue à bien des égards le point clé du processus de la formation et du développement de la pensée politique russe, en particulier de sa direction conservatrice. Les guerres contre Napoléon ont contribué à

la définition de la vision du monde de la noblesse russe. Les événements historiques du début du XIX^e siècle ont conduit à des changements non seulement dans la position internationale de la Russie et la politique intérieure de l'empereur

Alexandre Ier, mais aussi dans la vie spirituelle de la société russe, la mentalité des jeunes nobles. Selon les conservateurs russes, les campagnes anti-napoléoniennes et la Guerre Patriotique de 1812 ont révélé le plus complètement l'essence des relations de l'Occident avec la Russie.

Il convient de noter que ce sont des guerres avec les pays d'Europe Occidentale qui sont devenues pour les conservateurs russes le principal moyen de

perception et d'évaluation de la politique des pays de l'Europe Occidentale et de ses dirigeants.

Essayons de retracer l'évolution de l'attitude envers Napoléon parmi les penseurs conservateurs russes. Le processus de la compréhension de la personnalité et des activités de l'empereur des Français a eu lieu



tout au long du XIX^e siècle, la perception a changé en fonction de la situation internationale, de la transformation du discours conservateur.

Ici, il est important d'expliquer pourquoi nous nous tournons vers la direction conservatrice, en essayant de déterminer l'attitude à l'égard de Napoléon dans la société russe. Dans quelle mesure les vues des conservateurs sont-elles représentatives dans ce contexte? Le conservatisme russe est l'une de ces directions de la pensée sociale et politique, qui s'est formée idéologiquement dans des œuvres de penseurs du début du XIX^e siècle. Et c'est les conservateurs qui ont réussi à présenter un projet pas seulement du développement intérieur de la Russie, mais ont identifié le vecteur de la politique étrangère du pays, qui de manière adéquate reflétait des tâches géopolitiques historique de la Russie ainsi que de ses buts dans des conditions modernes. Des projets socio-politiques des conservateurs, ainsi que leurs doctrines de la politique étrangère, ont évolué tout au long du XIX^e siècle. En analysant le rôle et la place de la Russie sur la scène internationale, les conservateurs se sont tournés vers l'époque des guerres napoléoniennes, y trouvant des arguments pour prouver leurs constructions historiosophiques et géopolitiques.

La personnalité et la carrière de Napoléon Bonaparte ont attiré l'attention des penseurs, historiens et publicistes russes à la fin du XVIII^e siècle, quand on voit l'ascension de l'étoile du futur empereur. Les premiers conservateurs russes ont vu en Napoléon la force capable de faire face à la révolution, de rétablir l'ordre en France.

Dans 1798-1803 dans les cercles conservateurs russes il y avait la sympathie et le respect envers le dirigeant français, et pour la jeune

génération de la noblesse russe, le pont d'Arcole est resté une sorte de symbole de l'intrépidité et de l'exploit. Par exemple, en 1802 dans le « Vestnik Evropy »¹, Napoléon a été décrit comme un véritable héros et pacificateur : « Enfin, la paix ... Les horreurs de la guerre de dix ans ont disparu, la guerre qui a ébranlé les fondations de nombreuses puissances et a menacé de détruire encore plus de destructions... qui a répandu sa flamme sur toutes les autres parties du monde, et qui sera glorieuse dans les chroniques sous le terrible nom de la guerre révolutionnaire. Son caractère spécial était l'excitation générale des esprits et des cœurs »².

De plus, les conservateurs pensaient que c'était grâce à Napoléon, que la France est de nouveau entrée dans le concert des grandes puissances, regagnant le statut international perdu pendant la Révolution. Tandis que les rois ont mené des « guerres de luxe » et dévasté son pays, « Bonaparte a donné aux Français le nom d'une grande nation »³. Dans ces mots – toute l'essence de l'attitude de la Russie envers la France, qui à ce moment était perçue par le gouvernement russe comme un ennemi idéologique et pas géopolitique.

Il est à noter que pour les penseurs russes, la victoire sur la Révolution était essentiellement plus importante que les considérations géopolitiques. La France tout au long du XVIII^e siècle a soutenu la Suède, la Pologne, l'Empire Ottoman dans leurs discours anti-russes, incitant parfois à des actions décisives. Mais la Révolution représentait une menace plus grave, difficile à gérer par des moyens traditionnels : militaires ou diplomatiques.

Par conséquent, selon **Nicolai Karamzin**, l'un des dirigeants du parti conservateur russe et



l'historien de la cour, le futur empereur des Français était avant tout un pacificateur de la Révolution, car c'était grâce à lui que les règles révolutionnaires ont disparu et la France est devenue une véritable monarchie. Il est intéressant de noter que les idées de Karamzin ressemblent à celles exprimées par l'impératrice russe Catherine II en janvier 1791. Elle a prononcé : « les méchants ont pris le pouvoir et transformeront bientôt la France en Gaule de l'époque de César. Mais César les a pacifiés. Quand César viendra-t-il ?

Oh, il viendra, ne doutez pas ; il viendra ! »⁴. Et voici, il est apparu dans la personne de Napoléon Bonaparte, ses talents politique et militaire méritaient l'admiration. Le célèbre général Alexandre Souvorov a conclu prophétiquement : « ...tant que le général Bonaparte maintiendra la présence de l'esprit, il sera le vainqueur. Les grands talents militaires lui ont été attribués. Mais si, dans son malheur, il se précipite dans un tourbillon politique, s'il change l'unité de la pensée, il périra »⁵.

Bien sûr, l'invasion de Napoléon à Moscou a changé l'attitude envers l'empereur français. Dans la société russe, en particulier parmi sa

partie conservatrice, la gallophobie s'est intensifiée, des appels ont été lancés pour refuser l'utilisation du français comme principal moyen de communication parmi la noblesse. L'amiral Alexandre Shishkov a compris l'invasion de Napoléon comme une sorte de châtiment envoyé par le Dieu à la société russe pour une longue période de gallomanie, pour l'oubli des traditions de sa propre culture. « Dieu ne nous a pas punis, mais il a envoyé sa miséricorde à nous, si nos villes brûlées nous rendent Russes »⁶. Une telle affirmation était caractéristique des conservateurs russes dans les années 1830-1850, lorsque l'invasion de Napoléon était considérée comme bénéfique dans la formation de la conscience nationale.

D'autre part, c'est pendant les guerres avec Napoléon en Russie qu'une attitude critique envers l'empereur des français s'est formée. Peu à peu son image s'est évaluée progressivement dans la conscience publique russe du pacificateur de la Révolution en son enfant.

En analysant l'héritage épistolaire des historiens et publicistes des années 1820-1830, on peut conclure que l'image de Napoléon Bonaparte s'est transformée en



une sorte de synthèse de l'image de l'Europe, avec laquelle la Russie, historiquement, a mené la lutte et à laquelle il a été contraint de résister en 1812. Tout comme des émigrés français au service de la Russie, les conservateurs russes ont commencé à percevoir Napoléon le mauvais génie qui avait osé menacer le principe chrétien.

Les plans démoniaques de Napoléon et l'effondrement de l'armée française, selon les conservateurs russes, étaient condamnés, car l'empereur des Français était face à face avec la Russie, ne tenant compte ni des traditions orthodoxes du peuple russe, ni de la force de son esprit, ni du patriotisme. « Où attendait-il son coup décisif, victorieux...? - a posé à ses lecteurs la question rhétorique la revue « Russkij vestnik », discutant des raisons de la défaite des Français. - Ce coup attendait Napoléon à Moscou... Exterminant Moscou, nos ennemis criaient : est-il possible de jeter la Capitale de sept siècles! Est-il possible de donner à la ruine de magnifiques palais! Ne comprenant pas le véritable esprit du Russe, ils ont imaginé que pour préserver les pierres, les Russes sacrifieraient la gloire et l'honneur de la patrie »⁷.

D'autre part, l'image négative de Napoléon s'est créée en Russie, bien avant les événements de 1812, par exemple, en 1804-1805. Au cours de la formation de la troisième coalition anti-napoléonienne la propagande s'est intensifiée, et Bonaparte lui-même a été trahi anathème de l'église orthodoxe russe. Et il ne s'agit pas seulement de la propagande russe, mais aussi de la propagande anglaise, qui représentait Napoléon comme un ennemi commun des nations européennes. « Si l'anathème était destiné au peuple, les pamphlets devaient avoir un effet sur la noblesse »⁸, qui appréciait beaucoup l'opinion anglaise. Les publicistes des revues « Russkij vestnik » et « Syn Otechestva », n'ont pas lésiné en définitions cruelles de Napoléon. Voici quelques-uns d'entre eux : « le démon du péché », « le serviteur de la fausse gloire infernale », « le vaisseau de tous les maux », « le monstre de la nature », « le fils féroce de l'enfer »⁹.

En même temps, les penseurs russes n'ont jamais minimisé la grandeur de la

personnalité de Napoléon Bonaparte, ils ont écrit que la Russie avait un adversaire digne et fort, à la fois militairement et idéologiquement. Sergei Glinka a souligné l'importance et l'échelle de la personnalité et les activités de l'empereur français, car « le destin d'un brave homme de notre temps ; le destin de Napoléon dans le premier quart du XIX^e siècle a été lié avec tous les pays Européens et tous les peuples qui habitent l'Europe »¹⁰. Mais les représentants du conservatisme russe ont été les premiers penseurs qui ont soulevé la question des origines des aspirations hégémoniques de Napoléon Bonaparte, qui a commencé sa carrière militaire en tant que héros, mais sous l'influence de l'orgueil et des ambitions politiques, s'est transformé en un ennemi condamné par tous.

Il est important de noter que les penseurs du premier quart du XIX^e siècle n'étaient pas enclins à rechercher des raisons internationales, économiques et politiques pour l'élévation de Napoléon ou sa défaite écrasante.

De plus, les contradictions historiques qui séparaient traditionnellement la Russie et la France sur la scène internationale, par exemple la question d'Orient, n'ont pas été mentionnées. La source de la confrontation, selon les vues conservatrices, était l'orgueil et les ambitions exorbitantes de Napoléon, avec lesquels il n'a pas réussi ou n'a pas voulu faire face. En outre, « ...avec des cris si forts et solennels de flatterie; avec une telle servilité agenouillée; Napoléon ne pouvait-il pas croire que le destin de l'univers était dans ses mains et se dirigeait vers les rives du Niémen, ne pouvait-il pas dire « La fatalité entraîne les Russes; que les destins s'accomplissent! »¹¹

Dans la conscience publique, l'idée des qualités particulières et clairement anti-chrétiennes de Napoléon était enracinée. Des penseurs russes du milieu du XIX^e siècle – Ivan Aksakov, Fédor Tutchév, etc. – ont développé l'idée que Napoléon était un produit de son temps, un homme qui était mené par ses passions et ses ambitions. Et au cœur des actions et des idées de l'empereur français était la Philosophie des Lumières, proclamant la liberté illimitée de

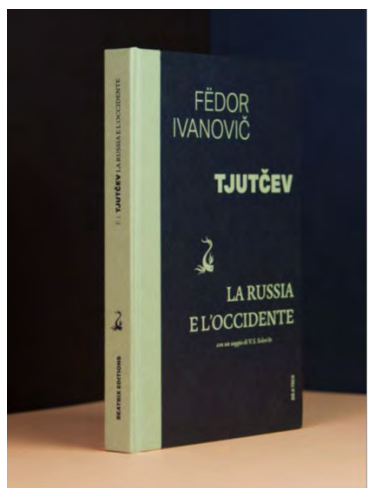
l'individu¹².

L'Europe, incarnée par l'empereur français, a perdu ses valeurs chrétiennes, les jetant sur l'autel des idées de liberté, de révolution et d'égalité imaginaire. Voilà pourquoi la guerre avec Napoléon était perçue non seulement comme une bataille militaire mais aussi spirituelle et politique, la bataille de la Russie avec l'Europe unie, qui s'opposait traditionnellement à l'état russe. Et dans cette lutte historiquement conditionnée, la Russie a remporté la victoire grâce à ses valeurs spirituels, à la bonne organisation politique et sociale.



Fédor Tutchév a consacré à Napoléon un chapitre de son traité inachevé «La Russie et l'Occident», ainsi que son poème « Napoléon ». Le penseur a réfléchi à plusieurs reprises sur la personnalité

de l'empereur dans ses lettres. Dans la représentation de Fédor Tutchév, l'image de l'empereur des Français était inextricablement liée à la guerre patriotique, qui, en faisant des sacrifices, du chagrin et de la destruction, a démontré l'énorme potentiel économique et spirituel de la Russie.



Et le pouvoir du leader français est devenu une continuation du développement de la Révolution, avec laquelle la Russie a lutté à la fois idéologiquement et diplomatiquement. En conséquence, la conclusion du penseur semble logique. Selon

Tutchév « l'ennemi personnel de Napoléon est l'Angleterre. Et pourtant, il s'est écrasé sur la Russie. Car c'est la Russie qui était son véritable adversaire – la lutte entre eux était la lutte entre l'Empire légitime et la

Révolution couronnée »¹³. Napoléon a cherché à légitimer son pouvoir, «a essayé dans son visage de faire couronner la Révolution»¹⁴, ce qui s'est avéré impossible.

Ainsi, les conservateurs russes de la première moitié du XIX^e siècle se sont souvent tournés vers l'époque napoléonienne. Cela était dû non seulement à l'intérêt historiosophique, mais aussi au fait que la plupart des gens de cette génération étaient des enfants lors de « l'orage de l'année 1812 », qui a sérieusement affecté le développement ultérieur du pays.

Quant à la seconde moitié du XIX^e siècle, la guerre Patriotique de 1812 a certainement perdu la netteté de la perception qui pouvait être observée à l'époque précédente. Cependant, les penseurs russes se sont tournés vers l'image de Napoléon Bonaparte dans les années 1850-1890. Ses activités et ses idées ont été comparées à son descendant, Napoléon III, et souvent cette comparaison n'était pas en faveur de ce dernier. Les penseurs ont établi des parallèles entre la Guerre Patriotique de 1812, lorsque l'Europe, unie par Napoléon Bonaparte, s'est opposée à la Russie, et la guerre de Crimée de 1853-1856, qui a de nouveau uni les pays occidentaux dans la lutte contre la Russie.

Cependant, non seulement de telles idées se sont reflétées dans la rhétorique conservatrice russe de ces années. Ainsi, à l'époque de la signature de l'Union russo-française de 1893, la presse conservatrice soulevait des questions de proximité entre les deux pays, malgré les différences politiques et les épisodes de contradictions. Dans la revue « Russkoe obozrenie », on a évoqué «qu'on ne peut guère douter que nous comprenions mieux la France que la Russie»¹⁵.

Les auteurs de la revue « Russkoe obozrenie » ont remarqué des tendances intéressantes liées au processus de formation de l'Union russo-française. Par exemple, ils ont souligné que la Russie est dans une position plus avantageuse, il sera plus facile pour elle de connaître la France, d'abord parce que « la question nationale en France est beaucoup moins complexe que la question nationale en Russie », d'ailleurs

« nous suivons depuis longtemps, tout un siècle, attentivement et avec le plus grand intérêt tout ce qui concerne non seulement l'histoire extérieure, politique, mais aussi intérieure, morale du peuple Français »¹⁶. La noblesse russe tout au long du XVIII^e siècle s'intéressait vivement à la culture française et les héros de la France devenaient à cette époque les héros de la jeunesse russe. Napoléon Bonaparte et ses victoires, les idées des Lumières français et des révolutionnaires – tout cela a attiré l'attention de la couche sociale qui, après avoir connu l'engouement pour la France et l'Europe dans son ensemble, s'est finalement tournée vers la Russie, son histoire et sa culture¹⁷. À cet égard, Napoléon Bonaparte et son époque étaient une sorte de lien entre la Russie et la France. En outre, comme l'a justement noté les conservateurs russes de la seconde moitié du XIX^e siècle, c'est les guerres napoléoniennes et la victoire de la Russie en 1812, qui ont donné la puissante impulsion au développement de la conscience nationale russe, ont conduit à la cristallisation des principaux axes de la pensée sociale de la Russie, ont considérablement influencé le développement de la culture russe et changé la position du pays sur la scène internationale.



NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Le Traité d'Amiens a été conclu le 25 mars 1802.
2. Napoleon Bonapart: Pro et contra. Lichnost' i dejanija Napoleona Bonaparta v ocenah rossijskih issledovatelej. Antologija. [Napoléon Bonaparte: Pro et contra. La personnalité et les actes de Napoléon Bonaparte dans les évaluations des chercheurs russes. Anthologie]. Saint-Pétersbourg, 2012. P. 65. [En russe].
3. Ibid. P. 87.
4. Napoleon Bonapart: Pro et contra. Lichnost' i dejanija Napoleona Bonaparta v ocenah rossijskih issledovatelej. Antologija. [Napoléon Bonaparte: Pro et contra. La personnalité et les actes de Napoléon Bonaparte dans les évaluations des chercheurs russes. Anthologie]. Saint-Pétersbourg, 2012. P. 18. [En russe].
5. Ibid. P. 19.
6. Shishkov A.S. Zapiski, mnenija i perepiska admirala A.S.

Shishkova. [Notes, opinions et correspondance de l'amiral A.S. Shishkov]. Izdanie N. Kiseleva i Ju. Samarina. V. 2. Berlin, 1870. P. 327. [En russe].

7. Russkij vestnik. 1815. Livre 4. P. 63. [En russe].

8. Napoleon Bonapart: Pro et contra. Lichnost' i dejanija Napoleona Bonaparta v ocenah rossijskih issledovatelej. Antologija. [Napoléon Bonaparte: Pro et contra. La personnalité et les actes de Napoléon Bonaparte dans les évaluations des chercheurs russes. Anthologie]. Saint-Pétersbourg, 2012. P. 127. [En russe].

9. Napoleon Bonapart: Pro et contra. Lichnost' i dejanija Napoleona Bonaparta v ocenah rossijskih issledovatelej. Antologija. [Napoléon Bonaparte: Pro et contra. La personnalité et les actes de Napoléon Bonaparte dans les évaluations des chercheurs russes. Anthologie]. Saint-Pétersbourg, 2012. P. 129. [En russe].

10. Glinka S.N. Zapiski o Moskve i o zagranichnyh proisshestvijah ot ishoda 1812 do poloviny 1815 goda [Notes sur Moscou et sur les incidents à l'étranger de l'exode de 1812 à la moitié de 1815]. Saint-Pétersbourg, 1837. Pp. 221-222. [En russe]

11. Glinka S.N. Zapiski o Moskve i o zagranichnyh proisshestvijah ot ishoda 1812 do poloviny 1815 goda [Notes sur Moscou et sur les incidents à l'étranger de l'exode de 1812 à la moitié de 1815]. Saint-Pétersbourg, 1837. P. 224. [En russe]

12. Linkova E. Vneshnepoliticheskij kurs Nikolaja I v ocenah otechestvennyh konservatorov pervoj poloviny XIX v. [La politique étrangère de Nicolas Ier dans les conceptions des conservateurs russes dans la première moitié du XIX^e siècle] // Bulletin de l'Université de la Russie de l'amitié des peuples. La série «Histoire de la Russie». Moscou, N° 1, 2014, Pp. 17-24. [En russe]

13. Tutchev F.I. Polnoe sobranie sochinenij. Pis'ma. V 6-ti tomah. T. 3. [Œuvres complètes. Lettres. En 6 volumes. Vol. 3] Moscou, 2003. P. 197. [En russe]

14. Ibid.

15. Russkoe obozrenie. 1890. N° 6. Juin. P. 832.

16. Russkoe obozrenie. 1890. N° 6. Juin. P. 832.

17. Ibid.

Elena V. Linkova, PhD en histoire, professeur agrégé, Université russe de l'amitié des peuples (RUDN University), Moscou, Russie. Ses recherches portent actuellement sur l'histoire du conservatisme et l'histoire intellectuelle de la Russie aux XVIII-XIX siècles, de pensée géopolitique russe, sur l'histoire des relations diplomatiques et culturelles entre la Russie et la France. Elle est également la Directrice du Centre de Francophonie de RUDN et coordinatrice du programme de Double master conjointement avec l'Université Grenoble-Alpes (France). Courriel: linkova_ev@pfur.ru

Le général CAMBRONNE

(1770/1842)

**bien plus qu'un mot légendaire,
une vraie carrière militaire.**



Jean-Paul HUET
Auteur conférencier
Ancien officier de la Gendarmerie Nationale.



Cambronne. À l'évocation de ce nom, dans la mémoire collective et populaire, ce valeureux et vaillant officier de la Grande Armée est synonyme pour l'éternité d'une grossièreté qui aurait été prononcée le 18 juin 1815 sur le champ de bataille de Waterloo. C'est fort dommage, car le destin et la vie de cet enfant de la Révolution, originaire de Nantes, méritent beaucoup mieux que d'être sans cesse réduits à ce mot vulgaire dont

Victor Hugo s'est fait le chantre. Assurément, Pierre Cambronne¹ est un personnage essentiel et important du Premier Empire, cependant il reste mal connu. Et pourtant, ses états de service et ses nombreuses campagnes sont là pour rappeler sa très belle carrière militaire et sa bravoure indéniable.

À lui seul, il représente quinze années d'épopée et de pérégrinations napoléoniennes. Dans le sillage de l'Empereur, il a participé aux pages les plus glorieuses mais aussi aux désillusions du Consulat et de l'Empire. A ce titre, toujours au cœur de l'action, il fut un soldat fidèle, un officier de grande valeur et l'un des plus braves généraux de Napoléon Bonaparte et de la Grande Armée.



Archives municipales de Nantes, 1M411

Les origines familiales

Pierre Cambronne naît le 26 décembre 1770 à Nantes -44-, ville industrielle et ouvrière. Sa famille, aisée mais sans fortune, fait partie à cette époque de la petite bourgeoisie de commerce du XVIIIème siècle. Les Cambronne exercent la profession de commerçant, plus exactement l'activité de négociant en bois. Adolescent, le jeune Cambronne est scolarisé au prestigieux collège de l'Oratoire de Nantes (qui a également accueilli en son temps un certain Joseph Fouché). A 18 ans, dans la lignée familiale, il devient lui-aussi négociant. Néanmoins, parallèlement, notre

jeune ligérien est très attiré par l'élan pré-révolutionnaire qui secoue la France. Cet événement va bouleverser sa vie.

Débuts d'une carrière militaire

En janvier 1789, d'un caractère entier, c'est un jeune citoyen engagé, ténébreux et bagarreur. En septembre 1791, à l'âge de 20 ans, il entre dans la carrière militaire qui sera tout sauf linéaire. La Révolution a besoin de soldats volontaires. Après un bref passage au 1er bataillon des volontaires de la Loire-inférieure, en juillet 1792, il intègre le 1er bataillon de Mayenne et Loire. C'est au sein de cette unité que le jeune Cambronne connaît son baptême du feu. Le 6 novembre 1792, il prend part à la victorieuse bataille de Jemmapes en Flandres. Le 13 juin 1793, il intègre la Légion nantaise avec le grade de sergent. Peu de temps après, il participe activement aux différents combats fratricides contre les Vendéens. Sa bravoure et son ardeur aux combats précipitent sa carrière : Le 10 septembre 1793, en récompense, il accède à l'épaulette. A 23 ans, il est promu lieutenant. Indiscutablement, Cambronne fait partie de ceux à qui la Révolution et l'Empire ont offert l'opportunité d'une ascension fulgurante et qui ont su la saisir. A ce titre, c'est Bonaparte qui dira : *« Pourquoi l'armée française est-elle la plus redoutée du monde...c'est parce que les officiers ont émigré et ont été remplacés par des sous-officiers qui sont devenus généraux. C'est avec des sous-officiers que l'on mène une armée nationale parce qu'ils sont sortis du peuple. »*

Cependant, au fur et à mesure, la Révolution, à laquelle il a pourtant adhéré, le laisse sur la réserve. Il souffre des excès des révolutionnaires. Cette période ne lui plaît pas, il veut bien combattre mais d'abord l'ennemi de l'étranger. On lui prête d'ailleurs cette réplique : *« la patrie peut me demander jusqu'à la dernière goutte de mon sang mais elle ne peut exiger que je me fasse bourreau et assassin »*. Dans les

années 1794-1796, on le retrouve notamment à Quiberon et surtout à l'expédition maritime d'Irlande sous le commandement du général Hoche. Force est de reconnaître que pour cet homme attaché à la terre ferme, l'expérience fut un peu douloureuse. En mars 1797, commence pour le capitaine Cambronne une nouvelle étape dans sa carrière. On le retrouve à la 46ème demi-brigade d'infanterie de ligne. Le 19 mai 1798, par son énergie et sa témérité, il s'illustre à Ostende.

1799, une deuxième coalition contre la France se forme. Elle regroupe l'Angleterre, la Russie, l'Autriche, la Turquie, les Deux-Siciles et la Suède. La 46ème demi-brigade de Cambronne est engagée dans la campagne d'Helvétie sous les ordres d'un certain Masséna. Les 24-25-26 septembre 1799, l'armée affronte à Zurich les forces austro-russes commandées par le général russe Korsakov (1753/1840).

Le capitaine Cambronne, démontrant allant et fougue, se distingue et participe activement à la victoire en enlevant notamment deux canons russes. Quelques jours plus tard, le 7 octobre, confrontés une nouvelle fois à l'armée russe du général Souvarov, au lieu-dit «Paradis», Cambronne et ses hommes, grâce à une manœuvre

audacieuse, enlèvent 5 drapeaux et 2 canons à l'ennemi.

Au lendemain du coup d'état du 18 Brumaire (9/10 novembre 1799), portant au pouvoir le général

Bonaparte, Cambronne et sa 3ème compagnie de Grenadiers sont engagés dans de nombreuses batailles menées dans le cadre de la guerre de la Seconde Coalition. On les retrouve



Grenadiers de la 3ème compagnie

notamment en 1800 à Engen, Moeskirch, Nordlingen, Oberhausen. A chaque fois, Cambronne se fait remarquer ; son ardeur au combat, son inébranlable courage et son énergie forcent l'admiration de ses chefs et de ses soldats. Incontestablement, grâce à ses jolis faits d'armes et ses actions d'éclat, l'officier nantais se taille peu à peu une solide réputation.

Sa carrière au sein de la Grande Armée

Le 26 mars 1802, la paix d'Amiens est signée. Après 10 années de guerres révolutionnaires, une période de calme s'ouvre sur l'Europe, jusqu'en...mai 1803 où une troisième coalition prend forme. A ce moment, Cambronne a rejoint le camp de Boulogne. Dans les années qui suivent, promu le 30 août 1805 au grade de chef de bataillon, il s'illustre au sein du 88ème régiment d'infanterie et prend part à de nombreuses batailles éclatantes,

abondamment étudiées, telles que Ulm (19/10/1805), Austerlitz (2/12/1805), Iéna (14/10/1806).

Preuve de ses aptitudes, Napoléon, en parlant de cet officier aurait dit : «*Pardieu ! Voilà un noble soldat. Que ne ferait-on pas avec de tels hommes !*».

Par décret impérial du 16 janvier 1807, Cambronne est nommé officier dans l'ordre de la Légion d'honneur. C'est le moment pour lui de participer à la malheureuse et peu glorieuse campagne d'Espagne (1808/1814) qui reste un des plus cuisants échecs de Napoléon Bonaparte. Le chef de bataillon Cambronne y reste jusqu'en 1809, avant de rentrer en France. Le 11 avril 1809, par décret, il est nommé au 1er régiment de tirailleurs-chasseurs de la Garde impériale (qui prendra plus tard l'appellation de voltigeurs) qui relève des chasseurs à pied de la Garde. A 39 ans, il intègre le corps le plus illustre de la Grande Armée. Cerise sur le gâteau, il est promu lieutenant-colonel. Lors de cette année 1809, Cambronne se signale encore aux batailles meurtrières d'Essling et de Wagram. Par décret du 15

mars 1810, il reçoit en récompense de ses mérites militaires le titre de baron d'Empire. Avec la jeune Garde impériale, il reprend de nouveau le chemin de l'Espagne pour combattre la guérilla espagnole. Il va y rester quelques mois jusqu'en 1813. De fait, contrairement à ce que l'on peut lire parfois, Cambronne n'a pas participé à la campagne de Russie en 1812.

De retour du borbier espagnol, il prend part à la campagne de 1813 en Allemagne et plus précisément dans la province de Saxe. Après s'être battu à Lützen (2/05/1813), Cambronne combat à la difficile bataille de Bautzen où il va particulièrement se distinguer.

La bataille de Bautzen

Les 21 et 22 mai 1813, après s'être emparée de Dresde quelques jours



plus tôt, l'armée impériale (environ 180 000 hommes) s'oppose à Bautzen, province de la Saxe, aux troupes russo-prussiennes (environ 100 000 hommes) commandées par le **général russe Wittgenstein** (1742-1819). Sous les ordres du maréchal Mortier, au sein de la jeune garde impériale, le colonel Cambronne et ses hommes du 3ème régiment de voltigeurs se signalent en maintes circonstances par leur ardeur et leur efficacité.



Après des combats intenses et meurtriers, souvent à la force des baïonnettes, Cambronne et ses voltigeurs s'emparent des redoutes et des fortifications de Baschutz, défendues âprement et vaillamment par les gardes et grenadiers russes.

Ce coup d'éclat contribue au succès final d'une bataille de Bautzen coûteuse en hommes et en matériel. Cependant, une fois encore, au grand désespoir de ses généraux,

faute de cavalerie (répétition de la bataille de Lutzen), l'Empereur ne peut exploiter ce succès et doit laisser les forces russo-prussiennes se replier et s'enfuir vers la Silésie sans être poursuivies. Néanmoins, ces succès de l'armée impériale sont inespérés. En effet, après la campagne de Russie, personne ne donnait cher de l'armée de Napoléon, décimée. Et pourtant, en l'espace de trois semaines, l'armée impériale inflige deux défaites aux Russes et aux Prussiens. Conséquence

des batailles de Lützen et de Bautzen, le 4 juin 1813, un armistice est signé à Pleizwitz. Cette trêve va permettre à chaque camp de recentrer ses forces. Comme on peut s'en rendre compte, dans cette campagne de Saxe, Cambronne, constamment en première ligne à la tête des voltigeurs, indomptable, démontre une fois de plus ses grandes qualités de combattant et de meneur d'hommes. Une chose est certaine,



sur le champ de bataille, il sait se faire entendre lorsqu'il donne des ordres. Et gare à celui qui ne l'écoute pas car il pouvait avoir parfois l'énergie un peu rude envers ses hommes ! En récompense de sa bravoure et de son intrépidité, Napoléon, par décret du 14 septembre 1813, le nomme colonel-major du 2ème régiment des chasseurs à pied de la vieille Garde. 2 mois plus tard, après la bataille d'Hanau (30/31 octobre 1813), il est nommé au grade de général de brigade ! A l'âge de 43 ans, il atteint la consécration militaire.

En 1814, pendant la campagne de France, une des plus belles de l'Empereur, le général Cambronne à la tête d'un des plus prestigieux régiments, le 1er régiment de chasseurs à pied, est blessé à trois reprises. Malgré cette magnifique campagne de France, le 11 avril 1814, au château de Fontainebleau, la mort dans l'âme, l'Empereur est contraint d'abdiquer et forcé de s'exiler sur l'île d'Elbe. Par fidélité à Napoléon, sans hésitation aucune, Cambronne fait le choix d'accompagner l'Empereur déchu dans son exil; cette décision est tout sauf étonnante. Sur cette île minuscule de 224 km², il est nommé commandant du «bataillon Napoléon» chargé, entre autres tâches, de la garde de l'Empereur sur l'île. Il va exécuter cette mission avec rigueur voire parfois excès de zèle.

Le 1er mars 1815, on le sait, c'est le retour en France de Napoléon Bonaparte, le triomphe de la marche sur Paris sans tirer un coup de feu et la période des «Cent-Jours».

La bataille de Waterloo

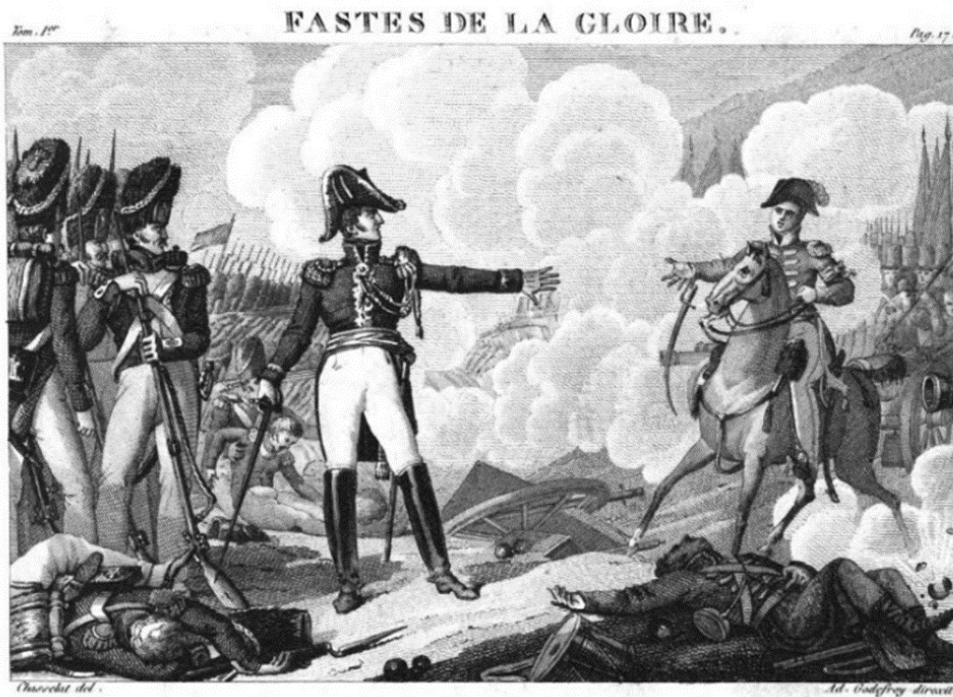
Le 15 juin 1815, la campagne de Belgique est lancée. Le 16, à Ligny, l'Empereur remporte sa dernière victoire. Le 18 juin, sous d'énormes pluies, un sol boueux, a lieu la fameuse bataille de Waterloo. On connaît la suite, commencée vers onze heures, elle sera fatale à l'Empereur et sonnera son glas. Sur le champ de bataille de Waterloo, en fin d'après-midi de ce 18 juin 1815, Cambronne

va connaître la gloire à la fin des combats; c'est d'ailleurs le point de départ de sa légende. A la tête d'un des nombreux carrés de la Vieille Garde, au milieu de ses hommes, alors que se profile la retraite, sinon la déroute de l'armée de Napoléon, il refuse catégoriquement de se rendre et de répondre favorablement aux sommations répétées des



Anglais. On lui prête ce jour-là cette réponse théâtrale, apocryphe, mais pétrie d'honneur militaire : «*La Garde meurt mais ne se rend pas !*» Plus encore, on lui attribue un mot grossier de cinq lettres, le fameux «*Merde !*» qui, deux cents ans plus tard, reste encore aujourd'hui attaché à son nom et qu'il a pourtant toujours démenti avoir prononcé.

Ce 18 juin 1815, lors de l'ultime charge de ses grenadiers et chasseurs, Cambronne est sérieusement blessé. Capturé, il est fait prisonnier par les hommes de la brigade hanovrienne du colonel Halckett. Dans un premier temps conduit à Bruxelles, le général Cambronne est finalement emmené en Angleterre et assigné à résidence à Ashburton, ville du Devonshire. Le 20 juillet 1815, il adresse au roi Louis XVIII (1755/1824) une lettre dans laquelle il sollicite son retour en France. Condamné le 24 juillet 1815 par ordonnance royale d'avoir porté les armes contre la France et le gouvernement légitime, il réfute cette accusation et veut plaider sa cause. Le 17 décembre 1815, de retour en France, il est écroué à la prison de l'Abbaye où il retrouve le général Drouot, son ancien chef de l'île



Le Baron CAMBRONNE, Maréchal de Camp.

«La Garde meurt; elle ne se rend pas.»

d'Elbe. A l'issue d'une instruction de 4 mois, le procès de Cambronne s'ouvre le 26 avril 1816. Étonnamment, contre toute attente, grâce notamment à l'éloquence de son avocat Berryer, le verdict final acquitte Pierre Cambronne.

Les dernières années de sa vie

De retour dans sa ville natale de Nantes, Pierre Cambronne se marie en 1820 avec Mary Osburn, une aristocrate native de Glasgow en Ecosse. Puis, réintégré dans l'armée, il est nommé par le roi Louis XVIII commandant de la 1ère subdivision de la 16ème division militaire à Lille. Il y reste jusqu'en 1822, date de son retour définitif sur Nantes, non sans avoir été nommé vicomte par Louis XVIII le 17 août de la même année. En 1836, suprême honneur, le nom de Cambronne est inscrit sur le pilier nord de l'Arc de Triomphe à Paris. Atteint d'une pneumonie, il rend son dernier soupir le 29 janvier 1842, à l'âge de 71 ans. Il est enterré au cimetière de la Miséricorde de Nantes.

Le 23 juillet 1848, la ville de Nantes élève

d'Espagne, de Saxe, de France et de Belgique, le général Cambronne, brave parmi les braves, fut présent sur quasiment tous les théâtres d'opération des guerres impériales si on excepte la campagne de Russie. Pendant 15 ans, animé d'une énergie et d'une foi sans pareilles, solide comme un roc, il affronta tous les dangers, souvent au mépris total de sa vie (le nombre de ses blessures le prouve). Cent fois, à la tête de ses hommes, il a bravé la mort avec courage et conduit avec honneur les magnifiques grognards qui étaient sous ses ordres. Officier de caractère, Cambronne aura été, plus que tout autre, d'une fidélité et d'une loyauté sans faille à Napoléon Bonaparte, et ce

une imposante statue en l'honneur de son brillant général. Cette statue représente « le général tête nue, tenant à la main droite son épée, serrant sur sa poitrine, de la main gauche, l'aigle impérial dont la hampe s'est brisée dans la lutte et foulant aux pieds des éclats de bombe ».

Conclusion

Du soleil d'Austerlitz au crépuscule de Waterloo, en passant par les campagnes d'Allemagne,



Statue du général Cambronne. Cours Cambronne à Nantes.
Photo de l'auteur



*Cimetière de la Miséricorde. Nantes –
photo de l'auteur*

PIERRE CAMBRONNE GÉNÉRAL D'EMPIRE

Vitoe

Jean-Paul Huet

Pierre Cambronne

Général d'Empire



ES
Éditions
Sutton

jusqu'à son dernier jour. Pour toutes ces raisons, c'est une figure emblématique de l'Empire, qui, indiscutablement, est l'archétype du héros militaire issu des guerres de la Révolution et de l'Empire.

J.-P. H.

Afin d'en connaître plus sur cet illustre général de Napoléon, Méthode recommande la biographie détaillée réalisée par l'auteur de cet article et éditée aux éditions Sutton.

Fidèle à Napoléon jusque dans l'adversité (il le suit à l'île d'Elbe), Pierre Cambronne est une grande figure de son époque, autant que de la ville de Nantes où il est né et où il repose.

Au-delà du récit, cette biographie s'attache à replacer dans son contexte historique le parcours militaire de cet homme qui, comme nombre de ses contemporains, a fait de son destin une véritable épopée.

Editions SUTTON

Nb de pages : 185 pages

Dimensions : 16cm X 24cm

ISBN : 978-2-8138-1131-8

EAN : 9782813811318

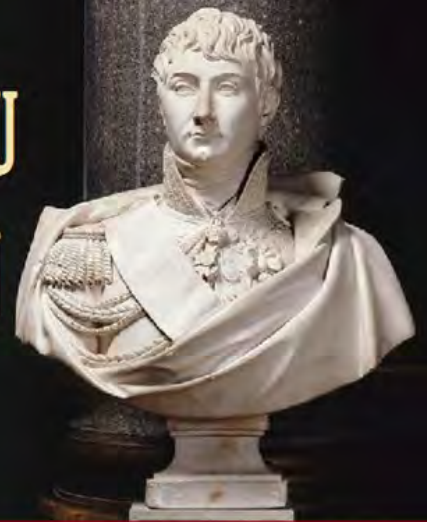
LE TOMBEAU PERDU DU GÉNÉRAL GUDIN



François MAURICE

Historien et essayiste

Auditeur de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale.



200 ans après sa mort, la dépouille du général français de la Grande Armée de Napoléon a enfin été transférée de la Russie vers la France. Un aboutissement pour notre ami Pierre Malinowski, dont les auteurs réguliers de Méthode n'ignorent ni ses travaux de chercheur, d'historien et d'archéologue ni son engagement constant dans les rapprochements franco-russes.

N'en déplaise à ses détracteurs, Pierre Malinowski, à la tête de la Fondation franco-russe des initiatives historiques, n'a pas vocation à être réduit à son passé d'attaché parlementaire, fusse-t-il du « diable ». On juge un homme à ce qu'il est et non à ce qu'il a été et, honnêtement obligé, si Pierre Malinowski a obtenu la confiance d'un chef de parti national, c'est avant tout une preuve de son intelligence et de sa fidélité.



Deux qualités qu'il a manifestement conservées. Certes il n'a ni doctorat en Histoire ni en archéologie, mais il n'est pas seulement un chercheur... il trouve !

Né à Montargis en 1768, Charles Étienne Gudin de la Sablonnière a étudié à l'école de Brienne où il côtoya déjà Napoléon. Passé lieutenant en 1791, il connaît ses premiers faits d'armes dans l'armée du Rhin en 1795 et devient général de division en 1800. Six ans plus tard, son dévouement et son intelligence tactique le font briller à la bataille d'Auerstaedt et Napoléon le fait défiler en tête des troupes. Il est nommé comte de l'Empire par lettres patentes du 7 juin 1808. En 1809, il est blessé à Wagram. L'officier se distingue une dernière fois pendant la campagne de Russie, lancée en juin 1812.

En août 1812, les troupes françaises et les armées du Tsar s'affrontent aux confins de la grande Russie. « *Alors que Napoléon visitait la cathédrale de Smolensk, un courrier annonce qu'une bataille se joue. Aussitôt, il envoie Gudin au secours de Ney* », précise Pierre Malinowski. Arrivé sur place, Gudin se fâche avec le maréchal Ney et lui lance : « *Vous allez voir comment ma division sait enlever une position qu'elle a mission d'attaquer* ».

Le 16 août 1812, c'est la bataille de Smolensk. Gudin et la brigade Desailly attaquent la porte de Mecislaw, à trois heures précises. Devant eux, six mille Russes forment un mur impénétrable. Alors Gudin ordonne une charge à la baïonnette. « *Sur les hauteurs de Smolensk* », raconte de Ségur, « *l'armée contemplait, avec une silencieuse anxiété, ses braves compagnons d'armes s'élançant tout au travers d'une grêle de balles et de mitraille, et persévérer avec une ardeur, une fermeté, un ordre admirables ; alors, saisis d'enthousiasme, on entendit battre des mains. Le bruit de ce glorieux applaudissement arriva jusqu'à nos colonnes d'attaque* ».

La division Friant vient de faire jonction avec celle de Gudin et l'offensive redouble d'ardeur. L'ennemi accablé défend ses positions avec acharnement. Le combat n'est qu'un horrible carnage.

Le 19 août 1812, à Valoutina Gora, à 20 kilomètres à l'est de Smolensk, Gudin reçoit l'ordre de Napoléon : « *Portez votre division au pas de course auprès du Maréchal Ney, voyez la situation et concertez-vous avec lui sur les mesures à prendre.* »

Le général Gudin, à la tête de sa division composée de 10.000 hommes et d'une quinzaine de canons, suit le plan offensif de Ney, il doit passer avec sa division sur un pont avant d'atteindre le champ de bataille. « *Peu confiant à cheval* », selon Ségur, il descend de sa monture pour passer sur la Kolowdnia, c'est alors qu'un boulet ennemi vient lui emporter la cuisse et lui fracasser un mollet. Il fut transporté à Smolensk. Le 21 août, Napoléon est au chevet de son ancien condisciple de Brienne. Il demande aux chirurgiens Larrey et Percy d'amputer en sa présence la jambe droite du général. Mais la gangrène a déjà amorcé son œuvre destructrice et l'opération ne fait que précipiter son ami, qui meurt, âgé de 44 ans, le 22 août 1812. On dit qu'Étienne Gudin est mort dans les bras de Napoléon, en larmes. Le souverain portait une attention particulière à ce général courageux, l'un des 1 500 qui le servirent au cours de ses campagnes.

Napoléon lui fit cette oraison dans son 14e Bulletin, daté du 23 août 1812 : "*Le général Gudin était un des officiers les plus distingués de l'armée ; il était recommandable par ses qualités morales autant que par sa bravoure et son intrépidité.*"

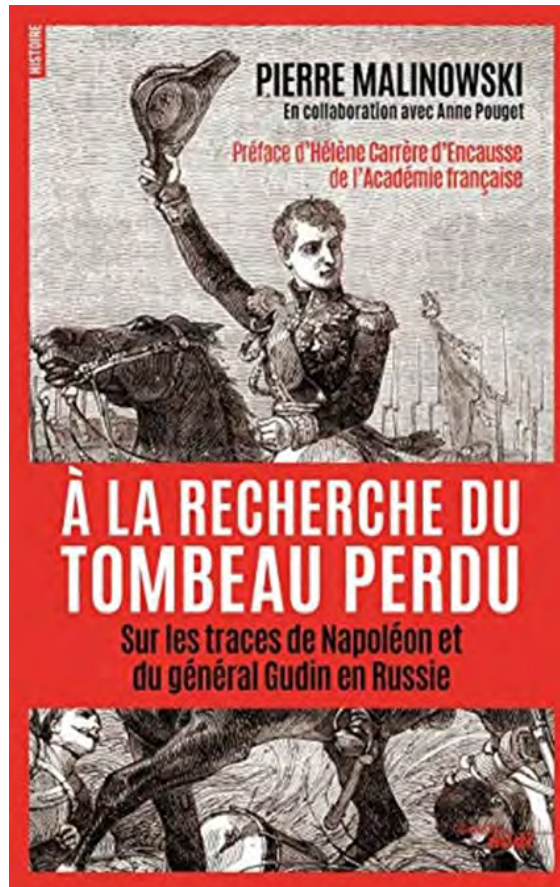
La dernière consécration vint de ses soldats : associée à toute l'armée, sa division éleva un mausolée en forme d'étoile, faite de fusils brisés lors des combats de Valoutina Gora, symbole éternel de la grandeur impériale.

Ne pouvant rapatrier la dépouille du Général, son cœur est ramené en France¹ tandis que son corps est inhumé sur place. « *Son corps a été inhumé dans la citadelle de Smolensk. Son cœur, rapporté en France par ordre de l'Empereur Napoléon Ier, repose ici...* », peut-on lire sur la sépulture parisienne du Père Lachaise. Le nom de Charles Étienne Gudin sera en mémoire gravé sur l'Arc de Triomphe de l'Étoile.

Hélas, au fil du temps la tombe semblait avoir disparu.

Longtemps, les témoignages ont divergé sur la localisation de sa tombe. Mais une équipe franco-russe d'archéologues avait repris les recherches en mai 2019 à l'initiative de Pierre Malinowski, qui raconte ses recherches dans *A la recherche du tombeau perdu*².

Après plusieurs recherches infructueuses c'est en cherchant à se transposer à la situation et aux circonstances de l'époque que Pierre Malinowski, malgré les doutes naissant parmi certains chercheurs et



toujours avec le soutien des équipes russes, retrouve, le 10 juillet 2019, au terme d'une intense campagne de fouilles, le corps du Général Gudin.

Le constat d'une jambe amputée laisse peu de doutes à l'archéologue français... il ne peut s'agir que du Général ami de Bonaparte.

À l'annonce de la découverte, une pluie de « spécialistes » s'abat sur l'équipe d'archéologues... il ne peut s'agir du Général Gudin puisque personne ne sait où est sa tombe, alors de là à imaginer qu'une équipe « d'amateurs » puissent la trouver... Les



Des membres de l'équipe franco-russe au travail. Photo © Pierre Malinowski



Découverte du corps du général Gudin © Elena Chernyshova

russophobes se déchainent. Quelles preuves peuvent-ils avoir de la véracité de cette découverte ?

Pierre Malinowski est bien vite conscient que seule une analyse ADN permettra de mettre fin à ce début de polémique. "Je suis



Pierre Malinowski

il y a 2 ans environ



Mon Général, je t'ai retrouvé avec nos deux équipes Française et Russe. Toi Héros mort en 1812 lors de la bataille de Valoutina Gora. Tu qui fut aux côtés de Napoléon depuis l'école. Toi qui eut la jambe arrachée et qui a tant souffert pour ton pays. Toi qui reposait dans la terre de Smolensk depuis 207 ans. Respect au Général Charles-Étienne Gudin, Héros Français. Un des plus grands jours de ma vie.



revenu en France avec dans mes valises un bout de fémur et des dents trouvés sur la dépouille" explique-t-il, "je les ai confiés à un professeur de Marseille pour qu'il compare l'ADN avec celle du frère et de la mère du général enterrés dans le Loiret". Des tests qui s'avèreront positifs et confirmeront ainsi que le corps retrouvé est bien celui du Général Gudin.

Suivie en haut lieu par Bruno Roger-Petit, conseiller « mémoire » du président de la République, et Patrick Strzoda, son directeur de cabinet, l'intérêt pour cette découverte s'accélère le 9 décembre 2019 avec la venue de Vladimir Poutine au sommet de Paris. Le président français aurait alors évoqué le sujet avec son homologue russe et décidé de mettre à profit la découverte du corps du général d'empire³.

Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuelle de l'Académie française et autorité incontestée de la relation franco-russe explique alors : « Le président Macron essaie de remettre les relations franco-russes sur les rails. Il avait déjà relancé la chose d'une manière très intelligente à Versailles. Il s'était emparé du mythe de Pierre le Grand. Le général Gudin était un compagnon de Napoléon, et Emmanuel Macron a le sens des symboles.³ » et d'ajouter « Je ne suis pas le conseiller du prince. Mais j'ai dit au président l'importance que pouvait avoir cette découverte pour la France, et surtout la Russie. L'anniversaire de la bataille d'Austerlitz, c'est à peine si on s'en est aperçu ici. Les Russes, eux, sont très respectueux du souvenir napoléonien. Ils le

respectent pour sa grandeur. »

Peu de temps après⁴, Bruno Roger-Petit adresse un SMS à Pierre Malinowski dans lequel il lit : « C'est bon, le général Gudin rentre à la maison. Le président Macron a signé. Ce sera à la rentrée 2020. Il va être inhumé aux Invalides lors d'une cérémonie digne du grand homme qu'il fut ⁵. »

Mais deux événements vont successivement bouleverser ce programme : la pandémie de coronavirus et l'affaire Navalny. Deux raisons qui vont distendre, une nouvelle fois, les relations franco-russes et reporter le rapatriement du corps du général de l'Empire.

Ces dernières semaines, le dossier Gudin semble toutefois redevenir d'actualité. Le 23 juin dernier, la Consul de France pose les scellés officiels sur le sarcophage du général devant des bénévoles en costumes.

À cette période, le retour en France est validé mais il est annoncé qu'il n'y aurait pas d'hommage particulier rendu à son arrivée. Pourtant un général d'Empire peut-il rentrer comme un clandestin dans son pays natal ? Qu'a-t-il fait pour ne pas avoir droit aux honneurs militaires auxquels il peut prétendre ? Aucune infamie, aucune trahison, ne viennent entacher son uniforme et sa mémoire. Grand Aigle de la Légion d'honneur depuis 1809, ce qui correspond à l'actuelle Grand' Croix aujourd'hui, la France est dans l'obligation de lui rendre les hommages dus aux dignitaires de la Légion d'Honneur. Ne pas le faire serait donc aussi indigne qu'illégal. Malgré l'incertitude de la position du gouvernement, Pierre Malinowski organise le retour du Général Gudin. Pour ce faire, il



La dépouille du général Charles Etienne Gudin à Moscou, juin 2021 © Alexander NEMENOV

loue un Airbus privé : « J'ai dû trouver une parade juridique, comme c'est une trouvaille archéologique, il fallait que la France fasse une demande officielle. Puisqu'elle ne l'a pas fait, on a formulé une demande via ses descendants. C'est donc comme si on rapatriait un membre de la famille ».



Une question reste, en ce début de mois de juillet, en suspens: les Invalides ne semblant plus devoir accueillir la dépouille de Général Gudin... où l'inhumer? Selon le Comité du Souvenir

Français « Le général Gudin se doit de rejoindre son épouse qui a fait élever un caveau au cimetière du Père Lachaise dans lequel elle repose aux côtés du cœur du général qui avait été rapporté de Russie ». Le général Gudin retrouverait aussi en ce lieu de nombreuses gloires de l'Empire, à commencer par le maréchal Davout sous les ordres duquel il écrit certaines des plus belles pages de l'épopée napoléonienne. L'idée de Montargis, ville natale de l'officier, est également évoquée.

« Nous, on n'en veut pas et on n'a pas les moyens de lui construire un mausolée », s'agace dans les colonnes du Parisien le maire (LR) de Montargis, Benoît Digeon, qui, par ailleurs, doute de la véracité du corps. « Tout cela ressemble à une affaire à la Tintin. Je suis un admirateur de Napoléon, mais ne cédon pas aux manipulations du Kremlin. » Pour un élu se disant admirateur de l'Empereur, chacun appréciera.

Si Albéric d'Orléans s'étonne de la réaction de l'édile montargois et précise « Nous ne lui avons pas demandé de l'accueillir », le



maire de de Bry-sur-Marne, Charles Aslangul (LR), propose alors de l'accueillir dans son cimetière communal « Quand j'ai vu l'article du Parisien, mon sang n'a fait qu'un tour. Il ne sera pas dit qu'en France, il n'y a pas un français qui n'ait un sens de la dignité, de l'honneur et de l'histoire ».



Enfin ce 13 juillet, après une courte cérémonie sur le tarmac russe, le Général Gudin retrouve sa terre natale.

Il y a quelques semaines, son descendant, Albéric d'Orléans, regrettait le manque d'hommage national : « Il a sacrifié sa vie à la France, en tant que soldat il aurait droit à un minimum de reconnaissance. Vu les



services rendus, on aurait pu espérer qu'il y ait un peu plus de mobilisation ».

Son appel aura finalement eu un écho au sein du Ministère des Armées puisque





inhumée aux Invalides le 2 décembre, en présence du premier ministre, Jean Castex, avec les honneurs qui lui sont dus. Le corps du général Gudin, devrait alors rejoindre le caveau où reposent le général Nivelles, le maréchal Juin ainsi que Rouget de Lisle, en attente de sa panthéonisation. A préciser toutefois qu'Emmanuel Macron a d'ores et déjà annoncé qu'il ne participerait pas à cette cérémonie qui sera "intimiste" selon les informations de notre ami Frédéric de Natal.

F.M.

NOTES ET RÉFÉRENCES

Madame Geneviève Darrieussecq, Ministre déléguée en charge de la Mémoire et des anciens combattants a accueilli, ce 13 juillet, le corps du général Gudin. Une cérémonie sans faste particulier, sous deux Concordes, où la garde républicaine faisait face à la cinquantaine de volontaires de l'association Paris Napoléon 2021, habillés en grognard et où fut placé entre eux le cercueil du général recouvert de ses victoires. Durant cette cérémonie, la Ministre a néanmoins confirmé que la dépouille serait

1. Déposé dans le caveau de son épouse au cimetière du Père Lachaise.
2. Edition du Cherche-midi
3. https://www.lepoint.fr/monde/exclusif-1-elysee-a-demande-a-la-russie-le-rapatriement-du-corps-du-general-gudin-15-12-2019-2353253_24.php#xtmc=general-gudin&xtnp=1&xtcr=5
4. Le 15 décembre 2019
Valeurs actuelles du 29 avril 2021.

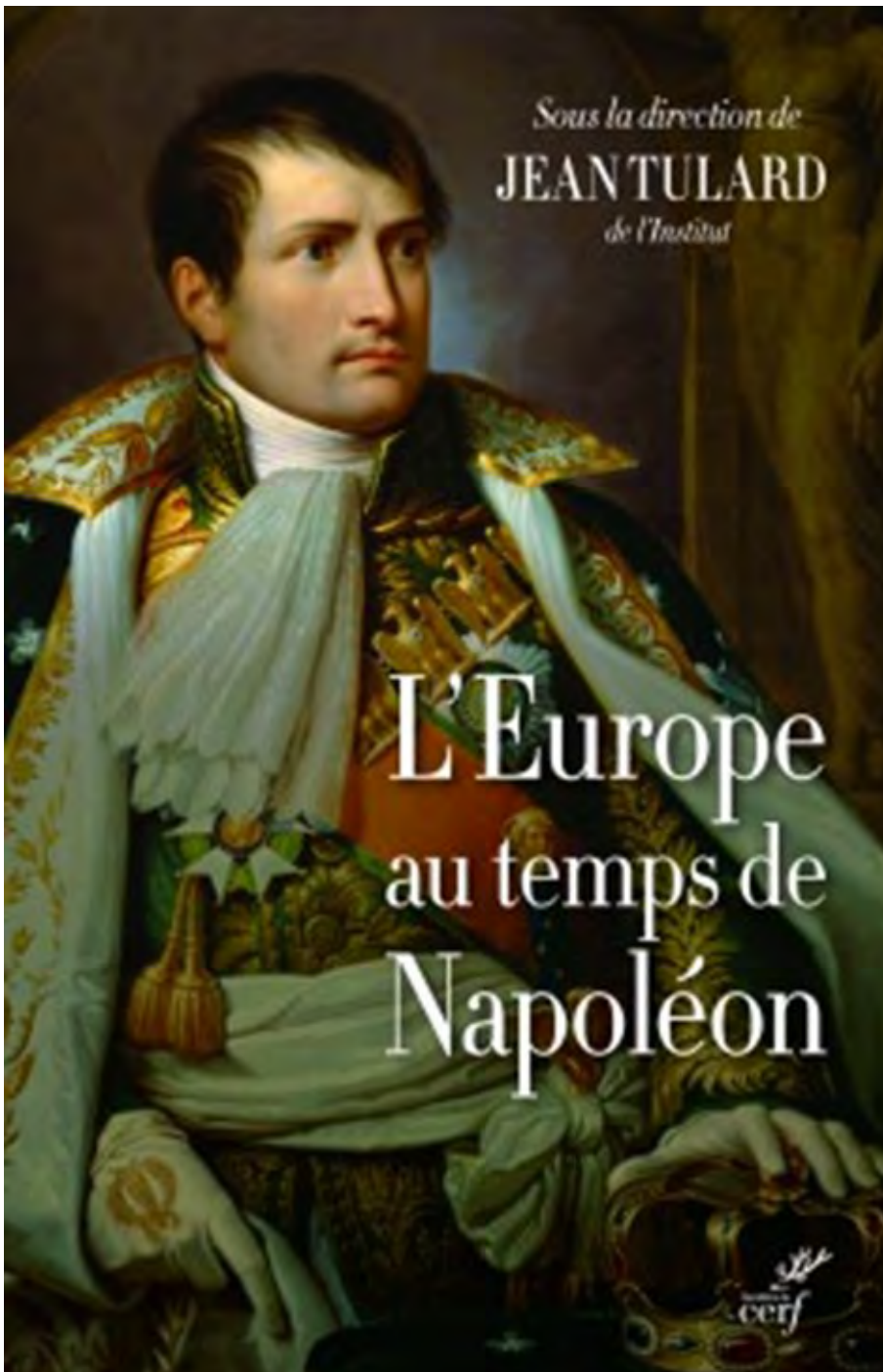


L'Europe au temps de Napoléon

sous la direction de Jean Tulard



Franck ABED
Politologue et historien



Cet ouvrage collectif intitulé *L'Europe au temps de Napoléon* propose, selon nous, une étude véritablement magistrale de notre glorieux et passionnant passé. Elle aidera certainement à mieux comprendre notre présent. Chacun sait que les vieilles monarchies européennes ont combattu la France de la Révolution et de l'Empire. Napoléon a, de son côté, voulu dominer l'Europe, afin de restaurer, toute proportion gardée, l'Empire romain ou encore celui de Charlemagne. Le projet était-il possible ? Souhaitable ? Nous ne répondrons pas à ces deux questions aujourd'hui. Nous constatons que l'Europe française napoléonienne a échoué.

Pourtant, Napoléon, en combattant ses ennemis et en voulant sauvegarder coûte que coûte les conquêtes territoriales de la Révolution, a réveillé l'Europe. Une partie de l'Europe l'a certes haï, détesté, moqué, une autre, notamment après l'expérience napoléonienne, l'a vénéré, adulé, et l'a même pris comme modèle, au point d'en faire un

Prométhée moderne ou l'étendard des aspirations des sans grades et des contempteurs des différentes monarchies nationales, esseulés dans cette Europe post-1815 façonnée par la Sainte Alliance.

Dans sa pertinente préface, Jean Tulard rappelle que « *durant deux décennies, la France a dominé l'Europe. Une suprématie qui s'explique par le poids de sa démographie, l'universalité de sa langue, le caractère national de ses armées, ses innovations techniques... On parle de la Grande Nation puis du Grand Empire. Rome, Bruxelles, Hambourg, Cologne, Amsterdam sont françaises depuis 1811* ». Il ajoute avec raison : « *Le destin des Suisses, des Allemands, des Italiens, de la majeure partie de l'ancienne Pologne et de l'Espagne se joue en réalité à Paris* ».

Pour bien intégrer la prépondérance française d'alors, Tulard écrit « *qu'un maréchal français est choisi comme prince héritier de Suède et le Danemark se comporte en fidèle allié. L'empereur des Français épouse la fille de l'ancien maître du Saint Empire romain germanique devenu plus modestement empereur d'Autriche. En 1812, il lance contre la Russie une armée où l'on trouve des contingents de tous les pays d'Europe* ».

Les victoires militaires françaises sont en

réalité précédées par la victoire intellectuelle des idéaux révolutionnaires. Ces idées se diffusent dans toute l'Europe par la presse, car l'élite européenne de chaque pays parle la langue de Molière. L'académie de Berlin en 1784 avait désigné le français comme « *langue universelle* ».

Nous lisons donc sans surprise le propos suivant : « *La France, en étendant son influence sur les pays voisins, y a exporté non seulement les idées et les institutions révolutionnaires mais aussi sa culture.*



Jean-Baptiste BERNADOTTE (1763 - 1844)
Maréchal français devenu roi de Suède et de Norvège sous les noms de Charles XIV Jean (en suédois, Karl XIV Johan) et de Charles III Jean (en norvégien, Karl III Johan)

Dans ce domaine le chemin était frayé, car la langue française, véhicule de la culture française était alors considérée comme universelle et parlée par toutes les élites. Les émigrés qui avaient précédé les armées françaises, avaient aussi contribué à en répandre la langue ».

Le point de fort de ce livre est qu'il ne se consacre pas à la seule France. Napoléon et l'Empire sont décryptés par des analyses prenant en compte le regard de nos voisins. Il est véritablement intéressant de savoir comment était vu l'Empereur en Angleterre, Suisse, Italie, Portugal, Allemagne, Autriche, Russie, etc. Ces captivants chapitres nous éclairent sur les différents rapports que l'Empire français entretenait avec ses alliés et ses différents ennemis. De même, les contributions font le point sur le rôle décisif de l'armée napoléonienne, aussi bien sur le champ de bataille que dans la société. Elle fut à la fois un outil de conquêtes, de promotions et le symbole invincible de son illustre promoteur.

Toutefois les premières défaites, en particulier en Espagne, ne renversent pas totalement l'opinion française et européenne, même si certains proches de l'Empereur commencent à le mettre en garde, tandis que d'autres conspirent (Fouché) ou trahissent (Talleyrand) dès 1808... Les conséquences de la guérilla espagnole et du blocus sont très bien

étudiées. La Grande Armée s'est véritablement épuisée en Espagne mais également aux quatre coins de l'Europe en jouant aux gendarmes.

Finalement, la maîtrise des mers et la révolution industrielle assurent à Albion des armes non négligeables. Tulard écrit : « *La Grande-Bretagne l'emporte sur Napoléon grâce à sa flotte mais aussi grâce aussi à ses manufacturiers et à ses négociants, à l'esprit d'invention de la City et à la force des traditions d'une noblesse par ailleurs égoïste et brutale* ». Il s'agit d'un constat factuel et par conséquent implacable.

Les pages dévolues à Metternich montrent, s'il en était encore besoin, qu'il fut vraiment un très grand diplomate et un serviteur exemplaire de la monarchie des Habsbourg. Ce livre permet entre autres de mieux et de bien mesurer l'échec napoléonien. Il aborde aussi les nombreuses adversités que Napoléon dut subir durant toute sa carrière à la tête de la France. A nos yeux, Napoléon Bonaparte fut incontestablement un génie... mais à l'impossible nul n'est tenu, pas plus lui qu'un autre.

F.A.



Une année folle

par Sylvie YVERT



Michel MOGNIAT
Auteur et observateur critique



C'est bien plus qu'un roman que nous offre Sylvie Yvert avec « **Une année folle** » paru en 2019 aux éditions Héloïse d'Ormesson. Cette année « folle » est celle des « cent jours » en 1815, l'année du retour de Napoléon de l'île d'Elbe. Une des années les plus extravagantes de l'histoire de France. Sylvie Yvert illustre cette année bouleversante en nous contant les aventures

de deux couples, celui d'un militaire et celui d'un haut fonctionnaire.

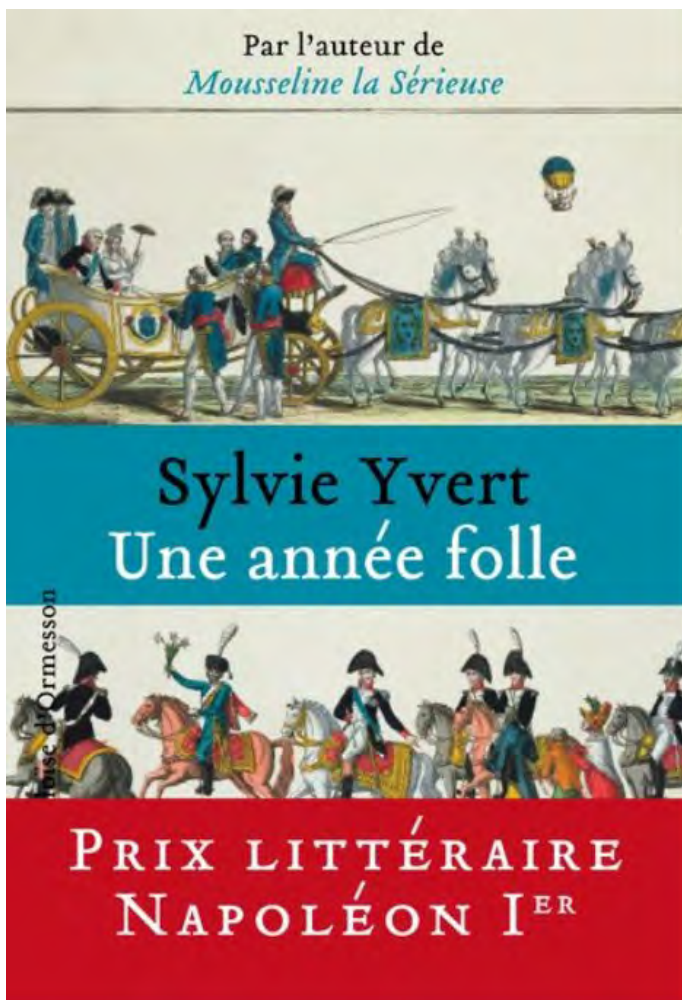
Ces couples vont traverser le tumulte de 1815 avec des fortunes diverses pour finir en drame.

Sylvie Yvert est l'auteur d'une biographie de la duchesse d'Angoulême, la fille de Louis XVI et de Marie-Antoinette « *Mousseline la sérieuse* » seule survivante de la famille royale enfermée à la prison du Temple. On s'attendait donc après ce premier ouvrage époustouflant à un livre riche en détails historiques, le contrat est rempli : les références sont nombreuses, précises et minutieuses, méticuleuses pourrait-on presque écrire...

Sylvie Yvert a fouillé les coins et les recoins de la vie de chacun des protagonistes de son ouvrage, épiluchant leurs écrits, leurs correspondances. Curieusement, la romancière, qui nous offre à foison un luxe de détails, ne donne pas, tout au long du roman, le patronyme des deux héros principaux. Elle ne le fera qu'à la fin de l'histoire, lorsque tout sera consommé ou presque.

L'amateur éclairé sur l'époque napoléonienne devinera plus ou moins rapidement de qui il s'agit, tandis que le néophyte sur la période tâtonnera quelque temps avant de mettre un nom sur le jeune et brillant officier qui paiera de sa vie sa fidélité à l'Empereur, sa fidélité à la France, selon lui.

Ce n'est pas faire acte de trahison comme les deux héros en furent accusés que de dévoiler le nom de ces fidèles de l'Empereur. Cela n'enlèvera rien au plaisir



de la lecture, d'autant que les patronymes et la lignée de leurs épouses sont donnés presque au début de l'ouvrage. N'importe quel lecteur un peu avisé trouvera rapidement les noms des accusés en fouillant l'Internet. La lecture s'en poursuivra avec plus d'intérêt et de richesse historique.

Une loi d'amnistie fut promulguée par Louis XVIII le 12 janvier 1816, mais le jeune et brillant officier fut fusillé dans la plaine de Grenelle le 19 août 1815. Le conseil de Guerre avait débuté cinq jours plus tôt le 14 août 1815 pour juger **Charles Huchet de la Bédoyère**, comte, promu général de brigade par l'Empereur. Charles avait accompagné le Maréchal Lannes en 1808 se rendant en Espagne où il se couvrit de gloire :



« Charles ne se plaint pas. Comment le pourrait-il quand le chef suprême lui-même donne l'exemple ? Parvenu au col, Napoléon remonte en selle. Soudain son cheval glisse et l'envoie rouler sur le sol verglacé. « Foutu métier ! » s'exclame-t-il.

Puis il enfourche à nouveau son cheval. C'est pour cette exemplarité que les grognards l'adorent. » p47

Charles de la Bédoyère fut blessé à plusieurs reprises sur les champs de bataille où il commença sa carrière comme simple soldat. Ses faits d'armes débutèrent à la campagne de Prusse, il s'illustra à Ratisbonne, fit la campagne de Russie et finit aux côtés de l'Empereur à Waterloo ; cette « morne plaine » où des combattants français, face au désastre choisirent de se donner la mort :

« Après la fin de cette boucherie, on trouve encore des officiers et des soldats qui se font sauter la cervelle, choisissant la mort plutôt que la souillure. » p189

L'administrateur, plus âgé que le brillant officier ne s'attendait assurément pas à être condamné à mort. Il le fut pourtant. Les épouses de chacun épuisèrent tous les recours, toutes les démarches possibles auprès de Louis XVIII, de ses ministres et des proches du monarque pour sauver la vie de leurs maris respectifs. Quelques jours avant l'exécution de La Bédoyère, c'est l'ancien Directeur général des postes, Antoine-Marie Chamans, comte de Lavalette, qui est arrêté, le 12 juillet 1815. Il est condamné à mort le 21 novembre. Antoine était de dix sept ans l'aîné de Charles. Il fut Directeur Général des Postes (équivalent à Ministre) durant quatre ans et reprit ce poste durant les cent jours. Il fut également militaire dans sa jeunesse, aide de camp de Bonaparte après la bataille d'Arcole en 1796, il suivit l'Empereur en Égypte juste après avoir épousé Émilie de Beauharnais qui était la nièce de... Joséphine de Beauharnais ! Le tableau est dressé, il ne reste plus qu'à savourer les 365 pages d'aventures d'une écriture fine et talentueuse. Chaque chapitre est consacré en alternance tantôt à l'un, tantôt à l'autre des deux protagonistes. Mais qu'ils nous content les aventures de Charles ou celles d'Antoine, tous sont chargés d'histoire, de références à des lieux, à des dates, à des paroles échangées. Les auteurs

qui furent les témoins de l'époque, les mémorialistes, sont abondamment cités - Chateaubriand, Stendhal...

On a parfois l'impression que la biographe a un parti pris pour les deux personnages qui constituent trame de l'ouvrage et que son écriture est une plaidoirie où la parole est le plus souvent à la défense qu'à l'accusation. Ce parti pris n'en rend la lecture que plus attrayante !

Durant « le vol de l'aigle », de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre Dame, Grenoble et ses environs furent un point charnière où les choses se sont jouées à quitte ou double durant trois jours.

Lorsqu'un officier d'ordonnance de Napoléon arrivant au galop s'adresse aux hommes chargés de stopper la marche de Bonaparte : « *L'Empereur va marcher vers vous. Si vous faites feu, le premier coup de fusil sera pour lui. Vous en répondrez devant la France.* » Là, quand Napoléon parut devant la troupe, redingote ouverte et poitrine offerte, se joua le destin de la France.

C'est là que l'auteur dévoile tout son talent. Sylvie Yvert ne cache rien du ralliement de La Bédoyère : ce dernier va apporter à l'Empereur une quantité d'hommes qui va être multipliée par cinq ! La romancière ne néglige pas la réalité objective de l'histoire, mais usant avec magie de sa plume romantique, elle anoblit le ralliement de La Bédoyère. Car le sept mars 1815, c'est tout un régiment que Charles apportera à Napoléon. Certes l'officier romantique a montré sa fidélité à l'Empereur, mais ses ordres étaient bien d'arrêter le vol de l'Aigle.

C'est bien un acte de trahison militaire qu'a accompli Charles de la Bédoyère.

Ce dernier fut fusillé en montrant un courage exemplaire. Sort funeste qu'il aurait pu éviter. Une

fuite était possible ; elle était d'ailleurs prévue. Mais l'idéaliste amoureux voulait embrasser sa femme et revoir son jeune fils une dernière fois. Il était muni d'un passeport lui permettant de se rendre aux Amériques, passeport que Fouché lui-même lui aurait signé. Charles avait déclaré à plusieurs reprises qu'il savait qu'il serait le premier fusillé.

Il n'y a rien de très étonnant à cette époque qu'un changement de cap, d'orientation ou d'idée politique se manifeste pour quiconque possède un sentiment de la chose publique. Pour quiconque occupe un poste de responsabilité. Pendant cette courte période qui durera un peu plus d'une année, la France aura vu tour à tour l'Empire, un court passage de la royauté avec le retour de Louis XVIII, de nouveau l'Empire après le débarquement à Golfe-Juan, puis le retour de la royauté !

« Dans les boutiques, les emblèmes royaux sont remplacés derechef par des aigles ; sur les journaux comme sur les mottes de beurre, les fleurs de lys ont disparu. Les rues, débaptisées depuis un an, sont rebaptisées de leur ancien nom. »
p141



À propos des nombreux revirements, Sylvie Yvert n'omet pas de citer « Le dictionnaire des girouettes » œuvre collective qui parut en 1815 et recense plusieurs centaines de « girouettes » ; c'est d'ailleurs en 1815 que le terme vit le jour pour la première fois dans le journal « Le nain jaune. » Comment mieux décrire l'ambiance générale qui était celle de la France et de la Cour en particulier, que ne le fait Sylvie Yvert d'une manière rythmée et élégante, en une danse légère et cadencée ?

« Aux Tuileries, une odeur poudrée remplace l'odeur de la poudre. À cette époque plus personne ou presque n'est républicain. Débute alors un ballet du pouvoir unique dans l'histoire, où la France, ne sachant plus à quel saint se vouer, change fréquemment de cavalier, porte tantôt l'aigle ou l'abeille à la boutonnière, tantôt le lys ou le ruban blanc. Se joue donc, quinze mois durant, une pièce de boulevard où les portes s'ouvrent et se ferment, où l'on prend les mêmes, dans un ordre diffèrent à chaque acte, pour reproduire une mise en scène identique, réglée par une chorégraphie similaire. » p85

Les changements de cap et d'opinion furent plus spectaculaires lors de la période des « cent jours. » On apprend dans l'ouvrage l'origine de l'expression « Les cent jours », née presque par hasard, dans la bouche du préfet de la Seine accueillant Louis XVIII :

« Sire, cent jours se sont écoulés depuis le moment fatal où Votre Majesté a quitté sa capitale au milieu des sanglots, et s'est vue forcée par une cruelle nécessité d'abandonner ses enfants bien-aimés » p225

Sous la plume de cette fine chroniqueuse de l'histoire, la lecture se partage entre le plaisir descriptif du paysage politique, son ambiance délétère et les aventures des deux héros. Aventures qui prennent un tour rocambolesque lorsque l'on suit le parcours d'Antoine-Marie Chamans, comte de Lavalette.

Nous l'avons vu condamné à mort le 21 novembre 1815. Il est enfermé à la Conciergerie, d'où personne ne s'est jamais échappé. Il ne sera pourtant pas exécuté ; la veille de son exécution il s'évadera, avec la complicité de sa femme et de sa fille ! Son épouse lui rendait visite fréquemment et avait envisagé pour lui un plan d'évasion qu'il refusera dans un premier temps et finira par accepter in extrémis. C'est travesti avec les habits de son épouse, accompagné

par sa fille, Joséphine, que le Comte de Lavalette quittera la Conciergerie. Un complice l'attendait à l'extérieur, dans la voiture hippomobile.

Antoine séjournera caché en plein Paris, dans les mansardes d'un ministère, puis il sera exfiltré quelques semaines plus tard et gagnera la Belgique avec la complicité de trois officiers anglais.

Il rejoindra ensuite la Bavière où il séjournera plusieurs années. Il sera gracié sous Louis XVIII en 1822 et regagnera Paris où il s'occupera de sa femme, devenue folle.

Il mourra d'un cancer du poumon en 1830, sous Charles X.

Charles de la Bédoyère et Antoine-Marie de Lavalette furent plus ou moins « officieusement » réhabilités. Ont-ils servi la France ou leur chef ? Furent-ils des traîtres au Royaume ou furent-ils fidèles à l'Empire ? Sylvie Yvert répond de façon magistrale en citant Rivarol :

« Le plus difficile en période troublée, disait Rivarol, ce n'est pas de faire son devoir, c'est de le connaître » p113

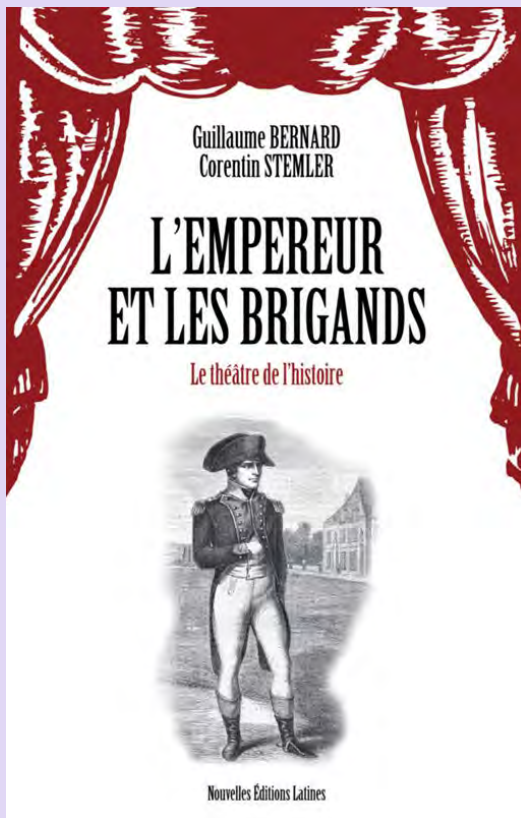
Antoine fit partie du « cabinet noir » de l'empereur, il n'a pas attendu d'être nommé par Napoléon à la Direction des Postes, mais l'a anticipé de lui-même. Il fut soupçonné d'avoir participé à une conspiration avec les généraux Drouet et Desnouettes.

Charles rentra de Waterloo dans une des deux voitures qui escortèrent l'empereur. Sans le ralliement de son régiment le vol de l'aigle n'aurait peut-être pas gagné Notre Dame.

Coupables oui, mais coupables de quoi au juste ?

Si la gare de Waterloo était située à Paris et non à Londres il n'y aurait eu ni procès ni tribunal pour Charles et Antoine ; les tribunaux auraient accueilli et jugé d'autres braves et d'autres cœurs fidèles.

M.M.



« MÉTHODE » RECOMMANDE

« L'EMPEREUR ET LES
BRIGANDS »

DE GUILLAUME BERNARD ET
CORENTIN STEMLER

Deux cents ans après la mort, survenue en 1821, de l'un des plus grands chefs de l'État que la France ait connu, cette pièce est une manière de panser les blessures du passé pour penser plus sereinement l'avenir.

DESCRIPTION

« L'empereur et les Brigands » a pour ambition d'être une œuvre littéraire et une évocation historique confrontant Napoléon Ier à un autre personnage, Le Lecteur, qui peut être interprété aussi bien comme sa conscience que comme le

jugement de l'Histoire. Ce dialogue aborde l'essentiel des événements de la vie de celui qui fut successivement citoyen-général, Premier consul de la République et, enfin, Empereur des Français. Cependant, il privilégie un angle narratif particulier : le positionnement de « L'Empereur » vis-à-vis des « Brigands » de la Vendée. En effet, après la Constitution civile du Clergé voulue dès les débuts de la Révolution, Napoléon a rétabli la paix religieuse et mis fin aux guerres de l'Ouest, ce que ni la Convention thermidorienne ni le Directoire n'avaient réussi avant lui. Mais, au fond, que pensait-il des idéaux de la rébellion vendéenne ? Et quelle était sa réelle motivation face à cette dissidence ?

BIOGRAPHIES DES AUTEURS

Docteur et habilité à diriger des recherches, Guillaume Bernard est enseignant-chercheur en histoire des institutions et des idées politiques. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages (dont La guerre à droite aura bien lieu, Le mouvement dextrogyre, DDB, 2016) et intervient régulièrement dans les médias pour analyser les questions politiques (Méthode, Le Figaro, Valeurs actuelles...).

Acteur bénévole à la Cinéscénie du Puy du Fou depuis 2008, Corentin Stemler a développé une expérience professionnelle dans le milieu artistique tant pour la mise en scène (Les Potimarrants) que la production (Amaclio). Il est l'auteur de plusieurs pièces et spectacles dont Symphonia, l'épopée musicale (quinze représentations en Vendée et à Paris en 2019). Depuis 2014, il dirige une société de communication digitale.

Editeur Nouvelles Editions Latines

Nb. de Pages 112

Dimensions 115×185

Isbn-Ean 9782723381918



À l'issue des constats précédents, un concept de défense pour la France apparaît nettement. Il pourrait peut-être inspirer une Europe future et totalement réformée.

Un besoin de courage, préalable à toute action

Les ennemis qu'on veut imposer à la France ne sont pas les siens.

La façon actuelle de penser sa politique internationale n'est pas conforme à sa nature. Les règles européennes qu'elle a acceptées jusqu'à présent entravent ses capacités. Elle n'inspire plus une organisation dont pourtant elle est à l'origine ; elle la subit. Dans le cadre étroit des alliances et des sujétions qu'elle a acceptées, elle perd sa souveraineté et ce qui a fait sa spécificité, sa grandeur et son influence.

Elle n'a rien à attendre d'une Union Européenne vassalisée aux États-Unis et, à l'intérieur de cette organisation, elle ne peut se fier totalement, actuellement, à l'Allemagne qui, grâce à sa proximité politique et militaire avec Washington, poursuit, avec constance, la consolidation de sa place de leader européen. À moins d'agir délibérément ou de faire preuve d'un total aveuglement, il n'y a rien à espérer de

ce côté pour l'instant.

Elle ne garantit pas, non plus, nos frontières face au danger considérable de l'invasion migratoire tiers mondiale et musulmane, dont on peut se demander si elle en est consciente. Elle n'a pas assuré la paix sur le continent. De nombreux conflits se trament à sa périphérie et la démocratie, davantage que les traités, est à l'origine de rapports pacifiés entre ses membres.

Quant aux aspects financiers, ils servent les intérêts de l'Allemagne qui a tiré profit de l'euro, succédané (ersatz?) du Mark. N'oublions pas que la BCE se trouve à Francfort et que seule la Cour fédérale peut



se permettre de lui enjoindre d'appliquer certaines règles...

La France, si elle veut rester elle-même, doit modifier radicalement son attitude.



Comme l'écrit Hubert Védrine dans son essai «Et après?» (Editions Fayard juin 2020, page 131) «*Finalement, c'est d'abord et avant tout à la France de se reprendre en main, de reprendre le contrôle de son destin, en prenant les décisions adéquates, en s'y tenant assez*

longtemps, quels que soient les aléas électoraux, pour qu'elles donnent des résultats. Bien sûr, il s'agit toujours d'exercer une influence dans le monde, d'y défendre nos intérêts et nos idées, de convaincre en Europe, mais, dans la situation actuelle, c'est par la France que cela commence.»

Il n'est pas question de rejeter les amitiés. Le monde occidental partage des valeurs qui méritent d'être promues et défendues. En revanche notre pays doit recouvrer l'essentiel de sa souveraineté et de sa liberté d'action afin de mettre en œuvre une géopolitique favorable à ses intérêts. Elle pourra, de cette manière, influencer ses voisins et atténuer les options extrêmes de quelques-uns de ses amis, tant il est vrai que la puissance exprimée est le seul véritable moyen de se faire écouter et suivre.

En conséquence attitude vis-à-vis de l'OTAN

Notre pays vis à vis de l'OTAN peut suivre deux orientations.

Après le constat effectué, la logique serait de quitter l'organisation militaire de l'Alliance

atlantique. La France l'a déjà fait en 1966, sous l'autorité du général de Gaulle, ce qui lui a permis de développer une stratégie propre et les outils de haute qualité indispensables à son accompagnement. Ce choix éviterait à la France d'être associée aux dérives irresponsables des États-Unis et libérerait sa parole.

Un rapprochement avec la Russie, gage d'une paix durable sur le continent européen, en serait facilité.

Ce pays n'aurait plus de raison véritable à une conjonction avec la Chine. La situation serait sans doute propice à une modification de l'attitude de l'OTAN, des États-Unis et de toute la géopolitique mondiale.

À cette condition la France justifierait la création d'une alliance européenne qui pourrait s'associer avec les États nord-américains et d'autres États sous un sigle revu. La France retrouverait son statut de puissance indépendante.

Il nous faut, cependant, rester conscient que les obligations actuelles – politiques d'intégration, partage des responsabilités dans l'OTAN – sont des entraves à une autonomisation complète.

Aussi s'en libérer nécessitera du temps, de la souplesse et de l'argent.

En attendant, la France peut aussi tenter de faire évoluer l'OTAN de l'intérieur, même si la perspective est ardue au regard de l'ensemble du constat fait précédemment.

En effet, pour la majorité des pays de l'Union Européenne, l'OTAN continue, par sa capacité d'intimidation, à assurer un rôle pacificateur dans l'espace continental. En agissant ainsi, ils se soumettent aux États-Unis dont l'approche est pour le moins dominatrice. C'est à un rééquilibrage stratégique entre les deux rives de l'Atlantique qu'il faut tenter de procéder.

Il est toutefois possible que la France se démarque des décisions les plus contestables de l'OTAN et en annonce les raisons.

Cette démarche française s'ajoutant au problème posé par la présence, au sein de l'Alliance, d'une Turquie erratique, voire agressive envers ses autres membres, pourrait inciter plusieurs pays membres à envisager, puis demander une évolution de

l'Organisation.

Actions vis à vis de l'UE

Mais auparavant, la France devra faire évoluer l'Union Européenne; œuvre de longue haleine, pour laquelle elle pourrait trouver des relais auprès de quelques États, peut être les plus petits, peu préoccupés par une position de meneur dans les relations internationales, et pour lesquels, en ces temps de doute sur l'engagement américain au profit de l'Europe, sauf à vouloir y relancer un conflit, la capacité militaire et la dissuasion française seraient attractives. Il pourrait s'agir des pays baltes, ou de nos voisins belges, les seuls à nous suivre à Barkhane... C'est par ces petits pas que l'idée d'un pôle européen de l'OTAN pourrait véritablement être défendue et progresser.

Nous sentons bien que l'évolution sécuritaire et son renforcement exigent de revoir fondamentalement l'organisation européenne et de construire des relations d'État à État ou de groupes d'États à État ; comme le rappelaient et le recommandaient le Rapport Hamel de 1967 et le Conseil de Cologne de 1999.

Il est impératif de revenir sur tous les abandons de souveraineté, sources de danger.

Cette nouvelle politique devrait encourager des coopérations industrielles et financières équitables, en restaurant, au préalable, des protections aux limites des pays participants. Elle devrait permettre à chacun des États d'assurer la sauvegarde de son propre tissu économique. Dans ces conditions seulement, la France recouvrera une influence qui l'amènera à proposer, avec confiance, des coopérations d'ordre militaire à des voisins et partenaires.

Il est bien certain qu'il s'agit là de modifications fondamentales concernant, non seulement l'UE et la France, mais aussi les relations mondiales. L'affaire est donc considérable.

Le rôle de la France doit s'établir dans une voie différente sans aucune hostilité à l'égard de quiconque, mais en œuvrant avec fermeté pour la promotion de ses intérêts, de ses idées et de la paix.

Aujourd'hui la première menace à laquelle la France doit faire face n'est sûrement pas russe, mais islamique.

Sans oublier un risque majeur et « classique » qui pourrait surgir, ni la menace interne qui se propage sous le prétexte des droits de l'homme et des minorités, la France doit axer sa défense sur la lutte contre cette idéologie religieuse radicale. Elle doit s'y préparer sur son sol et dans les pays qui lui sont proches. Il n'est pas inutile de rappeler que nos voisins subissent, eux aussi, cette menace...

Cette révolution, au sens étymologique de retour au point de départ, devra balayer les errements de quelques dizaines d'années. Ils nous ont conduits à une impasse qui pourrait



provoquer une révolution, au sens, cette fois, de bouleversement fondamental. Simultanément il sera bon de concentrer les efforts des Français sur eux-mêmes et de proposer à nos voisins des formes de coopération respectueuse des souverainetés et des cultures.

La crise du Covid-19 qui a fortement secoué les habitudes et dérives mondialistes et mis en exergue l'existence immuable des nations, peut aider à cette refondation.

En effet, face au danger, le refuge sécuritaire a été immédiatement la nation. Chacun a pu constater les graves conséquences des abandons de souveraineté, non seulement dans le domaine des industries de santé, mais, par déduction, dans l'ensemble des besoins régaliens.

Une des pires des conséquences de cette mondialisation pourrait se trouver dans la perte de la souveraineté alimentaire et médicale.

Il serait criminel que les dirigeants persistent dans une mondialisation outrancière en occultant l'évidence des faits.

Les premiers pas à faire: repenser la souveraineté

Il est vraisemblable qu'il faille, objectivement, faire le bilan des accords de Schengen, Maastricht et Lisbonne et réfléchir à de nouvelles formes de rapprochement entre les États européens. Elles devront ménager les équilibres entre les nations et respecter les caractères propres à chacune, tout en obtenant l'approbation des peuples. Elles devront donc s'appuyer sur des conjonctions d'intérêts réels sans jamais imposer des contraintes susceptibles d'éveiller des hostilités.

Il est certain que la sécurité et la Défense pourront alors être regardées comme porteuses de solidarités intra-européennes et que la relation avec les États-Unis et l'OTAN pourra être pensée selon un nouveau rapport.

Le monde d'aujourd'hui est fait d'interdépendances. Elles peuvent être le stimulateur de solidarités, mais ne doivent, en aucune façon, devenir des prétextes à subordinations à un État ou à des systèmes inévitablement sensibles aux pressions du plus fort. Pour cette raison elles doivent prendre la nature de partenariats.

Nous ne devons pas négliger quelques signes porteurs d'espoir. Les actions dans ce sens devront être encouragées.

Les coopérations

Ainsi, il ne faut pas minorer des coopérations qui ont été mises en place, certes prudemment, mais avec de réels succès. Elles peuvent entretenir l'espoir de la renaissance d'une volonté européenne d'autonomie stratégique. Nous y trouvons des organismes sans liens apparents, comme la Brigade franco-allemande, le Corps Européen, l'EUROMARFOR, des programmes d'équipements communs comme Hélios, l'hélicoptère Tigre, le programme Horizon, l'A400M, le Commandement européen du transport militaire, l'Escadron franco-allemand de C130 J à Evreux, l'Agence Spatiale Européenne, le centre d'exploitation d'images satellitaires...ou encore le partage de laboratoires du CEA- applications militaires- au profit de nos dissuasions respectives entre la France et la Grande Bretagne (programme Épure).

Derrière la diversité des démarches entreprises au cours des dernières années se cachent bien des tâtonnements, pourtant c'est ainsi que la prise en charge progressive de la sécurité européenne pourrait se développer.

Des actions pourraient s'avérer porteuses de sens et constituer le facteur déclenchant de cette évolution, comme ouvrir la participation à l'Euromarfor de la Grèce, ou prendre l'initiative de renoncer à participer, pour tout ou partie, aux manœuvres de l'OTAN selon le thème.

Cette attitude signifierait bien que notre pays refuse de se soumettre à la vision américaine d'une bataille nucléaire sur le sol



européen. Nos partenaires, assurément, en prendraient acte et pourraient évoluer dans leur vision et influencer la conception du Pentagone. Il y aurait, là, incontestablement, le signe avant-coureur d'une perception différente de l'Alliance.

Simultanément, la France pourrait tenter de faire avancer concrètement le format limité de « l'Initiative européenne d'intervention » lancée en 2018 par 9 pays, l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la France, la Finlande, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni.

Dans un contexte politique européen très éclaté, où l'objectif d'une Europe puissance, condition de son efficacité stratégique, paraît illusoire, la France pourrait surtout exprimer ouvertement que son implication étroite dans l'OTAN porte atteinte à notre liberté et à une vision démocratique des relations inter-étatiques. Cette affirmation pourrait déboucher sur l'ouverture d'un dialogue avec Moscou.

Les coopérations industrielles de l'armement

Mais ce sont probablement les coopérations dans le domaine industriel qui infléchiront lentement l'ensemble de la politique d'alignement vers l'autonomie.

L'industrie d'armement européenne (hors Russie) est la deuxième au monde derrière celle des États-Unis. La France et le Royaume-Uni sont suivis de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne, et de la Suède. Parmi les pays de l'est européen, seule la Pologne cherche à se doter d'une industrie significative.

Cette industrie est cependant morcelée, malgré de nombreux rapprochements conduits depuis 20 ans. Les sociétés, de statuts et de tailles très variables, intègrent souvent des participations étatiques au capital, directes ou indirectes. Les



gouvernements sont donc impliqués. La britannique BAE Systems, est la plus importante avec 85 000 employés et un chiffre d'affaires à plus de 90% dans le domaine de la Défense.

L'industrie européenne couvre pratiquement tous les besoins des armées, mais elle conserve des capacités redondantes conduisant à des compétitions internes et à des lancements de programmes concurrents, comme le Typhoon et le Rafale, le Leclerc versus Ariette, Leopard, Challenger, ou pour le futur de l'aviation de combat, les programmes SCAF (France, Allemagne et Espagne) et Tempest (Royaume Uni et Italie).

Elle devra toutefois, très logiquement, continuer à respecter les normes OTAN, pour se maintenir aux mêmes standards afin de conserver une interopérabilité entre tous.

Cela implique d'accepter de faire les efforts nécessaires de financement, des études et des développements, et de s'engager, résolument, dans l'équipement de leurs forces armées par leurs productions. Une coopération industrielle avec des objectifs harmonisés serait de nature à peser sur leurs choix en équipements militaires.

Il y a donc une stratégie à mettre en place, pour se doter des compétences nécessaires sur la longue durée et développer une industrie et des accords industriels avec les américains sur les composants électroniques névralgiques. En effet, l'industrie de défense européenne devra s'affranchir des contraintes ITAR si elle veut continuer à exporter, l'exportation étant indispensable à son propre équipement. La France s'est engagée dans cette voie depuis des décennies, dans le cadre du maintien de sa B.I.T.D¹. Elle peut inviter l'Europe à la suivre.

Un rapprochement progressif avec la Russie dans l'industrie de défense

Ce serait un marqueur particulièrement notable d'une volonté de souveraineté.

Ne nous méprenons pas, l'idée peut s'exprimer et manifester un souhait profond de rapprochement, mais la réalisation prendra, assurément, du temps. Pourtant

cette coopération conférerait à l'Europe une dimension avantageuse.

En effet la Russie, désirant, à nouveau, jouer un rôle majeur dans l'industrie de défense, après une phase de reconstruction, a regroupé, dans un conglomérat de 130 000 employés - ALMAZ-ANTEI - la production des matériels terrestres et des missiles. Elle a aussi constitué un conglomérat de 100 000 personnes - la compagnie Aéronautique Unifiée (OAK) - pour celle des avions. Elle produit aussi des hélicoptères et sa construction navale est performante. De plus la Russie a hérité de l'URSS des compétences qui n'existent pas en Europe occidentale, comme dans le domaine du transport lourd (avions et hélicoptères) ou des hydravions.

A l'inverse, la Russie est intéressée par des technologies et des matériels développés en Europe occidentale. Elle n'avait pas hésité à commander en France deux BPC pour sa Marine, qui finalement ont fait l'objet d'une annulation de contrat, avant leur livraison, à la suite des tensions provoquées par l'annexion de la Crimée. Cette affaire s'est réglée, en 2015, par une négociation satisfaisante pour les deux parties et la Russie a hérité de toute la technologie de ces navires.

Cependant, la situation globale se montre complexe car ces coopérations existantes ou envisageables dépassent l'UE et l'OTAN. Trois pays font partie de l'Union européenne, mais pas de l'OTAN (Suède, Finlande et Autriche). D'autres font partie de l'OTAN, mais pas de l'Union européenne (Royaume-Uni, Norvège, Turquie, Monténégro, Macédoine du Nord). La Suisse, dont l'industrie de défense n'est pas négligeable, ne fait partie ni de l'Union Européenne ni de l'OTAN. À l'exception des trois États baltes, les pays nés de la dislocation de l'URSS, sont dans la même situation. Dans ces conditions, la voie probablement la plus raisonnable pour instaurer une autonomie stratégique européenne, serait le développement de grands programmes d'investissements de défense en Europe, sur la base d'accords multilatéraux, entre les principaux pays aux capacités industrielles fortes (Royaume-

Uni, France, Allemagne, Italie, Espagne, Suède et peut être Pologne). Ils permettraient d'accélérer la restructuration de l'industrie à la condition d'une démarche suffisamment construite.

Il s'agit aussi de s'éveiller au puissant rôle des données

Elles sont aujourd'hui un des principaux facteurs de souveraineté. Un État qui n'est pas souverain dans le champ numérique expose ses fonctions vitales.

Quand la France lance des appels d'offres afin d'acquérir des solutions numériques, des ordinateurs, et des logiciels, ce sont généralement des sociétés étrangères qui les emportent. D'autant qu'il arrive, fréquemment, que ces acquisitions ne fassent pas l'objet d'appels d'offres. L'in vraisemblable octroi, à Microsoft, de l'hébergement des données de la gigantesque plateforme destinée à centraliser l'ensemble des informations de santé des Français, en est un exemple. Une demande d'enquête pour favoritisme a d'ailleurs été lancée, auprès du ministère de la Santé, par un collectif de sociétés françaises.

Le danger stratégique est grand : les hébergeurs américains sont assujettis au « Patriot Act » et au « Cloud Act » qui autorisent la NSA et la CIA à mener leurs investigations dans les serveurs situés sur leur territoire. Or la France et l'Europe possèdent des solutions au moins aussi performantes : ainsi la société française OVH Cloud qui a permis l'hébergement des dossiers Wikileaks, ou Qwant le moteur de recherche français qui n'opère pas de transferts de nos données personnelles.

À défaut de préférence nationale, il serait souhaitable de s'orienter vers une préférence européenne et un équivalent du « Patriot Act ». Certains États ont bien compris les enjeux technologiques. La Chine a défini l'objectif de 100% de solutions nationales, les États-Unis, la Russie et le



Japon également. Seule l'Europe n'a pas encore fixé de directives dans ce sens.²

Il est clair que la France doit redevenir souveraine dans les domaines stratégiques, santé, données numériques au même titre que défense, et justice. La souveraineté stratégique doit également s'appliquer aux cabinets-conseils. À titre d'exemple la dévolution des opérations de déconfinement à une société privée américaine, Bain & Company, a abouti à confier l'ensemble des données sanitaires nationales à une entreprise privée étrangère.

Toujours dans cette politique de pas-à-pas il semble urgent de vivifier notre politique nucléaire.

Grâce au CEA, la France a pu assurer son indépendance pendant des décennies et développer à la fois des centrales et sa force de dissuasion, de la connaissance médicale, particulièrement en neurologie, grâce à ses supercalculateurs et leurs ingénieurs et chercheurs.

Aujourd'hui une course au nucléaire civil est engagée entre la Chine, la Russie et les États-Unis qui ambitionnent de retrouver leur

primauté et renforcer leur autonomie énergétique

La France, en avance dans la technologie des surgénérateurs, a dû en abandonner la technologie pour satisfaire un groupe de pression minoritaire. Depuis Russes et Chinois maîtrisent cette technologie. Or, il est indubitable que la sécurité énergétique et toutes les applications qui en découlent dépendent du nucléaire et non pas d'énergies aléatoires. Il serait utile de reprendre l'esprit initial de l'accord EURATOM de 1957.

Ces différentes propositions ne sont nullement exhaustives, mais elles visent à démontrer que le retour à une souveraineté nationale est possible. Des actions proprement françaises peuvent être engagées et d'autres doivent se faire en coopération avec les États européens, membres ou non de l'UE.

Ce n'est qu'avec un retour à une souveraineté nationale inspirant nos voisins et s'appuyant sur des coopérations, que l'UE, pourra assurer sa sécurité, être écoutée dans le monde et influencer le cours

des relations internationales. En un mot être une Puissance.

En conclusion

Les problèmes rencontrés pour l'établissement d'une stratégie européenne de défense vont bien au-delà de l'Europe, des États-Unis et de l'OTAN. Ils concernent en particulier la relation nouvelle à établir avec la Russie et par ricochet la Chine. Si le monde se désorganise et tend à se recomposer sur de nouveaux modèles, il est inconséquent de confier aux États-Unis le soin de défendre un ordre ancien selon des méthodes souvent inappropriées et dangereuses. Il est également déraisonnable, voire immoral de perpétuer une politique qui vise à substituer des sujets consommateurs à des citoyens avertis et responsables.

La ligne de conduite de la France doit s'attacher, en entretenant loyalement le fonds commun de la solidarité occidentale, ses valeurs et ses principes démocratiques, à préserver une liberté d'appréciation et d'action suffisante pour identifier les orientations émergentes du monde à venir, promouvoir celles qui lui sont favorables, ainsi qu'à l'Europe rénovée, et équilibrer la puissance nord-américaine par un véritable rapprochement avec la Russie.

Tel doit être l'enjeu de notre stratégie cherchant à encourager une politique visant à réguler l'influence des États-Unis en Europe, tout en préservant notre indépendance et notre rôle dans le monde.

La France mérite mieux que l'Europe actuelle. Elle est née et s'est construite pour éclairer et guider.

Certains, il y a quelques années, imaginaient que l'Europe serait un « levier de puissance pour la France ». Il n'en a rien été. Notre pays s'est fourvoyé dans des subordinations nuisibles. Un retour à une conception plus juste et pertinente des rapports intra-européens, en privilégiant à nouveau les nations et en secouant le joug américain, constituerait la base d'une sécurité

commune.

Dans cette perspective la France pourrait, elle, être un levier de puissance pour l'Europe.

**Pour le Cercle de Réflexions
Interarmées.**

Général (2S) Henri Roure

Général (2S) Jean-Serge Schneider

Ingénieur Général de l'Armement (2S)

Louis A. Roche

Général (2S) Marc Allamand

Général (2S) Jean Claude Allard

Capitaine de Vaisseau (ER) Alexis

Beresnikoff

Général (2S) Grégoire Diamantidis

Monsieur Marcel Edouard Jayr

Contre-Amiral (2S) François Jourdier

Général (2S) Christian Renault

Général (2S) Jean-Claude Rodriguez

Général (2S) Jean-Pierre Soyard

Général (2S) François Torres

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Base Industrielle et Technologique de Défense; ou Industrie de Défense; ou Industrie de Souveraineté. Désigne l'ensemble des industries nationales d'un pays prenant part aux activités de défense; appelée «industrie de défense» ou de souveraineté ». Au sein de l'Union européenne, la France milite pour le renforcement de la BITD. Traditionnellement, la BITD est divisée en trois groupes d'entreprises selon leur production :

- équipements stratégiques, systèmes d'armes et équipements létaux,

- stratégiques non létaux mais permettant le fonctionnement des équipements de l'armée nationale, comme le carburant.

- produits qu'utilisent les armées pour fonctionner; médicaments, vivres...

Une BITD se caractérise généralement par une dualité d'usage; civil et militaire.

2. Jean-Pierre Marongiu: Souveraineté technologique: l'exigence stratégique d'une préférence nationale. Marianne N° 1215 du 26 juin au 2 juillet 2020.

La Démocratie directe comme dernier recours de la démocratie française.



Christian VANNESTE
Député honoraire
Président du Rassemblement pour la France.



Des législatives partielles permettront l'élection de quatre députés dimanche 6 Juin. Le premier tour n'a intéressé qu'un électeur sur quatre. Les nouveaux venus qui débarqueront à l'Assemblée bénéficieront d'une légitimité toute formelle. Élus pour un an, sans pouvoir modifier la majorité en place, ils subissent aussi les conséquences d'une accumulation de faits qui ont remis en cause le fonctionnement de notre démocratie. L'incapacité de l'alternance entre la gauche et ce qu'on appelle la droite est désormais ancrée dans les esprits : depuis 1981, elle n'a jamais arrêté le long déclin de notre pays ni même apporté une solution aux problèmes les plus cruciaux. Rendu stérile sur le plan social, la gauche s'est repliée sur les problèmes sociétaux, ajoutant la décadence au déclin. La « droite » a, selon une tradition nationale, été une fois encore la gauche avec vingt ans de retard, célébrant aujourd'hui ce qu'elle combattait hier, en un piteux ralliement. Le spectacle d'élus accrochés à leurs sièges plutôt que passionnés pour l'amour de la France a ôté tout respect pour les « politiciens ». Les « affaires » n'ont rien arrangé, et après celle montée en épingle pour évincer François Fillon, les Français ont pour beaucoup espéré qu'un homme jeune et apparemment brillant allait briser le système. C'était une aveugle illusion puisqu'il en est un pur produit. Parvenu au pouvoir par le socialisme dans sa version strauss-kahnienne, il est l'homme de la technocratie et de la finance mondialiste, de l'alliance entre la haute fonction publique et

les milliardaires, l'élus de Davos, celui qui va en finir avec ces vieilleries que sont le peuple souverain, la nation, la France, pour asseoir plus complètement la gouvernance des sachants, tout en recyclant ses amis socialistes.

Les Français ont fui Charybde et ils sont tombés dans Scylla. Depuis quatre ans, ils sont soumis à une avalanche de catastrophes, mais bercés par la douce musique des médias complices financés par les amis du président. De la révolte des gilets jaunes, ces Français périphériques ulcérés par une fiscalité oppressive et injuste, jusqu'à l'alerte lancée par les militaires sur la menace de guerre civile qui pèse désormais sur notre société, notre pays n'a connu qu'une évolution suicidaire masquée en partie par les longs discours élyséens profitant éhontément de la crise sanitaire qui n'avait, cependant, pas été anticipée, même à court terme. D'un état d'urgence à un autre, on a habitué le peuple à subir la restriction de ses libertés, et la propagation des peurs virales l'a même rendu en partie complice. Le régime macronien, c'est le syndrome de Stockholm : les otages sont séduits par celui qui les enferme.

Les Français ne croient plus guère aux élections. La fin du confinement va-t-elle leur faire retrouver le chemin des urnes ? Les municipales elles-mêmes ont été noyées dans le brouillard du covid, avec des réélections massives au premier tour et la victoire surréaliste des khmers verts dans les grandes villes au second. Au-delà des régionales, c'est la présidentielle qui reste la



butte témoin de notre démocratie ruinée. Depuis l'instauration du quinquennat, le pouvoir législatif n'est plus que l'ombre de l'Assemblée. Les électeurs avec cohérence offrent une majorité au président qu'ils viennent d'élire. Lorsque celle-ci n'est constituée que de godillots désignés par le candidat élu, et dépourvus de la moindre légitimité personnelle, on a quitté les rives d'une véritable démocratie pour s'aventurer dans les rapides d'une autocratie du bon plaisir où les lubies et les préjugés du monarque ont force de loi, puisque la ligne d'un parti n'est même plus là pour en fixer les limites. La fuite en avant européenne avec l'abandon de la souveraineté budgétaire, comme seule solution à la course folle aux déficits et à l'endettement, a lieu dans un contexte irréel où les taux encouragent les emprunts, où la création monétaire est sans inflation puisque le déficit du commerce extérieur révèle l'importance des produits importés qui pèsent sur les prix. Entre l'endettement vertigineux et la ruine de notre industrie, quelle sera la première cause du suicide national ? Elle viendra peut-être du renoncement à l'existence, du remplacement de sa population, de la disparition de sa civilisation, de l'abandon de toute souveraineté. Or, les Français ont élu un homme qui les méprise, qui gomme l'histoire de France, c'est-à-dire leur identité, qui favorise l'immigration et l'ouverture accrue des frontières, en niant le

rôle évident des immigrés non assimilés, Français de papier parfois, dans la délinquance et la violence qui envahit notre pays.

Le déséquilibre de nos institutions est d'autant plus insupportable qu'il offre un pouvoir immense à un homme qui peut être fort mal élu, non pour lui-même, mais contre l'autre par des électeurs de moins en moins nombreux qui ne le choisiront que par défaut. Ce n'est évidemment pas l'esprit dans lequel le Général de Gaulle avait bâti la Ve République. Pour lui, il fallait que le Chef de l'État, en charge de sa continuité et de la conduite de la nation dans le long terme, bénéficie d'un large soutien populaire. Il ne devait pas s'adonner à la gestion du quotidien ou faire preuve de démagogie contrairement à celui qui aujourd'hui nous explique les gestes barrière et va sur ses médias séduire une certaine jeunesse. Faute d'espérer l'homme providentiel que suppose notre Constitution, il faut donc retrouver la démocratie par un autre chemin, celui de la démocratie directe. Seul le recours systématique au référendum d'initiative populaire pourra trancher le nœud gordien qui étrangle la France.

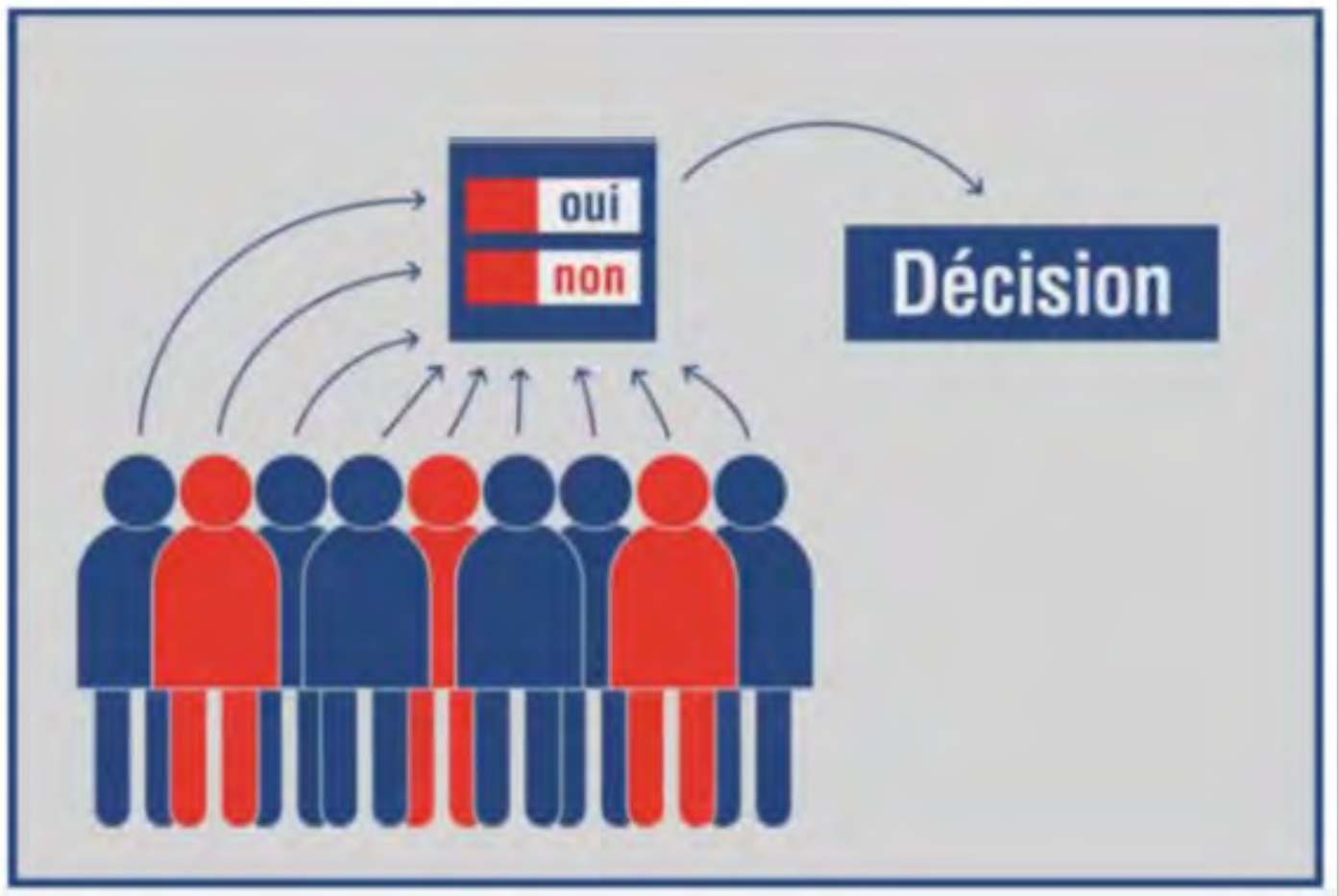
La descente aux enfers de la France, son recul dans la plupart des domaines est une réalité qui s'impose chaque jour avec plus de force aux esprits les plus lucides. Il n'est guère de question qui ne fasse apparaître les fautes commises par les dirigeants de notre



pays depuis plus ou moins longtemps. Ces errements coupables se rejoignent presque tous dans la fracture entre la perception rationnelle de la réalité, celle que suggère le bon sens, et les illusions passagères de l'idéologie. La France est un pays hypercentralisé où tout se décide à Paris. C'est aussi un système très hiérarchisé où une caste issue des « grandes » écoles constitue un microcosme fondé avant tout sur des diplômes et des concours qui propulsent sur la scène du pouvoir, et pour commencer dans ses coulisses, des acteurs dénués d'expérience, mais imbus d'un savoir récent et superficiel. Formés sur le même modèle, récitant les mêmes fiches, soudés par les mêmes copinages malgré les rivalités de l'arrivisme, ces oligarques sont incapables d'innover et de briser les tabous et les stéréotypes qui règnent sur leur manière de penser. Grenouilles de cabinets, hauts-fonctionnaires en début de carrière, chaussant très tôt les charentaises de grandes entreprises, liées à l'État pour la plupart, puis hommes ou femmes politiques, ils vivent dans la même bulle idéologique que les patrons et les opérateurs de la sphère médiatique. Soucieux de leur carrière, les magistrats les y rejoignent pour beaucoup.

On s'épuiserait à dresser la liste des échecs dans lesquels la France s'enlise parce que la caste qui la dirige a fait les mauvais choix au mauvais moment. Aujourd'hui, surgit le

débat sur les conséquences de la « mode » des éoliennes. La France avait, l'un de ses derniers bons jours, et c'était sous Pompidou, choisi le nucléaire et appuyé son industrie sur une énergie concurrentielle et sans gaz à effet de serre. L'idéologie a diabolisé celle-ci et imposé les éoliennes qui produisent une énergie intermittente, chère, qui défigure les paysages et le patrimoine, et en fait fort peu respectueuse de l'environnement par les matériaux qu'elle emploie. Mais sur un tout autre plan, le personnage théâtral qui joue le rôle de Garde des sceaux annonce péremptoirement un nombre vertigineux de peines d'emprisonnement pour se plaindre amèrement, cette fois, de la surpopulation carcérale. La mode idéologique veut dans ce domaine que la prison soit l'école du crime, qu'elle est donc inutile et même nocive, et qu'il faut lui substituer d'autres solutions. Moyennant quoi, on ne construit pas de cellules, on dépense un « fric de dingue » pour traiter le problème à sa racine sociale, et comme cela n'empêche pas plus les délits et leurs récidives que les peines alternatives et autres bracelets électroniques, on condamne donc à l'incarcération qui n'est pas exécutée en raison de la « gestion hôtelière » du parc carcéral. L'idéologie dit : la prison n'est pas une solution. Le bon sens répond : si, à condition que les peines soient rapidement décidées et exécutées, avec fermeté, et dans des lieux de détention



suffisamment nombreux qu'il faut donc construire et munir du personnel et de l'équipement nécessaires.

Voilà deux questions très différentes dans lesquelles les « sachants » se sont enfermés. Ce sont deux problèmes que les Français auraient pu résoudre par le biais d'un référendum qu'ils auraient demandé dans le cadre du référendum d'initiative populaire, de ce que les Suisses appellent la votation : soit après le vote d'une loi consacrée à la justice, ils auraient pu réunir suffisamment de signatures pour suspendre l'application de la loi et modifier celle-ci ou la remplacer par une autre que le peuple appelé aux urnes aurait approuvée, soit une initiative populaire réunissant un certain nombre de signataires aurait pu proposer une nouvelle loi sur la politique énergétique redonnant la priorité au nucléaire. Il est préférable de prendre son temps pour effectuer les bons choix guidés par le bon sens et légitimés par le vrai souverain, le Peuple, après un débat dépassionné et équilibré, plutôt que d'agir dans la précipitation sous la pression des

médias et des lobbies, avant la prochaine échéance électorale. La démocratie doit être soumise au bon vouloir du Peuple non aux désirs, aux angoisses, au confort d'une poignée de professionnels du pouvoir.

L'instauration de la démocratie directe en France sera le seul moyen de briser les nœuds gordiens qui dans de nombreux domaines ont enfermé notre pays dans le déclin et la décadence. La population en a conscience. Les dirigeants, coincés entre idéologie et intérêts personnels à court terme, ne peut, ni ne veut les trancher.

Ce n'est pas le glaive d'Alexandre qui y parviendra, quel que soit le goût historique des Français pour l'homme providentiel, car le moule qui les fabriquait a disparu faute de guerre. Il faut donc faire appel au couteau suisse, et espérer que celui qui prendra le destin de la France en mains, s'en saisira aussitôt !

C.V.

Une élection qui sonne le glas des partis politiques.



Jean GOYCHMAN
Analyste politique



Dans son discours prononcé à Bruneval le 31 mars 1947¹, le général De Gaulle tenait, devant plusieurs milliers de personnes, les propos suivants :

« Le jour va venir où, rejetant les jeux stériles (des partis politiques) et réformant le cadre mal bâti où s'égarait la nation et se disqualifie l'État, la masse immense des Français se rassemblera sur la France ».

Ce jour semble venu.

Les résultats des élections régionales sont sans appel. Les Français ne veulent plus de ce système dans lequel les partis politiques,



au travers des multiples instruments de filtres et de contrôle que sont les commissions d'investitures, imposent les candidats de leur choix, souvent désignés par des critères qui n'ont rien à voir avec le service des citoyens qui devrait être leur unique préoccupation.

Et cela, les Français l'ont clairement exprimé par une abstention massive le dimanche 20 juin, à l'occasion des élections régionales.

Mauvaise date

Déplacées dans le temps du mois de mars, durant lequel elles auraient dû se tenir, au mois de juin, elles se trouvaient alors dans le champ gravitationnel de l'élection présidentielle de mai 2022, et cela n'était pas sans conséquences.

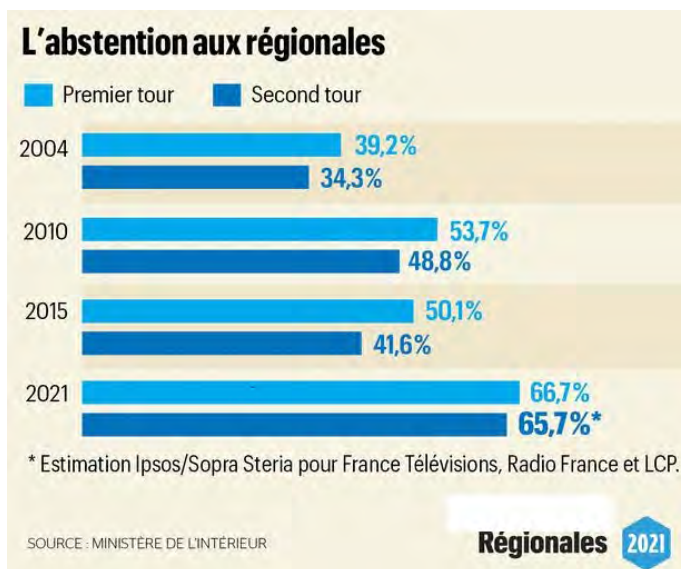
Prévue pour déterminer les personnes qui allaient se trouver en charge de l'administration de nos régions, dans un domaine de compétences très strictement limité de par le pouvoir exécutif national, la campagne électorale eut un déroulement faussé par l'épidémie qui s'était répandue depuis le mois de mars 2020.

Un résultat non prévu pourtant prévisible

Les contacts entre électeurs et candidats se réduisirent à leur plus simple expression et

ne permit guère aux premiers de faire connaissance avec les seconds. C'était une sorte de « chèque en blanc » que les différents partis politiques demandaient qu'on veuille bien leur signer, persuadés que les électeurs voteraient par discipline de parti et non par choix personnel.

Une campagne outrancière de sondages, ne mentionnant souvent que le parti d'origine au détriment des personnes candidates, acheva cet « anonymisation » du produit proposé à la vente...



Le résultat fut une abstentions-record, au-delà de tout ce qui était pensable. Et, seconde conséquence, les électeurs votèrent pour ceux qu'ils connaissaient, c'est-à-dire les sortants.

Un jeu faussé

Cajolé par des sondages le donnant de mieux en mieux placé, le Rassemblement National humait déjà l'air de la victoire qui semblait se préciser de jour en jour, pensant qu'il allait franchir une étape dans la course vers l'Élysée. Plusieurs régions semblaient acquises, ou en passe de l'être et cela allait permettre de crédibiliser les capacités de gestion de collectivités importantes, souvent mises en doute par ses adversaires. On comprend leur stupeur, pour ne pas dire leur désarroi, à l'annonce des résultats, qui mettaient un coup d'arrêt aux rêves de victoire. Pour faire bonne figure, il fallait

trouver une explication qui, naturellement, ne devait mettre en cause ni le parti, ni son fonctionnement. Ce furent donc les électeurs qui portèrent le chapeau. Ceci rappelait un petit côté Berthol Brecht, qui, constatant l'échec du Parti Communiste, proposait de « dissoudre le peuple » qui n'avait pas réagi comme il aurait dû le faire...

Dans l'esprit de ces bonnes âmes, il apparaissait impensable que leurs électeurs les aient abandonnés, persuadés qu'ils étaient d'avoir tout fait pour eux. Ne s'étaient-ils pas dédramatisés, lissé toutes leurs aspérités, châtié les comportements non politiquement corrects, écarté tous ceux qui n'étaient pas « dans le droit-fil » de la pensée aseptisée, sésame incontournable devant ouvrir la porte de l'Élysée ?

Seule explication possible : ils avaient simplement oublié d'aller voter.

D'où la remontrance à peine voilée : on passe l'éponge pour ce soir, mais gare à vous si vous récidivez dimanche prochain ! On peut douter de l'efficacité...

Une autre approche eut été possible, celle de la prise en compte de la situation. Une sorte de « je vous ai compris » il est vrai peu usitée car porteuse de trop mauvais souvenirs. Hypnotisés par les mauvais chiffres, il était plus simple de comparer les résultats à ceux de 2015 afin de se persuader que rien n'était joué et qu'il suffisait de faire voter l'électorat d'il y a six ans pour rétablir la situation.

De Gaulle disait « *qu'il n'y avait pas de pire déformation de l'esprit que de voir les choses non pas telles qu'elles sont, mais telles qu'on voudrait qu'elles soient...* »

Les autres partis ne sont pas mieux

Les autres mouvements politiques auraient cependant tort de se réjouir. Leur santé n'est pas meilleure.

Sur le papier, certains remportent des succès quasi-inespérés, mais ce qui vaut pour le RN est également valable pour eux.

Aucun ne réalise une percée mémorable et abstentionnisme semble avoir sévi d'une façon uniforme. Cela n'affecte pas les pourcentages, car personne ne veut se hasarder à remarquer que, une fois pondérés par l'effet de l'abstention, les chiffres des suffrages exprimés sont tellement bas que se pose en filigrane le problème de la démocratie. Un seuil quelquefois inférieur à 10% peut-il légitimement permettre d'exercer le pouvoir sur une collectivité ?

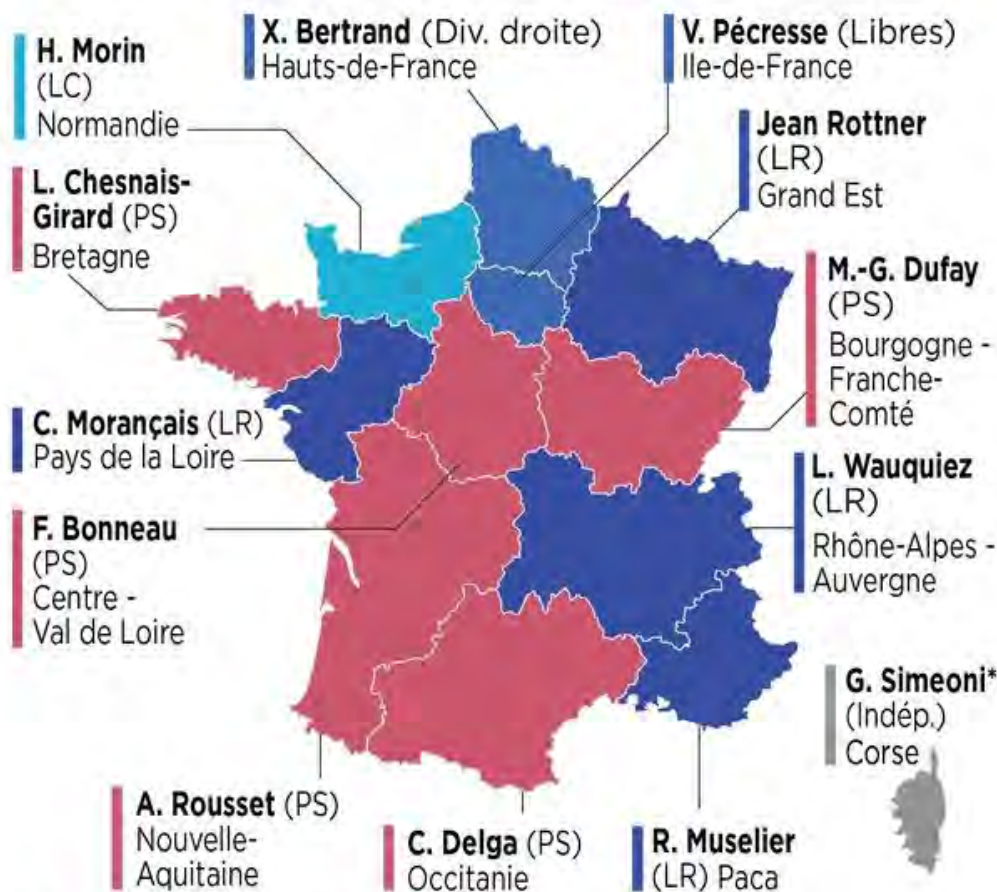
Il est toujours possible d'interpréter notre Constitution en disant qu'il n'existe pas de nombre d'électeurs requis, et que seul le critère majoritaire est à prendre en compte, la réalité se manifestera tôt ou tard. Notre Constitution ne permet pas, (pas plus que tout autre texte ayant reçu l'approbation de l'immense majorité des Français, ce que de Gaulle évoquait en demandant « un OUI massif ») de gouverner sans une réelle adhésion populaire. On peut, bien sûr, jouer le cynisme des textes, mais pour combien de temps ?

Second tour des régionales : un résultat en trompe l'œil

Quiconque écoutant les différents débats

La couleur politique des régions

Nom et parti politique du **président sortant du Conseil régional**



* Président du conseil exécutif

** Président du conseil départemental

LP/INFOGRAPHIE. 14/6/2021.

télévisés le soir 27 juin aurait pu se croire ramené une vingtaine d'années en arrière, du temps des partis politiques ayant « pignon sur rue » à cette époque.

Mais l'illusion de ce voyage dans le passé masquait une réalité beaucoup plus actuelle ; surplombant tous les résultats électoraux annoncés au fur et à mesure des dépouillements, s'étendait l'ombre invisible mais menaçante d'une abstention généralisée atteignant un niveau propre à remettre en cause le principe même de la démocratie.

Un échantillon de votants réduit

Car, même si la démocratie ne reconnaît que les suffrages exprimés, et que les

vainqueurs se félicitaient de leur victoire en s'auto-congratulant, comment ne pas s'interroger sur cette désaffection sans précédent ?

La lecture des chiffres relatifs, qui n'avaient rien d'extraordinaires, montrait que les partis « classiques » se partageaient les majorités régionales à l'aune du vieux clivage gauche-droite séculaire de notre pays.

Mais une autre lecture devrait singulièrement inquiéter les responsables de ce vieux monde politique. Rapportés non plus aux bulletins de vote, mais au nombre des électeurs potentiels, pas un seul de ces « parti-dinosaures » n'atteint la barre du dixième de ce corps électoral.

Les cyniques, et ils sont légion, argumenteront qu'après tout, personne n'a interdit à ces gens d'aller voter et qu'il est impossible d'interpréter leur démarche. C'est très commode, surtout pour ceux qui trouvent intérêt dans la situation.

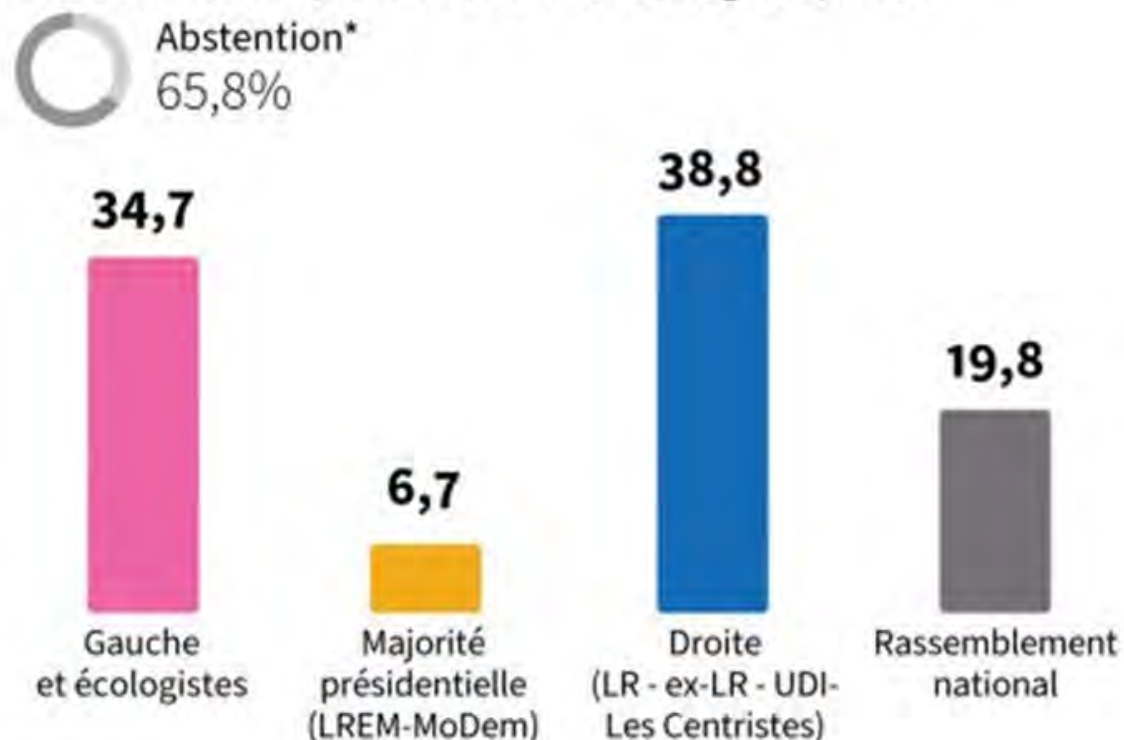
Une analyse s'impose

Après chaque scrutin, les politologues nous affirment doctement que certaines élections ne passionnent pas les foules, que les enjeux sont mal connus, qu'il fait trop beau ou pas assez, bref, que les excuses pour ne pas se rendre au bureau de vote sont nombreuses.

Cependant, on ne parle jamais de ce qui paraît pourtant évident, qui est que les gens ne trouvent pas d'offre politique correspondant à leurs aspirations. Plus grave encore, lorsque leur avis est demandé, on refuse de le prendre en compte. Ce fut le cas avec le Traité Constitutionnel de l'Union Européenne, présenté le 29 mai 2005 et refusé par 55% des électeurs qui, pour cette fois, s'étaient déplacés en masse. L'impensable s'était alors produit, par un tour de passe-passe qui tordait littéralement la Constitution, le résultat de ce scrutin s'était trouvé inversé par l'adoption par le Congrès d'une loi reprenant au mot près le contenu du texte rejeté par les Français. Une telle forfaiture n'aurait jamais dû, dans

Résultats nationaux au 2nd tour

Estimations de l'Ifop à 21h20, en % des suffrages exprimés



Source : Ifop

*en % des inscrits

un pays où les « valeurs républicaines » sont constamment exhortées, pouvoir se produire.

Mais la morgue et le dédain coutumiers de nos « élites » les avaient incités à croire que le bon et brave peuple français ne verrait rien. Comme disait Courteline dans « le sapeur Camembert » :

« Passées les bornes, il n'y a plus de limites » et, depuis, tout semble permis.

Voici plus de 16 ans qu'aucun référendum digne de ce nom nous a été proposé. Pourtant, les sujets ne manquent pas. La nouvelle « gouvernance » (je déteste ce mot) s'est imposée à nous. La souveraineté populaire est devenue une coquille vide, et a progressivement fait place au gouvernement des experts, forcément beaucoup plus qualifiés, pour savoir ce qui est bon pour nous.

Nous nous sentons de plus en plus exclus des mécanismes de prise de décision et cela se traduit par une désertion massive des électeurs.

L'abstention, signe avant-coureur du soulèvement ?

La désaffection de nos concitoyens pour la chose politique ne signifie pas qu'il ne se préoccupent pas de l'avenir de la France. Bien au contraire, ils manifestent de plus en plus de doutes sur la capacité des dirigeants à stopper le déclin de la France. Ils ne leur font plus confiance et sont de plus en plus nombreux à l'exprimer. Ils ne veulent plus des discours creux et lénifiants et ne pardonnent pas les trahisons qu'ils ont subi depuis tant d'années. La confiscation du référendum de 2005, supplantée par le tour de passe-passe du traité de Lisbonne de 2008, leur a montré combien le peuple était quantité négligeable et comment on pouvait le duper. Ceux qui ont fait cela devront tôt ou tard rendre des comptes.

Pendant des décennies, on leur a vendu que l'avenir de la France passait par l'intégration européenne, elle-même appartenant

témoin de la mondialisation heureuse. La majorité d'entre eux n'y croient plus.

Revenir au fonctionnement « normal » de la V^{ème} République

L'acte majeur est l'élection présidentielle. On dit souvent que cela doit être une rencontre entre le peuple et la personne qu'il choisira pour diriger le pays. Ce ne peut-être qu'une relation de confiance établie entre les deux, sans intermédiaire. En interposant les partis, cela a faussé cette relation. Certains d'entre eux, comme le RPR, renommé UMP (signifiant au départ Union pour une Majorité Présidentielle) avant de devenir LR, ayant perdu par deux fois les élections présidentielles, ne trouvent leur cohésion interne que dans l'exercice du pouvoir qui, seul, empêche leur éclatement. Or, la confiance donnée doit être périodiquement renouvelée, et cette seconde forme de souveraineté du peuple est fondamentale. N'en déplaise aux théoriciens, souvent nostalgiques de la IV^{ème} République, ce pouvoir doit être capable de supporter cette remise en question.

La majorité des Français attendent une perspective

Trop d'éléments inquiétants se sont accumulés ces dernières années. Beaucoup de questions, pourtant fondamentales, restent sans réponses. Or, ces réponses sont impératives et de simples pirouettes oratoires ne suffiront pas. La campagne présidentielle qui s'ouvre maintenant sera l'Agora prédestinée pour voir apparaître de nouvelles perspectives et probablement de

nouveaux visages qui sauront, au travers des idées qu'ils incarneront, redonner au peuple français sa confiance en lui-même et en son propre destin.

Chaque fois que la France s'est trouvée menacée dans son existence même, les Français ont toujours su trouver en eux-mêmes les hommes et les moyens nécessaires pour faire rebondir ce pays.

Il en sera de même dans les prochains mois.

Que peut-il se passer ?

Pour certains, le mieux serait que tout continue sans changement. Après tout, cela dure depuis 40 ans et l'alternance apparente gauche-droite avait procuré à nos élus un certain confort de vie, d'autant plus que les postes à pourvoir sont nombreux.

Pour d'autres, jusqu'à présent restés silencieux, le malaise s'accroît. Placides mais éveillés, nombreux sont ceux qui ne croient plus aux belles promesses, quels que soient ceux qui les énoncent.

Le Rassemblement National, porteur de l'espoir de renouveau il y a quelques années, est maintenant considéré comme faisant partie du système qu'il entendait dénoncer. C'était le risque inhérent à une dédramatisation « séquentielle » qui était censée s'adresser uniquement aux nouveaux sympathisants.

Quant aux « anciens », ils étaient supposés ne rien voir et voter comme avant. Cela ne pouvait pas fonctionner et va finalement « remettre sur le marché » un électorat certes désemparé mais désireux de ne pas renier ses convictions. Mais ils ne sont pas les seuls. Beaucoup de Français ne veulent pas voir la France disparaître en tant que nation. La souveraineté européenne ne leur parle pas et ils n'adhèrent plus au discours lénifiant de la mondialisation heureuse que leur tient les partisans d'un gouvernement mondial dont la Commission Européenne serait une sorte d'appartement-témoin.

On ne peut douter qu'il existe aujourd'hui dans notre pays un courant réellement « patriote » qui prend conscience

progressivement de ce que les partisans du monde « globalisé » tentent de lui cacher.

On peut même penser que le périmètre de ce courant est largement dessiné par ceux qui ont voté « non » en 2005 et sont restés silencieux depuis.

Que veut cette majorité silencieuse ?

Une chose simple, probablement trop simple pour nos élites mondialistes. Ceux qui « fument des clopes et roulent en Diesel » veulent qu'on leur parle de la France et de son avenir et si le mot « Patrie » a encore un sens. Ils savent parfaitement, même si les médias « bien pensants » n'en parlent jamais, qu'à la surface du globe les nations ne veulent pas disparaître et qu'il n'y aura pas, contrairement à un courant de pensée purement occidental, de « gouvernement mondial ». A cet égard, la perspective du « great reset » et la pandémie que nous subissons nous incitent fortement à redonner à notre pays les moyens d'une véritable indépendance que les choix politiques de la classe actuellement dirigeante ont progressivement aliénée. Oui, nous voulons croire en l'avenir de la France, nation souveraine, et dans le peuple français sans lequel la France ne serait pas ce qu'elle est.

Celui ou celle qui, rompant avec la vision traditionnelle d'un salut de notre pays qui ne pourrait se trouver que par une sorte de fusion dans une Europe intégrée qui ôterait aux peuples qui y vivent toute forme de souveraineté, trouvera certainement avec lui « la masse énorme du peuple français qui se rassemblera sur la France »

J.G.

NOTE

1. <https://www.charles-de-gaulle.org/announcement/31031947-discours-de-bruneval/>

Jean Goychman 11/07/2021

Instauration d'une police municipale à Paris : vers un nouveau paradigme sécuritaire en France.



Olivier DAMIEN

Docteur en droit - Commissaire divisionnaire honoraire
Ancien secrétaire général du syndicat des commissaires de Police.



Promise par Anne Hidalgo lors de sa campagne électorale, la police municipale de Paris verra le jour à la rentrée prochaine. Autorisée par la loi sécurité globale n° 2021- 646 du 25 mai 2021 et entérinée par un vote du conseil de Paris en juin 2021, la première « PM » de France sera composée de 3400 policiers municipaux issus des rangs des inspecteurs et agents de sécurité (ISVP et ASP) de la ville de Paris. A la fin du mandat, ce service devrait se composer de 5000 agents réunis en un seul et même corps. Service « hors-norme » aux multiples missions et spécificités selon Nicolas Nordman, maire-adjoint en charge de la prévention, de l'aide aux victimes, de la sécurité et de la police municipale, la police municipale de Paris version 2021, sera-t-elle cependant une police municipale comme les autres ? En outre, préfigurerait-elle ce que la nécessité d'une lutte active et déterminée contre la criminalité dans nos villes et nos villages imposera demain à l'ensemble

de nos collectivités territoriales ? Enfin, ce bouleversement dans la répartition des missions régaliennes dévolues à nos différentes institutions, ne signe-t-il pas un nouveau paradigme, voire une ère nouvelle en matière de gestion de la sécurité publique dans notre pays ? Pour répondre à ces différentes questions, il faut tout d'abord se rappeler que l'organisation des forces de police en France a longtemps reposé sur les municipalités. Et que l'histoire de la police dans notre pays a toujours été, et est avant tout, celle de la police parisienne. Si l'on retient habituellement que la police française a été étatisée, pour les villes de plus de 10.000 habitants par le régime de Vichy en 1941, il faut néanmoins se souvenir également que cette institution plonge ses racines au plus profond de notre histoire.



Ainsi, l'un des textes les plus anciens faisant mention d'un « guet », ancêtre de la police moderne, remonterait à la fin du VI^{ème} siècle.

S'en suivit toute une série d'adaptations et de modifications de notre système sécuritaire, qu'inspirèrent, au fil des siècles, tant les régimes institutionnels successivement en place que les conséquences d'une insécurité qui n'a, tout au long de notre histoire, jamais cessé d'augmenter, de se répandre et de se diversifier, pour exploser de nos jours.

La préfecture de police de Paris, pour sa part, a été créée par la loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800).

Héritière directe de la Lieutenance générale de police née en 1674, et dont le premier titulaire fut **Gabriel Nicolas de la Reynie**, la « PP », ainsi dénommée par les policiers parisiens, s'impose, non sans difficultés, au fil du temps. En effet, contrainte à ses débuts de composer avec les structures en place – préfecture de la Seine,



Conseil municipal de Paris et chefs de la police municipale -, ce n'est que peu à peu qu'elle finira par exister vraiment et donner sa pleine mesure.

Et ce n'est qu'en 1966, avec la création de la police nationale, qu'est mis fin, théoriquement, à l'autonomie administrative de la préfecture de police.

En réalité, cette dernière continuera, et continue toujours, de bénéficier d'une organisation et d'un mode de fonctionnement spécifiques, qui font dire à de nombreuses personnalités politiques et policières, qu'il s'agit bel et bien « d'un État dans l'État ».

Le retour d'une police municipale digne de ce nom à Paris, même si sa formule

emprunte à l'air du temps et à une idéologie politique évidente, constitue donc un véritable événement. Conséquence d'une demande des parisiens qui, dans leur immense majorité, dénoncent les incivilités galopantes, les agressions en tous genres et les harcèlements incessants dont sont principalement victimes les femmes, la création de ce nouveau service de police dans la capitale atteste néanmoins de la faillite d'une autre police : celle d'État.

L'incapacité de la police nationale¹ à accomplir les missions qui lui sont dévolues n'a, bien entendu, rien à voir avec les qualités personnelles et professionnelles des femmes et des hommes qui la composent. Elle est la conséquence d'une pluralité de facteurs qui, depuis plusieurs décennies, ont conduit les forces de l'ordre dans leur ensemble, à l'impuissance.

Massification de la délinquance, immigration incontrôlée, montée sans précédent de la violence, implantation durable du terrorisme islamiste, gestion calamiteuse des effectifs de police et de gendarmerie, absence de politiques de sécurité cohérentes, ghettoïsation de nombreux quartiers, gabegie financière et absence d'anticipation stratégique organisationnelle, rupture des liens police – justice, etc... la liste est longue des erreurs, des manquements et des fautes de ceux qui nous ont gouverné depuis le début des années 1980. Les parisiens, comme l'ensemble des Français, paient désormais au quotidien et chèrement les produits de cette incurie.

Face à l'impuissance publique et à la demande grandissante des Français en matière de protection et de sécurité, l'intervention des collectivités territoriales,



à commencer par les communes, était donc inévitable. D'abord, pour les raisons évoquées ci-dessus, qui attestent bien de ce que l'État est aujourd'hui, dans ce domaine pourtant régalien par excellence, complètement disqualifié. Ensuite, parce que face à cette déferlante insécuritaire que connaît notre pays, il était inéluctable que seule une réponse collective et pluri-institutionnelle serait de nature à ralentir le phénomène de manière significative à défaut de l'arrêter définitivement. Enfin, parce que s'inscrivant dans une évolution sociétale de fait, l'organisation et la répartition des tâches les plus essentielles à la vie de notre société, s'imposent désormais de manière patente.

Au-delà de ce premier pas qui voit le retour d'une police municipale dans notre capitale, c'est bien une réflexion d'ensemble qu'il faudra mener sur une nouvelle répartition des missions de sécurité publique entre les collectivités. Ainsi, l'État, les régions, les départements ainsi que les communes, devront envisager de nouveaux modes de fonctionnement et de coopération en matière de sécurité et de lutte contre la criminalité. C'est seulement et uniquement à cette condition que notre pays évitera le chaos sécuritaire vers lequel il se dirige

depuis de trop nombreuses années.

Préfiguration, à n'en pas douter, de ce que pourrait devenir à court ou moyen terme une nouvelle répartition des tâches et des missions entre les polices municipales et les forces nationales de sécurité, la nouvelle police municipale parisienne prend clairement l'option d'être une police de proximité. Essentiellement compétente dans les domaines de la prévention, sans exclure les interventions urgentes bien



entendu, les policiers municipaux parisiens pourront ainsi soulager la police nationale d'un grand nombre de missions.

Cependant, le soulagement opérationnel ainsi opéré au profit des gardiens de la paix, ne sera pas sans conséquences importantes. La première de celle-ci, risque d'être une augmentation significative du nombre des procédures. On sait, en effet, que plus il y a de forces de l'ordre sur le terrain, plus le nombre des interpellations augmente, et plus le nombre des infractions constatées est important. Non qualifiés judiciairement pour traiter ces procédures, les policiers municipaux de la capitale n'auront d'autre choix que de saisir leurs collègues de la police nationale. Ce premier effet, en terme d'effectifs notamment, a-t-il été anticipé par la préfecture de police et l'État ? Rien n'est moins sûr.

Par ailleurs, l'organisation territoriale du nouveau service de police parisien a-t-il tenu compte de l'implantation et de la répartition des compétences des services de la police nationale ? Cela reste à voir. Enfin, la convention de coordination signée entre la police municipale et la préfecture de police sera-t-elle suffisante et assez précise pour éviter les sempiternelles luttes de chapelles ? Seul l'avenir le dira.



Si l'on ne peut que se réjouir des prises de conscience qui ont présidé à la naissance d'une nouvelle police municipale à Paris, sans doute faut-il d'ores et déjà déplorer que cette dernière n'ait pas tous les attributs

d'un véritable service de police. Les compétences judiciaires limitées qui seront dévolues à ces policiers municipaux – comme à l'ensemble des policiers municipaux du pays d'ailleurs –, seront, à brève échéance, un handicap réel et un frein non négligeable à l'efficacité de ce nouveau service. Par ailleurs, le choix de ne pas armer ces policiers revêtus d'un uniforme, posera rapidement, c'est certain, de vrais problèmes en matière de sécurité individuelle et collective. En effet, la montée endémique de la violence ainsi que le recours de plus en plus fréquent par les criminels à des armes à feu, voire des armes de guerre, ne feront qu'exposer gravement des policiers municipaux et, partant, nos concitoyens.

En conclusion, l'expérience qui débutera dans les mois qui viennent à Paris est sans nul doute un progrès essentiel, tant dans l'approche idéologique que pratique de la sécurité en France. Elle pose sans conteste les bases d'une organisation future qui devra, après analyse et retour d'expérience, être étendue et généralisée dans le pays pour être pleinement efficace et faire reculer durablement le crime. En effet, l'orientation prise, consistant à confier la police de proximité à la police municipale afin de permettre aux policiers nationaux de se consacrer à d'autres missions, police judiciaire et maintien de l'ordre notamment, est sans doute de bon augure pour la suite. Il n'en demeure pas moins que les vraies réformes à venir devront porter sur la réorganisation générale de nos forces de sécurité intérieure, sur la répartition des charges et des missions entre les différentes collectivités territoriales ainsi que sur une profonde réforme de notre système pénal et judiciaire.

D.D.

NOTE

1. Et dans une certaine mesure de la gendarmerie nationale, mais là n'est pas le sujet de cet article.

Ponce Pilate s'en lave les mains



Mathilde PANOT

Députée,
vice-présidente du groupe parlementaire LFI à l'Assemblée Nationale.



« Ponce Pilate, voyant que le tumulte augmentait, prit de l'eau, se lava les mains en présence de la foule, et dit : Je suis innocent [...]. Cela vous regarde. »

On ne peut s'empêcher d'y voir une ressemblance avec l'allocution du Président de la République, qui est allé bénir les passants à Lourdes la semaine dernière après avoir donné des leçons de laïcité à la terre entière.

Tiens, donc : Emmanuel Macron, voyant que le variant Delta ne cessait de se propager, prit de l'eau, se lava les mains en direct à la télévision, et dit : « je suis

innocent, tout est de la faute des personnes non-vaccinées. Cela les regarde ». Avant d'ajouter : « Vive la République, vive la France. ».

Le monarque s'imagine Jupiter, quand il n'est que Ponce Pilate. Comme lui, il s'en lave les mains.

Dans dix jours, les Français devront présenter un pass sanitaire à peu près partout et tout le temps, si bien que bientôt, vous aurez le choix entre deux doses de vaccin, un test PCR à 50 euros, ou 135 euros d'amende.

Ceux qui hésitent à se faire vacciner, qui sont méfiants, ceux dont la vaccination est



incomplète seront donc assignés à résidence et priés de laisser les personnes vaccinées tranquillement entre elles. Mieux, certains d'entre eux pourront même être licenciés au bout de 2 mois.

Emmanuel Macron découpe la République en deux, rend la vie impossible à une catégorie de Français sur la base d'une donnée de santé... et s'en lave les mains.

La couverture vaccinale est la plus faible pour les plus précaires, les inégalités sociales de santé disloquent notre pays, à peine 37% de la jeunesse a reçu deux doses de vaccin... Oui, mais le Président s'en lave les mains.

L'Organisation mondiale de la santé nous dit qu'il faut convaincre, plutôt que contraindre. Mais le Président s'en lave les mains.

Le Président s'en lave les mains, il a tonné, l'intendance suivra. La réalité se pliera à ses mots, et surtout à ses contradictions.

Car oui, le Président parle et se renie, donne ordres et contre-ordres.

En décembre 2020, il affirmait : « *La vaccination ne sera pas obligatoire* », avant de la rendre, de fait, obligatoire. En avril 2021 : « *Le pass sanitaire ne sera jamais un droit d'accès qui différencie les Français.* » avant d'en faire un droit d'accès qui différencie les Français.

Le Président ment, et fait mentir, au passage, ses plus fidèles. Par exemple, vous, M. Véran parliez d'une « *opposition de principe* » au pass sanitaire.

Avalez la couleuvre Ministre et bon appétit ! Le Président fait de vous des menteurs et il s'en lave les mains.

Emmanuel Macron a des illuminations le lundi matin, dans le huis-clos d'un conseil de défense, qu'il nous confie le soir à la télévision. Depuis 2017, c'est le fait du prince. Les Français tirés au sort pour suivre la

politique de vaccination ont disparu, le Parlement est sans cesse piétiné, et Emmanuel 1^{er} décrète, prolonge l'état d'urgence sanitaire, nous convoque même en session extraordinaire.

Sachez, collègues, que le fait de décider seul n'est pas étranger à l'absurdité d'une décision ou à sa brutalité.

Comment ça ? Les cafés et les restaurants, qui sortent tout juste la tête de l'eau, devront tripatouiller nos papiers de santé, au risque d'une amende et en dépit de notre vie privée ? Quel est ce désordre que vous organisez ?

Absurde. Aussi absurde qu'imposer un *pass sanitaire* obligatoire pour prendre un TGV ou s'asseoir à une terrasse à moitié vide, et ne rien demander quand il s'agit de monter dans un RER bondé, ou de manger à la cantine de l'entreprise.

Incohérent comme imposer la vaccination obligatoire aux soignants, en les menaçant sans scrupules de « ne plus les payer », ET d'en dispenser les policiers. Mais non, me direz-vous, les policiers ne sont pas au contact de la population ! Quand un policier applique la technique du plaquage ventral, le citoyen a la tête contre le sol, ce qui limite la contamination par aérosol et empêche le virus de se diffuser.



À ce niveau d'Absurdie généralisée, on ne serait plus étonné de rien venant de vous.

Emmanuel Macron a du talent : il transforme tout ce qu'il touche en crise politique. Après nous avoir seriné pendant 5 ans sur la liberté d'entreprendre, le libéralisme gagnant, le nouveau monde et tralala, le voilà qui s'engouffre dans une fuite en avant autoritaire sans précédent.

Bienvenue dans la société du contrôle permanent. Celle où vous trie les bons des mauvais citoyens. Cette société dans laquelle nos rapports sociaux sont profondément bouleversés, où l'on ne jure que par un QR code.

La vérité, collègues, c'est que depuis le début de l'épidémie, vous faites passer des mesures autoritaires pour des politiques sanitaires. Et avec vous, toute opposition est diabolisée ! Que l'on s'entende bien : nous sommes pour les vaccins. Mais pas de politique sanitaire sans confiance. Comment voulez-vous que les Français aient confiance quand vous leur avez si souvent menti, sur les stocks, sur les masques, sur la pénurie de moyens pour les soignants, sur le

pass sanitaire lui-même ?

Emmanuel Macron pourra se prendre pour Pilate aussi longtemps qu'il voudra en se disant « innocent », il faudra bien, un jour, qu'il réponde de ses actes. C'est vous qui avez annoncé fin 2020 800 millions d'euros d'économies pour l'hôpital public. C'est vous qui avez poursuivi la fermeture de lits, même en pleine pandémie. C'est vous qui avez refusé à deux reprises de lever les brevets sur les vaccins.

Vous « aaaadrez » nous répondre que nous ne proposons rien. Au fond, vous aimeriez que ce soit le cas. Mais non, nous avons fait beaucoup de propositions de lois.

Alors, collègues, revenez à la raison. Cessez de fracturer le pays. Au fond, vous devez avoir l'intuition, comme nous, que ces mesures franchissent un seuil dans l'inacceptable. La liberté est ce que nous avons de plus précieux. Ne votez pas des mesures qui la défigurent durablement.

M.P.



Lettre ouverte aux vaccinolâtres



Michel MOGNIAT
Auteur et observateur critique



Madame, Mademoiselle,
Monsieur,

Je pensais intituler ce courrier « Lettre ouverte aux imbéciles » voire « Lettre ouverte aux emmerdeurs » mais le reste de charité chrétienne qui agit encore en moi me demande justement de ne pas être insultant et de rester charitable. « Lettre ouverte aux emmerdeurs » serait toutefois plus justifié. Car vous m'emmerdez, vous les vaccinolâtres. Vous m'emmerdez en empiétant sur ma vie. Grâce à vous et à votre influence de médecin de plateau de télévision aux conflits d'intérêts non déclarés, grâce à vous, philosophes de quatre sous à qui tous les médias de propagande tendent leurs micros, grâce à vous, intellectuels de pacotille ; grâce à vous, politiciens de bazar, grâce à vous, journalistes bien-pensants et tout ce qui « fait l'opinion », vous tous, êtes en train de me gâcher l'existence en incitant nos gouvernants, mis en place par l'oligarchie internationale, à virer carrément au « Passisme Sanitaire ».

Vous dites à qui veut l'entendre que moi et quelques centaines de millions d'autres, fort heureusement, récalcitrants à l'idée de se faire vacciner- récalcitrants ou arriérés c'est selon - ces gens dont je fais partie et qui restent prudents sur des produits en cours d'expérimentation, sommes responsables de l'aggravation de la pandémie en cours. Je vous invite à regarder quand et comment l'OMS a changé la définition de ses normes entre une épidémie et une pandémie, mais

cela est déjà de l'histoire ancienne.

Que les canailles politiciennes sans scrupules et sans morale, qui ont été placées à la tête du pays par des organisations oligarques, prennent des décisions inacceptables dans les mœurs et inapplicables dans les faits qui tendent à un contrôle de la population digne du roman de Georges Orwell, **1984**, cela est normal, naturel. Ils sont là pour ça. Il n'y a là aucun secret, aucun complot. Philippe de Villiers nous informe dans son dernier ouvrage « **Le jour d'après** » : il n'y a pas de complot, tout est à ciel ouvert, sans cachoterie, aucune. Les visées de Messieurs Schwab, Soros, Gates et autres censeurs du type Zuckerberg, des progressistes de toutes obédiences s'étalent au grand jour sur le web et dans des ouvrages papier. Le complot est caché, c'est ce qui fait les complotistes. Ici rien n'est caché, tout est déclaré, prévu annoncé et mis en œuvre. Il suffit juste de vouloir chercher et de le faire. Que vous ne le fassiez pas n'est pas surprenant : vous ne voulez pas être *contaminés* par la vérité. C'est votre droit et je le respecte. Ce que je ne respecte pas chez vous, c'est votre propension à me traiter d'ignorant, de complotiste, voire de salaud qui trimballe le virus et le donne à la planète entière, chaque non vacciné est devenu pour vous un pangolin en puissance.

Mais enfin qui suis-je, face à vous, médecin et philosophe, influenceurs qui murmurent à l'oreille des idiots, pour avoir une opinion sur le coronavirus ? Suis-je médecin ? Microbiologiste ? Sociologue ?

Infectiologue ? Nenni point, je me classerai plutôt comme *un infect sociologue*. Comme un simple citoyen, si cela veut encore dire quelque chose pour vous. Citoyen donc, concerné par la santé publique, puisque j'en suis partie prenante et que l'on veut expérimenter sur moi une technologie nouvelle dans la vaccination. Technologie certes déjà connue dans d'autres domaines et que des spécialistes de l'ADN et de l'ARN, de réputation mondiale, m'invitent à prendre garde en m'informant. Là aussi, l'accès à l'information est libre et gratuit, mais là aussi il faut le vouloir et faire une démarche. En attendant il est plus facile d'aller sur les médias mainstream, puisque les micros de ces médias sont ouverts à tous les thuriféraires du « Great Reset » et de lâcher sa pensée d'imbécile facistoïde : tel journaliste déclarant que les opposants au vaccin expérimental Covid devraient être vaccinés de force entre deux gendarmes. Gendarmes qui, comme les policiers, curieusement, seront exemptés par le gouvernement de l'obligation vaccinale. Gendarmes et policiers qui contrôleront les établissements dans lesquels le *passé sanitaire* sera exigé. Gendarmes et policiers qui pourront être infecté contrôleront des gens censés ne pas l'être. La Frankasubrdistan se dépasse. Ce *laissez-passer* ne sera pas demandé à l'Assemblée Nationale, un des rares lieux où il ne sera pas contrôlé. Cet *Ausweis* sera par contre nécessaire à l'hôpital pour accéder aux soins.

Le 23 juillet 2021 l'Assemblée Nationale, qui

curieusement siège toujours au Palais-Bourbon, sous couvert de crise sanitaire, vota les plus grandes lois liberticides de la Vème République par 177 voix pour et 88 contre avec un nombre important de députés absents. Nous voilà prêts à revivre les heures les plus sombres de notre histoire, dont les progressistes nous rebattent les oreilles, lorsque le 10 juillet 1940, le Parlement vota les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain.

Comme ce vote eut lieu à Vichy et non au palais Bourbon, ce ne fut pas là le fait du Prince...

Les journalistes, les rédacteurs de chaînes de télévisions invitent dans leurs émissions de fabrique d'opinion des prétendus *sachants* sur le sujet. Et quoi de mieux que d'inviter un Infectiologue, se faisant idéologue pour les besoins de la Cause vaccinale ? Encore que se faire idéologue pour servir sa cause est chose légitime, mais certains sautent rapidement l'obstacle et l'idéologue passe rapidement à la réduction *ad hiltlerum* :

« On a de bonnes chances d'arriver à la fin de l'épidémie si on se tient à la stratégie qu'on a décidé hier soir ». Mais, pour l'épidémiologiste, le combat n'est pas pour autant gagné. Très remonté, l'Infectiologue s'en est pris aux anti-vaccins, qu'il estime plus dangereux que le Covid lui-même. « Aujourd'hui, il y a une guerre et cette guerre, elle est contre les anti-vax. Je le dis clairement, ce sont des gens qui n'ont aucun scrupule, qui utilisent les pires méthodes et qui font extrêmement mal dans le monde entier... C'est notre vrai ennemi collectif. Ce n'est plus le virus, parce que le virus, on peut le combattre, c'est l'influence des anti-vax »

« Emmanuel Macron a eu raison d'être ferme parce qu'il ne faut pas être mou face à ces gens. Ils sont aussi dangereux que d'autres groupuscules qu'on a l'habitude de montrer du doigt. Il ne faut pas les prendre à la légère. Ils sèment le doute dans la tête des gens et les





Vaccin obligatoire pour tous ceux au contact des personnes fragiles

Le 15 septembre, devront être vaccinés :

- tous les personnels soignants et non-soignants des hôpitaux, cliniques, maisons de retraite, établissements pour personnes en situation de handicap
- tous les professionnels ou bénévoles qui travaillent au contact des personnes âgées ou fragiles, y compris à domicile

15 SEPT. Des contrôles seront opérés et des sanctions prises



handicap, pour les bénévoles qui travaillent au contact des personnes âgées fragiles, y compris à domicile, la

contrats passés entre les fabricants et la Commission Européenne. Contrats desquels peu de choses ont filtré, mais on sait tout de même que les sociétés pourvoyeuses de ces technologies génétiques déclinent toutes

conduisent à faire des mauvais choix. Ils disent des contre-vérités et n'hésitent pas à utiliser tous les arguments possibles pour faire adhérer les gens à leurs thèses. Et c'est extrêmement difficile d'extraire ces thèses anti-vax de la tête des gens une fois qu'ils ont été infectés. » Pour Martin Blachier, le combat semble aujourd'hui autant idéologique que sanitaire : « Il y a le souhait de certaines personnes, grâce aux réseaux sociaux, de contaminer le cerveau des gens avec des fausses idées... Donc il faut qu'on prenne l'habitude d'être extrêmement fermes face à ces idées -là.² »

Peut-être serait-il bon de rappeler à nouveau que ces vaccins en sont toujours au stade expérimental. Que cette phase d'essai se terminera en 2022 et en 2023 pour la plupart de ces expérimentations vaccinales génétiques. Comme l'a intelligemment fait remarquer une personnalité politique ou un comique³ « il a fallu soixante-dix ans pour s'apercevoir que la chloroquine est dangereuse, alors un vaccin dont on nous certifie la fiabilité en six mois... »

Peut-être faudrait-il rappeler aussi que les « citoyens » pas plus que les députés européens ou nationaux n'ont eu accès aux

responsabilités financières d'indemnisation en cas d'effets secondaires. Bien évidemment des dizaines de médecins déclarent aujourd'hui en chœur et en boucle qu'il n'y a aucun effet secondaire. Faisant fi même des recommandations de l'OMS ou des rapports officiels des administrations de santé. Si le soleil se levait à l'Est on le saurait, non ?

Martin Blachier ne nous dit rien sur le vaccin russe, adopté par de nombreux pays mais rejeté par les *démocraties* de l'Union Européenne. Il faut dire qu'à près de cinq cents interventions de plateaux de télévision, le champion toutes catégories de la chasse aux non vaccinés, en a peut-être touché un mot. Préparer 500 interventions « plateaux » laisse peu de temps pour voir



des patients ou lire des études de façon approfondie qui se marient mal avec le *business* de la *modélisation médicale* dont Martin Blachier est partie prenante.

La « modélisation » médicale, tout comme la « modélisation » climatique est une sorte de devinette sur l'avenir qu'on enrobe d'un vocabulaire pompeusement scientifique, accompagnée de courbes ascendantes en rouge, mais dont les annonces apocalyptiques ne voient jamais le jour. Les soins bien évidemment ne font pas partie du bagage médical de monsieur Blachier et les médecins, fussent-ils professeur et mondialement reconnus, essayant de *soigner* cette maladie ont eu droit aux foudres de ce Sujet supposé Sachant de Plateau de télévision : « *Curare prohibere, postea nihil facere, ensuite vaccinare* »

Chose curieuse, à l'heure actuelle, je constate qu'autour de moi, je connais plus de personnes malades après vaccination que de personnes malades de la Covid 19. Mais tant de choses sont curieuses dans cette affaire Virus, qui plus d'un siècle après l'affaire Dreyfus, divise autant les français, quelle que soit leur couleur politique ou leur classe sociale.

Que des Diaforus prétentieux et malfaisants s'arrogent le droit de préempter les corps des citoyens n'est pas une surprise ; le philosophe Michel Foucault, dans son admirable travail sur le corps et l'hygiène, nous a prévenus que ce biopouvoir serait le totalitarisme de l'avenir.

Les médecins ne sont pas obligés de lire les philosophes qui ne se sont pas privés d'occuper l'Agora et de donner leur opinion éclairée. Parfois de façon réfléchie et posée, comme **François Xavier Bellamy**, un des rares, dans une admirable tribune publiée dans le Figaro le 14 juillet 2021. Cela est d'autant plus lucide et courageux puisque la plupart des ténors et

des alti de son camp (LR) approuvent la ségrégation sanitaire qui se met en place.

Admirable tribune dans laquelle en peu de mots percutants le philosophe saisit toute l'importance de ce qui est en train de se jouer dans cette crise sanitaire sur laquelle on a posé un dôme de verre grossissant, crise qui tue principalement des gens en âge de mourir. Revenir sur les chiffres des victimes et leur âge serait indécent.

À côté de cette tribune écrite à l'aune du bon sens, nous avons vu des « philosophes » cédant à la panique, ignorants ou aveugles aux dangers de l'expérimentation en cours et au basculement de société qu'a très bien perçus F.X. Bellamy.

Le plus risible d'entre eux, si toutefois la situation se prêtait à rire, fut la prise de position de Michel Onfray, philosophe à l'intelligence aussi brillante qu'inutile. Monstre de mémoire qui a lu quasiment tous les philosophes mais n'en a certainement compris aucun. Sa prise de position n'est pas nouvelle et date de plusieurs semaines. Michel Onfray, le philosophe libertaire, qui confond dans ses propos confus l'interdiction et l'obligation. Ce subtil dialecticien est un farouche partisan de la vaccination obligatoire. Pour justifier la contrainte qu'il aimerait voir imposer à la population, il joue de la moraline la plus puérile, en mettant en avant que la France est le pays de Pasteur. Michel Onfray ne sait peut-être pas que Louis Pasteur, en testant son vaccin eut des échecs sérieux, plusieurs ratages finirent par

la mort des cobayes humains. Avant d'être définitivement mis au point, le vaccin de Pasteur tua. Cela ne gêne en rien le philosophe que soit expérimenté sur des millions de personnes une technologie vaccinale tout à fait nouvelle et sur laquelle aucun recul n'existe. Bien évidemment Michel Onfray, comme tous les vaccinolâtres



ne parle pas de soins pour cette maladie. Car, même si cela peut paraître dérisoire de le rappeler, la première réponse de la médecine à la maladie est l'application de soins et de remèdes, et ce, même avant Hippocrate !

En France, à l'heure actuelle, aucun protocole de soins n'a été retenu pour lutter contre cette maladie. Les médecins qui publièrent, soignèrent ou firent des communications restreintes à leurs confrères furent pourchassés, soit par le Ministère de la santé, soit par l'Ordre des médecins.

Le Ministre de la Santé profita d'un faux publié par la fameuse revue *The Lancet* pour interdire définitivement un traitement qui avait fait ses preuves in vivo et qui ne fut jamais expérimenté en Europe en essai randomisé selon le protocole utilisé. Les études sortant d'officines fiables aussi prestigieuses que l'Institut Pasteur⁴ ne sont pas suivies d'actes ou de mises en pratique. Les médicaments utilisés à l'étranger in vivo, au hasard la Corée du Sud et le Sénégal, dont l'efficacité a été prouvée sont rejetés d'un revers de main par les autorités médicales françaises, qui ne jugent « scientifiques » que les études menées en France.

Michel Onfray doit être content de l'ensemble de ses déclarations puissamment relayées par les médias, puisque Le Président Macron dans son rapt liberticide du 12 juillet 2021, cita la France comme *le pays de Pasteur* pour imposer l'obligation vaccinale déguisée de toute la population.

Notre grand philosophe a été entendu et compris par l'homme qui a évité à la France les quatre cent mille morts en décrétant le deuxième confinement !

La position du philosophe n'est pas étonnante, on peut s'attendre à tout de la part de quelqu'un qui écrit un traité d'Athéologie et se déclare « consterné » lorsque le pape interdit la messe en latin !

Le voilà qui se répand devant tous les micros du monde pour dénoncer la perte de ce trésor de l'Occident. Même Charles Maurras aurait été plus timide que celui qui se prend soudainement pour le chef du Parti catholique. Michel Onfray est quelqu'un qui

se réclame, tardivement, du camp de la nation, mais qui fonda l'Université Populaire lorsque qu'un nationaliste arriva au second tour. Quelqu'un qui écrit un tissu de mensonges et de mauvaise foi dans un livre qu'il consacre à Freud lorsque les thérapies cognitives débarquent en force des États Unis. Bref, quelqu'un qui connaît très bien le « en même temps » et dont la pensée a autant de recul que l'expérience vaccinale en cours.

On pourrait croire que nous découvrons là un idiot utile qui murmure à l'oreille des imbéciles. Nous ne lui prêterons toutefois pas autant d'importance. Dans sa vie de girouette politique le philosophe, avant de découvrir la grandeur de la nation catholique qu'était la France, appela à voter tour à tour José Bové, NPA, Mélenchon... À qui le tour, à l'heure du *pays de Pasteur* ? Le voilà aujourd'hui de passage sur les plateaux avec un ouvrage patriote : « L'art d'être français ». Voilà pour l'heure un sujet porteur. Après être passé du statut de philosophe de bobos, le voilà aujourd'hui le philosophe des fachos. Tout le monde évolue, la mode aussi.

Dans cette lettre que j'adresse aux vaccinolâtres et qui j'espère fera plaisir aux personnes lucides, on me reprochera peut-être de m'être arrêté à la critique d'un « médecin » et d'un « philosophe ». Hélas, les imbéciles sont trop nombreux et je ne peux consacrer un mot à chacun ; un ouvrage entier n'y suffirait pas. Je n'aborderai pas ou très peu le volet politique, le changement radical et total de la société qui se met en place. D'autres l'ont fait avant moi et les choses en ce domaine peuvent très vite évoluer ou surprendre. Il y a en vérité peu à en dire, à moins de tourner en rond dans un rabâchage ennuyeux, car beaucoup de Français ont déjà oublié les cafouillages ahurissants de ce gouvernement et je ne parle ni des masques ni des tests. Je tairai aussi la propagande démesurée des journaux de vingt heures, la grande messe du bourrage de crâne où l'on voyait filmé pour la cause le départ de convois de TGV gare Montparnasse en direction de la Bretagne, le transfert de patients en réanimation, alors que les lits de

réanimation des hôpitaux privés parisiens restaient vides.

Beaucoup ont déjà oublié le montage d'un hôpital militaire de campagne, sujet glorieux des journaux télévisés du soir, afin de soulager l'hôpital civil. Il a fallu une dizaine de jours pour monter un hôpital sous tentes comprenant trente lits de réanimation.

Les chinois, au début de l'épidémie, ont construit en dix jours deux hôpitaux en dur de plusieurs milliers de lits. Nos chefs d'état-major, qui défilent comme des intérimaires chez Manpower, ne cessent de nous dire « *nous sommes menacés* » en pointant le menton vers l'Empire du Milieu...

Il serait toutefois difficile d'exclure de ce mode épistolaire la méthode, que les politiques et les dirigeants à la botte des oligarchies mondiales, utilisèrent pour prendre le contrôle total de nos vies. L'amendement n° CL185 du 20 juillet 2021 déposé par la députée **Emmanuelle Ménard** stipulant que « *L'objectif de cet amendement est de rappeler que le pass sanitaire n'a pas vocation à durer et que son usage doit être strictement proportionné à la gravité de la situation sanitaire.* » a été rejeté par l'Assemblée Nationale⁵.

Que l'épidémie perdure ou que le virus disparaisse, la ségrégation vaccinale, elle, ne doit pas disparaître. La société à deux vitesses doit se mettre en place. La population à la traçabilité vaccinale, contrôlée par les garçons de café, semblable aux animaux d'élevage, sera suivie par les technologies modernes avec un QR code et pourra bénéficier de loisirs, de sorties, de vie sociale, elle sera autorisée à voyager. Les non tracés se contenteront du métro-boulot-dodo ou de la mise à la porte. Mais la position intenable des non possesseurs du sésame sanitaire ne pourra pas durer longtemps, petit à petit, les rebelles afflueront vers les « vaccinodrômes » et rentreront dans le rang. L'accès à tous les lieux publics leur étant interdit, même les soins en établissement hospitalier ainsi que les visites aux hospitalisés, aux parents en maison de retraite, etc. Chacun se hâtera de recevoir sa troisième ou quatrième dose, voire sa huitième au gré des « vagues » de l'épidémie et des variants qui s'étendront jusqu'à l'Omega. Les technologies évoluant sans cesse, parions que le QR code sera bientôt obsolète, une puce électronique sous la peau sera beaucoup plus fiable et plus pratique pour passer sous les portiques sécuritaires. Le vœu de Monsieur Bill Gates serait enfin réalisé.

Ne soyons pas complotistes.

M.M.

NOTES

1. Discours liberticide du Président Macron du 12 juillet 2021.
2. Martin Blachier le mardi 13 juillet dans le 20 heures de Darius Rochebin sur LCI.
3. En France, il est parfois difficile de faire la différence.
4. Essais probant de l'Ivermectine sur des hamsters.
5. Source : site Internet de l'Assemblée Nationale.



Le repli de la France au Sahel



Yves MONTENAY

Président de l'Institut Culture, Economie et Géopolitique
Docteur en démographie politique
Conférencier et auteur.



À moins d'un an de la présidentielle, Emmanuel Macron a décidé d'arrêter les frais de l'opération militaire Barkhane au Sahel, coûteuse, très critiquée en France et sur place et dont l'efficacité n'est pas évidente.

La décision d'Emmanuel Macron et son programme

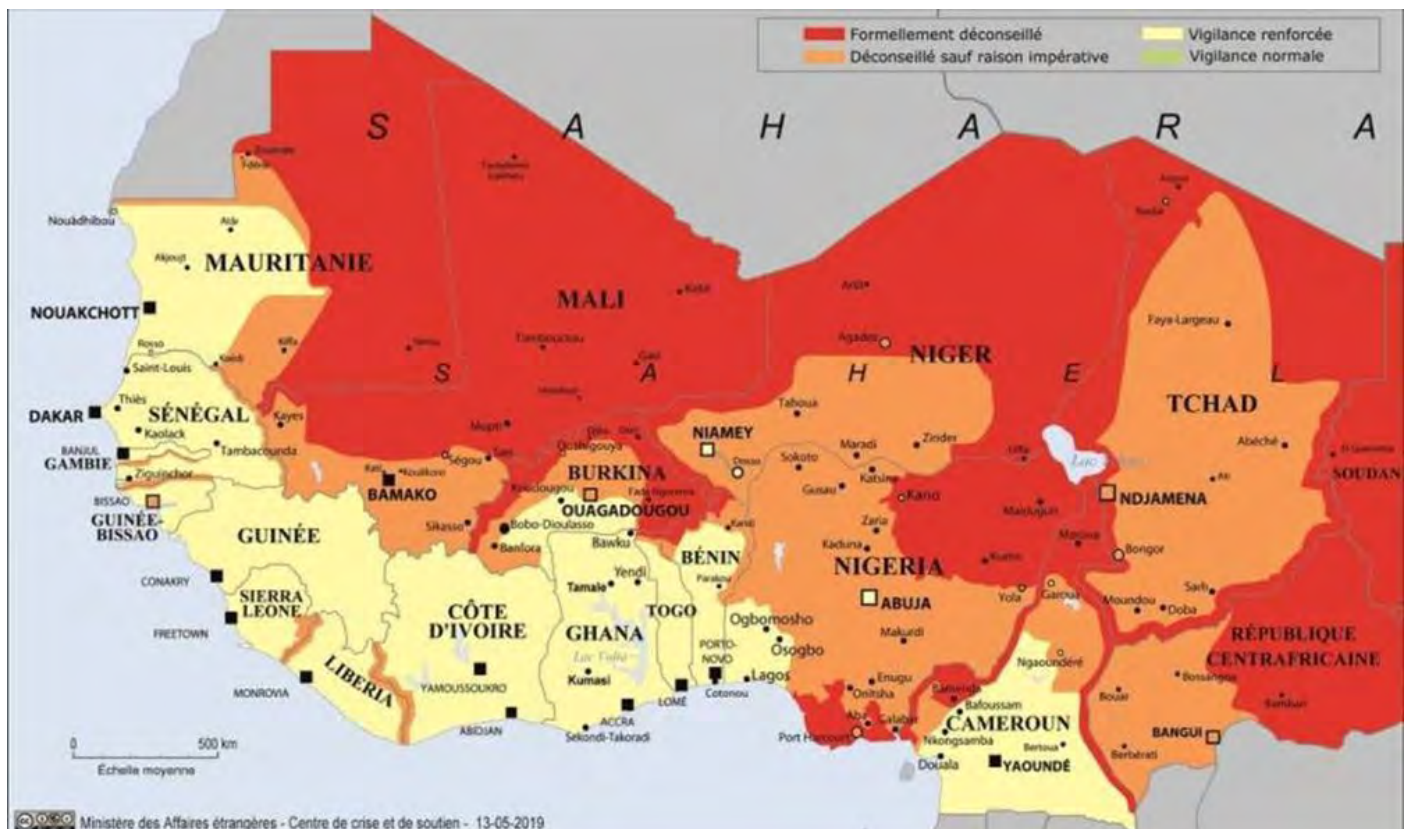
Il y a ce que le président peut décider seul,

et la coopération internationale à monter parallèlement.

LA DÉCISION PRÉSIDENTIELLE

Dans mon précédent article de juillet 2019 sur la situation au Sahel¹, je vous parlais de ses populations et des premières années de l'opération Barkhane :

Cela faisait deux ans que l'Élysée avait demandé aux militaires de voir comment on pouvait « en sortir », mais les militaires hésitaient à démanteler Barkhane, craignant notamment que cela apparaisse, tant dans



les pays concernés que sur le plan international, comme une défaite française. Le coup d'État au Mali, le deuxième en moins de 9 mois, a accéléré la décision du président.

En voici les grandes lignes :

1. Le **calendrier du départ** de Barkhane sera annoncé fin juin. Certaines bases militaires devraient être fermées. Les effectifs de Barkhane (plus de 5.000 hommes) devraient être réduits de 30 % en 2022, puis de 50 % en 2023.

2. La France restera fortement engagée aux côtés des États du Sahel dans leur **lutte contre les groupes terroristes armés**, « *qui reste une priorité absolue.* »

3. Elle va pour cela proposer d'accentuer la **formation des militaires** des pays concernés. Une organisation de coopération, la DCSD, a toutes les compétences nécessaires, mais il faudrait recruter de nombreux coopérants supplémentaires. Il faudrait en outre qu'ils soient bien acceptés dans les administrations locales, alors qu'on peut imaginer qu'ils s'opposent, par exemple, à des malversations, ce qui les fera accuser de néocolonialisme.

4. Les forces spéciales françaises, à travers la task force Sabre basée à Ouagadougou, poursuivront la **traque des organisations terroristes**, à savoir l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) et le Rassemblement pour la victoire de l'islam et des musulmans (RVIM). Mais elles se concentreront sur les principaux chefs.

5. Paris compte aussi sur une **extension de l'opération européenne**

Takuba pour appuyer les forces spéciales des pays sahéliens. L'offre de services a été étendue à

d'autres pays extra-européens. Il s'agit de former les forces spéciales locales et de rendre les pays étrangers conscients de ce qui se joue au Sahel, et qui ne peut pas être porté par la France seule.

Bref Paris ne souhaite pas vraiment partir et porte le problème sur le plan international. La France estime en effet que l'enjeu est non seulement local, mais européen et même mondial.

Les raisons de rester et d'impliquer d'autres pays

La première raison est la **protection des populations** : partir signifie que dans les zones sous contrôle des djihadistes, une grande partie de la population se trouva soumise à un **islam rigoriste**, très éloigné des habitudes locales (*voir par exemple le film Timbuktu où musique et chansons doivent devenir clandestines*) et à contre-

courant de l'évolution par exemple des **droits des femmes**.

Le plus grave à long terme, et qui aura des répercussions internationales est **l'arrêt de la scolarisation à l'occidentale**,

remplacée par l'interdiction de l'école pour les filles et par l'école coranique pour les garçons, d'où l'on ressort analphabète tant en français comme langue locale².

D'où des répercussions sur le développement et le maintien d'une **fécondité élevée**

(mariage des filles à 13 ans), ce qui aura des répercussions bien au-delà des zones





islamistes par des migrations vers le sud et les pays côtiers chrétiens relativement développés, et éventuellement vers l'Europe.

Outre l'éventuel **risque migratoire**, il est dangereux pour tout le monde de voir se constituer des **bases djihadistes** qui peuvent faire dériver des diasporas en Europe, par exemple par chantage sur les familles : « *fais ce qu'on te dit, sinon il arrivera malheur à ta mère* ». D'autant que pour des raisons à la fois naturelles, géographiques et financières, ces bases seront également celles de **trafic d'armes et de drogue**.

Les djihadistes pensent d'ailleurs déjà à contourner les capitales du Sahel, pour l'instant bien défendues par les Français, pour progresser vers les pays côtiers (Ghana, Sénégal, Côte d'Ivoire...) et y frapper les intérêts occidentaux qui y sont plus importants... et éliminer des gouvernements majoritairement chrétiens.

Les opposants locaux ou français à l'intervention de nos troupes déclarent que « *tout cela a eu lieu quand même malgré Barkhane, et qu'en prime nous sommes vus comme une armée d'occupation !* »

Rappelons que les troupes françaises sont sur place à la demande des gouvernements locaux et de l'ONU.

Par ailleurs Paris fait pression sur les

militaires au pouvoir au Mali et au Tchad pour un retour au moins partiel à la démocratie. Et s'il pousse au retour de la démocratie et à une alliance internationale, c'est aussi pour écarter les évocations de « Françafrique ».

Mais le fait que l'armée française en outre-mer soit d'origine coloniale complique le ressenti.

L'adhésion des populations ne dépend plus des militaires

Depuis environ 150 ans, l'armée française agissait outre-mer dans le cadre d'opérations coloniales, et se préoccupait donc de l'adhésion des populations. Souvent avec un certain succès, bien qu'aujourd'hui il ne soit pas « à la mode » de rappeler ce point, mais plutôt d'insister sur le caractère « barbare » de son action³.

Citons rapidement Gallieni, Lyautey, les bureaux arabes de Napoléon III, les SAS de la guerre d'Algérie, les troupes locales (par exemple 350 000 Vietnamiens pour seulement 60 000 français au Vietnam).

Mais on avait alors l'autorité politique avec soi. Quand cette dernière changeait d'avis, par exemple pour l'Algérie, l'armée française se repliait dans ses cantonnements, puis partait... au grand dam des populations « ralliées » dont une partie se réfugiait en métropole et le reste subissait les persécutions du nouveau régime.

Bref, à l'époque coloniale, le soldat était « à tout faire », devait « conquérir les esprits et les cœurs », c'était même une mission demandée par le politique, sauf coup de folie d'une autorité comme, par exemple pour l'affaire de Sétif en Algérie.

Aujourd'hui au Sahel, l'armée est censée laisser ce qui n'est pas militaire aux autorités civiles.

Or celles du Mali sont dans l'état que nous savons, et les populations du nord de ce pays sont laissées sans protection ni encadrement, notamment scolaire ou judiciaire, soit faute de s'en préoccuper, soit parce que les intéressés ont fui les menaces djihadistes ... et ce n'est pas aux militaires d'y suppléer comme ils le faisaient naguère.

En effet, les interventions militaires françaises sont maintenant concentrées sur la sécurité, le politique et l'économique devant être faits par d'autres : l'État « hôte », les organisations financières et de développement, françaises ou internationales.

Citons par exemple l'Agence Française de Développement, la coalition pour le Sahel et le G5 Sahel, dont la mission est d'améliorer la gouvernance locale.

Néanmoins, l'expérience coloniale fait que l'armée est attentive à l'état d'esprit de la population et se sent donc « trahie » par la défaillance des autorités civiles, particulièrement au Mali. Mais l'armée française, pour reprendre une formule américaine « *n'occupe plus le siège du conducteur, mais seulement un siège arrière* ».

Emmanuel Macron a officialisé cette perception « *Nous ne pouvons pas sécuriser des régions qui retombent dans l'anomie parce que des États décident de ne pas prendre leurs responsabilités* ». Et les cadres militaires sont conscients que leur savoir-faire peut être contre-productif si le

politique ne suit pas, ce qui est le cas, au mois au Mali. D'où l'interrogation sur l'utilité de rester.

Mais pourquoi cette passivité des États-hôtes, qui ont pourtant demandé cette assistance militaire ?

La passivité des États hôtes

Cette passivité a des raisons générales.

En Afrique et ailleurs le pouvoir a deux faces, l'une vis-à-vis de l'étranger occidental, où l'on évoque la démocratie et le développement, particulièrement lorsque l'on demande une aide, mais une autre face vis-à-vis de la population et de certains pays « compréhensifs ».

On parle alors aux étrangers d'intérêts financiers personnalisés et d'aide à un maintien de l'ordre musclé, à la population, de souveraineté nationale et, à sa tribu ou son clan des avantages que l'on va leur apporter.

À ces raisons générales, certains ajoutent que l'action française et plus généralement occidentale n'aide pas à une meilleure gouvernance. En effet compter sur l'aide militaire ou financière de l'étranger, que ce soient des États, des organisations internationales ou des O.N.G. serait un obstacle à la « responsabilisation » des gouvernants.

Cela rend inévitable une dégradation des relations entre les aidants et les aidés, et l'on voit donc de nombreux Maliens protester que leur souveraineté nationale est minée par l'aide militaire et économique. Ce n'est pas l'avis de tous : l'opinion publique est satisfaite à Bamako du départ des Français, mais elle est inquiète dans le nord : « *Les gens de Bamako ne connaissent pas la guerre* ». Et l'inquiétude est partagée dans les cercles géopolitiques.

La nature a horreur du vide, y aura-t-il un nouvel État islamique ou quelqu'un d'autre ? Les regards se tournent vers la Russie.

Laisser la place à la Russie ?

« *La Russie ? Non, la société de protection Wagner* ». Cette société paramilitaire représente de fait la Russie tout en permettant à cette dernière de garder une posture diplomatique de non-ingérence.

C'est déjà le cas en Libye et en Centrafrique. Dans ce dernier pays, Wagner a consolidé le régime et se finance en protégeant les mines d'or et d'argent en échange d'une partie des revenus. La Russie peut ainsi soutenir un régime sans se préoccuper des « *droits de l'homme et valeurs occidentales* ». C'est un argument puissant dans beaucoup de pays africains.

Au Tchad ce sont les rebelles qui seraient aidés par la société Wagner.

Pour l'instant la Russie participe activement aux **campagnes antifrançaises** sur les réseaux sociaux, d'après Florence Parly, ministre des armées.

En 2019 Bamako a signé un accord de défense avec la Russie, et plusieurs putschistes ont été formés en Russie ou en ex

URSS. C'est aussi le cas du nouveau premier ministre malien choisi par les militaires, Choguel Kokalla Maïga.

Une implication russe peut réussir dans un premier temps. Mais ensuite Wagner se heurtera aux mêmes problèmes que les Français en soutenant les régimes en place contre l'opinion publique tout en menant la lutte contre les djihadistes.

Par ailleurs le Sahel est immense, même pour la Russie, et souvenez-vous que leur soutien au gouvernement communiste afghan s'est terminé par un retrait après de lourdes pertes. Par ailleurs un financement local tel que des prélèvements sur les recettes des mines d'or seraient très mal perçus.

Enfin la planète est vaste, et d'autres pays que la Russie peuvent s'intéresser au Sahel.

Conclusion

L'objectif d'Emmanuel Macron est d'internationaliser la lutte contre les djihadistes, la situation actuelle se retournant contre la France, en partie du fait des insuffisances des gouvernements du



Sahel. Et aussi parce que le danger djihadiste est mondial.

Le problème est que les autres pays européens ont une vue provinciale de la géopolitique, et que l'Allemagne se soucie d'abord de ses entreprises, et notamment de leurs affaires en Russie et en Chine.

Seuls les États-Unis ont une vue mondiale dans le camp occidental et verraient probablement d'un mauvais œil l'arrivée de nouvelles puissances au Sahel. Ils aident d'ailleurs déjà la France en matière de logistique et de renseignement.

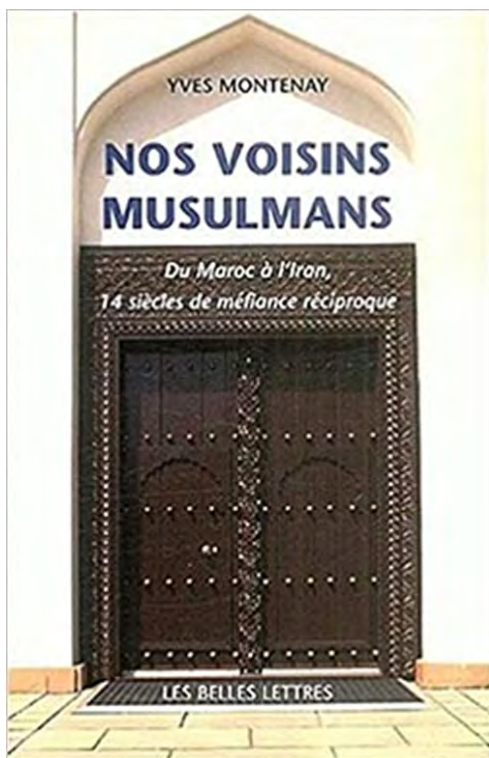
Côté djihadiste, la prochaine étape est d'attaquer les pays côtiers et notamment la Côte d'Ivoire.

La partie est très loin d'être terminée mais les convictions européennes d'Emmanuel Macron vont être mises à rude épreuve.

Y.M.

NOTES

1. <https://www.yvesmontenay.fr/2019/07/15/guerre-au-sahel-la-france-doit-elle-partir/>
2. <https://www.yvesmontenay.fr/2016/05/10/quest-ce-qu'une-langue-officielle-le-francais-et-l-arabe-aux-maghreb-sahel-et-comores/>
3. <https://www.yvesmontenay.fr/2019/11/06/lobsession-anticoloniale-retarde-le-developpement-africain/>



Pour ceux qui voudraient aller plus loin sur le sujet, « MÉTHODE » recommande l'ouvrage d'Yves MONTENAY « Nos voisins musulmans » et conseille aux lecteurs de s'abonner à la lettre « Les Echos du monde musulman » sur le site de l'auteur : <https://www.yvesmontenay.fr/echos-du-monde-musulman/>

**ISBN-10 : 225144257X
ISBN-13 : 978-2251442570
Broché : 276 pages**

« NOS VOISINS MUSULMANS »

Depuis quatorze siècles, et particulièrement depuis les attentats de ces dernières années, une vue très critique des Musulmans s'est développée en Occident. Et réciproquement.

Beaucoup d'Occidentaux voient les Musulmans empêtrés dans leur archaïsme et rattrapés par la modernité, d'où leurs réactions violentes, mais vouées à l'échec. Beaucoup de Musulmans répondent qu'ils sont croyants et qu'analyser leur foi, c'est déjà les attaquer. Vu d'Occident, cette réaction est irritante (on étudie bien le catholicisme), mais à la rigueur compréhensible. Le problème est que certains sacralisent de simples rites sociaux, veulent les imposer, et considèrent comme hostile ou impie toute idée différente. Ils se sentent agressés et dénoncent une animosité croissante envers l'Islam.

On voit donc l'importance des regards réciproques et la nécessité de leur analyse. Il nous faut donc revisiter l'histoire, car, vraie ou fausse, c'est elle qui structure la vision du monde et donc la réaction à « l'Autre ».

Nous n'entrons donc pas dans le domaine de la foi: il ne s'agit pas de parler de l'Islam mais des Musulmans, ces hommes et ces femmes qui sont nos voisins, du Maroc à l'Iran.

GUERRE ET PAIX

ВОЙНА И МИРЪ¹



Serge VOROBEV
Éditeur russe

Traduction Elena SYDOROVA

C'est par la publication dans *Le Monde* d'un article sur le général Roland Dubois, un vrai patriote français, l'un des signataires de la lettre des généraux à la retraite au président Macron que j'ai été motivé pour écrire ce petit mot. La signature a entraîné des sanctions personnelles. L'implication de Roland Dubois dans les publications de *Méthode* devient la source de la recherche du « relais d'influence prorusse ».



Ici, s'il vaut la peine de chercher un « relais

d'influence prorusse », c'est dans le sens de la solidarité dans la question de la conservation et de la protection de l'identité culturelle et nationale.

Dans tout pays, le trait fondamental d'un véritable officier et patriote, élevé dès son plus jeune âge au service de la Patrie, c'est la volonté de prendre des risques et de sacrifier ses intérêts personnels et sa vie lorsqu'il est nécessaire de protéger son pays des menaces extérieures ou internes. Comme vous pouvez le voir maintenant, les risques provenant de la Russie, en tant qu'adversaire probable de la France vu son adhésion à l'OTAN, semblent ridicules par rapport aux menaces internes. La société moderne qui a accepté d'être influencée par l'idéologie néolibérale, orientée vers les formes excessives de consommation et l'individualisme extrême, entre en conflit avec l'une des institutions sociales formatrices du système – l'armée, gardienne du modèle de valeurs traditionnelles. Il s'avère que ces systèmes de valeurs sont fondamentalement antagonistes : le rejet du sacrifice en quoi que ce soit pour l'individu dans le cadre du modèle de valeurs néolibérales ne peut être compatible avec le besoin de sacrifice de la part des militaires, si les circonstances et les nobles causes de protection de son pays et ses citoyens l'exigent.

De manière générale, les sanctions contre les défenseurs du pays, qui, même en étant à la retraite, continuent de le défendre, sont un signal très alarmant pour les autres officiers pour une raison très simple : la

protection des fondations souveraines est présentée au public comme un acte répréhensible. Et comment éduquer les futurs défenseurs de l'État dans une telle situation ?

S.V.

NOTE

1. Le titre de cet article est parfaitement en accord avec le titre du roman mondialement reconnu « Guerre et Paix », écrit par Léon Tolstoï, le grand écrivain russe, mais l'intention ce n'est pas d'attirer une attention du lecteur sur les événements d'il y a plus de 200 ans dans l'histoire de la Russie et de la France. Tel qu'appliqué dans ce texte, le mot « мир » (« paix ») est considéré non comme un état de non-guerre, mais comme « миръ » au sens de « société », qui est dans des conditions de confrontation dure (guerre) pour le droit de préserver son ordre national traditionnel.



Tableau de Pieter Bruegel l'Ancien « Le Triomphe de la Mort » :



Malgré toute la tristesse de l'image, sur la toile, on peut également voir plusieurs casse-cous essayant de résister aux guerriers de la Mort...



...tandis que d'autres détournent le regard et préfèrent ignorer la mort qui vient

L'État et la régulation économique en Russie, face aux survivances mafieuses de l'ère Eltsine



Jean-Maxime CORNEILLE
Consultant indépendant en Intelligence Économique



Déstabilisations financières multiformes contre la Russie derrière l'affaire Navalny

Les récentes péripéties de l'affaire Navalny, depuis le début de l'année 2020, illustrent la façon dont les opérations de déstabilisations

financières contre la Russie sont pensées sur le temps long.

Les révélations, à l'initiative vraisemblable du Renseignement russe, d'une vidéo compromettante ayant mis en évidence les liens entre l'activisme anti-russe de Navalny et les intérêts britanniques,¹ ont logiquement eu pour réponse les dénégations britanniques officielles. Navalny y demandait par l'intermédiaire de son lieutenant Achourkov (en 2012), de se faire corrompre par les Britanniques afin de dénoncer la « corruption » du gouvernement russe, et l'on peut comprendre la prudence des Britanniques



dans un contexte de resserrement de la législation russe à l'encontre des agents de l'étranger ...

Cependant, cette affaire Navalny incluait une opération sophistiquée de déstabilisation financière contre la banque russe VTB qui a été trop peu commentée. En collaboration avec la « *Société Henry Jackson* » (*Henry Jackson Society, HJS*), un « *Think Tank sur la sécurité nationale et les politiques étrangères transatlantiques* » basé à Londres, le groupe de Navalny préparait en effet un rapport sur la banque russe VTB, qui visait à la discréditer sur les marchés financiers européens : en attaquant sa gestion des risques considérée comme « déficiente », en la présentant comme « corrompue », ce qui rejoignait les intérêts des banques britanniques auxquelles la VTB faisait concurrence.

Dans cette vidéo compromettante de 2012, le Britannique n'admettait donc pas directement la coopération du Royaume-Uni avec Navalny contre la Russie. Mais il confirmait bien l'existence d'une « sous-traitance » de la déstabilisation étrangère (notamment britannique) contre la Russie : tout d'abord, par les O.N.G., avec l'action de *Transparency International*, mais aussi par la promotion d'un « gouvernement d'ouverture » en Russie, un thème qui rappelle celui de la « société ouverte » de George Soros, un autre type de promotion par des O.N.G., « neutres » en apparence...



TRANSPARENCY INTERNATIONAL

Mais surtout, avec la *Henry Jackson Society*, c'était un autre type de sous-traitance de la déstabilisation de la Russie qui fut révélé par l'affaire Navalny : celle

passant par les Think Tank et autres « respectables » cabinet d'affaires londoniens, en apparence non reliés directement au Gouvernement britannique mais qui agissaient pour faire passer sans cesse la Russie pour une gigantesque kleptocratie dictatoriale du tiers-monde.²

Cette opération contre la banque russe VTB, dont on sait qu'elle est un opérateur majeur pour le commerce international de la Russie, y compris en matière d'armement, illustre combien la diplomatie britannique est, depuis plusieurs siècles, avant tout celle des puissants intérêts financiers de la *City*, épaulée par un Complexe Militaro-Industriel aujourd'hui plus discret que du temps de l'Empire britannique³. Par le passé, la Révolution française comme la Révolution russe avaient été toutes deux précédées par ce même type d'activisme en sous-main, provenant de puissants opérateurs financiers de la *City* (et plus tard aussi de Wall Street contre la Russie), incluant de nombreuses intrigues politico-financières...⁴ La vidéo de 2012 permettait donc d'entrevoir une actualisation de cette même subversion financière puissante.

Derrière l'affaire Navalny, transparaisait donc un *modus operandi* des déstabilisations contre la Russie, passant par les cabinets et autres officines londoniennes : toutes les déstabilisations contre la Russie sont bonnes à prendre... Le but stratégique est sans cesse d'attenter à la crédibilité de l'État russe et à ses capacités de régulation économique. Cette situation est d'autant plus révoltante, que ces mêmes opérateurs financiers britanniques sont bien souvent les mêmes qui bénéficiaient de la jungle économique des années 1990 en Russie, lorsque l'État russe n'était plus en mesure de contrôler les abus et la criminalité économique sur son sol.⁵ Il n'est pas difficile d'envisager qu'ils en bénéficierait de nouveau, si l'État russe devenait de nouveau « défaillant »...⁶

Une nouvelle affaire du même type se dévoile en ce moment, dont les ramifications illustrent à quel point la mondialisation est conçue pour vider les États de leurs capacités de régulation économique, en faisant pour cela alliance

avec les mafias et autres opérateurs financiers indéliçats.⁷ C'est l'affaire *Fonbet*, avec notamment l'implication du financier *Alexandre Bourtakov*.

Reconversion forcée des anciens criminels économiques de l'ère Eltsine dans le pari en ligne

Homme d'affaires anciennement russe, aujourd'hui israélien, résidant à Monaco, Alexandre Bourtakov fait partie de ces financiers « indéliçats » qui ont largement profité de la jungle économique et du dépeçage de la



Russie durant les années 1990. Logiquement, il choisit l'exil lors de la restauration de la légalité par **Evgueni Primakov** puis Vladimir Poutine, lorsque la lutte contre cette criminalité économique devient par nécessité impérieuse, la

priorité de l'État russe.

La « reconversion » d'Alexandre Bourtakov dans les paris en ligne, qui émerge aux yeux



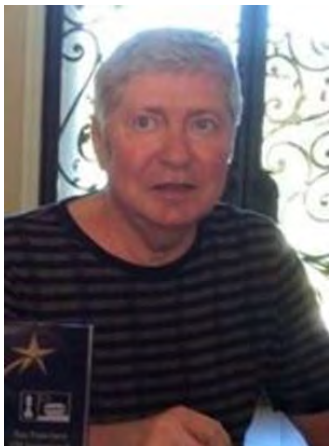
du grand public à travers l'actuelle affaire *Fonbet*, illustre cependant son tropisme persistant vers les affaires de gains financiers faciles au détriment de l'État russe.

Les « affaires » d'Alexandre Bourtakov s'inscrivent aussi dans le contexte de la libéralisation des paris sportifs et du jeu en ligne, prôné à la même époque par l'Union Européenne à partir des années 2000, pour le plus grand bénéfice d'opérateurs privés fort peu soucieux de l'intérêt général. En lieu et place des anciennes structures publiques de jeux populaires, le marché a été ouvert en grand à la libéralisation tous azimuts d'un secteur que l'on sait pourtant propice aux malversations et aux abus : de nombreuses transactions détaxées permettent en effet de camoufler un certain nombre de pratiques, et notamment le blanchiment financier pour tout type de mafias.

Il est révélateur qu'à la même époque où l'Union Européenne encourageait cette dérégulation sous prétexte de « libéralisation », tout en fermant les yeux sur ces risques pourtant connus, la Russie l'ait considérablement restreinte sur son sol. Sans doute est-ce parce que la Russie était le pays d'Europe qui avait enduré les pires abus financiers durant les années 1990.

Ces possibilités de transactions abritées par les plates-formes de paris en ligne, permettent en effet un certain nombre de paris illégaux en parallèle, dont la fiscalité échappe en partie à l'État, et constitue autant de possibilités d'enrichissement anormales pour des opérateurs privés plus ou moins mafieux. En marge des plates-formes de paris en ligne qui sont connues du grand public et populaires, des existent des plates-formes aux marges de la légalité voire illégales, susceptibles d'abriter des transactions illégales non taxées. L'opérateur *Fonbet* est lourdement suspecté d'utiliser de telles tactiques⁷, camouflées par une multiplication des sociétés-écrans dans des paradis fiscaux. C'est un business florissant, dont le contrôle est rendu difficile par la facilité de multiplier les sites miroirs sur Internet, plus vite que les autorités ne parviennent à les fermer...

Affaire Fonbet : l'héritage persistant des pratiques mafieuses des années 1990



Fonbet (depuis son site fonbet.ru), est en fait la marque en Russie de la société de paris en ligne « F.O.N LLC », fondée en 1994⁷ par le joueur d'échecs soviétique **Anatoly Machulsky** (décédé en 2017⁸). Fonbet n'est devenu

profitable qu'à partir du 1er juillet 2009, date de l'interdiction des casinos et salles de jeu sur l'ensemble du territoire de la Fédération de Russie⁹. Cet effet de vases communicants attira l'attention des autorités russes, tant et si bien qu'en 2013, des perquisitions furent effectuées dans les locaux de Fonbet dans le cadre d'une enquête pénale relative à une organisation illégale de jeux d'argent.

La Justice russe instruit l'affaire en 2013, puis le 20 février 2014, elle ouvre une procédure pénale contre Fonbet pour « Organisation et conduites illégales de jeux de hasard avec extraction de revenus à une échelle particulièrement importante¹⁰ », en

vertu de la partie 2 de l'art. 171.2 du Code pénal de la Fédération de Russie.

Entretiens, plusieurs modifications de capital et changements de propriétaires de Fonbet ont lieu, très vraisemblablement pour camoufler les responsabilités par des structures de société imbriquées les unes dans les autres, et abritées dans des paradis fiscaux. Les actionnaires de Fonbet ne sont pas clairement identifiés, mais leur activité relève davantage de la maximisation de leurs profits, tentant d'échapper au système de taxation finançant le sport en Russie, avec des soupçons de transactions occultes camouflées dans le volume des opérations.

Plusieurs personnages importants se démarquent cependant dans cette affaire. Notamment Alexandre Bourtakov, qui était actionnaire en Russie, d'une société "FLINT KSI", engagée dans "des activités d'organisation et de conduite de jeux et paris" dotée d'un capital autorisé de 715 millions de roubles¹⁰. Son épouse Irina Borodina est une des principales actionnaires de Fonbet (FON LLC), leader du jeu en ligne en Russie. Bien qu'Alexander Bourtakov n'apparaisse pas officiellement au sein de la société Fonbet, il a un rôle important dans la gestion de l'entreprise⁸. A Chypre, Alexandre Bourtakov est copropriétaire de Leonum Limited, par l'intermédiaire de la société Kaplan¹⁰, société dont il semble avoir été à l'origine. Leonum Limited est la société de contrôle des activités à l'étranger du site de paris en ligne Fonbet¹¹. Elle est soupçonnée de gérer les sites internet illégaux de Fonbet et de blanchiment d'argent en faveur de Fonbet¹². Leonum Limited est une holding

(portefeuille d'action), actionnaire d'une dizaine d'entreprises filiales au total. Son rapport financier de 2014, affiche plus de 60 millions d'euros de chiffre d'affaires¹³, constitué quasiment



exclusivement de dividendes provenant de ces filiales¹⁴.

Structures occultes, imbrication complexe de sociétés-écrans et paradis fiscaux

En 2017, Birusa Limited, société chypriote (liée à Leonum Limited), devient copropriétaire avec 65% du capital autorisé de Fonbet, aux côtés de Sergei Tetruashvili, Stanislav Magomedov¹⁵ (déjà actionnaire de TM & IMPCO en Angleterre) et Irina Borodina (l'épouse d'Alexandre Bourtakov). Tous les copropriétaires ont des intérêts commerciaux variés mais « convergents », pour le dire pudiquement. Magomedov s'était déjà signalé depuis les années 1990 : ancien député à la Douma d'État (Parti libéral démocrate, 1995-1999), il fait des affaires avec le fils de l'homme d'affaires **Sergei Lalakin** de Podolsk (ville de l'oblast de Moscou), ayant des intérêts dans l'hôtellerie et les saunas de luxe dans un contexte suspect, en ne déclarant des bénéfices que durant l'exercice 2016, et des pertes conséquentes en 2018.

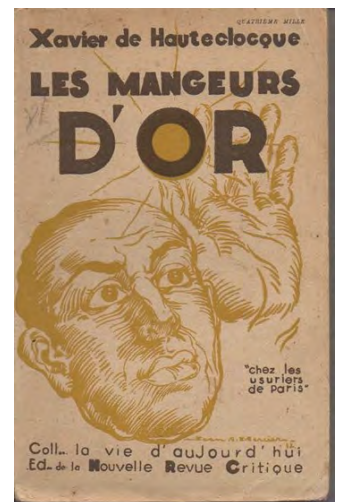


Sergei Lalakin. Photo : RIA Novosti

Lalakin Sr. est un personnage public suspecté d'une certaine proximité avec le

crime organisé de Podolsk. Un certain nombre d'enquêtes menées par des journalistes d'investigation, certainement appuyés par les services officiels, ont pu conclure à son association occulte avec la « mafia russe », considérant même que Sergei Lalakin, surnommé « Luchok », dirigeait le « groupe Podolsk ¹⁰ » durant les années 1990. Des pratiques diverses de chantage mafieux, affairisme usuraire et extorsion de fonds émaillent ce parcours¹⁶. De par ses activités professionnelles, Alexandre Bourtakov est lié à son fils, Maxime Lalakin¹².

Nombre d'enquêtes journalistiques sérieuses et de fuites certainement organisées depuis l'institution judiciaire tendent à considérer que Bourtakov est un fraudeur fiscal, dont l'activité principale consiste à trouver des personnes dans le besoin dont il exploite les faiblesses à des fins usuraires. Xavier



de Hauteclocque, agent du Renseignement français cousin du Maréchal Leclerc, avait documenté des pratiques exactement similaires en France durant les années 1930 dans *Les Mangeurs d'Or* (1932). C'est en effet un procédé d'influence vieux comme le monde qui semble avoir permis à Bourtakov de tisser un réseau d'influence étroit, avec des ramifications jusqu'au sommet de l'État durant les années 1990, et des persistance suspectées de ces réseaux jusqu'à notre époque.

Malgré une survalorisation vraisemblable pour gonfler sa capacité d'entremetteur, il semble se revendiquer en effet comme un « facilitateur d'affaire » au bras long, justifiant son rôle dans Fonbet avec un budget dédié de 5 millions de dollars annuels¹⁶.

On remarque aussi l'intervention également d'un autre personnage, Igor Khodorkovsky, inventeur de machines à sous excessivement rentables durant les années 1990, ayant engendré une addiction massive en Russie,

dans des proportions usuraires pour le peuple russe déjà durement appauvri à cette époque. D'aucuns disent que c'est sa « cupidité excessive », « lui et ses semblables ¹⁶ » qui a ruiné toute l'industrie de paris en ligne en Russie. Igor Khodorkovsky était lui aussi indirectement lié au Fonbet : il était anciennement propriétaire de la société "Flint-K", dont le fondateur est le bras droit de Burtakov (Vladislav Viktorovich Kiriyanov), et le directeur général qui était responsable des finances de Flint-K, est aussi le trésorier de Burtakov (Kochura Sergey Viktorovich). Cette situation constituée de multiple abus mafieux et usuraires durant les années 1990, a logiquement eu pour réponse une mise au pas de ses activités prédatrices à mesure que l'État russe était restauré à partir des années 2000.

Dialectique entre pratiques mafieuses et restauration du droit par l'État russe

A partir du moment où l'État russe a commencé à être progressivement restauré, les anciennes pratiques mafieuses et semi-criminelles des années 1990 ont été progressivement restreintes.

Mais cette régulation économique est loin d'être aussi simple qu'il n'y paraît. C'est en fait un jeu du chat et de la souris entre le régulateur économique d'une part, et les opérateurs « indéliçats » et autres mafias d'autre part, dans lequel ces dernières ont toujours une longueur d'avance de par leur « créativité ». Il est particulièrement injuste de reprocher à la Russie actuelle la corruption qui était illimitée durant les années 1990, et qu'il fut bien difficile de restreindre après des décennies de mauvaises pratiques héritées de l'URSS...

Logiquement, il y eut donc une certaine continuité entre les anciennes pratiques mafieuses des années 1990, puis les dissimulations de ces anciennes pratiques

dans des activités demeurant officiellement légales, au fur et à mesure que les anciennes activités devenaient illégales¹⁶. C'est la mise au pas des activités illégales en période d'État défaillant, qui s'opère aujourd'hui en Russie sur des années, illustrant aussi combien ces tentatives de mise au pas et de régulation économique sont rendues difficiles par les nouvelles technologies...

Le contexte plus global est celui d'une baisse notable de la fréquentation des kiosques physiques recueillant les paris (situation récemment aggravée par la crise du COVID), au bénéfice des sites Internet intraquables : sitôt bloqués, sitôt recréés sous forme de sites "miroirs". C'est un véritable bras de fer entre l'administration fiscale associée au système semi-public de financement du sport en Russie, face à des opérateurs financiers privés prospérant sur la libéralisation des transactions financières par-delà les frontières : toute la question est de savoir jusqu'à quel point ce "casino" demeure encore légal...

Car des enquêtes d'investigation sérieuses relatives à l'affaire Fonbet, évoquent l'existence de deux structures de paris distinctes ¹⁷: l'une gérant les sites légaux en .RU et disposant de la licence nécessaire pour opérer en Russie, et l'autre gérant des sites illégaux en .COM.



Ces sites illégaux sont hébergés par une filiale : Fonbet Corp, basée au Panama¹², dont la dirigeante est Anita Sondore¹⁸. Elle a précédemment occupé le poste de directrice au sein de Leonum Limited¹⁹, société chypriote qui posséderait elle aussi des sites de jeux en ligne illicites¹².

La situation est telle que 49 % des transactions de Fonbet se déroulent sur des sites illégaux, dans une opacité totale, à hauteur de 490 milliards de roubles. C'est une forme de dissimulation fiscale des bénéficiaires et d'évasion de capitaux que l'État russe ne peut tolérer, mais qui reste particulièrement difficile à contrer. Alexandre Bourtakov, à travers ses sociétés chypriotes, est donné comme ayant un rôle non négligeable dans cette partie illégale de Fonbet, induisant un système de blanchiment par système de redevance, reversé ensuite sur d'autres comptes.

En 2017, Fonbet a été restructuré : 35% de la société est restée en Russie, les 65% restants sont allés se cacher dans un certain nombre de sociétés offshore chypriotes sous la direction occulte d'Alexeï Khobot, qui en 2003 était le PDG de Fonbet. Khobot semble avoir été le concepteur de logiciels et l'analyste en chef de Fonbet, à l'origine de cette partition en deux systèmes (légal et illégal). Comme Alexandre Bourtakov, il a abandonné la nationalité russe au profit de la double nationalité chypriote et israélienne, et s'abrite aujourd'hui derrière le bénéficiaire nominal grec, Antonis Zertalis. Fin 2017, les droits sur les marques Fonbet ont été revendus.

Une corruption héritée des années 1990 qui a toujours un temps d'avance sur la régulation étatique

En 2020, Fonbet se soumet finalement à un audit. Une polémique éclate quant à la question de savoir si le bookmaker est éligible au soutien de l'État pour le secteur des paris en kiosque, sinistré par la crise du COVID. Curieusement, la société est finalement placée sur la liste des entreprises

auxquelles l'État russe est susceptible d'accorder son concours financier. Cette méconnaissance de la part du Ministère des Finances russes quant à l'existence d'une partie illégale dans les activités de Fonbet est étonnante, elle aurait dû disqualifier la société pour un soutien de l'État¹⁰.

Cette situation a déclenché une polémique et une suspicion de conflit d'intérêt, laissant entrevoir en tout cas une démarche de lobbying anormale pour obtenir le soutien de l'État dans le contexte « COVID ». C'est à cette occasion qu'est réapparu le rôle d'Alexandre Bourtakov comme une sorte de "facilitateur", ce qu'il semble avoir été depuis les années 1990, survenant le plus souvent ses capacités d'influence auprès des autorités.

Dans le même temps, la justice russe s'était montrée étonnamment clémente dans son jugement sur l'affaire pénale de 2014, tout en épargnant anormalement les employés de Fonbet (F.O.N." LLC) en ne les identifiant pas nominalement. Cette clémence de la justice, ainsi que l'étrange ignorance des enquêteurs face à certaines connexions, ont pu laisser entrevoir de puissantes collusions de réseaux affairistes, impliquant certainement les réseaux d'Alexandre Bourtakov, de conserve avec d'autres personnages : notamment l'épouse du vice-premier ministre Andreï Belousov, soupçonnée d'avoir des intérêts commerciaux communs avec Maxim Lalakin¹⁰.

Cette situation a suscité des indignations, certainement à l'origine de fuites et d'enquêtes, tant judiciaires que journalistiques. Dans le même temps, la Direction principale de la sécurité économique et de la lutte contre la corruption du Ministère de l'Intérieur, qui était alors dirigée par le général Denis Sugrobov (Sougrobov), semble avoir connu quelques remous. En effet, ledit général Sugrobov a été entre-temps condamné à 12 ans de prison pour avoir organisé une collusion criminelle et bénéficié des pots-de-vin. Tant et si bien que l'histoire de Fonbet en Russie n'est certainement pas terminée¹⁵.

L'État fédéral russe ne peut pas avoir l'œil sur tout, et la corruption occulte, par sa puissance de mobilisation financière, a toujours un temps d'avance sur la sanction juridique.

Surtout, l'héritage de l'Union soviétique des années 1990 est lourd, qui persiste encore. Les méthodes de cette corruption occulte consistent d'ordinaire à compromettre durablement des personnages qui sont ensuite amenés à occuper d'autres fonctions publiques. Or, dans le contexte des années 1990 en Russie, la corruption était tellement endémique qu'elle était également une nécessité pour une écrasante majorité des Russes, y compris les hauts fonctionnaires... Si bien que la restauration de l'État russe après des décennies de mauvaises pratiques ne peut que se faire lentement, d'autant plus que la corruption se défend : la situation est évolutive et non statique, et les sanctions frappant la Russie depuis 2014 n'arrangent rien à l'affaire. Ainsi, il est parfaitement envisageable, au vu des puissances plus ou moins occultes qui s'entrecroisent et des menaces pesant sur les décideurs publics à tous les échelons, que les véritables combats contre la corruption ne soient pas gagnés par de grandes affaires et des succès éclatants, mais bien plutôt par des évolutions lentes et assez peu perceptibles du grand public.

Ce réalisme est d'autant plus nécessaire dans un contexte de mondialisation, où les États sont face à des coalitions d'opérateurs privés de plus en plus puissantes. Les principales questions de cette affaire *Fonbet* restent encore sans réponse. Notamment, la question de savoir où se sont enfuis des centaines de millions de dollars, et comment l'argent associé à la mafia russe a-t-il pu atterrir sur des fonds fiduciaires « respectables » aux États-Unis... Ces processus occultes de vampirisation en sous-main des États souverains, nommément ici la Russie, sont au nombre des problèmes les plus difficiles à résoudre de notre temps, parce que tous les États ne jouent pas le même jeu. Certains profitent au contraire

des nombreuses possibilités de déstabilisations occultes dont la Russie, spécialement, est bien souvent la cible...

J.-M. C.

NOTES ET RÉFÉRENCES

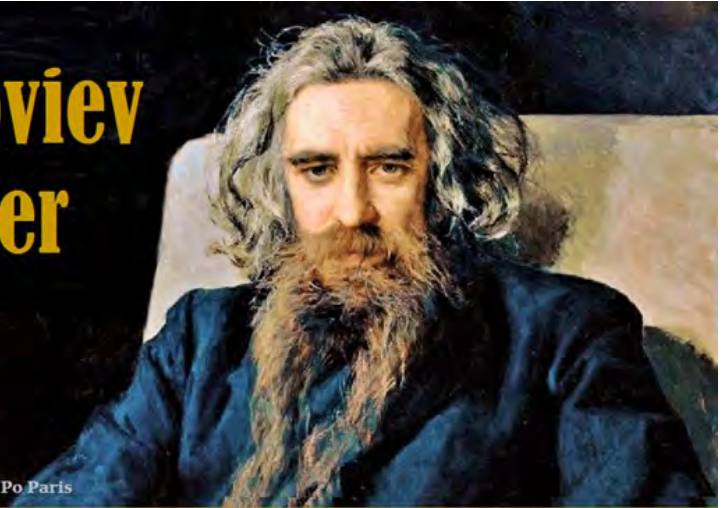
1. « Un proche de Navalny réclame l'aide d'un espion britannique présumé dans une vidéo du FSB » (RT France, 2/2/2021) <https://francais.rt.com/international/83415-proche-navalny-reclame-aide-espion-britannique-presume-video-revelee-fsb>
2. « *Russian Kleptocracy And The Rule Of Law: How The Kremlin Undermines European Judicial Systems* » (Henry Jackson Society, HJS, 13/1/2020) <https://henryjacksonsociety.org/publications/russian-kleptocracy-and-the-rule-of-law-how-the-kremlin-undermines-european-judicial-systems/>
3. Hauteclocque, 1931/2014. Rochard, 1941.
4. El Hattab 2018.
5. « Tchoubaï, prochaine tête néolibérale à tomber en Russie ? » (F.W. Engdahl, NEO/RI, 10/2/2017)
6. <https://reseauinternational.net/tchoubais-prochaine-tete-neoliberal-a-tomber-en-russie/>
7. « *Quand la Russie se débarrassera-t-elle de son talon d'Achille : la cinquième colonne ?* » (F.W. Engdahl, NEO/Saker, 4/7/2016) <https://lesakerfrancophone.fr/quand-la-russie-se-debarrassera-t-elle-de-son-talon-dachille-la-cinquieme-colonne>
8. https://english.pravda.ru/news/business/144570-backbone_bookmakers/
9. <https://www.occrp.org/en/investigations/the-murky-history-of-russias-largest-sports-betting-company>
10. https://www.lemonde.fr/europe/article/2009/07/02/les-autorites-russes-imposent-le-transfert-des-casinos-dans-quatre-zones-excentrees_1214377_3214.html#:~:text=Pour%20l'industrie%20russe%20du,fin%20d'une%20p%C3%A9riode%20de%20C3%A9
11. <https://wek.ru/fonbet-sdelal-podarok-mishustinu-k-vyzdorovleniyu>
12. <https://whoiswhopersona.info/archives/15485>
13. http://www.compromat.ru/page_41276.htm
14. <https://irek-murtazin.livejournal.com/2752565.html>
15. http://rucompromat.com/articles/aleksandr_burtakov_stavit_na_fonbet_iz_londona
16. <https://novayagazeta.ru/articles/2020/04/14/84878-stavka-na-seroe>
17. https://english.pravda.ru/news/business/144570-backbone_bookmakers/
18. <https://metaratings.ru/best-bookmakers/fonbet-sinij-i-krasnyj-chem-otlichaetsya/>
19. <https://opencorporates.com/companies/pa/360189>
20. <https://opencorporates.com/companies/cy/HE320473>

Un Vladimir Soloviev peut en cacher un autre



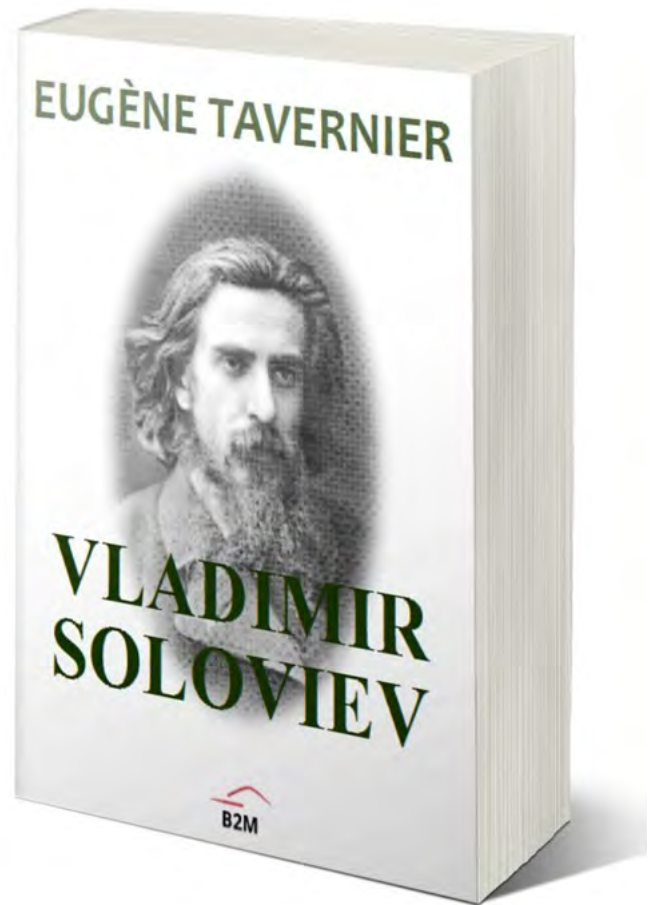
Rémi HUGUES

Fondateur de Belle-de-Mai Éditions
Enseignant-chercheur indépendant diplômé de Sciences Po Paris



Dans un article d'actualité internationale du *Sun* du 7 avril 2021¹, Will Stuart et Jacob Bentley-York ont mis le feu des projecteurs sur un homme qu'ils dépeignent comme un porte-voix particulièrement radical de Vladimir Poutine : son nom est Vladimir Soloviev. Ce dernier, dans le contexte d'escalade des tensions à la frontière russo-ukrainienne d'avril 2021, est accusé par les auteurs de brandir la menace nucléaire dans le but d'intimider l'OTAN, qui pour le président ukrainien Volodymyr Zelensky est le parapluie indispensable à la pérennité de son gouvernement, fragilisé par la crise économique et financière mondiale actuelle. À la télévision russe, face à l'expert militaire Mikhaïl Khodarenok, Soloviev, ce fidèle et important soutien de Poutine, a évoqué le déploiement « au moins tactique » d'armes nucléaires. Ce qui ne peut que susciter la crainte côté anglo-saxon. Les deux journalistes s'en émeuvent ; en introduisant leur papier par l'emploi de l'expression lourde de sens « *crazy doomsday threat* », soit « menace folle du Jugement dernier », ils confèrent à leur





propos une tonalité éminemment apocalyptique.

Or ce qu'ils ignorent sûrement, c'est que cette personnalité russe a un patronyme qui touche la psyché collective du peuple russe. Il est en effet l'homonyme de l'un des plus grands penseurs de l'histoire de la Russie. Vladimir Soloviev, qui vécut à la fin du XIX^e siècle, était lui aussi préoccupé par les temps apocalyptiques. Ses réflexions prémonitoires sur notre époque extrêmement difficile font de lui un auteur pour notre temps, à faire connaître au maximum. C'est le père du Soloviev actuel, Rudolf Naoumovitch, qui portait le nom de famille Vinitzkovski jusqu'en 1962, qui a choisi de prendre celui de sa mère, Soloviev. Ce qui souligne le prestige de ce nom dans la Russie contemporaine !

C'est pourquoi, après avoir republié les *Trois Entretiens sur la Guerre, la Morale et la Religion suivis de la courte relation sur l'Antéchrist* en novembre 2020, Belle-de-Mai Éditions, une jeune maison sise à Marseille, afin de faire découvrir au public francophone cet homme remarquable – il fut, on peut le dire, clairement, un *Génie*

russe – réédite une biographie de ce dernier, écrite en 1916 par Eugène Tavernier, traducteur et journaliste au quotidien catholique *L'Univers*. Mêlant anecdotes amusantes et analyses philosophique lumineuses, cette œuvre, tout simplement intitulée *Vladimir Soloviev*, ravira ceux qui ne connaissent que ses écrits sans savoir quel type d'homme il était. Pour aller vite l'on y apprend que ce Soloviev, *c'était un poème !*

R.H.

RÉFÉRENCE

1. <https://www.thesun.co.uk/news/14570912/putin-ally-crisis-ukraine-nuclear-russian-launches-missiles/>



Elena SYDOROVA : Comment vous est venue l'idée de créer l'Institut 1717 ?



Emmanuel LEROY :

L'idée était de créer la première fontaine d'idées franco-russe. En effet, on dit que la nature a horreur du vide et que le vide est fait pour être comblé... or,

avec les co-fondateurs de ce projet, nous avons pris conscience que les échanges existant entre la Russie et la France étaient surtout axés sous les angles économiques ou culturels au sens large, mais rarement d'un point de vue philosophique ou politique, ni géopolitique. Et pourtant, nous pensons que nous avons beaucoup à apprendre de la sagesse russe. Paul Valéry, à sa manière, a exprimé cette idée ainsi : « *Dans l'histoire de l'humanité il y a trois sommets : l'Antiquité grecque, la Renaissance italienne et le XIXème siècle russe !* ». Si en France nous n'avons pas oublié les deux premiers, force est de constater notre méconnaissance abyssale du troisième. Notre institut se propose

justement d'apprendre à mieux connaître, voire à découvrir ces grands auteurs russes, non seulement du XIXème, mais également ceux du XXème siècle, tels Alexis Léontiev, Ivan Iline, Vladimir

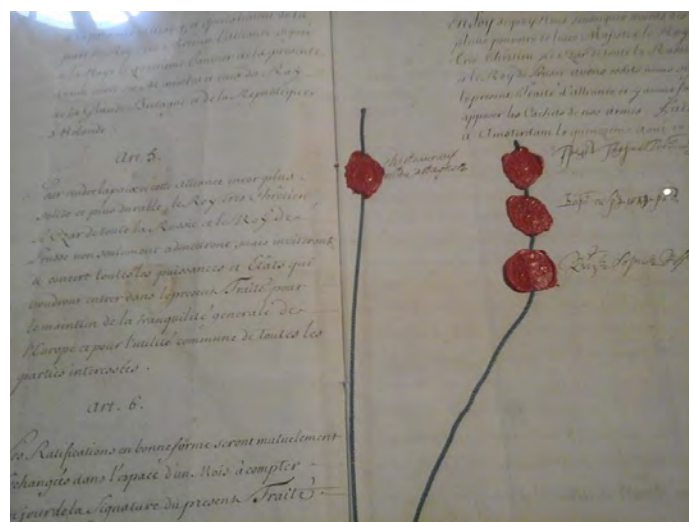
Soloviev, Nicolas Berdiaev et bien d'autres encore. En outre, notre entreprise a vocation à répondre aux aspirations russophiles d'une large frange du peuple français qui assiste, impuissant, au triste spectacle d'une russophobie d'Etat.

Nous pensons également qu'à l'heure où la France s'est perdue dans une vision du monde qui n'est pas conforme à son génie, ses élites doivent renouer avec ceux qui n'ont pas coupé le fil de la tradition. Et le grand paradoxe – mais qui n'est en réalité qu'apparent – de la Russie de Poutine est d'avoir réussi à conserver le lien avec les valeurs traditionnelles malgré la funeste expérience communiste et les deux décennies de turbo-libéralisme que ce pays a connues.

Par ailleurs, si la Fédération de Russie a su renouer avec la grandeur sous l'ère de Vladimir Poutine, notamment grâce à son spectaculaire retour sur la scène internationale après les dramatiques années qu'elle a vécues sous Boris Eltsine, on peut néanmoins observer au mieux un relatif



effacement, au pire un suivisme, sur le plan de la pensée politique. Certes, quelques lignes rouges ont été tracées pour signifier aux membres de l'OTAN les limites à ne pas dépasser, notamment dans le domaine des mœurs, mais on est loin d'une politique de Sainte Alliance telle qu'elle avait été imaginée par l'empereur Alexandre 1^{er}. Et aujourd'hui, sans doute plus que jamais, le monde a besoin d'être rééquilibré par un discours anti-pensée unique. Nous pensons justement que dans l'époque difficile que nous traversons, seuls les Russes sont en capacité de formuler ce discours. Peut-être s'agit-il seulement de les en convaincre ?



Traité d'alliance et de garantie réciproque entre la France, la Russie et la Prusse signé le 15 août 1717 à Amsterdam. Original en français du texte signé par le royaume de France et l'empire de Russie. Page de signatures présentant 4 cachets de cire rouge sur cordon de soie. Alternat français portant les signatures à gauche de Pierre-Antoine de Châteauneuf, marquis de Castagnères, ambassadeur de France auprès des Provinces-Unies ; à droite, signatures des plénipotentiaires russes : le comte Golovkine (chancelier), le baron Chafirov (vice-chancelier) et le prince Kourakine (ambassadeur de Russie auprès des Provinces-Unies). Document conservé à Paris aux Archives du ministère des Affaires étrangères.

E.S. : Il existe déjà une myriade d'associations franco-russes de toutes sortes, quelle est la particularité de

l'Institut 1717 ?

E. L. : Il existe effectivement beaucoup d'associations qui œuvrent en faveur du rapprochement avec la Russie et nous en sommes heureux. Or notre but n'est pas de créer la pénultième, mais bien de travailler - avec des Russes - sur des sujets ou des thématiques qui intéressent nos deux pays. Nous savons qu'il y a des cercles en Russie qui étudient ces questions et notre volonté est de nous associer à cette réflexion afin d'apporter notre éclairage et notre expérience. Selon l'adage bien connu : « *Nul n'est prophète en son pays !* », nous pensons être en mesure de faire avancer le débat sur le nécessaire retour à une pensée conservatrice, -ou plus précisément aux idées conservatrices-, seul antidote selon nous à la vision mortifère des Lumières qui a enfanté l'Europe que nous connaissons. Par ailleurs, et c'est l'occasion de vous l'expliquer, nous avons choisi ce nom d'*Institut 1717* en référence à la visite de Pierre 1^{er} en France, première visite d'un souverain russe dans notre pays et qui illustre, selon nous, cette volonté ancienne de dialogue et d'échanges entre nos deux grandes nations. En outre, chacun le sait : la France comme l'Europe sont soumises à une influence atlantiste majeure, et ce dans tous les domaines de la société, de l'économie à la culture, en passant par notre subordination à l'OTAN. Fort heureusement pour eux, les Russes ne sont exposés pour l'essentiel qu'à la dimension culturelle. Nous aimerions nous épauler mutuellement pour mieux y résister et réaffirmer sur notre continent les valeurs au moins bimillénaires qui ont fait ce que nous sommes, auxquelles nous sommes attachés et qui constituent les fondations les plus solides de notre avenir.

E.S. : Dans l'idéal, à quel type de relations franco-russes aspirez-vous ?

E. L. : Ce que nous voulons avant tout, c'est renouer une relation de confiance. A cette fin, il y a la volonté d'un véritable approfondissement de nos relations par une meilleure connaissance de l'autre, à travers la lecture et la découverte de nos grands

auteurs respectifs – et Dieu sait s’il y a de la matière de part et d’autre ! – et il y a aussi la volonté d’aller au-delà de certaines images d’Épinal qui peuvent nuire à une bonne perception réciproque.

Nous avons également l’ambition de lancer un dialogue dans le monde des idées avec nos amis russes à un juste niveau qui écarte toute équivoque. En effet, nous n’avons nulle intention en créant l’*Institut 1717* de créer une énième association pour favoriser les investissements français en Russie ou russes en France, il y en a qui font cela très bien et tel n’est pas notre dessein. Notre volonté est de contribuer avec nos futurs partenaires à la remise en perspective d’une vision du monde alternative à la pensée libérale-totalitaire qui prévaut aujourd’hui. Pour ce faire, et malgré le nom de notre association, nous n’envisageons pas le retour dans le passé, mais le recours à celui-ci pour piocher dans nos mémoires collectives ce dont nous avons besoin pour l’avenir, en l’enrichissant de nos idées et de nos convictions.

E.S. : Quel public l’*Institut 1717* vise-t-il ?

E. L. : Le public que nous visons est un public éclairé – mais pas illuminé ! – et seront bienvenus tous ceux qui pourront apporter leur pierre à l’édifice. Cela va de soi, il s’agit en priorité de chercheurs, d’universitaires, d’étudiants, mais également de tous les membres de la société civile désireux de servir la cause. Au-delà de ce public, notre cercle a également pour ambition d’être un pôle d’influence auprès des élites russes, académiques, religieuses, médiatiques et politiques, car nous sommes convaincus qu’il y a chez elles une réelle attente dans ce domaine et nous entendons bien contribuer à y répondre.

Je précise que l’*Institut 1717* sera une association véritablement franco-russe, elle

accueillera des membres en provenance de nos deux pays et que les langues de travail seront le français et le russe à l’exclusion de toute autre.

E.S. : En quoi consisteront ses activités ?



E. L. : En tant que vivier de la coopération franco-russe, notre association se fera connaître par l’organisation de rencontres sous forme de colloques, séminaires, conférences, points de presse – dans le pays où la presse est encore libre évidemment... – mais également par la publication de nos travaux dans les deux langues, le lancement d’un site

internet et peut-être également, à terme, l’édition d’une revue, bilingue également. Notre première manifestation sera d’ailleurs un colloque qui se tiendra au Centre culturel russe du Quai Branly à Paris le 30 septembre prochain.

E.S. : Pouvez-vous nous en dire plus sur ce colloque de lancement de l’*Institut 1717* ?

E. L. : Eh bien, ce sera le décollage de notre fusée sur le pas de tir du quai Branly, célèbre site de lancement après celui de Baïkonour. Une dizaine d’orateurs sont d’ores et déjà pressentis sur le thème de « *La nouvelle Alliance franco-russe* » et à la lecture des sujets avancés par nos différents intervenants, je pense que nous avons là tous les ingrédients pour un colloque qui devrait, nous l’espérons, marquer les esprits aussi bien sur les bords de Seine que sur les rives de la Moskova.

Merci cher Président, voici une belle association avec de grands projets dont nous aurons plaisir à rendre compte ponctuellement à nos lecteurs.



À la lecture de la déclaration du 3 février dernier sous le titre « *Coopération multilatérale pour une reprise mondiale*¹ » signée par Emmanuel Macron (Président de la République Française), Angela Merkel (Chancelière allemande), Macky Sall (Président du Sénégal), Antonio Guterres (ex Premier Ministre du Portugal et Haut-Commissaire pour les réfugiés aux Nations Unies, aujourd'hui secrétaire général des Nations Unies), Charles Michel (Président du conseil européen), Ursula Von Der Leyen (présidente de la commission européenne) peut-on encore exprimer le moindre doute quant à l'acceptation par les dirigeants et principaux acteurs de l'Union Européenne d'une soumission à la notion d'ordre mondial ?

Est-ce un hasard si cette déclaration rejoint en tous points le programme du *World Economic Forum*² de Klaus Schwab³ dont les principaux arguments sont exposés dans la seconde partie de cet article. Cette organisation se définit elle-même comme ayant "une vocation internationale avec pour objectif majeur de solliciter les principaux dirigeants politiques, commerciaux, culturels et autres du monde entier à réfléchir et mettre en œuvre des programmes mondiaux, régionaux et industriels."

L'argumentation de la présentation paraît convaincante et attractive mais n'est-ce point qu'une façade très pernicieuse d'une réalité qui serait tout autre et s'abriterait

derrière l'idée d'une aide aux plus démunis et aux plus défavorisés, ce qui en soi, est une noble cause mais masquerait en vérité la préparation d'un "lissage" des niveaux de population à travers le monde. Par "lissage" il faut comprendre une mise à niveau égalitaire sur tous les points de façon à transformer l'individu en un être uniforme sur tous les plans. Il est indéniable que cela entraînerait obligatoirement un sacrifice conséquent de la part d'une partie des peuples pour permettre à l'autre partie de s'élever.

La mise en œuvre d'un tel projet d'organisation d'un "Ordre mondial" ne doit rien à un esprit philanthropique mais répond pour l'essentiel au besoin de structurer le monde économique afin que les profits des oligarchies financières les plus puissantes soient non seulement préservées mais surtout optimiser pour les préserver, voire les accroître toujours plus. L'égalité entre tous supprimera les conflits des États-nations, ces grands responsables des guerres du XXème siècle⁴.

Les **accords de Bretton Wood** au sortir de la seconde guerre mondiale ont promu, à l'instigation des États-Unis d'Amérique, la création d'institutions dont l'objectif était de sécuriser le monde par l'établissement de règles et la mise à disposition de moyens financiers (FMI, BIRD, GATT).

Au demeurant l'esprit était de promouvoir le maintien de la paix et le développement de l'économie dans son ensemble.

Le monde change rapidement par



l'émergence de nouvelles puissances, le bouleversement des comportements et des activités de toutes natures par les évolutions et les progrès des technologies mais les institutions interétatiques peinent à suivre. La crise COVID-19 en a été un facteur déclencheur de prise de conscience de cet état de fait par les grands responsables politiques. L'oligarchie financière a mesuré l'incidence négative sur l'équilibre économique du monde des affaires de cette absence de réactivité des institutions planétaires et perçu le danger susceptible de fragiliser leur position dominante.

Le sommet de Davos de janvier 2021 a permis de "recadrer" les politiques et de leur faire prendre conscience de l'urgence d'intervenir comme le montre notamment cette déclaration du 3 février dernier signée par les responsables des 2 pays phares de l'Union Européenne, la France et l'Allemagne, le secrétaire général de l'ONU et les responsables du Conseil européen et de la Commission européenne.

Petit à petit se mettent en place des outils destinés à créer cette égalité entre tous tels par exemple le projet de la fondation Gates de vacciner des populations en injectant en même temps des nanoparticules destinées à remplacer le carnet de vaccination "papier". En soi le projet pourrait sembler séduisant mais demain quels types de nanoparticules seront injectées à chacun de nous ? la nanoparticule GPS, la nanoparticule de suivi du comportement, la nanoparticule de l'état de santé, la nanoparticule de régulation du désir, la nanoparticule de régulation de

l'obésité ????

Déjà à Singapour les smartphones servent à suivre la population de façon à pouvoir éventuellement retracer d'éventuels cas contacts en cas de propagation d'une épidémie. Aujourd'hui l'information reste stockée dans le portable et n'est utilisée par les autorités qu'en cas de nécessité. Qui nous dit que demain nos téléphones ne serviront pas de traceurs de nos activités ?

Si ce projet de réorganisation et de structuration du monde semble si intéressant comment se fait-il que des organisations quasi-secrètes se réunissent et travaillent sur certains sujets que le commun des mortels ignore totalement.

Le forum de Davos est relativement bien connu du grand public, les médias ne se privent pas de nous rappeler son existence à chacune de ses réunions annuelles mais lequel est capable de nous informer sur la nature des débats et sur les conclusions et les projets qui en sont issus ? Que savons-nous des décisions prises par ces grands décideurs ?

D'autres groupes beaucoup plus secrets œuvrent en silence tels le Groupe Bilderberg, la Trilatérale, les fondations de grands financiers telles, par exemple, celles de Melinda et Bill Gates, Rothschild, Rockefeller, **Soros** et son *Open Society Foundation* et tout un ensemble de groupes de réflexion très influents sur les dirigeants politiques qui ne sont en fait que des pantins au service de cette oligarchie financière.



Ces détenteurs d'immenses fortunes se

considèrent comme les élites de ce monde et usent de leur pouvoir d'influence sur les États-nations. Les aspects philanthropiques de leurs actions ne sont qu'apparents et cachent une réalité dont l'humanité doit prendre conscience très rapidement sous peine d'être entraînée vers un monde où l'Homme n'aura de valeur que dans la mesure où il est utile, serviable, taillable et corvéable à merci, appelé à disparaître dans le cas contraire.

Les États-nations doivent disparaître au profit d'une régionalisation programmée pour obéir ou disparaître. L'Union Européenne travaille à dupliquer le modèle allemand des « landers » et on peut citer à titre d'exemple la nouvelle entité née en France : la collectivité européenne d'Alsace⁵ (existant officiellement depuis le 1er janvier 2021).

Qui a envie de vivre dans un monde totalement robotisé pour la production manufacturière, isolé en télétravail, coupé de tout lien social autre que familial, soumis à un revenu universel qui sera supprimé à tout individu récalcitrant.

La crise sanitaire est soigneusement entretenue dans notre pays (état d'urgence sanitaire prolongé jusqu'au 31 décembre 2021⁶) pour servir les intérêts de ce projet en culpabilisant la population par des discours délibérément anxiogènes mais non sérieusement argumentés. La privation des lieux de plaisir, de loisirs et autres dérivatifs est destinée à habituer l'individu à une vie plus austère en l'enfermant dans une coquille pour le déstabiliser psychologiquement et le fragiliser.

Le sacrifice de générations d'adolescents, d'étudiants est nécessaire pour reformater l'individu qui va prendre en mains la destinée du pays dans quelques années. Petits commerces, professions libérales, artisans sont confrontés à d'énormes difficultés donnant ainsi à l'État le pouvoir de décisions quant à leur existence future. Cet État français capable d'accorder 465 000 000 € d'aides à une entreprise⁷ faisant un chiffre d'affaires de plus de 7 000 000 000 € mais laisse crever un commerçant gagnant péniblement 1500 à 2000 € par mois en travaillant 50 heures par semaine.



50 % de la dette de l'État appartient à des entités françaises, mais les 50 % autres appartiennent à des puissances financières autres. Qu'en sera-t-il le jour où ces puissances réclameront le remboursement de ce qui leur est dû ? N'est-ce pas une fragilisation de notre pays qui doit se soumettre aux exigences des créanciers s'il veut survivre ?

Subir, se soumettre ou faire valoir nos droits de peuples libres et souverains ?

I - La déclaration signée par les dirigeants européens, E. Macron en tête.

« PARIS – En septembre 2000, 189 pays signaient la Déclaration du Millénaire, dessinant les principes de la coopération internationale pour une nouvelle ère de progrès autour d'objectifs communs. Au sortir de la guerre froide, nous avons confiance dans notre capacité à bâtir un ordre multilatéral qui permette de faire face aux grands enjeux de l'époque, comme la faim et l'extrême pauvreté, la dégradation de l'environnement, les

maladies et les chocs économiques, et de prévenir les conflits. Au mois de septembre 2015, tous les pays ont de nouveau pris l'engagement de relever ensemble les défis mondiaux par l'intermédiaire du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Notre monde a connu des évolutions contradictoires, conduisant à une augmentation de la richesse à l'échelle planétaire tandis que dans le même temps, les inégalités persistaient ou s'accroissaient. La démocratie a gagné du terrain en parallèle à la résurgence du nationalisme et du protectionnisme. Au cours des dernières décennies, deux crises majeures ont bouleversé nos sociétés et fragilisé nos cadres d'action communs, semant le doute sur notre capacité à surmonter les chocs, à lutter contre leurs causes structurelles et à garantir un avenir meilleur aux générations futures. Elles nous ont également rappelé à quel point nos destins sont liés.

Pour préparer l'avenir, nous devons apporter des réponses inédites et ambitieuses aux crises les plus graves. La crise que nous traversons actuellement peut, nous en sommes convaincus, être l'occasion de forger un nouveau consensus

au service d'un **ordre international** fondé sur le multilatéralisme et l'état de droit grâce à une coopération efficace, à la solidarité et à la concertation. Dans cet esprit, nous sommes déterminés à travailler ensemble avec les Nations Unies, les organisations régionales, les enceintes internationales comme le G7 et le G20 et des coalitions ad hoc pour relever les défis mondiaux d'aujourd'hui et de demain.

L'urgence est d'abord sanitaire. La crise de la COVID-19 met à l'épreuve la solidarité internationale comme jamais auparavant. Elle nous a rappelé une évidence : face à une pandémie, la chaîne de notre sécurité sanitaire est aussi solide que son maillon le plus faible. Partout, la COVID-19 menace la population et l'économie.

Cette pandémie exige une réponse internationale forte et concertée pour étendre rapidement l'accès aux tests, aux traitements et aux vaccins, étant entendu qu'une large couverture vaccinale est un bien public mondial qui doit être accessible à tous à un prix abordable. À cet égard, nous apportons notre soutien plein et entier à l'accélérateur « ACT », dispositif inédit lancé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les partenaires du G20 en avril dernier pour accélérer l'accès aux



outils de lutte contre la COVID-19. Pour atteindre son but, ce dispositif a besoin urgemment d'un soutien politique et financier plus large. Nous encourageons également la libre circulation des données entre les partenaires et l'octroi volontaire de licences en matière de propriété intellectuelle. À plus long terme, nous devons procéder à une évaluation indépendante et globale de notre réponse afin de tirer tous les enseignements de cette pandémie et de mieux nous préparer à la perspective d'une éventuelle pandémie future. L'OMS a un rôle crucial à jouer dans ce processus.

Mais l'urgence est aussi environnementale. Dans la perspective de la COP26 de Glasgow, nous devons intensifier nos efforts pour lutter contre le changement climatique et rendre nos économies plus durables. D'ici au début de l'année 2021, les pays représentant plus de 65 % des émissions mondiales auront vraisemblablement pris des engagements ambitieux en matière de neutralité carbone. L'ensemble des gouvernements, des entreprises, des villes et des institutions financières doivent désormais adhérer à la coalition mondiale pour parvenir à la neutralité carbone comme le prévoit l'Accord de Paris, et commencer à agir en mettant en œuvre des mesures concrètes.

La pandémie a provoqué la pire crise économique que le monde ait connue depuis la seconde Guerre mondiale. Il est absolument essentiel de rebâtir une économie mondiale robuste et stable. En effet, la crise actuelle menace d'anéantir les progrès accomplis depuis plus de vingt ans dans la lutte contre la pauvreté et l'inégalité entre les femmes et les hommes. Les inégalités menacent nos démocraties en portant gravement atteinte à la cohésion sociale.

Il est certain que la mondialisation et la coopération internationale ont permis à des centaines de millions de personnes de sortir de la pauvreté mais près de la moitié de la population mondiale rencontre toujours des difficultés pour satisfaire ses besoins de base. Dans de nombreux pays, le fossé entre riches et pauvres est devenu

insoutenable, les femmes ne bénéficient toujours pas des mêmes opportunités que les hommes et nombreux sont ceux qui ont besoin d'être rassurés quant aux bienfaits de la mondialisation.

À l'heure où nous aidons nos économies à surmonter la pire récession depuis 1945, notre priorité absolue demeure de garantir des échanges commerciaux libres et fondés sur des règles, sans lesquels la croissance solidaire et durable ne peut s'envisager, de renforcer l'Organisation mondiale du commerce et de tirer pleinement parti du potentiel du commerce international au profit de notre reprise économique. La protection de l'environnement, de la santé et des normes sociales, doit être au cœur nos modèles économiques tout en permettant l'innovation nécessaire.

Nous devons faire en sorte que la reprise mondiale bénéficie à tous. À cet égard, nous devons accroître notre soutien aux pays en développement, en particulier en Afrique, en nous appuyant sur des partenariats existants comme le Pacte avec l'Afrique du G20, ou son effort conjoint avec le Club de Paris dans le cadre de l'Initiative de suspension des services de la dette. Il est essentiel d'aider davantage ces pays à réduire le fardeau de leur dette et d'assurer le financement durable de leurs économies en ayant recours à tout l'éventail des instruments financiers internationaux tels que les droits de tirage spéciaux dans le cadre du Fonds monétaire international.

L'essor des nouvelles technologies constitue un atout précieux au service du progrès et de la solidarité : il a permis de sauver des vies pendant la pandémie et il contribue à l'ouverture et à la résilience des personnes et des sociétés, des économies et des États. Pourtant, près de la moitié de la population mondiale n'est pas connectée et ne peut pas accéder aux avantages de ces technologies, et c'est aussi le cas pour plus de la moitié des femmes et des filles.

Par ailleurs, l'incroyable puissance des nouvelles technologies peut être détournée afin de limiter les droits et les libertés des citoyens, de semer la haine ou de commettre des crimes graves. Nous devons tirer profit des initiatives existantes et

mobiliser les acteurs concernés pour réguler efficacement l'internet afin de créer un environnement numérique sûr, libre et ouvert, dans lequel la circulation des données est sécurisée et les avantages sont démultipliés, surtout pour les personnes les plus défavorisées. Nous devons aussi traiter les problématiques fiscales de la transformation numérique de l'économie et lutter contre la concurrence fiscale dommageable.

Enfin, la crise sanitaire a interrompu les études de millions d'écoliers et d'étudiants. Nous devons tenir la promesse de dispenser un enseignement à toutes et à tous et permettre aux nouvelles générations d'acquérir les compétences et les connaissances scientifiques de base, mais également de développer leur curiosité envers d'autres cultures, leur tolérance, ainsi que leur respect du pluralisme et de la liberté de conscience. Les enfants et les jeunes sont notre avenir et leur éducation est une nécessité.

Le multilatéralisme n'est pas juste une technique diplomatique parmi d'autres pour répondre à ces enjeux. Il façonne un **ordre mondial**, une manière bien particulière d'organiser les relations internationales, qui s'appuie sur la coopération, l'état de droit, l'action collective et des principes communs. Plutôt que d'opposer les civilisations et les valeurs les unes aux autres, nous devons bâtir un multilatéralisme plus solidaire, dans le respect de nos différences et de nos valeurs communes inscrites dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Le monde d'après la COVID-19 ne sera pas le monde d'avant. À nous de tirer parti des

différentes enceintes et possibilités telles que le Forum de Paris sur la paix pour relever ces défis avec lucidité. Nous invitons toutes les figures politiques, économiques, religieuses et intellectuelles à contribuer à cette conversation mondiale. » (fin de la déclaration)

II - La vision mondialiste du WEF

2.1 - Le World Economic Forum emploie 700 personnes et possède, outre **son siège à Genève**, des bureaux à New York, San Francisco, Beijing et Tokyo. Les modalités de fonctionnement de cette organisation s'inscrivent dans un processus d'identification de problèmes d'envergure mondiale et de leurs interactions en s'appuyant sur le processus de l'intelligence stratégique⁸.

Ses activités sont basées sur une culture institutionnelle unique fondée sur la théorie du partenariat, qui affirme qu'une organisation est responsable devant toutes les composantes de la société. L'institution allie et équilibre soigneusement le meilleur de nombreux types d'organisations, des secteurs public et privé, des organisations internationales et des établissements universitaires.

Les informations sont présentées sous la



forme d'une visualisation de données interactive et dynamique appelée « carte de transformation », pour obtenir la vision globale d'un sujet et des données pertinentes qui y sont liées pour faciliter une prise de décision stratégiquement adaptée.

L'exploration de cette carte nous amène à examiner plus attentivement un point nommé « Global Governance⁹ » définie comme étant un outil nécessaire au rétablissement d'un équilibre du monde sur les plans sociétal, économique, politique.....

2.2 - Si l'on examine attentivement l'approche d'une gouvernance globale du WEF on constate qu'elle est scindée en 5 parties intimement liées entre elles, l'anti-globalisme, l'interdépendance, les interactions transnationales, le pluralisme institutionnel et la multipolarité des acteurs susceptibles d'intervenir dans la gouvernance mondiale.

Pour le WEF l'anti-globalisme est un frein en ce sens que la mondialisation apparaît aux yeux des actifs comme n'étant qu'une recherche de profit supplémentaire pour le Capital au détriment du Travail. C'est donc un élément à combattre activement pour ne pas entraver le processus de cette idéologie mondialiste.

Interdépendance et interactions transnationales prouvent l'absolue nécessité d'une gouvernance mondiale.

Quant au pluralisme institutionnel et à la multipolarité des acteurs, il s'agit de facteurs importants à prendre en considération pour la réussite du projet.

Se basant ainsi sur ces éléments le WEF met en avant les désordres économiques et, notamment, les atteintes aux forces actives qui ont entraîné beaucoup de chômage et tendent à renforcer la résurgence de politiques nationalistes et populistes. D'où le succès de personnages tels que Trump et son slogan des plus persuasifs pour l'esprit américain « America first » et Erdogan menant une politique dure (*NDLA : centrée sur un « discours » empreint d'expansionnisme cachant à peine sa préoccupation de recréer un empire ottoman régnant sur une grande partie de la Méditerranée orientale et pourquoi pas*

plus tard le Maghreb et le Machreq !).

Comment empêcher le populisme de faire son retour dans de telles conditions et avec de tels meneurs ? Même si ledit « meneur » semble plus « démocratique », plus « modéré » des problèmes tels que l'accroissement de l'immigration d'individus refusant la civilisation qui les accueille, le recul de l'industrie manufacturière entraînant un chômage de masse et bien d'autres contraintes entraînent inmanquablement une réaction nationaliste et populiste.

Une politique d'ouverture au monde n'est pas simple à gérer et le poids des aspects négatifs contrebalance fortement les éléments positifs. La difficulté majeure vient de ce que les dirigeants ne savent pas faire passer le message du réel intérêt de la mondialisation et plus particulièrement auprès des couches défavorisées de la société. C'est tout aussi difficile à faire accepter par les classes moyennes ayant du mal à anticiper le potentiel de progrès que pourrait générer une gouvernance mondiale parce qu'elles restent essentiellement préoccupées par leurs propres difficultés.

L'anti-mondialisme des populations en général se fonde essentiellement sur l'idée que cela ne sert que les intérêts d'une communauté et/ou profite à des pays étrangers. Cette vision négative est donc plus facile à s'approprier de la part de ces populations peinant à entrevoir le bénéfice d'une gouvernance mondiale.

Dès lors, les gouvernements confrontés à cette forme d'opposition se retrouvent dans l'obligation première de gérer en priorité les difficultés internes de leur pays avant de se préoccuper de rejoindre les autres parties prenantes du projet de « Gouvernance Globale ».

Le second critère à prendre en considération est l'interdépendance de l'ensemble des acteurs qui, loin d'être un frein, représente une réalité et un atout pour le concept de gouvernance globale.

La dépendance croisée des populations et des lieux est une réalité incontournable. Au-delà des simples aspects économiques et financiers les liens sociaux revêtent une grande importance. Qu'il s'agisse des



impacts climatiques dus à l'activité humaine, d'une pandémie, comme l'a montré récemment l'épopée du COVID-19, des grandes délocalisations industrielles les conséquences en résultant montrent que l'interdépendance est présente en permanence partout.

Le commerce international n'est plus simplement lié à des questions douanières en termes de tarifs et de quotas mais englobe des impératifs beaucoup plus larges : réglementations sanitaires, environnementales, sécuritaires, lois anti-trust, vie privée... D'incontournables réalités qui montrent à quel point la création d'une gouvernance mondiale s'avère indispensable.

Les États engagés dans un relationnel à caractère purement économique ne sont plus les seuls acteurs dans la mise en œuvre d'un tel processus et de nombreuses entités à caractère non étatique sont parties prenantes. La technologie, en particulier des communications, permet à de nouveaux entrants de toutes tailles, uniquement préoccupés généralement par des problèmes locaux, d'engager leurs compétences sans limites géographiques.

ONG, villes, régions, organisations philanthropiques, associations professionnelles sont susceptibles d'intégrer le processus de gouvernance mondiale en y

intervenant en toute clarté. D'autres s'y engagent plus discrètement en tant que vecteurs d'influence (cercles de pensée et de réflexion et autres « think-tank »). Leurs contributions sont parfois plus puissantes que celles des États sans pour autant que cela soit au détriment de ces derniers.

Si la plupart des acteurs non-étatiques n'ont pas forcément une incidence négative ils ont tendance à œuvrer pour leur propre compte en priorité plutôt que dans celui de l'intérêt général. Le danger de voir s'immiscer des organisations agissantes en termes de corruption d'États faibles ou autoritaires ou pire encore des entités mafieuses et des réseaux terroristes existe.

Ce pluralisme institutionnel modifie et complexifie l'architecture de la gouvernance mondiale auparavant centrée sur la diplomatie des États et des organisations inter-gouvernementales formelles telles que les Nations Unies, la Banque Mondiale....

L'OMC reste centrée sur le commerce international mais il ne faut pas négliger les accords commerciaux préférentiels qui assurent à nombre de pays des modalités particulières de coopération économique. Il faut y ajouter les nouveaux modes d'échanges des flux financiers et autres modalités de transactions inter-bancaires, remettant en cause la position traditionnelle du FMI en tant que prêtre mondial en

dernier ressort.

À prendre aussi en considération les accords directs que les États concluent entre eux et le développement de partenariats directs échappant à la gouvernance étatique par des entités publiques et des entreprises privées.

En dehors des questions sécuritaires, chassée heureusement des États, toutes les autres modalités de résolution des problèmes sont souvent le fait d'acteurs divers et variés dont la concertation n'est pas forcément suffisamment concrète pour prévenir chevauchements et redondances dans la recherche de solutions.

Le monde a longtemps fonctionné sur la base d'une croissance économique menée par les principales puissances occidentales. La fin du XX^{ème} siècle et le début du XXI^{ème} ont vu apparaître des puissances émergentes telles que le Brésil, la Chine, l'Inde par exemple, laissant les règles de l'économie échapper peu à peu aux anciens meneurs.

Les conséquences économiques notamment inter-étatiques, doivent être élargies pour intégrer les nouveaux entrants. La géopolitique évolue dans tous les domaines et influence l'intégralité des secteurs dans lesquels une gouvernance mondiale est nécessaire.

Si la multiplicité des facteurs incidents rend plus difficile une approche de gouvernance mondiale, elle en renforce toutefois la légitimité et l'équilibre. Il existera malgré tout toujours un risque de tensions localisées et de conflits armés.

Les prises de décisions susceptibles de promouvoir l'idée d'une gouvernance mondiale peinent à s'adapter et à évoluer rapidement par rapport à l'influence des pays concernés. Nombreux sont aujourd'hui les États impliqués dans l'élaboration d'une gouvernance mondiale et la difficulté de réalisation d'un consensus en est d'autant plus difficile à réaliser mais ne doit pas mener à une impasse ce qui aurait un effet négatif sur le monde de demain.

Ce monde de demain dont la réalité existentielle dépend de la façon dont les puissances émergentes vont s'engager dans le projet et la réaction des puissances établies face à cette situation.

Ainsi sera la géopolitique et l'économie du XXI^{ème} siècle (*NDLA : vue par le WEF*).

III - Conclusion

Ainsi exposés ces arguments semblent, par leur cohérence, parfaitement explicites quant à la nécessité de la mise en œuvre d'un processus organisationnel susceptible de rendre la vie meilleure aux populations du monde entier. Qu'en est-il de la réalité ? Rien de tout cela, un projet destiné à renforcer les profits des grandes puissances financières au détriment des peuples.

G.D.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. www.project-syndicate.org/commentary/multilateralism-for-the-masses-by-emmanuel-macron-et-al-2020-02/
Publication en 15 langues dont 10 parlées en UE et en arabe, chinois, kazakh et russe.
2. www.weforum.org
3. Klaus Schwab : né en 1938, fondateur en 1971 du WEF, officiellement Organisation dédiée au partenariat public/privé. Il est le créateur de la Fondation Schwab pour l'entrepreneuriat social (1998), du Forum des jeunes leaders du monde (moins de 40 ans) en 2004 et de la communauté des jeunes leaders (20/30 ans) en 2011. CV de Klaus Schwab sur www3.weforum.org/docs/WEF_ProfessorKlausSchwab_Factsheet.pdf
4. Histoire secrète de l'oligarchie anglo-américaine - chapitre 12 : politique étrangère 1919-1940
5. <https://www.vie-publique.fr/fiches/277866-la-collectivite-europeenne-dalsace>
6. <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043134078>
7. <https://laplumeducitoyen.org/2021/01/03/une-pluie-de/>
8. L'intelligence stratégique est une démarche managériale intégrée, de maîtrise et de protection de l'information stratégique pertinente, dont l'objectif final est de permettre de se développer et d'innover. Elle permet aux nouvelles entreprises de saisir les éléments périphériques qui peuvent impacter l'activité de l'entreprise, afin d'anticiper les mouvements extérieurs pour pouvoir déployer les leviers d'influence qui correspondent aux besoins de l'entreprise
9. <https://intelligence.weforum.org/topics/a1Gb000000LHN2EAO?tab=publications>

LA PANEUROPE SOLUTION D'AVENIR ?



Daniel LALLEMANT
Président de l'Union Paneuropéenne de France



Pour mémoire, PanEuropa est un ouvrage écrit en 1923 par Richard N. Coudenhove-Kalergi, un aristocrate austro-hongrois qui a pris la nationalité tchécoslovaque après la dissolution de l'Autriche-Hongrie

consécutives à la Première Guerre Mondiale. Ce conflit a été un tel cataclysme qu'un grand mouvement pacifiste en est résulté : c'est l'époque du « Plus jamais ça. » Il n'en a, hélas, rien été.

Pour appréhender la vision de «RCK», le mieux est de lui laisser la parole. Bien sûr, le monde a profondément changé en un siècle mais l'approche de l'auteur garde une pertinence certaine.

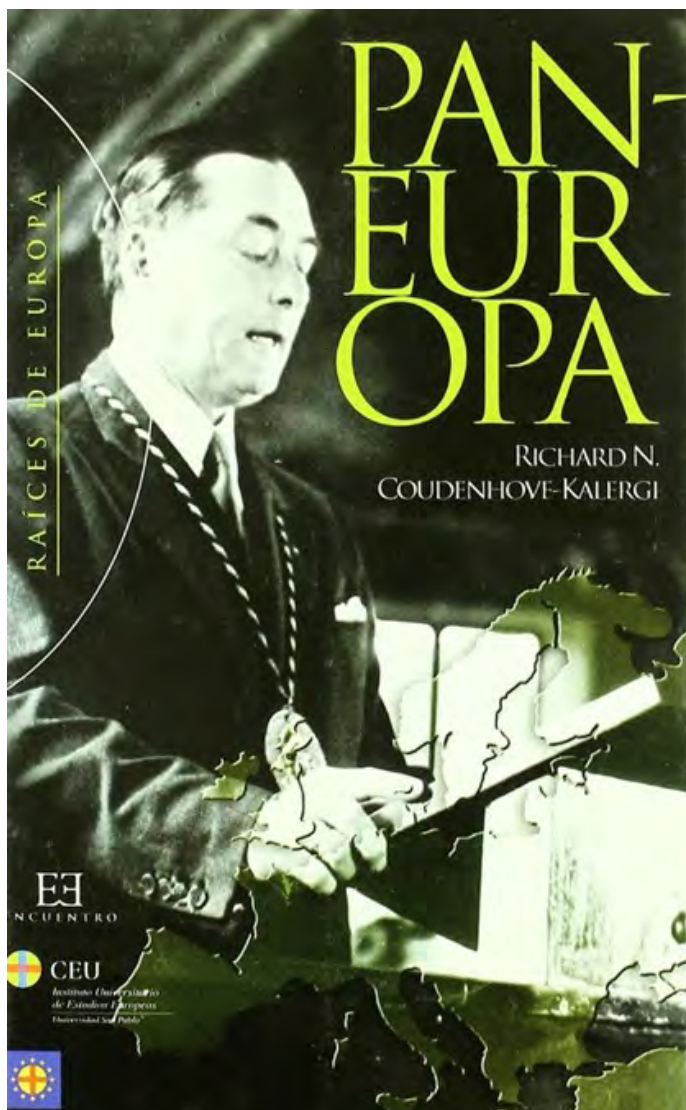
« L'hégémonie de l'Europe sur le monde est à jamais brisée. On a craint l'Europe, maintenant on la plaint. Autrefois elle parlait en maîtresse, maintenant elle est contrainte à la défensive : sur le plan militaire, menacée par l'invasion russe, sur le plan économique, menacée par la concurrence américaine. Elle est endettée, morcelée, inquiète, affaiblie, elle est déchirée par des luttes nationales et sociales, elle est gravement atteinte dans sa démographie et dans son industrie, elle est plongée dans un chaos économique et monétaire. Aussi s'en va-t-elle d'un présent sans espoir vers un avenir incertain

Que la situation de la Russie soit encore plus sombre, ceci ne peut rassurer l'Europe car le temps travaille pour la Russie et contre l'Europe.

Les richesses inouïes de son sol, ses ressources en hommes, encore inemployées et plus homogènes, garantissent en tous cas son avenir.

Quelle que soit la manière dont se présente cet avenir, la Russie sera de nouveau, tôt ou tard, grande puissante et riche.

L'Europe, au contraire n'a devant elle qu'un



avenir des plus incertains. Elle a perdu son hégémonie sur le monde parce que ses peuples étaient désunis; Elle perdra son indépendance et ce qui lui reste de bien-être si elle continue d'être désunie. Le XXème siècle qui vit l'Europe tomber de son trône, verra-t-il aussi sa décadence ? Cela dépendra de ce que feront ses peuples et aussi ses chefs. Obéiront-ils aux nécessités de l'heure ou se jetteront-ils les yeux fermés dans le précipice vers lequel ils courent sans arrêt ? »

Il faut y ajouter que durant le XXème siècle, le monde s'est rétréci, est devenu plus petit : par suite des progrès techniques de transport et de communication les villes et les pays se sont rapprochés de plus en plus. Ne parle-t-on pas, de nos jours, du « village planétaire » ?

Le problème est posé depuis un siècle. Il demeure. De nos jours apparaît une Europe qui tente de s'unir au travers de « l'Union Européenne » mais qui reste divisée. Elle n'intègre pas la Russie, le Belarus, plusieurs états des Balkans, la Moldavie. Elle voudrait

intégrer des pays de civilisation islamique, comme l'Albanie, le Kosovo. Elle s'est engagée dans des contradictions inextricables. Certes, l'existence d'un empire d'Occident et d'un empire d'Orient remonte à loin, à l'Empire Romain. On a parfois dit précisément que l'Europe tentait de reconstituer l'Empire Romain mais il faut se souvenir de Charlemagne qui était simplement empereur d'Occident. Toute l'histoire de l'Europe oscille entre des tentatives d'union et des séparations (Louis XIV, Napoléon, Hitler...). Les volontés impériales ont conduit à des échecs et on se souviendra de la parole de Durosselle « Tout empire périra »

D'où partons nous ?

L'Europe géographique : il est évidemment aisé de définir les limites occidentales de l'Europe : ce sont des mers et des océans, y compris au nord de la Scandinavie avec l'Océan Arctique. On trouve la Mer du Nord,



la Manche, l'Océan Atlantique et la Méditerranée. Plus loin, le Mer Noire et la Caspienne. Au delà, ce sont l'Afrique et l'Asie. La délimitation de l'Europe à l'Est est plus compliquée et c'est de là que sont nés les problèmes depuis des temps ancestraux. Le Général De Gaulle définissait l'Europe comme allant de l'Atlantique à l'Oural mais c'était plutôt une approche par la civilisation, car les montagnes de l'Oural sont franchissables, un peu comme les Vosges ou le Jura et à cet égard, c'est à la Russie de se prononcer.

L'histoire n'est pas plus loquace : on ne compte plus les conflits entre Polonais, Lithuaniens, Russes, Suédois tout au long des siècles.

Aujourd'hui, et sur le plan politico-économique, nous connaissons l'Union Européenne mais elle n'est pas satisfaisante car voulue par les Américains après la Deuxième Guerre mondiale, sur le modèle des Etats-Unis précisément, fédérale et réduisant les états à de simples circonscriptions administratives, elle se heurte à l'histoire de nos nations et elle périlite; nous y reviendrons.

En réalité, le projet paneuropéen qui a voulu à un moment s'inspirer de l'organisation panaméricaine n'est pas crédible dans cette acception. Au demeurant l'organisation panaméricaine a vécu : de nombreux pays latino-américains ont pris leurs distances avec la volonté hégémonique des USA : Brésil, Argentine, Bolivie, Chili. Actuellement, on notera même de sérieuses tensions entre Washington et Cuba et encore plus chaudement le Venezuela. Ce n'est donc pas la solution. Retournons aux sources.

La volonté de RCK, c'est d'abord de promouvoir la paix en Europe et autant que faire se peut, dans le monde. La tentative de la Société des Nations a échoué et n'a pu empêcher la Deuxième Guerre mondiale mais nous avons aujourd'hui l'Organisation des Nations Unies qui est dotée d'un Conseil de Sécurité et peut mobiliser des troupes, les « casques bleus » pour intervenir dans des conflits et empêcher la guerre. Les troupes de l'ONU ont été et sont impliqués dans de nombreux conflits.

La vocation du mouvement paneuropéen reste donc pleine et entière : œuvrer pour la paix, la sécurité, la coopération entre les nations.

Le fiasco de l'Union européenne

La Deuxième Guerre mondiale a consacré la supériorité militaire de l'Amérique dont les dirigeants ont voulu prolonger cette victoire sur le plan politique et sur le plan économique. S'estimant être un modèle pour le monde, ils ont, en ce qui concerne le continent européen, œuvré pour imposer une Europe américaine.

Néanmoins, tout est parti d'une évaluation biaisée. Si l'Amérique a pu mener son débarquement en France, c'est aussi, voir surtout parce que la Russie a fixé à l'Est de nombreuses divisions hitlériennes qui n'ont pu participer à la bataille de l'Ouest.

En outre, l'Europe était - et est toujours - un ensemble de nations distinctes ayant chacune, son histoire et sa culture, souvent sa langue propre. Rien à voir avec l'histoire des états américains où nombreux sont ceux qui ont été créés par un simple découpage géométrique et ne sont que de simples subdivisions administratives d'un état fédéral, même si elles disposent de quelque autonomie.

C'est donc cette Amérique qui a prétendu - et prétend toujours - formater l'Europe. On sait aujourd'hui que Robert Schuman, le » grand Schuman «, « père de l'Europe » était en réalité un agent américain rémunéré. Il en est de même pour Jean Monnet et on sait aujourd'hui que le fameux discours prononcé par Schuman a été rédigé par les services de Dean Acheson, transporté par Monnet, et remis à Schuman pour qu'il le lise publiquement. Les débuts de l'Union Européenne, la CECA, les premiers dirigeants, Adenauer par exemple, flanqué de Walter Hallstein, ancien juriste nazi récupéré par les Américains sont des fantoches manipulés.

L'organisation ainsi mise en place ne répond ni aux besoins ni aux aspirations des

peuples européens et cela apparaît de plus en plus. L'UE se lézarde.

Mais en tout premier lieu, elle n'est pas indépendante. Elle apparaît manipulée par l'OTAN, d'où les pressions visant à ramener les organes européens et notamment le parlement à Bruxelles, siège de l'OTAN et au détriment de Strasbourg. L'essentiel des états européens appartient d'ailleurs à l'OTAN qui imprime notamment une politique russophobe contraire aux intérêts de nos pays. Il convient d'y apporter des rectifications.

C'est d'ailleurs de l'entourage de **Walter Hallstein** qu'est partie une campagne visant à déconsidérer RCK, relayée - comme c'est curieux - par des organisations néonazies-. En effet, la vision paneuropéenne est considérée comme rivale par les fondateurs de l'UE et ses tenants. En vérité, c'est bien le cas mais il suffit de laisser faire, car l'UE bat de l'aile de plus en plus sérieusement.



Il suffit de constater son échec sur le simple plan de l'alimentation. L'UE devait réduire la

pauvreté or, un évènement comme l'épisode des Gilets Jaunes en France a démontré que bien des familles n'ont plus de quoi se nourrir, la deuxième quinzaine du mois. C'est vrai aussi sur le plan vestimentaire où des enfants vont encore à l'école pieds nus. L'UE n'est pas solidaire et la paupérisation saute aux yeux.

La pandémie que nous subissons démontre que la politique médico-hospitalière inspirée par Bruxelles est contre-performante, insatisfaisante en matière de santé.

En matière de sécurité collective, le tableau n'est pas plus brillant. A part la France qui performe dans l'aéronautique et le spatial, l'UE est un ensemble désarmé et qui perturbe les industries d'armement. Elle est tout aussi incapable de lutter contre une immigration invasive qui détruit l'emploi et paupérise les travailleurs. FRONTEX doit être réformée d'urgence.

Et l'euro ? Au départ, l'euro, monnaie unique et non pas monnaie commune comme l'ecu devait donner à l'UE une monnaie forte, concurrente du dollar. Il n'en est rien au bout de vingt ans. Des économistes sérieux, tel Charles Gave pronostiquent un éclatement de la zone euro ou au moins une scission entre un « euro fort » en Allemagne, Hollande, et un « euro faible » dans les pays du sud. On voit déjà des ressortissants de pays du sud ouvrir des comptes dans des banques allemandes pour que leurs euros restent forts. On peut aussi acheter de l'or, de l'argent-métal pour protéger ses avoirs.

Les perspectives

Tout d'abord, l'Europe doit être regardée comme un tout au niveau de sa civilisation. Le trait d'union entre les pays européens, c'est



le Christianisme. Le mouvement remonte à la christianisation de l'empire romain par

l'empereur Constantin dont RCK a repris le symbole : une croix rouge imprimée sur soleil d'or.

On notera, quatre siècles plus tard, l'action de Charlemagne qui convertit, l'épée à la main les peuples barbares qu'il conquiert, notamment les Saxons. La civilisation européenne se défend contre de multiples invasions : perses, germaniques sans compter les Huns d'Attila. Aujourd'hui, c'est l'Afrique mais aussi une partie de l'Asie qui monte à l'assaut de l'Europe ; le problème reste identique. On a craint, après-guerre, une invasion soviétique et du pacte de Varsovie qui ne s'est pas produite...Aujourd'hui, la Russie est plutôt dans une attitude de résistance défensive.



Mais l'Europe ne se fera que si les Européens ressentent un besoin d'appartenance. Nous en sommes loin. Que faut-il faire ? La réponse nous est fournie par le psychologue américain Abraham MASLOV qui a étudié la hiérarchie des besoins humains et a constitué une pyramide de ces besoins, des plus essentiels aux plus éthérés; A la base de la pyramide, les besoins vitaux de nourriture de vêtements de perpétuation de l'espèce. L'Europe, nous l'avons vu, n'a pas su satisfaire ces besoins dans une partie de ses populations.

Le second niveau est constitué par les

besoins de sécurité, individuelle et collective. La sécurité individuelle, c'est le domaine médico-hospitalier et nous avons vu qu'avec la pandémie du covid, cette sécurité laissait à désirer. Il semblerait, selon certaines statistiques que la durée de vie soit en diminution dans certains pays. La sécurité collective, c'est la défense et il faut bien constater qu'à part la France, peu de pays européens font les efforts requis. Ils préfèrent s'en remettre au parapluie américain, ce qui est très dangereux.

Ce n'est que si ces niveaux sont franchis qu'apparaît le besoin d'appartenance. L'unité européenne est donc encore loin et l'Union Européenne apparaît comme une fiction pour bien des années encore à supposer qu'elle subsiste. Or n'oublions pas la remarque du président français MACRON jugeant que « l'Europe est au bord du précipice. N'oublions pas non plus le pronostic de Vladimir POUTINE selon lequel l'Union Européenne s'effondrera dans la décennie qui vient. D'ores et déjà, on perçoit des craquements. C'est d'abord le GROUPE DE VISEGRAD (Pologne, République Tchèque, Slovaquie et Hongrie) qui n'entend pas s'en laisser imposer par Bruxelles. Plus récemment, c'est la Cour Constitutionnelle allemande qui refuse l'autorité supranationale de la Cour de Justice Européenne, en quoi elle vient d'être rejointe par la Cour suprême de Roumanie. L'UE se dirige vers des turbulences.

Manifestement, l'Union Européenne est victime de ses prétentions fédérales, comprenons impériales et de plus en plus mal supportées, surtout lorsqu'elles visent les domaines régaliens des nations ou qu'elles prétendent s'ouvrir à des pays qui n'appartiennent pas à notre civilisation : en premier lieu la Turquie et ses pseudopodes : l'Albanie, le Kosovo entre autres. On notera en outre que le Kosovo n'est pas reconnu par 5/7 de la population mondiale.

Face à ces situations, la Paneurope est-elle en panne ? Non, elle s'appuie sur deux organisations puissantes : le Conseil de l'Europe et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE).

-LE CONSEIL DE L'EUROPE est une organisation intergouvernementale institué

le 5 mai 1949 par le Traité de Londres. Il précède donc l'UE et le Traité de Rome et comprend 47 membres soit 830 millions de ressortissants (l'UE seulement 27). Cette organisation vise à protéger les droits de l'homme, à promouvoir la démocratie, assurer la prééminence du droit, concerner tous les domaines de la vie courante, favoriser le progrès économique et social, la culture, la pratique des langues, la coopération internationale, la paix et la justice, les valeurs spirituelles et morales du patrimoine commun de l'Europe, la liberté individuelle, la liberté politique. C'est une organisation fondamentale qui comporte en outre un organe consacré aux pouvoirs locaux et régionaux.

-L'ORGANISATION POUR LA SECURITE ET LA COOPERATION EN EUROPE. Elle fait suite aux accords d'Helsinki de 1975 et est la plus grande organisation de sécurité régionale du monde (57 états-membres). Elle œuvre en faveur de la paix, de la démocratie, de la stabilité pour plus d'un

milliard de personnes. Des pays non européens ont souhaité adhérer et participer. Elle englobe les dimensions politico-militaire, économique, environnementale et humaine. Elle aide à supprimer les divergences entre états participants, à prévenir les conflits, à gérer les crises, à renforcer la confiance entre les états. A l'heure actuelle par exemple, elle est présente dans les Balkans et en Ukraine. Son siège est à Vienne. Ses deux principes de base sont l'intangibilité des frontières et le respect des minorités ethniques, nationales, culturelles, linguistiques.

Le mouvement paneuropéen repose donc sur deux piliers solides. On remarquera que ces deux piliers sont des organisations intergouvernementales.

L'APPROCHE D'UNE EUROPE INTERGOUVERNEMENTALE : L'action gaulliste et le PLAN FOUCHET.

Revenu au pouvoir en 1958, juste l'année suivant le Traité de Rome, le Général De Gaulle a tout de suite compris que ce que



l'on appelle aujourd'hui l'UNION EUROPEENNE était une entreprise américaine de domination de l'Europe. Il a donc œuvré pour éviter cette organisation ou en tous cas limiter son influence. Soucieux des intérêts nationaux, il s'est efforcé d'infléchir la tendance qui s'amorçait.

Il a donc demandé à son ministre Christian FOUCHET, d'élaborer à l'aide d'une commission intergouvernementale un plan. En réalité, il y a eu deux versions : l'une en 1961, l'autre en 1962. Le plan Fouchet vise à l'élaboration d'une politique étrangère commune entre les six pays de la Communauté européenne, à assurer une étroite collaboration en matière de science et de culture, l'épanouissement du patrimoine commun, la sauvegarde des valeurs de civilisation, contribuer à la défense des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de la démocratie. Il vise également à renforcer la coopération avec les autres nations libres, la sécurité contre toute agression grâce à l'adoption d'une politique commune de défense.

Il s'agit donc de promouvoir une Europe de Nations, en contradiction avec les institutions de la Communauté qui s'inspirent d'une démarche supranationale. La politique étrangère commune proposée pose le problème de la relation avec les autres membres de l'OTAN et demande de préciser la relation avec les Etats Unis. Ce sont ces questions qui inquiètent les autres participants et conduiront à l'échec du plan. Dès lors, le Général De Gaulle décide qu'une alternative est constituée par la relation franco-allemande qu'il faut renforcer., d'où le Traité de l'Elysée.

Le plan FOUCHET visait d'ailleurs à une organisation complète et à sa gouvernance. Le Général DE GAULLE était en relation régulière avec RCK. On notera que le projet paneuropéen est plus que proche du plan précité et c'est d'ailleurs le Général qui a décidé la création d'une branche française du mouvement paneuropéen : le CFUP, Comité Français de l'Union Paneuropéenne qui existe aujourd'hui sous le nom d'Union Paneuropéenne de France.

L'action

Pour mener son action, le mouvement paneuropéen peut donc s'appuyer sur deux piliers institutionnalisés : le Conseil de l'Europe et l'OSCE. Le premier objectif est de satisfaire les deux premiers échelons de la pyramide de MASLOV.

Un premier souci, le plus évident est de nourrir correctement les Européens. La question est de savoir si les carences sont du domaine économique ou du domaine politique et social. Un premier acte doit être de réunir une grande conférence agraire du même type que celle qui s'est tenue à Vienne en 1935 : comment aménager l'espace pour améliorer la production agricole, production qui pourrait même devenir un atout au plan international en écoulant les éventuels surplus. Cette conférence ne peut être évidemment initiée que par des acteurs de haut niveau, politiques et économiques. Elle doit concerner tous les paneuropéens, de la Baltique à la Caspienne.

Parallèlement, il faut habiller et chausser nos peuples, ce qui peut concerner évidemment les politiques mais peut être traité par le monde associatif et humanitaire. La question a déjà été traitée par des Américains vis à vis de l'Argentine et leurs initiatives peuvent être copiées.

La solidarité paneuropéenne doit s'exercer: on pense par exemple à la Moldavie.

Concernant le second étage de la pyramide, il est nécessaire de revoir de fond en comble la politique sanitaire et notamment médico-hospitalière, des crèches aux soins palliatifs. La santé a un coût, c'est vrai mais elle est sans prix: c'est un investissement dans la vie. La sécurité collective, nous l'avons vu est, pour l'heure, garantie par l'OSCE mais il faut préciser et à partir de ce socle, travailler à la détente.

Ce qui amène à la politique et repose la question des alliances et mésalliance. L'actuelle UE est donc marquée par son atlantisme et sa soumission à l'OTAN et aux intérêts américains qui ne sont pas les nôtres. Il faut réaffirmer notre autonomie, voire notre indépendance et travailler à la paix. La grande question est celle de la

Russie qui n'est plus l'Union Soviétique. On peut même se demander si, sur le plan économique, les transports et l'énergie ne

sont pas un troisième pilier de la Paneurope, la dernière construction en date étant le Nord Stream 2. Bien sûr, la Russie a



toujours été un acteur de la politique européenne depuis des siècles et il est aberrant de vouloir l'en écarter. Les sanctions sont inadmissibles et d'ailleurs inefficaces voire contre-performantes. Certes la politique russe actuelle est orientée vers l'eurasisme mais ce sera précisément aux Russes de se déterminer librement : veulent-ils entrer dans la Paneurope ou préfèrent-ils rester autonomes, ce qui n'empêcherait nullement une coopération, notamment pour un développement des régions sibériennes pour un profit mutuel. Le réchauffement climatique, ouvrant la circulation maritime par l'Arctique renforce la cohésion européenne.

Il n'en est évidemment pas de même pour la Turquie. Elle n'a été « européenne » que par ses invasions qui ont toujours été repoussées. C'est un pays asiatique et la « Turquie d'Europe » est un petit morceau de terre regroupé autour d'Andrinople de sinistre mémoire. Les intrigues turques dans les Balkans doivent être repoussées et ses pseudopodes tenus en surveillance : l'Albanie entre autres. Quant au Kosovo, il est historiquement serbe et n'étant pas viable, il retournera à la Serbie tôt ou tard. Notre rôle paneuropéen est que ce retour se fasse dans des conditions pacifiques.

L'action paneuropéenne doit donc viser à la paix et la France a un rôle prédominant à jouer.

Le rôle de la France

La France (cf Revue METHODE de février 2020) a tous les atouts pour être ou devenir le pays leader dans la construction paneuropéenne. Plusieurs étapes pour s'affirmer :

D'abord tenir une conférence internationale sur l'indépendance de l'Europe et prendre l'initiative de la conférence agraire, évoquée il y a un instant. Réformer l'OTAN et sinon s'en retirer, établir une entente cordiale avec la Russie.

Une étape - intermédiaire - sera le rapprochement avec le GROUPE DE VISEGRAD : la France doit s'affirmer,

notamment sur le plan économique en Europe Centrale et en Roumanie. En populations, ces pays pèsent lourd. Un assainissement des relations avec la Russie serait de nature à rassurer ces nations qui pour la plupart ont connu l'hiver soviétique et sont donc dans la crainte. Leur développement est un gage de paix et de prospérité.

Un grand pan de l'action doit être l'université et la culture. La France a beaucoup à apporter à l'Europe et aussi à en recevoir et il ne faut pas oublier les technologies, surtout celles d'avenir, le quantique et l'hydrogène par exemple. C'est là peut-être le plus facile car beaucoup est déjà en cours mais il faut lutter contre les démagogues destructeurs.

Conclusion

Si l'UNION EUROPEENNE paraît mal en point et condamnée en tant que projet impérial, le mouvement paneuropéen doit se préparer à en prendre le relais. Rien ne l'empêche d'ailleurs de réintégrer l'Angleterre et son Commonwealth. En prenant la tête du projet paneuropéen, la France pourrait d'ailleurs redorer son blason vis à vis de l'Afrique et entraîner le monde méditerranéen.

La paix ne peut être acquise que par un rapprochement avec la Russie et le développement de projets en commun. Il ne faut pas suivre les bellicistes, encore moins dans un conflit avec la Chine qui n'est pas notre affaire et l'Europe doit se garantir contre tout conflit extra-européen.

Ainsi serait réalisé le vieux rêve d'une unité retrouvée entre Orient et Occident et -sait-on jamais ? - la réunification du Christianisme et l'effacement progressif du schisme de 1054.

C'est évidemment une grande ambition mais le XXIème siècle pourrait être déterminant.

Et c'est le siècle de la vitesse...

D.L.

L'usure bancaire, des Écritures Saintes à nos jours .

Pour une finance éthique et solidaire



Michèle AKTAS

Auteur belge expatriée en Turquie depuis 10 ans.



De toute évidence, l'intérêt sur l'argent crée un vol. Dès lors, pour se défaire d'un ennemi puissant, il ne suffisait pas de l'arrêter. Il fallait l'obliger de reculer au moyen de contraintes fiscales et de mesures discriminatoires sans quoi la richesse extorquée aux autres par voie usuraire le rendait infiniment redoutable. Les Écritures saintes sont remplies de recommandations à ce sujet... Mais nous verrons dans quel but la prohibition de l'intérêt a été contournée.

D'après l'auteure belge, Michèle Aktas, ce serait sa rencontre avec un ressortissant turc qui lui aurait permis de trouver ce dont le matérialisme la privait, l'approche spirituelle qui a motivé son ouvrage paru aux éditions de l'Onde en novembre dernier au terme de 9 années d'autodidaxie : L'usure bancaire : des Écritures Saintes à nos jours – Pour une finance éthique et solidaire.

Le Coran mentionne l'existence de djinns (mot arabe dérivé du mot "cacher, dissimuler") qui, à la différence des anges, sont dotés du libre arbitre et sont capables de se montrer malfaisants à l'égard des êtres humains. Leur influence peut aller jusqu'à la possession et la démence, corrompant les fondements de l'ordre ancien pour finalement soumettre tous leurs ennemis à

la captivité et à la persécution.

Ainsi, l'esprit malin pousse ses victimes à l'immoralité, à la perversion sexuelle et au nudisme. À la suite de leur asservissement aux puissances démoniaques, Dieu est alors perçu comme un être agissant continuellement dans l'histoire. Cette découverte constitue l'élément central de la religion gnostique, l'influence démoniaque dont l'ambition est d'édifier un gouvernement mondial.

Or, il est vrai que le pouvoir occulte du Vatican a orienté la politique coloniale des empires espagnols, portugais et français depuis le XVII^e siècle si bien qu'en détruisant les vieilles structures comme la communauté rurale, l'autoconsommation familiale et l'artisanat, il a permis de créer les conditions du régime qui devait succéder de pair avec un changement majeur du système monétaire.

En fait, les pèlerins chrétiens pouvaient confier aux Templiers la somme nécessaire à leur pèlerinage en échange d'une lettre sur laquelle était inscrite la somme déposée. Arrivés à destination, ils récupéraient l'intégralité de leur argent en monnaie locale. Seulement, le montant du remboursement ne correspondait pas toujours à la somme initiale du dépôt lorsqu'il pouvait être camouflé par le changement de monnaie.

Après avoir été condamnés pour plusieurs chefs d'accusation, les croisés s'établirent dans différentes îles de la Méditerranée, se dénommant les "Chevaliers de Rhodes" ou les "Chevaliers de Malte". Ils y ont constitué



leur État jusqu'à ce qu'ils soient vaincus par les armées de Napoléon et qu'ils transfèrent leur siège principal à Rome, devenant la milice du Pape.



Plus tard, le fondateur de la Compagnie de Jésus, Inigo Lopez de Recalde, se serait inspiré d'une secte chiite dont le chef était Hassan ibn Sabbah (1056-1124), les Haschischins. Ceux-ci ayant laissé en Espagne de nombreux écrits, il est vraisemblable que Loyola ait

découvert ces principes autoritaires et s'en soit emparé d'après l'ex-abbé Victor Charbonnel (en 1899) de sorte que l'ordre intérieur des Jésuites aurait pris l'Église catholique et la Franc-maçonnerie en otage pour faire avancer son projet : conduire à la « transmutation » du Siège romain dans la continuation des Templiers.

L'un des points de son programme

consistait à transférer tout le patrimoine privé et public entre les mains des dirigeants de l'Ordre, prévoyant d'utiliser la corruption monétaire, le chantage et les menaces de façon à obtenir le contrôle des personnes influentes.

En ce sens, Saint Paul parlait d'une muraille de protection qui viendrait à s'écrouler si bien que plus rien ne pourrait retenir le mystère de l'iniquité jusqu'à ce qu'il surgisse du milieu de l'Église ! Les prophéties décrivaient ce mal comme un mystère, celui des congrégations ésotériques ayant pour but de réformer le christianisme tout comme elles s'en sont prises au message mosaïque en introduisant les erreurs des vieux cultes païens.

Ainsi, le pape Ratzinger (Benoît XVI) s'est montré favorable à la perspective d'une autorité publique à compétence universelle (...)¹ à partir des institutions supranationales telles que le FMI et la banque mondiale alors que celles-ci ont été imaginées par le cartel international des banques d'affaires privées.

Cette implication en faveur du totalitarisme est également celle de Jorge Mario Bergoglio (le pape François) dont il nous fait part dans son encyclique « La sauvegarde de la maison commune ». La propagande sur le réchauffement climatique est actuellement une technique pour justifier l'agenda 21, un programme pour le



XXI^e siècle visant à organiser la société post industrielle et post démocratique de la manière suivante : – La fin de la souveraineté nationale. – La gestion étatisée de tous les écosystèmes, les océans, l'eau douce, le développement rural. – L'abolition de la propriété privée.

– La « restructuration » de l'unité familiale.
– La création de zones de peuplement humain. – Le repeuplement de masse car les gens seront forcés de laisser vacantes les terres où ils vivaient. – La restriction majeure des déplacements. – L'attribution du travail indifféremment des choix personnels.

D'ailleurs, « La Conspiration Jésuite » (Le Plan Secret de l'Ordre) publiée en 1848 raconte à juste titre comment le jésuite Leone, alors novice âgé de 19 ans, surprit une conversation entre le Général jésuite Roothaan et ses provinciaux (vers le milieu des années 1830) où il était question de l'avènement d'un gouvernement mondial contrôlant la hiérarchie Catholique Romaine, le Pape et tous les gouvernements du monde. Sorti en plusieurs langues, l'ouvrage a fait le tour de l'Europe, ce qui contribua au soulèvement populaire de 1848 contre les jésuites lors de la Seconde Révolution Française. Toutefois, cet épisode se termina par le renforcement de leur pouvoir en Europe.

Un prélat qui a quitté la prêtrise, Jérémie Crowley, avertissait en 1912 qu'ils vont utiliser notre armée pour rétablir le pouvoir temporel du Pape, sachant que *le réseau des jésuites serait la plus grande agence de renseignement, incluant peu à peu les agences d'espionnage et les forces armées du monde entier* selon un membre de haut niveau de la CIA, E. Howard Hunt.

Mais sachez que jamais les auteurs du plan n'entreprennent quoi que ce soit sur une vaste échelle sans l'avoir d'abord testé sur une échelle restreinte, nous dit un sataniste converti au christianisme (Doc Marquis).

D'innombrables jeunes hommes furent donc instruits par la SS (Schwarze Sonne) et envoyés au Tibet en vue de percer le secret de la doctrine tibétaine, en particulier un ordre de magie noire avec lequel la Société Thulé et les SS ont réussi à collaborer.

Le Dr W. O. Schumann, membre des Sociétés Thulé et Vrîl, fit à ce sujet un exposé à la Faculté des sciences de Munich. En voici un extrait : « La nouvelle ère qui arrive sera l'ère d'une technique nouvelle, positive et divine (...) » (extrait des archives secrètes



des SS) suivant les enseignements de médiums. Ces études ont abouti à une gamme complète de soucoupes volantes basées sur le principe de la lévitation antigravitationnelle.

Seulement, la dissimulation des informations relatives aux OVNIS vise à occulter la probable résurgence des nazis compte tenu de leur supériorité technologique avec l'existence d'armes miraculeuses pouvant atteindre la vitesse de 40 000 kilomètres/ heure, sans bruit ni gaz d'échappement !

L'écrivain Halik fut même le premier à faire le lien entre le nom de l'organisation et l'insigne porté par l'aviation allemande dans la région du pôle à la fin de la guerre, le Soleil Noir désignant la force cosmique primitive qui aurait permis aux Égyptiens et aux Aztèques de construire les pyramides. Son article dans un magazine ésotérique autrichien n'a pas suscité beaucoup d'attention à l'époque alors que le cœur du mythe des OVNIS nazis résidait dans ces lignes : « Les disques volants représentaient une part importante du plan allemand pour créer un État extraterritorial avant de relancer l'assaut contre les Alliés après 1945 ».

Certes, les complots font partie du répertoire d'action de la Compagnie de Jésus et parmi eux, la création d'organisations de l'ombre permettant de désigner des boucs émissaires et de justifier des mesures répressives telles que la

dévastation de la Terre Sainte.

Si les 2 premières guerres mondiales furent en effet destinées à créer l'État artificiel d'Israël comme l'affirmait Albert Pike, la 3e conflagration sera fomentée en utilisant les divergences que des agents attiseront entre sionisme et wahhabisme (deux mouvements créés par les séides du pouvoir occulte) afin que soient exterminés tous ceux qui ne reconnaissent pas l'autorité du pape.

Toutefois, il ajouta : « Notre complot sera révélé. Les nations se retourneront contre nous avec esprit de revanche et notre suprématie sur elles ne sera jamais réalisée ».

Saint Augustin et d'autres hommes d'Église en appelaient déjà contre le danger que représentait la suppression du rôle de l'État dans le contrôle de la monnaie. Léon XIII ajoutait quant à lui : « La France reviendra aux traditions de Saint Louis ou elle périra dans la honte et la ruine. » Le roi Louis IX, dit saint Louis, condamnait sans réserve les prêts à intérêt. En 1234, il libéra même ses sujets du tiers de leurs dettes. Puis, il ordonna que ce tiers soit restitué à ceux qui les auraient déjà remboursées. Il interdit également d'emprisonner les chrétiens ou de vendre leurs biens immobiliers dans le but de s'acquitter des dettes envers leurs créanciers. Enfin, il confisqua les biens de ces derniers.

Cependant, il faut rappeler que les jésuites, en dépit de leur suppression par tous les grands royaumes d'Europe, se sont illustrés dans la sanglante Révolution française et qu'ils continuent d'exercer leur emprise, notamment à l'aide des Chevaliers de Malte, de l'Opus Dei, des francs-maçons, du mouvement New Age, de la commission trilatérale et du club de Rome à l'image du symbole abondamment utilisé par des responsables catholiques et jésuites. L'œil qui voit tout à l'intérieur d'un triangle représenterait le Saint-Siège supervisant l'ensemble de ses branches, bien souvent à l'insu des membres, dans l'attente de l'établissement du « Saint Empire ».

Cette influence dévastatrice a fini par prendre un caractère universel avec la destruction de toutes religions et de toutes sociétés traditionnelles au profit du projet

œcuménique de « religion naturelle » tout en nous aveuglant face au déroulement des événements prédits.

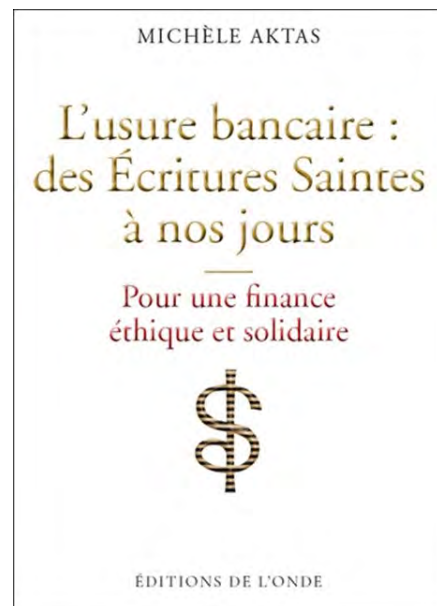
Mais « voyagez, puis regardez ce qu'il est advenu des criminels. » (Le Coran) Il apparaît que leur pouvoir n'a été qu'éphémère face à l'irrésistible délivrance des opprimés.

M.A.

NOTE

1. <http://www.versdemain.org/articles/gouvernement-mondial/item/le-vatican-est-il-pour-un-gouvernement-mondial>

RETROUVEZ LE DÉTAIL DES ANALYSES DE MICHÈLE AKTAS



L'USURE BANCAIRE : DES ÉCRITURES SAINTES À NOS JOURS POUR UNE FINANCE ÉTHIQUE ET SOLIDAIRE

aux Editions de l'Onde

Cet ouvrage est vendu au prix de 14 euros en version papier dans toutes les librairies et à 6.99 euros en version E-book.

Date de parution 24/11/2020

ISBN 978-2-37158-238-5

EAN 9782371582385

Nb. de pages 186 pages

Changement climatique budgétaire et monétaire : vers l'inflation



Marc ROUSSET
Docteur ès Sciences économiques
Economiste et essayiste.



La bulle boursière des actions devient la norme partout dans le monde car, plus que d'une spéculation pure, elle est la conséquence de l'accroissement artificiel de la masse monétaire de toutes les banques centrales. La folie spéculative pure continue malgré tout : le cours de l'action de la chaîne de cinéma américain AMC Entertainment a bondi, à Wall Street, de 95 %, mercredi, et de 2.850 %, depuis janvier. Quant à **Michael Burry** qui avait prédit la crise des *subprimes*, il parie à terme sur la chute de cours de Tesla, qui réalise des bénéfices uniquement en raison de la vente de crédits carbone à ses concurrents, ce qui ne va pas durer ; ces derniers se mettent aussi à

l'électrique.

Le Système occidental hyper-endetté est condamné d'une façon irréversible pour son laxisme et sa nullité, tout comme le pauvre Louis XVI avec ses dettes abyssales contractées pour la noble cause de la guerre d'Amérique contre l'Angleterre. Le déficit public de la France représentera 9,4 % du PIB, en 2021 ; la France se dirige vers un endettement qui se rapprochera des 130 % du PIB, à fin 2021

Rien ne se passera en Europe, sur le plan économique, tant que la BCE continuera ses rachats de la dette française et italienne avec le plan PEPP de 1.850 milliards d'euros, mais la croissance française sera au mieux de 5 %, à comparer à l'endettement supplémentaire du pays de l'ordre de 10 %. Tout comme le contrôleur général des finances Calonne, en 1787, nous sommes tombés dans le piège de la désensibilisation aux réalités de la dépense publique et de la dette publique. Il se trouve que l'Europe est en train de sortir des taux négatifs, même si le phénomène est lent et progressif. Louis XVI non plus n'avait aucune idée de ce qui l'attendait au bout du chemin.

En Italie, avec Draghi, les Italiens veulent croire à la reprise, à la suite de la réouverture des restaurants, mais plus de 500.000 postes ont été détruits. Le 30 juin, ce sera la fin du gel des licenciements avec les réalités du chômage. Le plan miracle de 248 milliards d'euros d'investissements permettra-t-il de surmonter les faiblesses structurelles de l'Italie et une croissance anémique qui dure depuis vingt ans ? En Italie, comme en France, il va aussi falloir se



résoudre à couper, un jour, le robinet des aides financières. Draghi n'a pas encore gagné la partie.

Aux États-Unis, il semble que les forces inflationnistes soient désormais plus fortes que les forces déflationnistes, suite à la croissance démentielle de la masse monétaire.

Les prix des matières premières, dont le pétrole qui flambe à 70 dollars, se sont réveillés ; les salaires augmentent car il y a pénurie de travailleurs à bas salaires ; les importations à bas prix de Chine et des pays émergents qui correspondent au déficit abyssal de la balance commerciale ne semblent plus être en mesure de contenir

l'inflation, d'autant plus que leurs prix augmentent.

Cette inflation états-unienne est une inflation d'insuffisance de l'offre (pénurie de puces et goulots d'étranglement) plus que d'augmentation de la demande. Selon **Larry Fink**, dirigeant du fonds d'investissement géant BlackRock, les investisseurs, par manque d'expérience, sous-estiment l'inflation à venir qui ne sera pas temporaire ; ce sera pour eux "un choc énorme".

Dans la zone euro, l'inflation a bondi à 2 %

sur un an en mai (2,5 % en Allemagne), contre 1,6 % le mois précédent.

Nous assistons, selon le Forum monétaire de Genève, au plus grand endettement et à la création monétaire la plus massive de l'histoire économique du monde, avec des taux d'intérêt proches de zéro, la création monétaire étant nécessaire pour que l'endettement continue sans krach obligataire. Mais l'inflation ne sera pas temporaire ; son augmentation provoquera, un jour ou l'autre, la hausse accélérée (déjà commencée) des taux d'intérêt avec un double krach des actions et des obligations, l'effondrement des monnaies, les dévaluations, l'hyperinflation et l'explosion

du système. Les réalités économiques se vengeront un jour ou l'autre. Le monde est en fait en sursis depuis 2008, dans l'attente de la crise économique la plus violente de son histoire, pour ne pas avoir voulu assumer avec des moyens classiques « conventionnels » une nouvelle crise de 1929 très dure, mais salutaire et réparatrice, à cette époque.



M.R.



ÉTUDE SUR L'ÉLECTROMAGNÉTISME DES PERSONNES VACCINÉES AU LUXEMBOURG

Synthèse et conclusion du travail d'enquête effectué par l'association European Forum for Vaccine Vigilance



Mamer, le 06 juin 2021.



Amar GOUDJIL
Consultant, diplômé en démographie et en sciences de la production et des organisations.

Depuis quelques mois, ce sont des centaines de vidéos amateurs qui fleurissent un peu partout sur les réseaux sociaux mettant en scène des personnes visiblement devenues électromagnétiques suite à la vaccination. C'est en tout cas ce que l'on peut observer. Après que de nombreuses questions nous ont été posées par un certain nombre de nos membres sur cet effet d'électromagnétisme « supposé » apparaissant chez les sujets vaccinés, notre association a pris la décision de s'intéresser concrètement à ce sujet pour le moins intrigant. Est-ce que cet effet est donc réel ou n'est-ce juste qu'une élucubration ? Cette enquête, à caractère statistique et sociologique portant sur cet effet d'électromagnétisme « supposé » et dont il

est question ici, soulève à minima et au préalable trois questions importantes :

- 1- Est-il vrai que les gens présentent un effet d'électromagnétisme après acte de vaccination ?
- 2- Si tel est le cas, est-il vrai que seuls les individus vaccinés présentent cet effet ?
- 3- Qu'est-ce qui est réellement injecté aux individus sous la qualification de vaccin et qui pourrait provoquer cet effet ?

Pour tenter de répondre à ces questions, l'enquête a été confiée à l'un des membres de l'association. Il s'agit de la personne

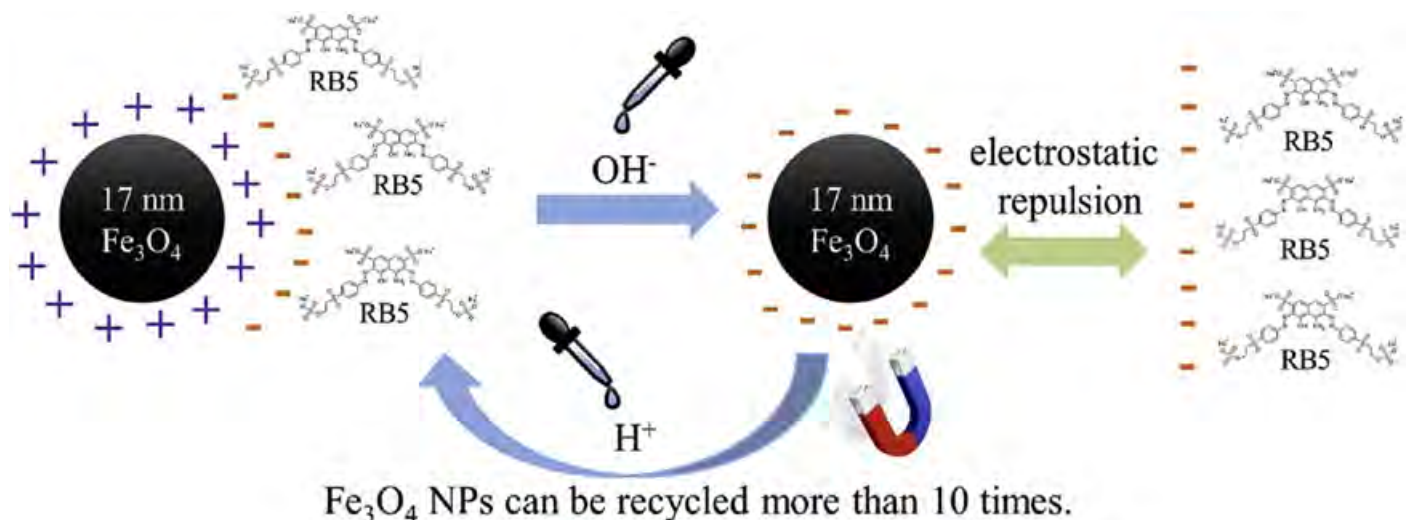


Image tirée du site www.sciencedirect.com

chargée de traiter des questions démographiques et sociologiques.

Présentation des paramètres de l'enquête

À des fins d'une réalisation accélérée, il a été décidé :

- D'interroger un panel de 200 individus domiciliés ou travaillant au Luxembourg.
- Que ce panel serait divisé en 2 groupes : le premier serait composé de 100 individus vaccinés au Luxembourg et le second de 100 individus non vaccinés à des fins de comparaison.
- Que chacun de ces groupes devrait compter 50 femmes et 50 hommes.
- Que seuls les individus actifs seraient retenus pour participer à l'étude en raison du fait qu'ils sont beaucoup plus contraints à la vaccination que les individus inactifs.
- Que le lieu de l'étude serait le centre commercial Belle-Étoile et la route d'Arlon à Strassen.
- Que les variables retenues seraient donc le sexe, l'âge, la profession, le nombre d'injections, l'origine pharmaceutique des injections, la date des injections, l'attraction

magnétique, l'émission-réception d'un champ électrique et la ville du lieu de résidence de la personne interrogée.

NB : Il convient par ailleurs de préciser que pour des raisons de praticité, seuls les personnes portant des vêtements à manches courtes ou des vêtements sans manches seraient interrogés.

Présentation de la méthode d'approche et de réalisation de l'enquête

- L'interrogateur se présente aux individus, présente l'association, puis présente l'enquête :
« Bonjour Madame ou monsieur, je vous prie de bien vouloir m'excuser de vous déranger mais je m'appelle Amar, je travaille pour l'association European Forum for Vaccine Vigilance (EFVV) et je réalise actuellement une enquête statistique et anonyme sur les personnes vaccinées et les personnes non vaccinées vivant au Luxembourg » ... « Il s'agit d'une enquête qui porte sur des informations stipulant que les gens vaccinés pourraient présenter des



effets électromagnétiques et nous, à EFVV, nous cherchons à savoir si c'est bien la réalité observée ».

- L'interrogateur demande ensuite aux interrogés s'ils veulent bien, en connaissance de cause, participer de leur gré à l'enquête.
« Est-ce que vous auriez quelques minutes à m'accorder s'il vous plaît et est-ce que cela vous intéresserait de participer à notre enquête ? ».
- L'enquêteur explique ensuite aux individus interrogés les intérêts de l'enquête et introduit les individus dans le vif du sujet en leur présentant un aimant qu'il accroche, par effet magnétique, à un objet métallique (poteau, voiture, etc). Il explique ensuite aux personnes interrogées que les aimants n'adhèrent pas à l'homme et qu'ils n'adhèrent qu'aux objets métalliques mais que des informations nous sont parvenues prétendant que les gens vaccinés généraient une attraction à l'aimant en raison justement du fait qu'ils ont été vaccinés.
- L'enquêteur demande ensuite à l'interrogé(e) si, il ou elle, veut bien se prêter au jeu et appliquer l'aimant sur son épaule, à l'endroit où, il ou elle, a été injectée.
- Lorsque l'aimant colle à la peau au niveau de l'épaule, l'enquêteur demande alors à la personne de coller l'aimant sur l'autre épaule pour savoir si l'adhésion ne trouve pas son explication dans une concentration ferrique locale (implant, effet de l'injection, etc).
- L'enquêteur demande ensuite à l'interrogé(e) si, il ou elle, veut bien se laisser passer un testeur de champs électriques et de champs magnétiques (*marque Meterk, modèle MK54*) au niveau des épaules en expliquant que des informations avaient également été rapportées à notre association et qui disaient que les gens vaccinés étaient également générateurs de champs électriques.

- L'enquêteur continue la discussion et continue de répondre, dans la mesure du possible, aux personnes interrogées qui s'intéressent à l'expérience menée et aux résultats de l'enquête.

Présentation synthétique des résultats pour la semaine d'étude du 1er juin au 5 juin 2021

- Seules 30 personnes vaccinées et 30 personnes non vaccinées ont finalement été interrogées alors que l'objectif était d'en interroger 100 pour le premier groupe et 100 pour le second.
- La condition de la répartition par genre a été respectée. Dans chaque groupe, il a été interrogé 15 femmes et 15 hommes.
- Dans le groupe des non-vaccinés, sur les 30 individus interrogés, le nombre de personnes présentant une attraction à l'aimant est de 0 (zéro). L'expérience s'arrête donc là pour ce groupe.
- Dans le groupe des vaccinés en revanche, sur les 30 individus interrogés, 29 présentent une attraction à l'aimant. C'est-à-dire que l'aimant adhère à leur peau sans difficulté. Toutes, ce sont fait vacciner en vaccinodrome.
NB : La 30^{ème} personne, qui ne présente pas d'accroche à l'aimant, ne s'est pas faite vacciner en vaccinodrome comme toutes les autres. Elle s'est faite vacciner par une infirmière avec qui elle travaille depuis de nombreuses années.
- Sur ces 29 individus, 22 ont l'aimant



Luxexpo transformé en vaccinodrome géant pour tout le Luxembourg

qui adhèrent sur une seule épaule et uniquement sur la zone de l'injection. Ces 22 personnes sont celles qui n'ont reçu qu'une seule injection.

Les 7 autres personnes de ce même groupe ont l'aimant qui adhère sur les deux épaules.

- Dans ce groupe dit des vaccinés, domiciliés ou travaillant au Luxembourg, il ressort que :
 - 17 ont reçu au moins une injection du laboratoire Pfizer
 - 7 ont reçu au moins une injection du laboratoire Astra Zeneca
 - 3 ont reçu au moins une injection du laboratoire Moderna
 - 3 ont reçu l'injection unique de Johnson & Johnson
 - 6 ont reçu les 2 injections du laboratoire Pfizer
 - 1 a reçu les 2 injections du laboratoire Astra Zeneca
 - 1 a reçu les 2 injections du laboratoire Moderna
- 2 des individus de ce groupe, un infirmier travaillant au CHL et ayant été un des premiers à se faire vacciner, et un analyste financier, ont présenté des émissions de

champs électrique totalement anormales. Pour l'infirmier, il a même été réalisé une vidéo qui montre les valeurs émises par le testeur aux environs de son épaule gauche. Pour l'analyste, les valeurs émises par le testeur étaient approximativement les mêmes mais l'individu a brusquement mis fin à sa participation sous l'effet de la panique.

- Sur les 30 personnes interrogées faisant partie du groupe des vaccinés, 29 résident ou travaillent à Strassen. 1 seule habite à Metz mais travaille à Strassen.
- Il semblerait que les personnes qui ont été vaccinées plus tôt dans le programme de vaccination gouvernemental sont beaucoup plus électromagnétiques que les personnes qui l'ont été de façon plus récente. L'aimant adhère plus vite et tient beaucoup mieux que chez les personnes fraîchement vaccinées.
- Il conviendrait de prendre des mesures plus précises en relation avec ce dernier constat.

Remarque : L'exercice étant totalement destabilisant pour les gens

interrogés, à aucun moment il ne leur est demandé d'appliquer l'aimant sur une autre zone que les épaules. Il aurait été très intéressant de savoir si l'aimant adhère également sur les zones du cou, de la poitrine, du front ou des jambes ainsi que de savoir si d'autres objets tels que des cuillères, ciseaux et smartphones adhèrent également. Ce n'est pas faisable en espace public.

Conclusion

- Il ressort que les personnes vaccinées dégagent bien un champ électromagnétique et que, plus les individus ont été vaccinés tôt, plus ils dégagent un champ fort. Cette sensation et cette appréciation, qui ne relève uniquement que de l'expérience tactile à l'application et au retrait de l'aimant à l'épaule, devrait faire l'objet d'une vérification beaucoup plus précise, sur un plus grand nombre de personnes et avec des appareils beaucoup plus précis.
 - Il a été extrêmement difficile de trouver des individus acceptant de se prêter au jeu de cette expérience assez déstabilisante.
 - Les individus s'intéressent à l'expérience par curiosité et puis, quand ils voient que l'aimant s'accroche à leur peau, ils deviennent dubitatifs dans un premier temps, puis d'un coup ils deviennent froids. Certains d'entre eux deviennent même extrêmement nerveux pour ne pas dire qu'ils semblent être complètement sous le choc.
 - Les personnes s'interrogent sincèrement sur le fait de voir comment il est possible qu'un aimant puisse adhérer à leur peau aussi facilement que celui-ci adhère à un poteau métallique.
 - Ils demandent des explications et l'enquêteur les rassure en leur disant qu'il doit bien y avoir une explication physique ou biologique. Ils sont renvoyés vers le médecin qui leur a conseillé de se faire injecter à des fins de compréhension.
 - Une dame a même pleuré en disant qu'elle ne voulait pas se faire vacciner mais qu'elle a été contrainte par son employeur qui l'y a obligé au prétexte qu'elle travaille au contact de la clientèle.
 - Dans les discussions, il ressort que les gens ne se vaccinent même pas pour des raisons médicales ou des raisons de santé, ni par conviction ou par peur de la maladie mais plus souvent dans l'espoir de revenir à une vie normale et de pouvoir à nouveau voyager librement.
 - Lors des échanges, les gens expriment clairement leur désarroi en disant après coup qu'ils sont pris en otages dans un engrenage politico-psychosocial. Beaucoup reconnaissent que cette injection est non consentie et qu'à aucun moment on leur a donné des explications rationnelles (selon la convention d'Oviedo), c'est-à-dire un éclairage du point de vue de la balance bénéfices-risques et de l'information explicite quant à la composition même des fioles servant aux injections. Ils qualifient ensuite, après réflexion et discussion, cet acte de : « erreur, folie, échappatoire, solution, ou encore même de chantage ».
- Ce sont exactement ces termes qui revenaient très souvent dans les témoignages et les notes.
- Il conviendrait là encore de mener une enquête psychosociale beaucoup plus approfondie sur les motivations réelles qui ont menées ces individus vaccinés à accepter de se faire injecter. L'idéal serait de pouvoir enregistrer et filmer toutes les conversations, les interviews et les échanges spontanés avec les vaccinés pour ensuite les analyser.
- L'enquête est arrêtée pour des raisons de conscience et de morale

car l'enquêteur n'arrive plus à faire face au désarroi et à l'impuissance des gens dont les visages se pétrifient lorsqu'ils réalisent qu'ils ont été injectés d'une substance dont ils ne savent finalement rien.

- L'enquêteur, qui a étudié les techniques de management et la psychosociologie par le passé, est très mal à l'aise face à ces personnes qui s'interrogent sur ce qui leur arrive.

Les personnes deviennent pâles, blanches, nerveuses. Elles se mettent une main vers le front ou alors croisent les bras en se pinçant la lèvre du bas. Certaines transpirent des mains car on les voit qui se les essuient sur les hanches ou sur les cuisses.

Ces effets et ces expressions surviennent généralement dans des états d'angoisse, de stress extrême ou de tension réellement palpable et mesurable.

Chez les interrogés, ces manifestations physiques incontrôlées sont révélatrices d'un profond mal-être quand ils réalisent après coup qu'ils ont sans doute commis l'irréparable.

L'acte de vaccination étant, cela va de soi, un acte irréversible.

populations en bonne santé à l'aide de « vaccins » encore au stade expérimental et dont, lors des essais cliniques, tous les hamsters sont morts.

Nous ne répondrons pas ici de la responsabilité des uns et des autres mais il est certain que si des nanoparticules superparamagnétiques (magnetic beads) sont entrées dans la composition de ces dits vaccins, à titre expérimental ou pour quelque raison que ce soit, alors que jusque-là celles-ci n'étaient réservées qu'aux thérapies anticancéreuses, alors il est urgent de demander une mise au point, dans les plus brefs délais, aux laboratoires pharmaceutiques et aux autorités de santé qui elles, ont donné leur autorisation pour la mise sur le marché de ces injections.

C'est aux toxicologues et aux pharmacologues à qui il revient maintenant la responsabilité de découvrir les origines et les causes de ces effets d'attraction observés sur les sujets vaccinés et c'est aux hommes politiques, garants de la santé des citoyens de ce pays, de demander très rapidement l'ouverture d'une enquête approfondie et publique sur la composition exacte et réelle de ces dits vaccins.

A.G.

En résumé

A la question, est-il vrai que les gens présentent un effet d'électromagnétisme après avoir subi au moins un acte de vaccination ? La réponse est affirmative. Effectivement, les individus deviennent bien électromagnétiques sur zone d'injection à minima.

A la question, qu'est-ce qui est injecté aux individus et qui provoque cet effet ?

Nous répondons que c'est aux gouvernements et aux autorités garantes de la santé publique et de la santé des luxembourgeois de répondre à cette question car ce sont eux qui, en amont, ont pris la décision lourde de « vacciner » des

SOURCES EXTÉRIEURES

Deux sites et un document de travail intéressants à consulter qui traitent des solutions nanos et des ferrofluides :

1. <http://www.chemicell.com/>

2. <https://www.acrobiosystems.com/>

3. https://bioperoxil.u-bourgogne.fr/images/stories/pdf/2018_03_30_Conf_Nano_Club_Condorcet.pdf



La face cachée de la crise du coronavirus



Thierry GODEFRIDI
Chef d'entreprise
Diplômé en droit, sciences économiques et philosophie de l'Université catholique de Louvain



L'auteur de cette chronique a publié l'an dernier un essai intitulé *On vous trompe énormément : L'écologie politique est une mystification*. L'ouvrage de Xavier Bazin sur la crise du coronavirus, *Big Pharma démasqué !*,

aurait pu s'intituler *On vous trompe énormément : La vaccination est une mystification*. En vérité, la trame de cette affaire éminemment politisée fait penser à l'autre.

Dans la préface, le Dr Éric Ménéat, un médecin généraliste, enseignant en phytonutrition à la faculté de médecine de Paris XIII et auteur de plusieurs ouvrages sur la nutrition, pose d'emblée les jalons de l'enquête qu'a menée pendant près d'un an Xavier Bazin, journaliste scientifique spécialisé dans le domaine de la santé : « Des dizaines de milliers de personnes sont mortes [de la Covid-19] en France sans qu'à aucun moment on tente de lutter contre la maladie elle-même. »

Que des erreurs aient été commises lors du déclenchement de l'épidémie au début de l'année 2020 se comprend par un manque de connaissances. Mais, très rapidement, on a su à quoi on avait affaire et appris que les victimes mourraient non pas du virus lui-même, mais des réactions immunitaires et inflammatoires qu'il provoquait. Cependant, on n'a pas mis l'accent sur les traitements préventifs et curatifs.

« Si des doutes subsistaient en mars 2020, il n'y en avait plus en septembre, or la politique est restée la même. » Et de se poser les questions : Y a-t-il des erreurs que les politiciens et leurs experts n'ont pas commises ? Avons-nous été manipulés ?

Trois scandales

L'enquête de Xavier Bazin porte sur trois scandales : 1) la diabolisation de l'hydroxychloroquine qui se déroule en plusieurs actes (interdiction de la prescrire en pleine pandémie alors que son efficacité paraît avérée, étude reconnue frauduleuse parue dans le plus grand journal médical au monde, arrêt des essais cliniques français, hold-up d'un laboratoire avec un médicament à 2 000 € que l'UE s'est empressée d'acheter pour un montant d'un milliard d'euros alors que son inefficacité était certaine) ; 2) l'omerta généralisée sur les moyens de prévention ; 3) l'obsession jugée coûteuse et imprudente pour la vaccination généralisée.

Tout cela est étayé sur base de plusieurs centaines de références minutieusement citées par Xavier Bazin qui estime que la gestion de la crise de la Covid-19 aurait fait preuve de plus de discernement si d'entrée on avait préconisé des gestes simples et des remèdes bon marché, connus et éprouvés de longue date, au lieu de semer la panique, de confiner et de tuer le petit commerce (en France comme ailleurs).

L'auteur fait, à plusieurs reprises dans son rapport d'enquête, état des bienfaits de la

La vaccination en question

vitamine D, apparemment à raison si l'on en croit le *British Medical Journal* : « La vitamine D limite la gravité de la Covid-19 selon plus de 40 études. Et pourtant, les personnes âgées et celles en surpoids sont encore carencées en vitamine D, donc sont à plus grand risque face à la Covid-19 – pourquoi ? »

Cette revue médicale britannique à comité de relecture, qui existe depuis 1840 et est l'une des plus lues dans le monde, recommanda dès octobre 2020 de supplémenter les personnes souffrant de la Covid-19 et les personnes à haut risque en vitamine D. Soixante-douze médecins hospitaliers français lanceront finalement en janvier 2021 un appel à l'utiliser en prévention et en traitement. Et, ajoute Xavier Bazin, il y a d'autres molécules naturelles précieuses dans la lutte contre la Covid-19.

L'auteur évoque aussi les effets néfastes reconnus de certaines décisions politiques. Un confinement strict, de même que le désespoir, réduit les défenses immunitaires, et la panique induit la psychose (une perte de contact avec la réalité) et la malbouffe. Il cite à ce sujet le Pr Raoult qui avait rappelé aux sénateurs qu'Hippocrate recommandait de commencer par calmer les malades et leur donner de l'espoir. Le pessimisme tue.



Parlant du **Pr. Raoult** et des effets secondaires, comment éviterait-on de s'étonner des suspicions frappant son remède à l'hydroxychloroquine dont l'innocuité semble établie alors que par ailleurs on préconise à titre d'anti-

douleur et d'anti-fièvre, en automédication, le paracétamol dont la prise à fortes doses est dangereuse et qui peut même s'avérer contre-indiqué dans le cas de la Covid-19 en ce qu'il ralentirait le processus de guérison. Le paradoxe est encore plus saisissant, relève Xavier Bazin, en ce qui concerne l'absence de recours à des substances naturelles, en principe parfaitement inoffensives à doses conseillées, telles que la vitamine D, le zinc et la quercétine.

Non seulement on a négligé la prévention et le renforcement des défenses immunitaires, souligne l'auteur, mais on s'est focalisé d'emblée sur la vaccination, fort étrangement car elle n'aurait pas d'effet sur les personnes âgées de plus de 80 ans dont le système immunitaire est déficient, ni sur les personnes en surpoids, et elle n'aurait guère d'impact sur les adultes en bonne santé. En outre, elle n'a pas fait la preuve des avantages qu'elle procurerait au niveau d'une immunisation collective.

Dès février 2020, le Pr Raoult avait exprimé ses doutes quant à la disponibilité rapide d'un vaccin acceptable, utilisable et fonctionnel pour une maladie émergente dans la mesure où cela n'était jamais arrivé. Outre que l'on ait dans ces conditions privilégié d'emblée la vaccination, Xavier Bazin pointe deux aspects interpellants dans toute cette histoire : 1) que confronté à une mortalité qui n'est pas de 20% mais entre 0,1 et 0,7% sans effet de billet de loterie et à une efficacité incertaine, on a pris le risque (recombinaison virale, chocs anaphylactiques...) d'une vaccination généralisée ; 2) que les États ont exonéré les laboratoires pharmaceutiques de l'obligation d'indemniser les victimes éventuelles.

La réponse donnée par l'auteur est impliquée dans le titre et argumentée dans le livre : la corruption, massive, complète, systémique des idées et des hommes, à moins qu'il ne faille se prononcer de la manière abrupte du Pr Raoult, cité par Xavier Bazin dans *Big Pharma démasqué !* : « Vous êtes tous devenus cinglés ! ».

J.G.

Big Pharma démasqué ! De la chloroquine aux vaccins, la face noire de notre système de santé, Xavier Bazin, préface du Dr Eric Ménat, Guy Trédaniel Editeur.



Chère lectrice, cher lecteur,
Permettez-moi, je vous en prie,
d'être étonné.
Je croyais que la science consistait
dans l'examen, libre et rationnel, des faits,
et que chacun s'en tenait à sa discipline de
prédilection.

Visiblement, ce n'est plus le cas.

À la télévision, et spécialement en ce qui
concerne les « vaccins », nous entendons
exposés non plus des arguments, mais des
dogmes.

Or l'argumentation scientifique, comme
nous l'a enseigné Aristote, incite à la
prudence. Tandis que **les dogmes, eux,
incitent à prendre des décisions
radicales et dangereuses.**

L'inoculation de pans entiers de la
population, dont les plus jeunes, avec des
produits expérimentaux qui ne sont en rien
des vaccins, et dont les conséquences
pourraient être incalculables, **exigent que
nous retrouvions l'usage de la raison.**

Et l'usage de la raison, pour sa part, exige
que nous posions des questions et que nous
interrogions les deux dogmes qui nous sont
imposés par la télévision sans que les
citoyens aient leur mot à dire :

- Que l'inoculation d'un **produit dont on ne sait rien** de ses conséquences puisse permettre de **se débarrasser du virus une fois pour toute et soit sans danger notable.**
- Que ce soit aux médecins de définir les limites de la démocratie, en

disant qui doit se faire vacciner ou
pas, quitte à mettre en péril la
sécurité du pays ou son
renouvellement démographique.

Sur le premier dogme, le consensus
médiatique apparaît d'autant plus
dangereux qu'il représente un risque
considérable pour la population entière.

Le second dogme est tout aussi dangereux,
puisque **il décrédibilise définitivement
la science médicale** et augure d'un tel
reflux intellectuel et moral de l'Occident que
l'idée d'un âge sombre se profile.

**Car lorsque tout repose sur la foi, le
respect de la vie humaine n'est plus
qu'une façade.**

10 Questions urgentes

1/ 99,7% des personnes qui ont été
reconnues comme étant touchées par la
pandémie en ont guéri. Combien l'ont eue
sans le savoir ? **N'a-t-on pas atteint cette
immunité collective dont on nous
parle tant ?**

Car le chiffre de 5,7 millions de personnes
testées positives¹ ne signifie rien en lui-
même : les malades asymptomatiques ont-
ils été testés quand ils portaient la maladie ?
Or il semble qu'ils représentent une
proportion considérable des
« contaminés ».

2/ **Qu'est-ce qui prouve que la**

prochaine mesure sanitaire vous rendra votre liberté ? Rien. Le virus est extrêmement mutagène, surtout si l'on



continue à vacciner pendant l'épidémie elle-même, comme le faisait remarquer

Luc Montagnier au directeur de France Soir, Xavier Azalbert².

3/ Pourquoi l'inoculation du médicament

ARN est-elle appelée vaccination ? Le produit ARN n'est pas un vaccin au sens classique du terme. Il n'y a donc pas de raison qu'il se prévale du prestige des vaccins en termes d'éradication des maladies.

4/ Savez-vous qu'en tant que vacciné, vous êtes légalement un cobaye volontaire ? Ceci jusqu'en 2023, puisque la dernière phase de test des effets cliniques de ces produits se fait directement sur la population. En termes légaux, le fait que ces vaccins ne soient pas obligatoires permet pour les pouvoirs publics de n'avoir aucun compte à rendre sur leurs éventuels méfaits.

5/ Savez-vous que le « vaccin » fait courir plus de risques aux enfants que la pandémie ? C'est ce qu'a relevé mon ami Xavier Bazin. Les conséquences sanitaires à court terme de la « vaccination » sont déjà catastrophiques, et elles risquent de s'amplifier à mesure que le temps passe. Dans ce cas, comment peut-on imaginer rendre la vaccination des enfants obligatoire ?

6/ La généticienne Alexandra Henrion-Caude l'a pointé du doigt, de même que Didier Raoult : les « vaccinés » retombent malade, et des questions sur leur possible fragilité face à la maladie se pose. Les « vaccins », ou du moins la « vaccination »

durant la pandémie pourrait-elle être contre-productive ? **La « vaccination » ne risque-t-elle pas de rendre les gens malades plutôt que de les soigner ?**

C'est ce que souligne Stephanie Seneff, professeure en immunologie au MIT, la plus importante université scientifique au monde. Selon un article récemment paru, les effets secondaires de la vaccination risquent d'être bien plus graves que la pandémie elle-même.



Avec « au menu », **des pathologies graves ou de long terme telles que les problèmes circulatoires, des maladies dégénératives et auto-immunes³**. Sans compter que la protéine « spike » du virus, injectée avec le vaccin, se révèle être un prion, de cette même espèce de molécule qui transforme le cerveau en éponge dans la maladie de la vache folle.

7/ Israël et la Jordanie, qui sont deux pays voisins, ont les mêmes résultats vis-à-vis de la pandémie alors que le premier a mis en place une politique vaccinale très dure, tandis que l'autre n'a rien fait de ce point de vue. La « vaccination » a-t-elle eu concrètement le moindre effet sur la baisse du nombre de cas et de morts ? Aucune étude ne l'atteste. Surtout lorsque la politique vaccinale a été réalisée au printemps, au moment où les maladies grippales refluent... En somme, **on nous vend un sirop pour la toux au mois de mai...**

8/ La « vaccination » est-elle efficace contre les variants ? Ou traiter la population en

cobaye serait-elle la nouvelle tendance ? Comme le note La Croix, journal pourtant guère suspect de conspirationnisme, **aucune étude n'affirme l'efficacité des « vaccins » au-delà de 6 mois !⁴**

9/ L'académie de médecine, qui ment éhontément dans sa déclaration du 25 mai dernier en qualifiant la pandémie de « souvent mortelle », souhaite que les forces de l'ordre, les militaires, les pompiers, les professeurs, tous ceux qui s'occupent des infrastructures et l'ensemble de l'administration se fassent « vacciner ».

Si, comme l'a relevé le prix Nobel de médecine Luc Montagnier⁵, **le vaccin ARN entraîne des possibles risques de cancer**, à quoi ressemblera le pays avec une partie non négligeable de son infrastructure humaine gravement malade ? Qu'en est-il avec les nombreux problèmes cardiovasculaires rapportés – dont les thromboses ? **N'est-ce pas faire courir un risque grave au pays entier ?**

10/ **Aucune étude n'atteste encore des conséquences à long terme des « vaccins » contre la pandémie.** Or une récente étude japonaise a prouvé que la protéine « spike », dont la nature toxique n'a pas été révélée au grand public, se répand dans la totalité du corps après vaccination, avec une prédilection pour le foie, et que les organes génitaux n'y échappent pas⁶.

De plus, on a observé chez les femmes vaccinées des saignements de l'utérus, des règles plus abondantes et plus douloureuses⁷. Les gynécologues qui estiment qu'il n'y aura aucune conséquence de long terme s'avancent beaucoup, surtout en l'absence d'étude.

D'où l'importance d'éviter de « vacciner » les enfants et les jeunes adultes qui pourraient subir toute leur vie les conséquences encore inconnues de ces traitements, alors qu'ils ne sont pas affectés par la maladie. S'il y a le moindre risque d'affecter la santé génitale de la jeunesse, **pourquoi prendre le risque inutile de sacrifier l'avenir de nos pays ?**

On n'aime jamais assez la liberté

Ces questions élémentaires relèvent du **principe de précaution**, et surtout, interrogent l'un des éléments les plus importants du serment d'Hippocrate : *avant tout, ne pas nuire.*

Il relève de chacun de nous d'utiliser notre esprit critique, et de ne pas céder au discours médiatique dominant – au contraire. Il n'y a pas de discours objectif, surtout lorsqu'il est dominant.

Le temps des politiques médicales d'urgence est depuis longtemps passé. Au bout d'un an, la santé est redevenue une question démocratique et politique qui interroge chaque citoyen en son âme et conscience. Et l'unanimité médiatique, ainsi que les dogmes dont elle se réclame, paraissent, à ce titre, particulièrement suspects.

Quoiqu'il arrive, je vous encourage à vous poser des questions, à exercer votre esprit critique, et à ne pas céder un seul pouce de votre liberté si vous n'y êtes pas directement contraint.

Portez-vous bien.

T.S.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. <https://www.santepubliquefrance.fr/dossiers/coronavirus-covid-19/coronavirus-chiffres-cles-et-evolution-de-la-covid-19-en-france-et-dans-le-monde>
2. <https://www.francesoir.fr/videos-le-defi-de-la-verite/pr-luc-montagnier-au-defi-de-la-verite>
3. <https://ijvtpr.com/index.php/IJVTPr/article/view/23>
4. <https://www.la-croix.com/Sciences-et-ethique/Covid-19-combien-temps-vaccins-nous-protègent-ils-2021-04-23-1201152374>
5. <https://www.francesoir.fr/videos-le-defi-de-la-verite/pr-luc-montagnier-au-defi-de-la-verite>
6. <https://www.naturalnews.com/files/Pfizer-bio-distribution-confidential-document-translated-to-english.pdf>
7. <https://www.passeportsante.net/fr/Actualites/Nouvelles/Fiche.aspx?doc=vaccins-anti-covid-affecteraient-cycle-menstruel-femmes>

IL NE FAUT PAS CROIRE TOUT CE QU'ON VOUS RACONTE...



ENTREVUE AVEC MAXIME VIVAS

Valerian BLOCH

Admin. du site d'information "Le Grand Soir"



Maxime Vivas est un écrivain, essayiste et journaliste français. Il est l'auteur de plusieurs livres, dont « Ouïghours pour en finir avec les fake news » sortie chez La Route de la Soie Editions le 1 avril 2021.

Valerian BLOCH : Comment vous êtes arrivé à étudier la question ouïghoure ?

Maxime VIVAS : Ça a été une longue histoire parce qu'au départ, j'avais écrit un livre sur le Tibet. Je m'étais rendu au Tibet

en 2010 et j'avais écrit un livre au retour, un livre sur lequel je disais la vérité sur le Tibet et non pas ce que racontent les médias. Les Chinois ont pris l'intérêt pour ce que j'ai écrit sur le Tibet. Ils m'ont invité à aller au Xinjiang avec une quarantaine de journalistes de nationalités différentes. J'y suis allé en 2016. Et puis j'ai écrit un article sur ce qui s'est passé qui était tout à fait en contradiction avec ce que racontent les médias occidentaux. Les Chinois m'ont réinvité en 2018 et je suis parti. Au retour, je voyais qu'il y avait tellement de contre-vérités sur le Xinjiang, c'était un peu comme sur le Tibet. C'est une série de mensonges



permanents.

Je voyais bien les mensonges qui étaient proférés dans les médias et repris par une partie de la classe politique. Je voyais bien tout ça, et j'ai hésité malgré tout à écrire ce livre, parce que je savais que ça allait être dangereux pour moi et que j'allais avoir contre moi beaucoup de personnes qui allaient se jeter non pas contre le livre, mais contre l'auteur.

Et c'est ce qui s'est passé avec mon livre. J'ai commencé à écrire en juin 2020 parce que je trouvais que c'était insupportable de voir tout ce qu'on a confié sur le Xinjiang et qui était vraiment mensonger. Et puis je l'ai publié en 2020. J'ai trouvé une éditrice et pourtant ça n'a pas été facile, parce qu'éditer en France un livre qui ne soit pas un titre antichinois n'est pas facile.

C'est assez difficile, mais j'ai trouvé une lectrice qui, elle-même, avait été au Xinjiang et qui aussi avait remarqué la différence entre ce qu'elle voyait et ce que nos journalistes racontaient. J'ai travaillé avec elle pendant trois mois pour relire le manuscrit, pour corriger tout, vérifié tous les détails, de manière à ne pas être attaqué sur le contenu du livre. Et c'est bien ce qui s'est passé. On n'est pas attaqué sur le contenu du livre, mais sur l'auteur et l'éditrice.

J'ai été attaqué en France - et ce de manière affreuse - par un essaim de journaux, y compris des grands quotidiens, des chaînes de télévision, des radios... J'ai tout entendu : que j'étais un grand naïf, que j'avais été acheté par les Chinois, que j'étais un idiot utile, que j'étais un rouge-brun, c'est à dire un nazi. Tout ça parce qu'en fait, ils ne pouvaient pas s'attaquer au contenu du livre. Le livre est sorti au mois de décembre et au mois de mars, le ministre des Affaires étrangères chinois a parlé de moi et de mon livre au cours d'une conférence de presse. Une conférence de presse internationale et du coup, ça a donné un écho international à ce livre.

Et ça a agacé un peu plus les médias.

V.B. : Vous êtes allé ou à Xinjiang, dans quelles villes ?

M.V. : J'en ai fait plusieurs. Xinjiang est

une région chinoise qui est grande comme trois fois la France, un sixième de la superficie de la Chine. Pour aller d'un bout à l'autre du Xinjiang, il faut prendre l'avion. J'ai vu effectivement surtout les grandes villes comme Urumqi et Kashgar. Et puis ensuite, en roulant dans des minibus, on a vu des petits villages aussi.

Au cours de mes deux voyages, j'ai visité des écoles, des usines, des fermes. J'ai pu voir beaucoup de choses. Alors évidemment, je n'ai pas tout vu. On me dit : « M. Vivas, ils vous ont montré ce qu'ils voulaient vous montrer ». Oui, bien sûr ! Pourtant, ce que j'ai vu ne correspond pas à ce qu'on dit.

Au Parlement européen, il y a un député qui s'appelle Raphaël Gluksmann. Que dit-il ? « Si vous avez la barbe, vous allez dans un camp de concentration. Si vous lisez le Coran - camp de concentration. Si vous faites la prière - camp de concentration ». Et moi, j'y étais. J'ai vu des barbous ouïghours. J'ai vu les prières de rue. J'ai vu une école coranique où des élèves étaient en train d'apprendre le Coran.



Après, il y a des mensonges qui sont plus difficiles à démentir parce que la vérité court toujours derrière le mensonge et le mensonge a toujours quelques mètres d'avance. Quand l'ensemble des médias me dit qu'il y a un génocide à Xinjiang, il y a un poids. Pour répondre à ça, il faut peu de temps. Donc, quand ils disent qu'il y a mille esclaves ouïghours dans des champs de coton, pour répondre à ça, il faut aussi un peu de temps. Il y a les mensonges qu'on peut démentir très rapidement. Et puis, il y

a ceux qui demandent un peu plus de temps. Un mensonge parle toujours tout seul. Étant seul il peut vous dire n'importe quoi, il peut vous dire oui, effectivement, les femmes ouïghoures sont stérilisées, il y a des prélèvements d'organes sur les enfants ouïghours pour les vendre à des pays arabes comme l'Arabie Saoudite. On peut toujours dire ça et c'est très difficile de trouver que ce n'est pas vrai. Au bout d'un moment, cette rumeur se répand, ce qui fait qu'en France actuellement, si vous prononcez le mot « Ouïghour », les gens vont me dire dans la rue : « Ah oui, le peuple martyr, le génocide. » Alors que cette histoire de génocide d'Ouïghours, d'esclavage et de prélèvement d'organes, c'est aussi vrai que les armes de destruction massive de Saddam Hussein.

Sur les Ouïghours c'est la même chose. Tout ce qu'on nous raconte est faux. Par contre, ce qui est vrai c'est le comportement des autorités chinoises pour lutter contre ce qu'elles appellent les trois fléaux - islamisme radical, séparatisme et terrorisme. Effectivement, il y a des mesures qui sont prises par le gouvernement chinois et ces mesures-là existent, elles sont sévères, je n'en ai vu qu'une partie et j'en parle dans mon livre. Ce n'est pas la peine de dire que ça n'existe pas, mais ce ne sont pas des camps de concentration.

On nous dit qu'il y aurait actuellement entre 3 et 5 millions d'Ouïghours dans les camps de concentration. C'est extraordinaire ! Il est vrai qu'on aurait pu avancer 8 ou 10 millions de personnes et personne ne dirait « vous exagérez ». Et puis, on le répète à tue-tête. C'est bien Goebbels qui disait que si on répète un mensonge à l'infini, ça devient une vérité absolue. Et c'est ce qui se passe avec Xinjiang. C'est ce qui s'est passé il y a une dizaine d'années avec le Tibet. On prenait les Tibétains pour un « peuple martyr », il y avait des campagnes « Free Tibet ! ». Et maintenant, c'est passé.

Assez récemment les avocats du Département d'État américain ont laissé entendre qu'il fallait arrêter avec cette histoire de génocide parce que ça ne tenait pas la route. Et ce sont les avocats du Département d'État US qui l'ont avancé ! Et

voilà, voilà comment ça se fait. Mais n'empêche que chez nous, on parle toujours de génocide, esclaves, amputations d'enfants. Avec tout ça ils jouent sur la méthode journalistique ou plutôt une méthode de propagande très connue. Vous parlez à l'émotion au lieu de parler au rationnel. Quand on vous montre un enfant ouïghour en vous disant qu'il va être tué pour lui prélever le foie, évidemment vous avez envie de pleurer et vous devenez très antichinois.

Si on vous dit qu'il y a quelque 700.000 esclaves ouïghours dans les champs de coton, vous êtes aussi révolté. Pourtant on peut poser la question : mais comment se fait-il que le gouvernement chinois s'acharne contre ces 12 millions de musulmans alors qu'ailleurs en Chine il existe bien d'autres musulmans qui ne sont pas tous Ouïghours ? Or, j'ignore pourquoi le gouvernement chinois s'acharne contre ces Ouïghours-là, alors qu'en fait, son intérêt à lui, ce serait plutôt d'être bienveillant pour pouvoir les attacher. Les Ouïghours ne demandent pas leur indépendance. La logique qui veut que le gouvernement chinois soit si cruel avec les Ouïghours n'a qu'une seule explication et c'est une explication raciste - les Chinois sont intrinsèquement cruels. Ils sont jaunes, asiatiques et cruels, sinon il n'y a aucun élément logique probant pour expliquer pourquoi ils font ça. Mais la vérité est bien simple : ils ne le font tout simplement pas ! Ce qu'ils font effectivement, et c'est une politique de contrôle et de surveillance du Xinjiang que j'avais vu : quand vous roulez sur la route, y'a des checkpoints. Dans la campagne vous voyez des maisons d'un petit village avec les codes QR collés sur les maisons. Si vous voulez demander une carte SIM, il faut aller dans un bureau avec votre passeport. Il faut remplir des papiers. Il y a effectivement des mesures de contrôle parce qu'ils ont eu le problème terroriste. Actuellement, il y a des milliers d'Ouïghours qui font la guerre avec Daesh (État Islamique), en Syrie ou ailleurs. Ces milliers de fanatiques qui sont armés et qui apprennent l'art de la guerre - ils vont peut-être revenir et reviennent avec leur savoir-

faire. Les Chinois sont extrêmement vigilants.



Ensuite, il y a aussi le problème de la République populaire chinoise, c'est que Xinjiang est une région un peu en retard par rapport à d'autres. Par exemple, il y a des Ouïghours qui ne parlent pas la langue officielle. Ils parlent ouïghour, mais ils ne parlent pas le mandarin.—C'est un peu gênant pour avoir des emplois pour eux, pour commercer, pour se déplacer en Chine, pour ouvrir des commerces internationaux... Actuellement, les Chinois essaient de faire en sorte que tous les Ouïghours apprennent le mandarin. Ils le font dans des centres et pas dans des camps de concentration. Les Chinois essaient de former la population Ouïghour à des métiers, dans des centres de formation professionnelle. Voilà, voilà comment ça se passe. Comme disait Victor Hugo – « Ouvrez une école et vous fermez une prison ».

Et puis aussi, quand je l'ai vu, ça aussi, il y a un système de discrimination positive. C'est une discrimination positive qui consiste à donner des points au départ à des Ouïghours qui passent leurs examens. J'ai vu ça : ils peuvent passer leur examen et rentrer dans une université à Pékin. Dans ce cas, la discrimination positive peut les aider à décrocher un diplôme.

Et puis aussi la discrimination positive peut profiter à des Ouïghours pour ouvrir une entreprise. C'est tout à fait contraire par rapport à ce qu'on nous dit. Il faut revenir aussi aux notions fondamentales. Qu'est-ce qu'un génocide ? C'est la destruction d'une ethnie. Vous connaissez très bien l'histoire du génocide juif lors de la Seconde guerre

mondiale : après la fin du conflit armé on comptait six millions de juifs en moins. On peut toujours dire ce qu'on veut, mais ça semble tellement énorme que j'ai voulu y répondre. Moi, j'aimerais bien qu'un monde ne soit pas unipolaire. J'aimerais bien qu'il y ait des autres puissances qui se révoltent - ne serait-ce qu'un tout petit peu - contre l'impunité totale dont jouissent les Américains. Ce serait bien pour tout le monde, bien aussi pour la paix ! Voilà, donc c'est bien ce qui me motive. Je suis Français, je suis patriote. Il me semble que la France est contrainte d'épouser entièrement à chaque fois la politique des États-Unis contre la Chine. Je comprends que les Américains ont intérêt à rester les premiers – *America First !*, mais la France n'a pas à rentrer dans ces considérations. Les considérations que nous devons avoir, c'est d'abord de bien considérer que la Chine n'est pas un pays ennemi. La Chine n'a jamais attaqué la France.

Depuis longtemps, les États-Unis sont les meilleurs, sont les champions de la propagande et c'est ce qu'ils font actuellement. Ce qu'ils ont fait à propos du Tibet. Ils sont à peu près sûrs que la quasi-totalité de journaux occidentaux va servir de relais. C'est une superpuissance qui fait à peu près ce qu'elle veut et qui fait la guerre. Et elle est toujours en guerre. Il n'y a pas une seule année où les États-Unis n'étaient pas en guerre... En général, ils sont en guerre contre les pays lointains et assez faibles. Ils ne vont pas attaquer la Russie ou la Chine. Ils attaquent beaucoup de petits pays comme ça. On reproche aux Chinois leur politique contre les musulmans ouïghours fanatiques, mais la politique des États-Unis contre les fanatiques qu'ils ont attaqués, a été pire que ça : ils ont détruit quand même l'Afghanistan et l'Irak. Ils ont tué des centaines de milliers de musulmans, ce qui est une leçon de génocide.

V.B. : Mais il y a quand même des sources scientifiques et journalistiques à partir desquelles ces accusations sont faites ? Par exemple, Adrian Zenz.

M.V. : Il est considéré comme une source

mais les gens ne vont pas regarder qui c'est. Zenz est un anthropologue allemand qui vit aux États-Unis, et qui milite dans les organisations anticommunistes aux États-Unis. Il se dit évangéliste et qu'il est guidé par Dieu pour combattre la Chine. Quelle est la compétence d'Adrien Zenz sur Xinjiang ? Il y est allé une fois en tant que touriste en 2007. Il dit qu'il travaille actuellement sur les documents chinois. Et malheureusement, chaque fois qu'il a des documents chinois qu'on peut vérifier, on voit qu'il a falsifié, triché, modifié les chiffres. C'est un menteur. C'est un gars qui est en mission : son métier à lui est d'inventer n'importe quoi sur le Xinjiang. D'abord il dit qu'il y a un million des détenus en Xinjiang, ensuite il y en a déjà un million huit-cents... Tout est approximatif. Il lance un chiffre et il sait que l'ensemble des médias vont gober ça. Ce n'est pas un chercheur, c'est un militant politique et il faut le prendre comme ça. Chez nous, malheureusement, je vois des partis politiques et des médias, y compris d'ailleurs quelque fois les partis politiques de gauche, qui reprennent les propos d'Adrian Zenz, sans voir que c'est un menteur, sans lui demander des preuves. Parce que des preuves, il n'y en a pas. On dit - si ! Il y a des preuves de l'existence des camps de concentration. Et quelles sont ces preuves ? Il y a un gars qui a pris une photo en roulant en voiture, et on y voit un mur de prison. Mais je peux faire ça aussi en France ! Ensuite on vous sort d'autres preuves - comme des photos prises par des satellites. En général, ces photos des satellites ont été nettoyées des indications, de longitude et de latitude. Mais les photos des satellites comportent impérativement la longitude et la latitude indiquées. Et chaque fois que des médias ont oublié d'enlever de la photo la latitude et la longitude, c'est très facile à vérifier !

Je l'ai fait avec Google Maps. On s'aperçoit que ce qu'il appelle « un camp de concentration », c'est une école ou un gymnase ou encore un centre administratif. Voilà le genre de mensonges répétés, mais les gens ne cherchent pas à vérifier. On leur dit qu'il s'agit d'un camp de concentration et

ils y croient. Moi, je me rappelle très bien avoir vu des images-satellite des prétendues usines des armes de destruction massive de Saddam Hussein.

V.B. : Certains politiciens américains ont appelé à boycotter les Jeux Olympiques de 2022 en Chine. Que pensez-vous de cet appel ?

M.V. : Ça me rappelle 2008. J'étais en Chine et, en 2008, il y avait déjà des appels à boycotter les JO de deux mille huit. Il y avait déjà une campagne vigoureuse qui avait été lancée par une ONG -« Les reporters sans frontières. » Il y avait une campagne pour boycotter la cérémonie d'inauguration des Jeux Olympiques. Ça n'a pas marché parce qu'en France, c'était Sarkozy à l'époque et il y est allé mais pas assez longtemps. Bush y est allé aussi. Je pense que d'ici l'année prochaine l'histoire des Ouïghours sera dégonflée. D'autant plus que les Chinois ont intérêt à faire de la nouvelle politique qu'ils n'avaient pas avant. Avant ils s'occupaient surtout à développer leur économie, mais aujourd'hui ils sont arrivés à un point de développement qui leur permet maintenant de répondre à une polémique. Je pense qu'ils auront d'ici-là reculé cette histoire de « génocide ouïghour ». Cette campagne de boycott ne va pas aboutir, il n'y aura pas de boycott ! Même les États-Unis ne vont pas les boycotter. Ce n'est pas un danger réel. Chaque fois que les Américains prennent des mesures contre la Chine, ça leur coûte plus cher à eux qu'aux Chinois.

V.B.

Valérian Bloch, de son nom de guerre, est un homme d'affaires russe, francophile, officier, sexagénaire, habitant en Russie, journaliste et auteur d'un ouvrage en russe sur les forces de dissuasion de la période soviétique. Il réside à Saint-Petersbourg et est de toutes les batailles pour défendre à cor et à cri les valeurs traditionnelles européennes et l'idée d'une Europe gaulloise allant de l'Atlantique à l'Oural.

La stratégie occidentale contre la Chine est toujours la même...



Bruno GUIGUE
Essayiste et analyste politique



Bruno Guigue, ancien haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur (de 1990 à 2008), chercheur en philosophie politique, analyste politique français et rédacteur pour la revue Méthode a récemment accordé une interview exclusive à Beijing Information. Il mène des recherches approfondies sur la Chine qui l'intéresse depuis longtemps et rédige souvent des commentaires en la matière compilés dans des rubriques en ligne.

Face aux articles diffamatoires de médias occidentaux envers la Chine, surtout au sujet de Hong Kong, de Xinjiang, et des droits de l'homme, Bruno Guigue n'hésite pas à s'exprimer en toute indépendance. Aujourd'hui, il partage nos lecteurs ses opinions sur la propagande occidentale, la gouvernance de la Chine, ainsi que sur les relations sino-américaines et sino-européennes.

La stratégie occidentale contre la Chine est toujours la même. D'abord on forme, on finance et on encourage le séparatisme. Et comme l'État chinois se défend (il a bien raison), on invente un génocide imaginaire. Mais pour quel résultat ?

Malgré le déferlement de propagande antichinoise et les efforts démesurés des États occidentaux pour encourager le séparatisme au Xinjiang, la branche ouïghoure d'Al-Qaida a vraiment du plomb

dans l'aile. Quant au génocide imaginaire, il n'y a vraiment que les naïfs pour y croire, surtout quand on considère la faiblesse des preuves et la partialité des sources d'information.

Le seul effet de cette campagne, c'est d'avoir ouvert les yeux des Chinois qui se faisaient encore des illusions sur l'attitude des dirigeants occidentaux.

Visiblement, ils ont changé de ton, et on ne saurait le leur reprocher. Face à une diplomatie de loups (ceux d'Occident), les Chinois ont mobilisé les loups de la diplomatie.

En inaugurant une nouvelle guerre froide contre la Chine, Washington et ses sbires jouent à titiller le dragon. La seule chose qu'ils oublient, c'est qu'il est plus malin qu'eux. Quand on voit la façon dont la Chine s'est comportée depuis son entrée à l'OMC, il faut reconnaître que c'est du grand art.

Utiliser les multinationales étrangères pour rattraper son retard technologique sans passer sous les fourches caudines du "consensus de Washington", franchement, il fallait le faire.

Aujourd'hui, l'excédent commercial chinois représente à peine 2% du PIB, et leur marché intérieur est en plein essor.

Les Occidentaux qui s'imaginent que la Chine vit de ses exportations feraient mieux de regarder les chiffres : la Chine est deux fois moins dépendante du commerce extérieur que l'Allemagne ou la France.

Contrairement à l'Union européenne, où les salaires stagnent, les Chinois ont vu leur salaire moyen multiplié par huit en vingt



Le nouvel hôpital de Wuhan, construit en 10 jours, face à l'épidémie de coronavirus. La Chine avait déjà construit à Pékin un hôpital du même type, en une semaine, lors de l'épidémie de Sras. © AFP / STR

ans. Chez nous, l'État est une fiction. Il a tout vendu, et il est endetté jusqu'au cou. En Chine, il détient 30% de la richesse nationale, et ses entreprises publiques sont des leaders mondiaux. C'est un État souverain, quand le nôtre obéit à Bruxelles. Quand il faut faire face à une pandémie, il construit 17 hôpitaux et règle le problème en trois mois. Dans nos formidables démocraties, les vieux meurent en masse et l'économie fait le plongeon.

Le principal défaut de l'Occident, après sa propension à l'intervention impérialiste, c'est quand même l'absence de modestie.

Qu'est-ce qui vous motive depuis toujours à analyser la situation chinoise et à réfuter les propos diffamatoires des pays occidentaux ?

Bruno Guigue : Je pense que nous sommes à un moment de l'histoire où la Chine pose une série de questions passionnantes pour

l'analyste occidental, surtout s'il est prêt à combattre les idées reçues : qu'est-ce que le développement ? Qu'est-ce que la démocratie ? Qu'est-ce qu'un bon gouvernement ? Je me suis rendu compte que la Chine apportait des réponses différentes de celles auxquelles nous étions accoutumés, et que ces réponses étaient méconnues, voire travesties par les médias dominants et les instituts de recherche en Occident. J'espère simplement apporter ma modeste contribution à une vision plus objective de la Chine et contribuer à porter un nouveau regard sur ce pays.

Vous avez écrit dans un article : « La gestion de Hong Kong est une affaire intérieure chinoise. Mais la propagande occidentale la transforme en un conflit international ». En fait, on pourrait dire la même chose du Tibet, du Xinjiang, de Taiwan... Selon

vous, quelles sont les causes de cet état de fait ?



Toutes les questions que vous citez, en effet, sont des questions de politique intérieure chinoise qui ne concernent pas les pays étrangers. Est-ce que la Chine s'arroge le droit

d'intervenir dans les affaires intérieures américaines ? Jamais. Mais il ne faut pas se faire d'illusions : si les États-Unis se permettent de s'immiscer dans les affaires chinoises, c'est uniquement pour tenter de déstabiliser la Chine. C'est la seule raison. Ils ne cessent de parler des Ouïghours. Mais depuis quand les Américains se soucient-ils du sort des musulmans dans le monde, eux qui ont fait la guerre en Afghanistan, en Irak et en Libye ?

Les experts du Département d'État et du Pentagone savent très bien que ce discours est hypocrite. Mais en accusant la Chine d'opprimer les Ouïghours, on essaie d'enrôler tous les musulmans dans une nouvelle offensive contre la Chine. Le procédé est grossier, il repose sur le mensonge, et ce n'est pas la première fois que Washington en fait usage.

Vous avez rédigé un article intitulé « À Chacun ses droits de l'homme ». Peut-on aussi dire « À chacun son système politique » ?

« À chacun son système politique », oui, bien sûr, je souscris pleinement à cette formule. À mes yeux, c'est une évidence, dans la mesure où chaque pays a sa propre histoire, sa propre culture, ses propres défis à relever. Pourquoi la Chine devrait-elle imiter les autres, et calquer son propre fonctionnement sur un modèle extérieur ? Le système occidental est peut-être valable pour les pays occidentaux, mais certainement pas pour la Chine. En fait, l'Occident tente de s'ériger en modèle

universel, alors même que la réalité concrète des régimes occidentaux est fort peu démocratique. En plus, c'est au nom de l'universalité présumée de son propre modèle que l'Occident déclenche des guerres impérialistes et s'immisce dans les affaires intérieures de pays souverains. C'est une supercherie monumentale. À l'universalisme hypocrite de l'Occident, je préfère l'universalisme réel dont parle si bien Zhao Tingyang (philosophe chinois et chercheur à l'Institut de philosophie de l'Académie chinoise des sciences sociales) : un universalisme inclusif, et non exclusif. Un universalisme qui accepte la diversité des modèles, et non un universalisme qui prétend imposer un modèle unique.



Dans un contexte où l'on « voit le croisement du déclin américain et de la poussée chinoise », est-il possible d'éviter la mentalité de guerre froide et la logique du jeu à somme nulle ? Quels sont vos commentaires à ce sujet ?

Il y a aux États-Unis des forces considérables qui s'opposent non seulement à la coopération, mais à la coexistence pacifique entre les différents systèmes. Que ce soit dans l'armée américaine, dans l'industrie de l'armement ou dans les milieux ultra-conservateurs, il règne une profonde hostilité à l'égard de la Chine et de ce qu'elle représente. Cette fraction de la classe dominante américaine n'admettra jamais la formidable réussite de la Chine. Ils

n'arrivent pas à digérer le fait qu'un très grand pays, dirigé par un parti communiste, ait réussi à faire de tels progrès en 70 ans. Je ne sais pas si l'influence néfaste de ces milieux anti-chinois continuera à peser sur la politique étrangère des États-Unis. Ce qu'il faut espérer, c'est que le peuple américain finisse par comprendre que l'opposition avec la Chine ne lui apportera rien, que la Chine ne menace personne, et que chaque pays doit avoir son propre système. A cette condition, on pourra peut-être assister à un changement dans les relations internationales.

En tant qu'ancien haut fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur, comment évaluez-vous la capacité de gouvernance d'un parti au pouvoir ? Quelles sont les éléments les plus importants ?

Je pense que la première qualité d'une équipe dirigeante, c'est son intégrité morale, et c'est ce que la Révolution française appelait la «vertu», c'est-à-dire l'amour de la patrie. Sans cette exemplarité morale, les dirigeants perdent leur crédibilité. Si les gouvernants servent des intérêts privés au lieu de servir l'intérêt général, alors le pouvoir n'est plus digne de respect, et il finit par ne plus être obéi. La deuxième qualité, à mon avis, c'est l'efficacité dans la résolution des problèmes. Il y a une noblesse de la politique, lorsqu'elle vise l'amélioration des conditions de vie de la population, lorsqu'elle sert le pays dans l'intérêt de tous les citoyens, et non d'une minorité de privilégiés. À propos du Covid-19, par exemple, quand je vois que le gouvernement chinois a su préserver la santé publique tout en assurant la croissance de l'économie, je constate

qu'il a servi efficacement l'intérêt commun de la nation chinoise, mais aussi des autres nations.

On constate que les échanges économiques et culturels entre la Chine et l'Europe ont suivi une tendance positive ces dernières années, même si des frictions surgissent de temps en temps, surtout dans le domaine politique. Quelles sont vos commentaires à ce sujet ?

Si les Européens étaient réalistes, ils s'apercevraient de deux choses. D'abord, ils verraient que la Chine est la locomotive de l'économie mondiale et que personne ne tirera profit d'une crise qui affecterait l'économie chinoise. Ensuite, ils comprendraient que leurs intérêts ne recourent pas ceux des Américains. À l'égard de la Chine, les États-Unis ont adopté une démarche conflictuelle.

Ils s'imaginent que le terrain perdu par la Chine sera immédiatement reconquis par les États-Unis, et qu'il faut donc la provoquer, la pousser à l'affrontement dans tous les domaines, en évitant, bien sûr, de déclencher une guerre totale. Or les Européens n'ont aucun intérêt à épouser cette démarche périlleuse : elle ne mène nulle part et contribue uniquement à accroître les dividendes de l'industrie de l'armement aux États-Unis. La seule politique conforme à la vocation de l'Europe, c'est donc une politique indépendante et non-alignée, de type gaulliste. Une telle politique, en promouvant la coopération avec l'Est comme avec l'Ouest, permettrait de restaurer l'équilibre mondial tout en remettant l'Europe au centre.



B.G.

Ukraine : instrumentalisation de la question des peuples autochtones contre la Russie



Karine BECHET-GOLOVKO
Docteur en droit, enseignante et juriste



Le Président ukrainien continue à remplir son devoir en faisant monter la pression contre la Russie et en réécrivant grossièrement l'histoire du pays, selon le modèle globaliste. En déposant un projet de loi sur les peuples autochtones en Ukraine, il évacue non seulement les Russes, mais tous les peuples

européens qui ont formé l'Ukraine, pour ne retenir in fine quasiment que la Crimée. Ce qui se passe dans ce pays est une parfaite illustration du processus d'autodestruction des pays sous l'effet d'un faux patriotisme, qui n'est qu'une haine non seulement de l'Autre, mais surtout de Soi.

Continuant le travail de constitution d'une identité ukrainienne, coupée de son passé et de son histoire, lancé après la chute de l'Union soviétique et accéléré avec la première révolution de 2004, puis avec le Maïdan de 2014, dans une pure logique atlantiste, Zelensky perpétue la guerre menée contre l'Ukraine.

Cette reconstitution artificielle passe par le rejet de la Russie, de la langue, de la culture, de la civilisation est, en ce sens, un rejet de soi-même, par l'affaiblissement. En quoi la culture ukrainienne sera plus forte depuis que la langue russe est interdite dans l'espace public ? Y a-t-il eu, tout à coup, une grande vague d'écrivains, de peintres, de compositeurs, de cinéastes, jusque-là écrasés par la civilisation russe, qui maintenant émergent et brillent dans le monde libre ?

Or, l'Ukraine s'est construite avec la Russie, avec une histoire commune, autant qu'une culture ; son territoire actuel s'est constitué par divers transferts européens et russes, depuis des siècles et jusqu'à l'époque soviétique. Rejeter la culture russe, c'est se rejeter soi-même. Pour s'individualiser, l'Ukraine se focalise sur ses détails,



développe *une forme de narcissisme des petites différences*, qui oblige à une agressivité d'État pour ne pas succomber au vide, pour ne pas voir l'absurde. Pour ne pas voir le processus d'autodestruction qui est en place. Comme l'exprime parfaitement Jung dans l'Ame :

« la propension à renier toutes les valeurs antérieures au profit de leurs contraires est aussi exagérée que l'exclusivisme précédent. Dans la mesure où il s'agirait de valeurs incontestables et universellement reconnues, la perte éprouvée en les rejetant est aussi déplorable que fatale. Quiconque agit ainsi et jette par-dessus bord ses valeurs, s'y jette lui-même en même temps. »

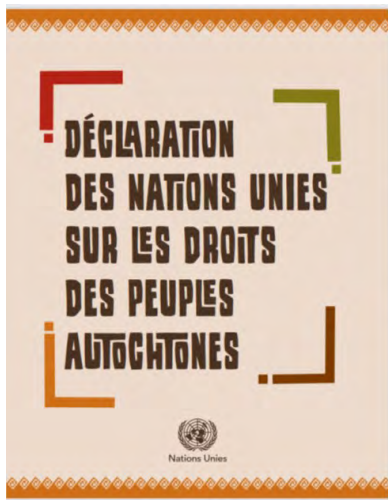
En déposant ce 18 mai un **projet de loi¹ sur les peuples autochtones**

d'Ukraine, qui ne prend pas en compte les peuples européens qui ont historiquement constitué l'Ukraine, **Zelensky** « jette par-dessus bord » des siècles d'histoire, pour satisfaire les intérêts anti-russes atlantistes. Déjà, en 2004, lors du précédent projet de loi sur le sujet, la Commission de Venise avait souligné la diversité ethnique du pays (point 7) :

« Outre les Ukrainiens, la nation éponyme, les principaux groupes ci-après vivent dans le pays : Russes (deuxième grand groupe ethnique), Juifs, Biélorusses, Moldaves, Tatars de Crimée, Bulgares, Polonais, Hongrois et Roumains (les autres groupes représentant moins de 1 % de la population). Les autres groupes vivant dans le pays sont les suivants : Grecs, Tatars de la Volga (ou de Kazan), Arméniens et Allemands, Roms, Gagaouzes,



Géorgiens, Tchouvaches, Ouzbeks, Mordves, Slovaques, Tchèques, Bachkirs, Lettons, Litvaniens et Estoniens. D'après le discours à la Nation prononcé le 26 août 1991, plus de 110 nationalités vivent sur le territoire ukrainien »



En jouant sur l'absence de définition claire de la notion de peuple autochtone, l'Ukraine fusionne quand ça l'arrange ce concept avec celui de minorité, qui est beaucoup moins protégé en droit

international. Ainsi, la Déclaration² de l'ONU sur les droits des peuples autochtones de 2007 qui, notamment, interdit l'assimilation forcée) l'art. 8, formellement ne s'applique que pour les peuples autochtones et non pas pour les ethnies minoritaires, qui donc peuvent *a contrario* être assimilées, sans bénéficier d'aucune protection de langue ou de culture. Car avec **la définition qui est donnée à l'art. 1 du projet de loi, tous les peuples européens, auparavant reconnus, sont exclus de la catégorie des peuples autochtones :**

« un peuple autochtone d'Ukraine (...) est une minorité ethnique de la population, qui n'a pas de formation étatique en dehors de l'Ukraine. »

Ce critère, de l'absence d'un Etat de rattachement ethnique, est absent des définitions retenues par l'ONU, qui principalement sont celles de la Convention N°169 de l'OIT et du rapport Cobo de 1986 sur la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités, définitions qui prennent en compte la présence historique sur le territoire, l'existence d'une langue et d'une culture propre sur ce territoire au cours des

âges.

Ainsi, Zelensky réduit la **catégorie des peuples autochtones principalement aux Tatares de Crimée et aux peuples de Crimée**. Par ce jeu, il nie la réalité politique et juridique de l'Ukraine d'après 2014. Ainsi, l'art. 4 du projet de loi prévoit une représentation de ces peuples autochtones au sein du Parlement ukrainien, mais aussi dans les instances représentatives de Crimée ... Même remarque pour le droit au développement durable reconnu à l'art. 7, qui concerne notamment la Crimée. **Comme si la législation ukrainienne avait une quelconque force juridique en dehors de ses frontières. Comment prendre au sérieux un Etat qui veut aveuglément vivre, d'une manière tellement primaire, dans une réalité parallèle ?**

Il reste toujours le recours aux instances européennes pour les Européens vivant en Ukraine, mais nous avons vu l'absence d'efficacité de ces structures lors de la réforme de l'enseignement et des langues, qui violait pourtant ouvertement les standards européens. Manque certainement aussi de volonté, au-delà des grands discours qui n'engagent à rien. Il n'y a aucune chance pour que cela soit différent sur cette question.

C'est une guerre qui se mène. Une guerre que les dirigeants ukrainiens mènent contre leur propre population en affirmant lutter contre « l'agression russe ». Comment appeler des dirigeants qui combattent leur propre peuple pour servir des intérêts étrangers ? Cela a bien un nom, la trahison, et aucune réécriture de l'histoire ne le changera.

K. B-G.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. http://w1.c1.rada.gov.ua/pls/zweb2/webproc4_1?pf3511=71931

2. https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/wp-content/uploads/sites/19/2018/11/UNDRIP_F_web.pdf



Selon Louis-Ferdinand Céline l'histoire ne repasse pas les plats. La technologie par contre, le fait. Les résultats de la plupart des thèses de doctorat en chimie ne débouchent pas nécessairement sur des applications, pour de multiples raisons qui ne sont pas l'objet de cette réflexion. Mais les enseignements qu'on en tire encouragent à poursuivre la recherche. Le chercheur scrupuleux étudie à fond la bibliographie de son sujet pour ne pas négliger des conclusions négatives d'autres chercheurs. Tout cela demande du temps et de l'investissement. C'est le prix à payer pour progresser en science. Mais les principes chimiques et physiques eux ne changent pas.

On le voit par exemple avec ce que nous vivons pour l'instant avec la stratégie hydrogène¹ de la Commission européenne. **On voudrait faire croire qu'il va être possible de produire économiquement et industriellement de l'hydrogène à partir de l'énergie éolienne ou solaire. Depuis plus d'un siècle², on sait que la production d'hydrogène par l'électrolyse de l'eau ne peut pas être aussi bon marché que celle par craquage des hydrocarbures. Les équations chimiques montrent de manière irréfragable que produire une mole (ou 1 kg) d'hydrogène à partir d'eau exige sept fois plus d'énergie qu'à partir du gaz naturel³.** Une quelconque stratégie hydrogène ne changera jamais cette relation qui découle de la science. Il y aura certes des améliorations — c'est la moindre des choses

étant donné tout l'argent qu'on va investir — mais celles-ci seront marginales et ne seront pas des ruptures qui débouchent sur une nouveauté. La technologie repasse bien les mêmes plats, sauf à changer de technologie.

Hélas, ces dernières années nous assistons à un contrôle de plus en plus invasif du politique dans le domaine de l'énergie. On voudrait que les choix — au demeurant parfois politiquement justifiés — deviennent des réalités technologiques. Prenons l'exemple de Xylowatt, une spin-off de l'Université catholique de Louvain, qui prétendait, comme son nom l'indique, produire de manière économique de l'électricité et de la chaleur par la gazéification de bois.

L'objectif est louable. Sauf qu'il y a plus d'un siècle qu'on a essayé de le faire et que cela a été abandonné. La gazéification du charbon a été largement employée à la fin du 19^e et durant la première partie du 20^e siècle pour produire des composés chimiques ; on appelait cela la carbochimie. La Société



Carbochimique⁴ a été fondée en 1928 à Tertre -et rachetée par l'entreprise norvégienne Yara, Tertre est encore aujourd'hui un pôle chimique-, près de Mons.

La gazéification consiste à chauffer du bois ou du charbon en le faisant réagir avec de la vapeur d'eau pour obtenir un mélange de gaz qui contient de l'hydrogène. Mais on obtient, aussi des goudrons et surtout un résidu solide qui représente en fait la masse principale des produits. Ces sous-produits sont très difficiles à manipuler et sont une source de pollutions. On peut réaliser la gazéification sans utiliser de la vapeur d'eau, mais avec de plus mauvais rendements : on appelait cela au début du 20^e siècle le gaz à l'air, qui servait notamment à illuminer les lampions des villes. Tout cela a été abandonné avec l'avènement du pétrole et du gaz naturel.

Après les chocs pétroliers de 1973 et 1979, on a revisité toutes ces technologies, car on pensait que le

charbon — abondant, bon marché et sans implication géopolitique — allait être l'énergie de l'avenir en produisant du pétrole et du gaz de synthèse. On a assisté alors pour la liquéfaction et la gazéification du charbon à la même frénésie que l'on vit présentement pour les énergies renouvelables. Ce fut l'objet de ma thèse de doctorat et de la première partie de ma carrière à la

Direction générale énergie de la Commission européenne. Tout fut abandonné à la fin des années 1980, lorsqu'on comprit que le Club de Rome nous avait trompés⁵ en proclamant qu'il n'y aurait bientôt plus de pétrole et que les interventions des pays arabo-musulmans sur les marchés pétroliers étaient une punition de l'Occident pour ne pas avoir pris ses distances avec Israël⁶.

La volonté de produire de l'énergie renouvelable a relancé l'utilisation du bois comme source d'énergie et la gazéification des combustibles solides est revenue à

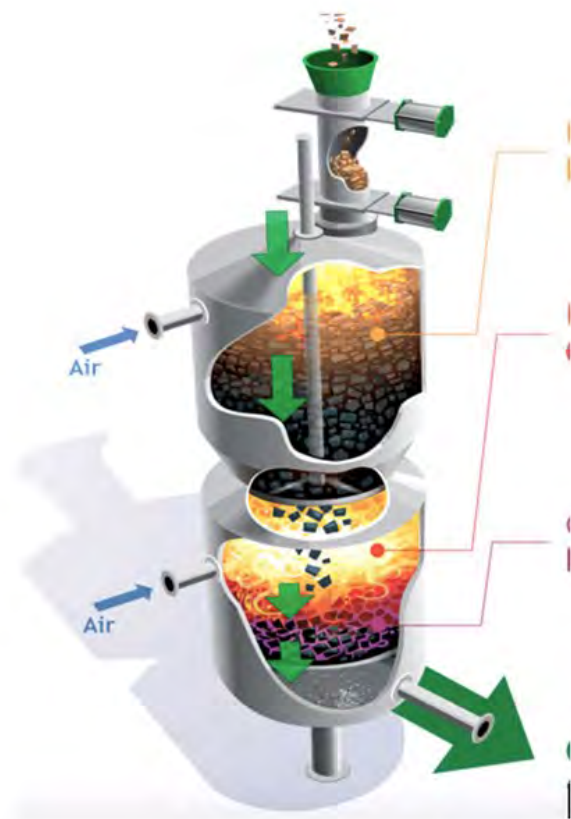
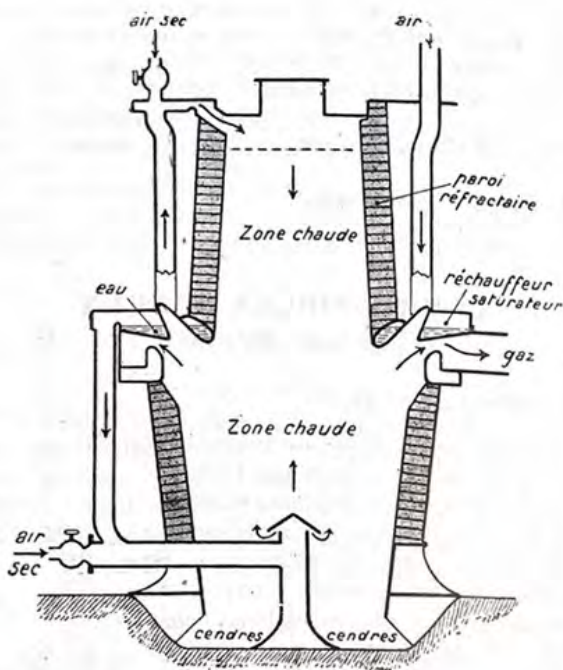


Figure 1. A gauche un gazogène à l'air Westinghouse (source : Paul Baud, Chimie industrielle, Masson 1922, page 164). A droite le réacteur NOTAR de Xylowatt

l'ordre du jour. En anglais, goudron se dit *tar*. C'est pourquoi Xylowatt a donné à son réacteur le nom de NOTAR, ce qui n'a rien à voir avec les notaires. Le nom est bien choisi parce que les goudrons sont une tare dans un processus industriel, tant pour l'impact environnemental et sur la santé que pour leur manipulation. Bien que comme le montre la Figure 1 le principe du réacteur n'a rien d'innovant, les quelques améliorations objectives qui y ont été apportées, notamment pour séparer les différentes zones du réacteur, ont permis à la spin-off de démarrer en 2001 avec un premier gazéifieur. Plusieurs installations ont été vendues en Belgique et en France.

Le projet a été présenté comme un fleuron énergétique de la Wallonie ce qui lui a permis d'obtenir des crédits wallons (SRIW et SFPI) et européens (programme Life de la Direction générale environnement). Il a été reconnu comme l'une des 1 000 solutions efficaces sélectionnées par la Fondation Solar Impulse⁷ ce qui était censé prouver sa rentabilité économique. La suite va montrer que l'on doit se méfier des labels octroyés par des sympathisants (*asinus asinum fricat*). L'enthousiasme a attiré plusieurs industriels ; en 2014, Air Liquide et John Cockerill (alors CMI) entrent au capital de l'entreprise. Des investisseurs y ont également cru.

Au début des années 1990, la Commission européenne a voulu lancer un grand projet de démonstration de gazéification de biomasse, appelé projet ciblé, qui a

attiré de nombreux industriels, mais il s'est terminé par un échec. Il y a une dizaine d'années, j'avais été approché par un membre de l'équipe Xylowatt.

J'avais présenté et argumenté mon scepticisme, mais l'enthousiasme l'a finalement emporté. À la même époque, la plateforme PICOW financée par l'AWEX s'était également intéressée à cette technologie innovante en vue d'accéder au marché chinois. On m'avait consulté, et j'avais donné un autre avis négatif. En avril 2012, j'avais accompagné des députés européens à Vaasa (Finlande) pour visiter les laboratoires du grand groupe énergétique Wärtsilä. L'entreprise était fière de montrer son gazéificateur et les nombreux troncs d'arbres prêts à être traités. Je lui avais dit ma surprise qu'un groupe industriel aussi réputé se perde dans une telle technologie, mais arguant que la Finlande possède beaucoup de bois, elle pensait que la gazéification du bois allait devenir une industrie économique. Aujourd'hui, Wärtsilä a abandonné la gazéification du bois.

On ne peut se réjouir de la faillite d'une entreprise et encore moins de la déception de ceux qui y ont cru et travaillé avec sérieux et enthousiasme. Mais il a fallu finir par admettre que cette technologie ne pouvait pas avoir un avenir industriel. Xylowatt a été forcée de faire aveu de faillite il y a quelques semaines.

Pourquoi ? Parce que les industriels concernés ont ignoré l'histoire de la gazéification et que des améliorations à la marge ne peuvent en changer les fondamentaux. Même les grandes installations de gazéification du charbon ont été abandonnées par tous. À plus forte raison, celle reposant sur la biomasse ne peut avoir d'avenir, car le bois et la biomasse en général contiennent des composés oxygénés (groupes carboxyles) qui produisent beaucoup plus de sous-produits et de goudron que ne le fait le



charbon. De plus, en génie chimique, la taille des installations est déterminante, car si elle est grande elle permet de réduire fortement le prix de revient (c'est pourquoi les industries chimiques sont souvent très grandes). Or le bois ayant un pouvoir calorifique faible ne justifie pas son transport sur des longues distances (celui qui se chauffe au bois à Bruxelles sait qu'il ne doit pas acheter du bois dans les Ardennes, même s'il est nettement moins cher sur place). En conséquence, les installations ne peuvent être que de petites tailles parce que la disponibilité du bois dans un rayon raisonnable est forcément limitée. Cela conduit à un prix de revient élevé.

Il y a une autre raison, plus générale. En matière d'énergie, il convient de penser de manière systémique. Les chercheurs de Xylowatt, comme ceux d'autres domaines spécialisés de l'énergie, font un travail méticuleux, précis et correct. Mais trop souvent, ils perdent de vue le système énergétique mondial. En l'occurrence, disposer d'une technologie et de bois à proximité pourrait être une solution dans un monde fermé. Mais le système énergétique est mondial et les prix doivent donc tenir compte de la réalité mondiale.

Le plus étrange est que de grands industriels aient pu croire que l'on pouvait négliger l'histoire technologique dans ce domaine. Ces mêmes industries courent aujourd'hui derrière l'utopie de l'hydrogène⁸ dont on sait pourtant depuis un siècle qu'elle n'a aucun sens économique. Ce n'est pas parce que le professeur de chimie a réalisé une électrolyse de l'eau et produit un peu d'hydrogène qu'il a fait exploser dans la classe que cela est compatible avec le système énergétique mondial. Hélas les exemples s'accumulent, et les financements publics dans ces domaines utopiques vont s'amplifiant au lieu de tarir. On pourrait envisager que les pouvoirs publics remplacent le financement de la recherche au travers de ces projets, par une aide au fonctionnement de la recherche

(exonération des charges sur les chercheurs, achat d'infrastructures, meilleur financement des universités). Ce serait à la fois plus économique et plus efficace.

Nous devons observer que depuis le début de ce siècle nous vivons dans la précipitation énergétique. Nous l'avons dit plus haut, depuis les années 1970 on tente de trouver des solutions à la question énergétique. Nous sommes restés dans un monde qui dépend à plus de 80 % des énergies fossiles. Avec Ernest Mund, nous avons montré que la transition énergétique demande du temps, l'unité de mesure étant grosso modo le siècle⁹. Les exemples que nous avons montrés résultent de la précipitation sous la pression politique et des médias, et du manque d'attention aux raisons des échecs technologiques du passé. La science demande du temps et l'analyse du passé.

S.F.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/fs_20_1296
2. <https://www.amazon.fr/Lutopie-hydrog%C3%A8ne-Samuel-Furfari/dp/Bo8GDKGDHL>
3. <https://www.europeanscientist.com/fr/opinion/pourquoi-lhydrogene-industriel-est-il-produit-a-partir-de-gaz-naturel-et-non-pas-par-electrolyse-de-leau%E2%80%89/>
4. <https://www.yara.be/fr-be/a-propos-de-yara/yara-tertre/information/>
5. <https://www.lalibre.be/economie/entreprises-startup/les-erreurs-du-club-de-rome-51b89518e4b0de6db9b0613f>
6. <https://www.connaissancedesenergies.org/tribune-actualite-energies/marches-petroliers-lopep-t-elle-toutes-les-cartes-en-main>
7. <http://clusters.wallonie.be/tweed-fr/06-03-2020-la-fondation-solar-impulse-labellise-le-systeme-notar-de-xylowatt.html?IDC=7385&IDD=122777>
8. <https://www.amazon.fr/Lutopie-hydrog%C3%A8ne-Samuel-Furfari/dp/Bo8GDKGDHL>
9. <https://www.larevuedelenergie.com/transitions-technologiques-et-green-deal/>

LES CENTRALES DE PRODUCTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE À CHARBON, À LIGNITE ET À BOIS



Jean-Marc TRUCHET
Ingénieur en nucléaire civil et auteur.

Il s'écrit et se dit beaucoup trop de choses, souvent guidées par des impressions, des sentiments, des convictions, etc. lesquelles soumis à une honnête analyse ne résistent souvent pas longtemps. A cela s'ajoutent divers intérêts, souvent obscures pour le grand public, voire inavouables auxquels le dieu argent n'est souvent pas étranger, loin de là. Naturellement, si au passage nous égratignons de bon cœur les spécialistes politico-écologues de l'énergie, cela ne signifie aucunement qu'il serait sage de ne rien faire pour améliorer les choses mais simplement qu'il ne faut pas se tromper de chemin et ainsi engager un pays tout entier dans une voie sans issue.

In fine, à terme une telle politique présente inévitablement un coût financier puis humain à travers les conséquences sociales consécutives, d'autant que l'argent public ne s'avère en aucun cas une source inépuisable même si elle permet trop souvent beaucoup de choses sans trop se soucier du résultat. Pour mémoire, les conseillers ne sont généralement pas les payeurs...

Ce n'est donc pas une trouvaille si l'on affirme que les centrales électriques à flamme, c'est-à-dire celles utilisant un combustible carboné, tel le charbon ou le lignite, sont la bête noire de ces écologues... Sans mauvais jeu de mots, évidemment ! Toutefois, il faut bien admettre que ces unités ne représentent pas les seuls matériels qu'ils souhaitent voir disparaître du paysage, puisque :

- Les centrales nucléaires risquent à

tout moment d'exploser et puis, il y a les déchets qu'elles produisent sans compter tous les autres inconvénients.

- Les centrales à fuel, ce n'est pas mieux que les centrales à charbon.
- Les barrages hydroélectriques provoquent des tremblements de terre mais aussi risquent également de se rompre suivant les circonstances.
- Les voitures à moteurs thermiques polluent, évidemment.
- Les poêles à bois et autres cheminées ouvertes émettent des poussières, du CO₂ et donc polluent aussi l'atmosphère.
- Liste surtout pas limitative.

Toutefois, on observe que la voiture électrique ne produit aucun CO₂, c'est vert, écolo, éco-responsable... Pourtant, à titre de simple exemple, on aimerait obtenir davantage d'informations concernant la fabrication des batteries au lithium, leur origine et ce qu'elles deviennent à terme.

L'hydrogène, c'est l'avenir puisque le rejet de sa combustion n'est que de l'eau mais pour l'heure, personne ne se pose la question de savoir d'où provient ce miraculeux gaz, pas plus comment l'apporter jusqu'au consommateur et encore moins quelle est la dépense énergétique globale depuis sa source jusqu'à sa consommation.

Les éoliennes, c'est super, idem pour les panneaux solaires. Là encore, silence radio

concernant l'énergie consommée pour leur fabrication, les matériaux de construction, celle pour le transport et leur devenir après usage, pas plus au sujet du vieillissement dans le temps des cellules photovoltaïques comme la dépendance nationale à autrui.

La méthanisation c'est aussi l'avenir. Pourtant, certains commencent à s'inquiéter de l'utilisation de terres agricoles et autres forêts pour fabriquer du gaz.

Arrêtons les poêles à buches de bois et vive ceux à granulés. Là encore, rien sur leur prix d'achat, celui du combustible, les contrats d'entretien, le coût des éventuelles pannes et la consommation d'énergie électrique comme désormais la déforestation consécutive.

Quant au gaz naturel, c'est l'avenir, sous réserve de ne pas aborder son origine dont celui issu des schistes aux USA puis son transport par bateaux méthaniers dont les moteurs ne fonctionnent évidemment pas à l'eau minérale.

Tout doit être recyclable un maximum, sauf qu'il reste un bon nombre de points noirs, à commencer par l'énergie consommée, sa qualité comme celle des produits résultants non utilisables.

Liste à nouveau surtout pas limitative... Cependant, là s'arrête ce raisonnement idyllique car personne ou pas grand monde dans ce nébuleux milieu politico-écologique où semblerait... peut-être... régner divers intérêts, n'aborde les vraies questions. Il s'agit de celles qui tiennent compte de l'analyse de la valeur des décisions prises et des conséquences qui leur sont consécutives pour ne se contenter que d'un discours superficiel quitte à le remettre en cause quelques années après.

Suivant ce que l'on constate trop souvent, manifestement il ne suffit pas d'avoir de la peinture verte, d'enrober un produit du label ²recyclable² pour que cela constitue une sorte de finalité constituant la solution quasi parfaite. Bref, rêvons toujours mais en attendant qui paie cette écologie-business politiquement et correctement appelée ²transition énergétique² et à quel prix ?

On en déduit en toute bonne foi que les représentants de ce qu'est devenu en France un parti politique, sont manifestement des

spécialistes de l'énergie en général et qu'ils peuvent ainsi orienter l'avenir d'un pays vers un monde nettement meilleur. En somme et résumé pour ce qui concerne la définition du bonheur, dans la pratique on pourrait rappeler la phrase bien connue : ²*Ligne imaginaire qui recule au fur et à mesure que l'on avance*²

Dans la mesure où le rêve est nécessaire, à la fin du sommeil la réalité ramène toujours à des choses beaucoup plus terre à terre ce qui, évidemment, n'interdit aucunement de réfléchir et encore moins d'expérimenter des technologies pouvant apporter des éléments positifs par rapport à la situation vécue.

Cependant, la première chose à faire est d'en connaître l'intérêt à la fois technique, financier et humain car in fine, l'objectif consiste tout de même à investir pour le bonheur de l'Humanité et non l'inverse qui se résume à utiliser cette même Humanité pour la satisfaction du dieu argent comme si cela constituait la finalité de la vie sur Terre. Observons que ces mêmes politico-écologistes oublient manifestement au passage les vrais et sincères écologistes, très souvent des individus ordinaires, discrets, animés de bon sens et qui n'ont pas besoin pour cela de faire de la politique : des extraterrestres, sans doute...

Unités à charbon encore opérationnelles en France

Suivant ce qui précède et considérant la situation actuelle de la production électrique en France, fin 2020 le gouvernement décida de retarder le déclassement des deux dernières unités électriques utilisant le charbon afin de sécuriser au mieux le réseau (Cf. METHODE de novembre-décembre 2020). Evidemment honnie des spécialistes écologistes, sinon intégristes, en France il n'existe plus que trois tranches côté EDF, soit

Cordemais, près de Nantes en Loire Atlantique (deux tranches de 600 MW) et Le Havre en baie de Seine (une tranche de 600 MW) ce qui représente tout de même 1800 MW bruts au total, c'est-à-dire l'équivalent de deux tranches nucléaires REP (Réacteur à Eau Pressurisée) de 905 MW.

Pour mieux comprendre la suite et ainsi éviter de nombreux renvois en fin de texte, rappelons qu'une centrale thermique électrique comporte soit une, soit plusieurs tranches, quel que soit son type (combustible fossile, nucléaire...). Chaque tranche est donc à la base constituée d'un générateur de vapeur (chaudière) et d'un groupe turbo-alternateur, sauf à ce qu'il s'agisse d'une Turbine A Gaz (TAG) qui n'est autre qu'un réacteur modifié d'avion afin que l'énergie produite soit récupérée sur l'arbre et non sous forme de poussée en sortie de tuyère.

Cependant, quel que soit le type y compris nucléaire, on retrouve toujours l'alternateur pour la production d'énergie électrique puis un transformateur élévateur de tension

destiné à l'évacuation vers le réseau de l'énergie fournie.

Ajoutons aux deux unités précédentes, deux autres centrales mais privées, à savoir :

- La centrale Emille Huchet située à Saint Avold (département de la Moselle) exploitée par la société UNIPER, soit un groupe de 600 MW au charbon et deux groupes à cycle combiné de 430 MW à gaz naturel ce qui en fait la plus puissante unité à combustible fossile encore en activité en France, soit 1460 MW. Toutefois, la tranche au charbon, comme Gardanne devrait être définitivement arrêtée en 2020.



Centrale à charbon de Le Havre en baie de Seine et une partie de son port pétrolier avec à droite de la photographie, la centrale thermique EDF. La tranche de 600 MW à charbon se situe au niveau de la cheminée de 240 m de hauteur (peinture blanche plus nette) et du bâtiment plus haut abritant la chaudière. Devant, ce sont les deux tranches de 250 MW, hors service. On aperçoit le parc à charbon devant l'installation. Photo. J-MT 2014 - Altitude d'origine 1200 m.

**CENTRALE THERMIQUE EMILE
HUCHET - ENERGY NEWS - LOUISE
CHAPE**

- Celle appartenant désormais à la Sté. tchèque EPH, dite de Gardanne, située près d'Aix en Provence (département des Bouches du Rhône), située sur le carreau de mine du même nom dépendant du bassin houiller de Provence, fermé depuis fin janvier 2003. Cette unité comporte une tranche de 600 MW à charbon (Provence 5), toujours opérationnelle mais non en service depuis plusieurs années et une de 150 MW (Provence 4) à biomasse qui était à l'arrêt depuis 2017 sur

décision du tribunal administratif de Marseille mais également semble-t-il à cause de divers avatars de jeunesse.

En ce qui concerne l'unité à charbon de 600 MW, elle possède la plus haute cheminée de France avec 297 m. Sa chaudière, de type à lit fluidisé, implique que le charbon désormais importé puis localement pulvérisé soit maintenu en suspension dans le foyer par l'air primaire (air atmosphérique issu de gros ventilateurs), générant une température d'environ 850 à 900 °C au lieu de 1500 à 1600 °C pour un classique générateur de vapeur type Cordemais ou Le Havre.

Moins finement broyé que nécessaire pour



Centrale 600 MW de Gardanne et ses deux réfrigérants atmosphériques. Sa chaudière à charbon se trouve derrière la cheminée blanche. La petite cheminée correspond à l'unité à biomasse de 150 MW dont le bardage de la chaudière est également blanc. Photo. JMT - Janvier 2021.



les chaudières classiques ci-dessus, le combustible est ainsi recyclé plusieurs fois dans le foyer où les gaz émis par sa pyrolyse, brûlent sans pour autant faire fondre les matières parasites (roches broyées avec le charbon).

En théorie, cette technique permet d'assurer à la fois un très bon rendement de combustion mais également une moindre production d'oxydes d'azote (NOx) avec un impact favorable sur les cendres et les mâchefers.

Le pays disposerait ainsi à terme de 1800 MW côté EDF et 1200 MW potentiels côté sociétés privées, soit au total encore 3 000 MW au charbon.

Fonctionnement général d'une tranche à combustible fossile

Pour comprendre les choses, il vaut généralement mieux savoir de quoi l'on parle...

Dans son principe, le fonctionnement d'une tranche à charbon n'est pas différent de

celui d'une même unité dont la chaudière serait alimentée en fuel ou en gaz, qu'il soit naturel ou issu, par exemple, d'une usine sidérurgique produisant du gaz de haut fourneau ou de four à coke. C'est le cas de celle de Dunkerque, aujourd'hui encore équipée de deux groupes de 117 MW net mais de quatre à l'origine lorsque la société USINOR était à pleine capacité avec quatre hauts-fourneaux dont à l'époque le plus important d'Europe.

De même, lorsque l'on parle de puissance nette, il s'agit de la puissance brute ôtée de la consommation des auxiliaires nécessaires au fonctionnement général de la tranche (pompes, ventilateurs, transformateurs...) ce qui représente en moyenne 5% de la puissance fournie par l'alternateur.

Dans les centrales thermiques à flamme (combustible fossile), on retrouve toujours une chaudière produisant de la vapeur d'eau surchauffée à haute pression (HP) et haute température (HT), soit 127 bars et 540 °C pour les unités de 125 MW, 150 bars et 565 °C pour celles de 250 MW et plus. Cette vapeur alimente une turbine accouplée à un alternateur qui fournit l'énergie électrique par simple transformation de l'énergie mécanique de la turbine. L'ensemble,

solidaire d'une même ligne d'arbre s'appelle un groupe turboalternateur.

Le générateur de vapeur (Chaudière)

Dans ce qui suit, nous nous intéresserons plus particulièrement aux tranches utilisant le charbon comme remises en disponibilité depuis l'automne 2020.

Côté combustible, en France et pour les trois tranches d'EDF ci-dessus, il s'agit de charbon désormais importé.

C'est ce qui explique la proximité de ces centrales près des côtes ou le long de grands fleuves ce qui favorise également la condensation de la vapeur d'eau s'échappant des corps basse pression (BP) des turbines vers le condenseur (cf. ci-après).

Une centrale thermique à charbon nécessite une relative empreinte au sol, d'une part pour le stockage pouvant aller jusqu'à près de 500 000 tonnes suivant sa consommation mais également pour l'évacuation des cendres et des mâchefers, lesquels sont issus de la combustion dans les chaudières. On profite alors pour cela de zones marécageuses, voire parfois d'une utilisation comme ballast routier, comme remblais ou d'autres usages.

Les charbons utilisés sont généralement de basse qualité car les anthracites, roches minérales à haute teneur en carbone, sont plutôt réservés pour des usages dans le secteur du chauffage urbain ou de la chimie. Le PCS (Pouvoir Calorifique Supérieur) est souvent peu élevé si bien qu'en conséquence les mâchefers sont importants ce qui n'est pas sans soucis au niveau du service conduite de la centrale comme son homologue côté entretien car le matériel souffre. Ceci d'autant plus qu'avant de pénétrer dans la chaudière d'une telle tranche thermique classique, (hors chaudières à lit fluidisé) ledit charbon est à peu près réduit à l'état de farine par des broyeurs. Qu'ils soient à boulets comme à dispositifs pendulaires, leur usure dans le temps est loin d'être négligeable comme le

bruit émis et la consommation d'énergie...

Explications concernant le schéma

Les parois de la chambre de combustion sont constituées de tubes en acier austénitique dont le montage est représenté au centre du schéma. Soudés entre eux par l'intermédiaire d'entretoises, l'ensemble assure ainsi l'étanchéité vis-à-vis des gaz de combustion.

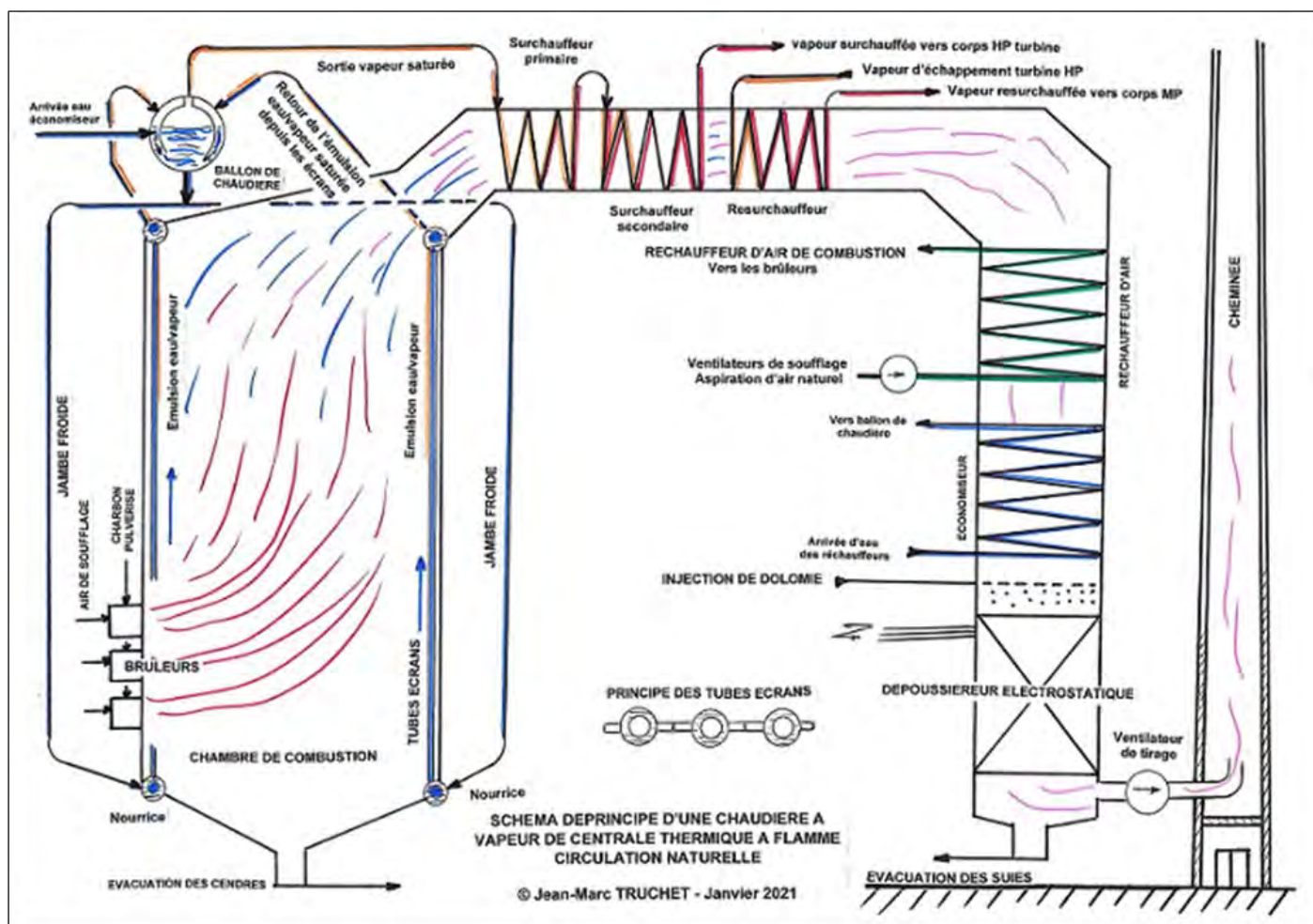
Le charbon pulvérisé arrive dans les brûleurs, propulsé par l'air atmosphérique dénommé, de soufflage, depuis des ventilateurs du même nom mais en passant avant cela dans un échangeur de chaleur appelé réchauffeur d'air, situé dans le circuit des fumées.

L'allumage initial des brûleurs s'effectue généralement au fuel léger. Durant le fonctionnement de la chaudière, les flammes ne touchent jamais les tubes écrans sous peine de destruction à terme.

La chambre de combustion reste toujours en dépression par rapport à l'environnement, sauf pour quelques unités comme les anciennes centrales EDF de St. Ouen, Artix ou Ambès pour lesquelles elle est en pression ce qui requiert des dispositions particulières d'étanchéité aux gaz de combustion. Quant à ces derniers, ils sont évacués à la cheminée par des ventilateurs dits, de tirage, sauf pour ces foyers en pression où les ventilateurs de soufflage assurent tout leur cheminement.

Préalablement broyés, les mâchefers sont généralement évacués par voie hydraulique depuis le cendrier de la chaudière comme les suies en pieds de dépoussiéreur.

Au sommet de la chaudière, haute de plusieurs dizaines de mètres suivant la puissance demandée par le groupe turboalternateur, soit près de 60 m pour une tranche à charbon, se situe le ballon de chaudière qui n'est autre qu'un réservoir dans lequel est maintenu précisément en conséquence le niveau d'eau distillée et traitée. De ce réservoir partent deux grosses tuyauteries appelées jambes froides qui vont



alimenter des nourrices situées en pieds de chaudière, sur lesquelles sont soudés les tubes écrans au sein desquels s'effectue l'émulsion eau/vapeur qui remonte naturellement par différence de masse volumique vers le ballon de chaudière. Par des dispositifs internes, c'est ici que s'effectue la séparation entre l'eau et la vapeur qui est saturée, autrement dit toujours en contact avec sa phase liquide.

La vapeur saturée sortant en partie supérieure du ballon de chaudière alimente en général deux échangeurs de chaleur placés au début du circuit des fumées. C'est à ce niveau qu'elle devient alors surchauffée et sèche, autrement dit exempte de particules d'eau ce qui lui permet alors d'être injectée au corps HP de la turbine.

Précisons à nouveau qu'il s'agit ici d'un principe général qui s'applique également pour les unités à lignite, à fuel et à gaz, naturellement sous réserve de divers aménagements dont au niveau des brûleurs. Certaines centrales furent d'ailleurs transformées du charbon au fuel comme

Genevilliers (début du démantèlement en 1990).

Pour les unités de 250 et a fortiori de 600 MW, la circulation naturelle n'étant plus suffisante pour évacuer les calories produites par la combustion, des pompes de circulation d'eau sont installées en pieds des jambes froides. Naturellement, tout cet ensemble est soumis aux conditions de pression et de température indiquées en début de texte.

Le traitement des fumées

Arrivé à ce stade, la question qui se pose pour ces très chers politico-écologues, concerne évidemment les poussières émises par la cheminée, l'incontournable dioxyde de carbone (CO_2) et autres oxydes d'azote (NO_x), soufre et métaux lourds comme à peu près dans toute combustion mais qu'en est-il exactement ?

Côté poussières, c'est raté pour ces éminents spécialistes car ce type de centrale électrique, comme d'ailleurs celles alimentées en fuel, sont équipées de dépoussiéreurs électrostatiques avant rejet des fumées à cette cheminée. Leur efficacité dépasse généralement 98 % ce qui signifie que le panache s'échappant de ladite cheminée, suivant la température et l'hygrométrie ambiantes, n'est avant tout constitué que de vapeur d'eau et des gaz de combustion mais reste souvent peu visible. Si tel n'est pas le cas, c'est que l'installation est défectueuse ou fait l'objet d'une conduite approximative ce qui n'est pas le cas en France.

Imaginons d'ailleurs que les panaches des réfrigérants atmosphériques des centrales nucléaires, pour celles en étant équipées, ne contiennent que de la vapeur d'eau et pas autre chose ce qui n'a pas empêché certains médias à une certaine époque, d'écrire que c'était le réacteur qui fumait... Quelle érudition !

Dans le genre, on verra également dans les années 85, c'est-à-dire en pleine construction du programme électronucléaire français, affiché sur grand écran derrière le présentateur d'un journal télévisé du soir sur une chaîne nationale, un réacteur CFM 56 d'AIRBUS (GE-SNECMA) en lieu et place de celui d'une centrale de 900 MW dont il était question... Cela donne tout de suite le niveau de l'information diffusée que va retenir le téléspectateur...

Dans le domaine de l'absurdité comme des obscures intérêts, les limites sont souvent à géométrie variable !

Quant au soufre, dès la sortie de la chaudière, sinon directement dans le foyer pour ceux à lit fluidisé, on injecte à contrecourant une poudre appelée dolomie qui n'est autre qu'un double carbonate de calcium et de magnésium $\text{CaMg}(\text{CO}_3)_2$ ce qui va transformer le soufre natif en sulfate et en sulfite de calcium et de magnésium, une réaction chimique des plus banales qui résout grandement le problème de l'acidité des fumées.

Pour les métaux lourds, il s'agit là d'une autre affaire mais qui n'est pas propre au charbon. Cependant, il faut aussi ramener

les choses à la réalité car l'on pourrait également aborder la radioactivité extraite du sol avec le combustible mais ceci reste tout de même à quantifier et à analyser avant d'en extrapoler des conséquences dommageables ce que d'aucuns n'hésitent pourtant pas à faire. Quoi qu'il en soit, subsiste néanmoins l'incontournable CO_2 qui serait largement à la base des déboires climatiques constatés et par voie directe de conséquences des taxes en tous genres, sensées en limiter la délétère action, soit :



Il s'agit de la masse molaire, appelée molécule-gramme dans l'ancien système CGS.

Cela signifie que chaque gramme de carbone contenu dans le combustible libère après combustion parfaite avec l'oxygène de l'air atmosphérique, 44 g de dioxyde de carbone (CO_2).

Pour obtenir une valeur plus précise en service, il suffit de multiplier par le nombre de tonnes consommées par la centrale ce qui devient vite très important.

En résumé, comme dans le fuel lourd, le carbone en constituant le principal élément oxydable (la combustion), d'une manière incontournable cela génère un fort dégagement de CO_2 ce qui est parfaitement traduit par cette élémentaire formule chimique. Compte tenu des temps qui courent, admettons sans réserve que ce n'est évidemment pas l'idéal...

Le groupe turboalternateur

Suivant sa puissance, le constructeur, le travail de la vapeur et donc sa détente dans les aubages, ce groupe est composé d'un corps haute pression (HP), d'un ou de deux corps moyenne pression (MP) et d'un corps basse pression (BP). Toutefois, le nombre de corps et leur position peuvent varier suivant ledit constructeur comme la puissance demandée à la turbine dont la vitesse de rotation de l'arbre est de 3 000 t/min pour

les unités à flamme et de 1 500 t/min pour les unités nucléaires.

Comme on le constate sur le schéma ci-dessous, les différents corps de la turbine sont positionnés en opposition de manière à compenser au mieux les effets de la détente de la vapeur ce qui permet de limiter les efforts appliqués à la butée de la ligne d'arbre et donc son déplacement horizontal. Au niveau de certains aubages de chaque corps de la turbine, des prélèvements de vapeur, appelés soutirages, alimentent des échangeurs de chaleur dont le rôle est d'élever progressivement en température l'eau venant du puits du condenseur. Toutefois, avant cela elle passe par un premier échangeur appelé, économiseur, situé en fin de circuit des fumées. Partant d'une température sortie condenseur (voir ci-dessous) située entre 20 et 30 °C suivant celle de refroidissement (fleuve, mer, réfrigérant atmosphérique) elle est alors injectée dans le ballon de chaudière à température déjà élevée (voir plus loin pour des explications complémentaires).

Cette ligne d'arbre est accouplée à un alternateur triphasé dont l'énergie électrique débite sur le réseau général par l'intermédiaire d'un transformateur également triphasé dont le rôle consiste à élever la tension à 225 ou 380 kV ce qui constitue les lignes sur pylônes, dites THT (Très Haute Tension) que l'on voit dans les campagnes et jusqu'aux postes d'interconnexion. Pour mémoire, la puissance délivrée s'énonce comme suit : $P = 3UI\cos\phi$.

Suivant cela, pour une même puissance, plus on élève U (la tension), plus I (l'intensité) diminue ce qui revient à fortement limiter les pertes par échauffement des câbles (pertes par effet Joule) (1). Il s'agit ici d'un principe général en Europe mais pas en Russie où de nombreuses lignes sont sous courant continu et une tension de 750 kV ce qui offre certains avantages compte tenu des distances beaucoup plus importantes qu'en France, par exemple.

Afin de respecter la fréquence du réseau qui est de 50 Hz, l'admission vapeur HP à la turbine s'effectue par l'intermédiaire de

vannes commandées par une régulation très précise.

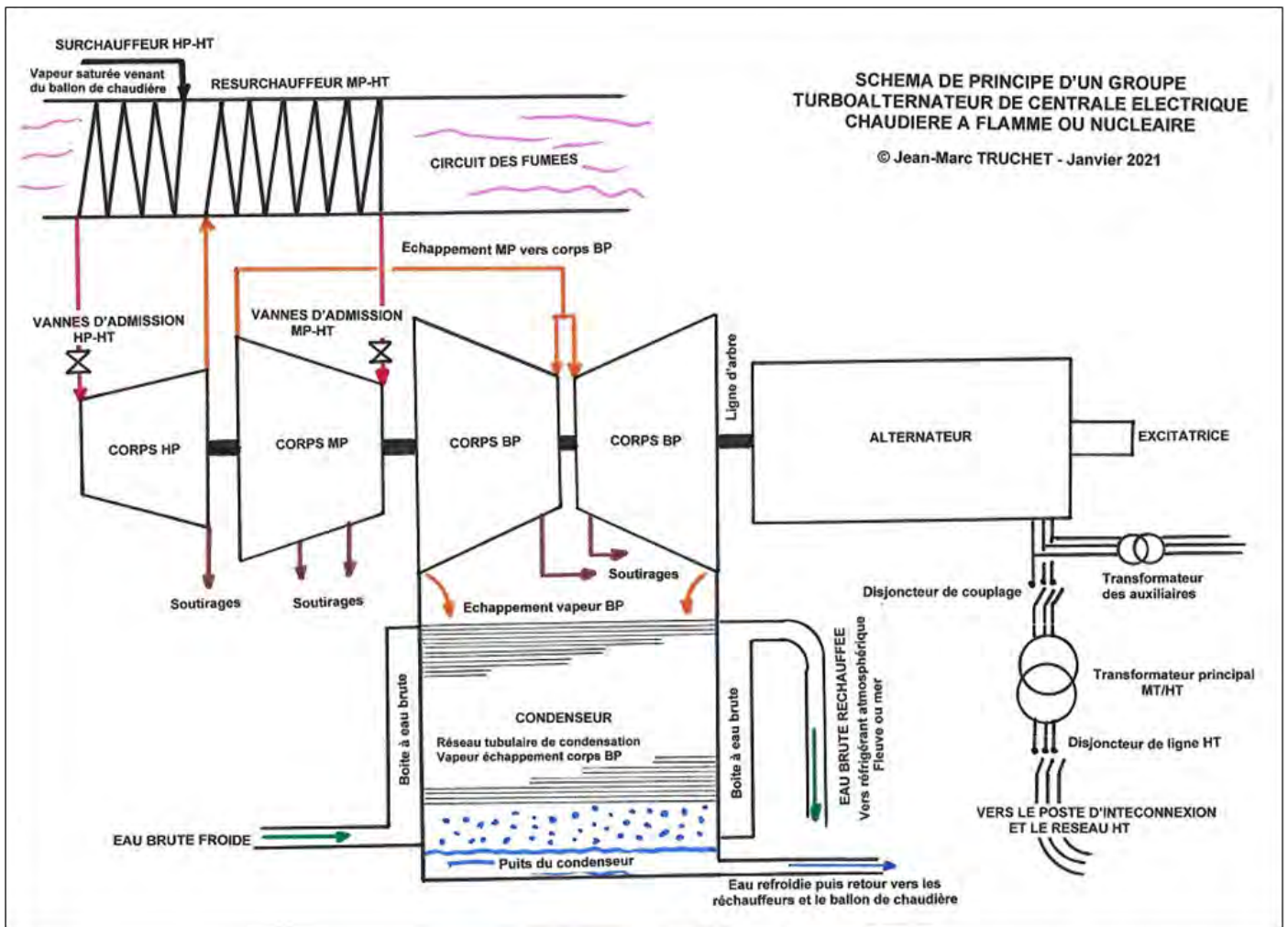
Quant à la vitesse de rotation, soit 3000 tours par minute pour les unités dont il est ici question (2), celle-ci est rigoureusement fixée par la fréquence du réseau général et par construction, suivant le nombre de pôles de l'alternateur.

Après un arrêt de l'installation, quel qu'en soit la raison, lors de la remise en service de la tranche considérée et une fois que tous les paramètres nécessaires ont été obtenus (pressions, températures, etc.) ce qui demande plusieurs heures depuis l'état froid, l'opérateur procède alors au couplage du groupe turboalternateur sur le réseau général.

Depuis la salle de commande, soit en automatique, soit manuellement, progressivement la vitesse de la ligne d'arbre puis la tension sortie alternateur sont amenés en parfait synchronisme avec le couple fréquence/tension du réseau général puis il procède à la fermeture du disjoncteur sortie alternateur.

Une fois cette opération effectuée, la vitesse de rotation de la ligne d'arbre du groupe turboalternateur sera alors fixée par cette fréquence du réseau général auquel toutes les tranches, quel que soit leur type, sont couplées. L'augmentation de puissance s'effectuera uniquement par ouverture progressive des vannes d'admission de vapeur HP-HT à la turbine sans que celle-ci puisse augmenter sa vitesse de rotation. Ensuite, comme pour toutes les centrales, via un automate appelé télé réglage, dans certaines limites chaque tranche s'adapte automatiquement à la puissance demandée par le réseau où des postes dits, d'interconnexion, distribuent alors l'énergie en différentes zones puis par abaissements successifs de la tension jusque chez le consommateur, industriel ou particulier (63 kV, 20 kV, localement 380 V). Dans son principe, le télé réglage consiste à transformer de micro-variations de fréquence en signaux de puissance et donc en variations de position des vannes d'admission.

Comme ci-dessus indiqué, l'ensemble du réseau français est interconnecté, y compris



avec nos voisins (Belgique, Allemagne, Suisse, Italie, Espagne...) mais en cas d'incident ou autre, peut être découplé par zones, soit par un isolement commandé depuis un centre de contrôle, soit automatiquement par des protections à fonctionnement automatique (surcharge en ligne, défaut d'impédance en ligne, baisse de fréquence, etc.).

Le schéma ci-dessous décrit le principe d'un groupe turboalternateur. Pour mémoire, le rôle du condenseur est explicité avec celui du réfrigérant atmosphérique.

Le réfrigérant atmosphérique

Diantre !.. À part cela quel est donc l'utilité de cette monumentale construction en béton armé qui ne doit financièrement pas être gratuite ?

Pour cela, il faut remonter à la turbine, plus

précisément au corps basse pression dont l'échappement de la vapeur s'effectue vers le condenseur. Celui-ci n'est autre qu'un gros échangeur de chaleur solidaire des corps BP, contenant des milliers de petits tubes constitués d'un alliage de cuivre, lesquels sont parcourus par de l'eau brute prélevée dans le fleuve, dans la mer ou venant du réfrigérant atmosphérique suivant le lieu d'implantation. Cette vapeur d'eau se trouve alors condensée dans le puits et l'eau résultante refroidie mise en pression par des pompes retourne dans le circuit à travers plusieurs réchauffeurs alimentés par les prélèvements de vapeur sur les différents corps constituant la turbine : les soutirages. Le premier circuit eau/vapeur, celui du générateur de vapeur jusqu'à l'échappement des corps BP de la turbine constitue une première boucle dite, fermée, dans laquelle il n'y a que très peu de consommation d'eau, hormis des prélèvements destinés aux mesures chimiques et autres purges. Par ailleurs, il est sans doute inutile de préciser

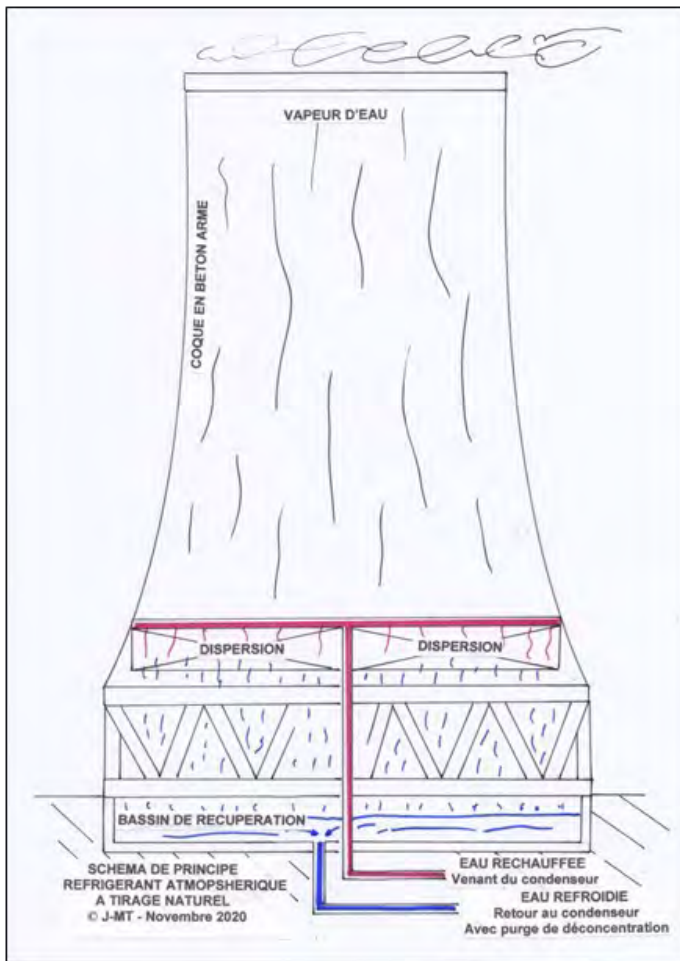


Schéma de principe d'un réfrigérant atmosphérique. JMT 2020.

que cette eau est totalement déminéralisée puis traitée comme il convient de manière à éviter des séquestrations de sels comme des attaques chimiques sur les différents composants.

Précisons aussi que la condensation de la vapeur s'accompagne d'une forte chute naturelle de pression, laquelle est entretenue par des pompes à vide, soit environ 0.020 hPa absolus.

Quant au second circuit, il s'agit cette fois de l'eau brute venant du fleuve, de la mer ou d'un réfrigérant atmosphérique. C'est elle qui assure ce qui est appelé, source froide, provoquant ainsi la condensation de la vapeur sur les tubes.

Cette eau brute sortant des tubes du condenseur se trouve alors réchauffée soit en moyenne de 12 à 15 °C ce qui n'est d'ailleurs plus mesurable dès quelques kilomètres en aval. Ici encore, au rejet des centrales certains ont vu l'eau prête à

bouillir car elle fumait... Ils avaient juste oublié qu'en période froide il ne faut pas grand-chose pour voir s'élever (étangs, rivières, etc.) des effluves de vapeur d'eau sans pour autant que l'Homme soit intervenu d'une quelconque manière !

D'ailleurs, si l'on en juge par le comportement des poissons, leur nombre est souvent tellement important en ce lieu que certains rejets de centrales ont fait l'objet de réserves de pêche, sans aborder les phoques qui trouvent très à leur goût l'eau de mer à meilleure température et le buffet de nourriture sur place, soit : cure thermique avec bon repas assurés.

Dans la mesure où une centrale thermique comme d'ailleurs nucléaire est installée en bordure de fleuve, suivant la puissance de l'unité la proportion d'eau prélevée pour le refroidissement du condenseur de chaque turbine peut être trop importante par rapport au débit du fleuve et dans ce cas, inacceptable pour l'environnement, surtout en période chaude.

Intervient alors le ou les réfrigérants atmosphériques, une haute construction en béton armé à voile mince décrivant une hyperbole de révolution de manière à accélérer le tirage naturel et accessoirement sa résistance au vent. Ainsi, au lieu de renvoyer l'eau réchauffée directement dans le fleuve où elle se dilue, celle-ci est dirigée à une certaine hauteur dans le réfrigérant, soit 12 à 15 m depuis le bassin où elle retombe en pluie pour être reprise par des pompes dites, de circulation.

Elle retourne ainsi refroidie vers le condenseur et ses milliers de petits tubes sur lesquels la vapeur s'échappant des corps BP de la turbine vient se condenser. Dans ce cas, il s'agit donc d'un second circuit mais semi-fermé, qui, de cette manière, limite le prélèvement d'eau dans le fleuve à environ 10 % du débit qui serait nécessaire avec un circuit ouvert. En effet, d'une part, il convient de compenser la quantité d'eau réchauffée s'échappant sous forme de panache en haut du réfrigérant et d'autre part, celle prélevée sous forme de déconcentration en sels, lesquels dans le cas contraire s'accumuleraient (carbonates, silice, boues diverses...).



L'un des deux réfrigérants atmosphériques de la centrale thermique de Gardanne. On voit très bien les diagonales en béton armé supportant la coque ce qui permet l'entrée d'air extérieur pour le refroidissement de l'eau réchauffée venant du condenseur de la turbine à vapeur. Afin d'en faciliter l'évacuation des calories, cette eau tombe en pluie fine depuis un système appelé, dispersion. Ici, les panneaux de clôture sont destinés à protéger cette dispersion et les alentours du vent, appelé Mistral dans la région...

Photo. JMT janvier 2021



**La centrale thermique EDF d'Arjuzanx et ses réfrigérants atmosphériques. Noter l'âge des voitures garées sur le parking...
Photo. Archive journal Sud-Ouest.**

suivant les lieux d'extraction, on trouve des sulfures en quantité plus ou moins importante.

En France, composée de deux tranches de 125 MW, la seule centrale thermique d'EDF ayant brûlé du lignite fut celle d'Arjuzanx, située dans les Landes. Mise en service en 1959, elle fut arrêtée en février 1992 après 33 années de fonctionnement puis démantelée.

Toutefois, les réserves dans le monde sont très importantes ce qui explique l'énorme consommation dont l'Allemagne a extrait 17 % de son électricité pour l'année 2017, en faisant le principal utilisateur mondial après la Chine (14 %) la Russie (7.5 %) et les États-Unis (6.8 %) mais de très nombreux autres pays recourent aussi au lignite pour une part plus ou moins importante de leurs besoins.

L'exploitation du lignite s'effectue à ciel ouvert par d'énormes engins sur rails appelés roues-pelles, qui évacuent leurs excavations par tapis roulants jusqu'à la centrale qui se situe à proximité du gisement de manière à limiter le transport du produit.

Néanmoins, avant d'arriver à la chaudière, le lignite est largement déshydraté, soit entre 10 et 12 % en masse puis broyé ce qui occasionne une consommation d'énergie non négligeable comme d'entretien du matériel.

Pour ce qui concerne le traitement des

Les centrales a lignite

Le lignite se situe entre la houille (charbon) et la tourbe. Il s'agit de plantes fossilisées à teneur en carbone modérée, soit environ 65 % mais à forte teneur en eau, laquelle représente plus de 60 % en masse. À cela et

fumées, d'une manière classique il s'opère via un dépoussiéreur électrostatique et une injection de dolomie, voire de calcaire.

NOS VOISINS ALLEMANDS POLLUENT-ILS DE CIEL DE LA DOUCE FRANCE ?

Une affirmation qui revient régulièrement alors que l'Allemagne est sensée, paraît-il, constituer un modèle écologique, ne serait-ce qu'en arrêtant petit à petit ses centrales nucléaires, forcément de sinistre mémoire. Sauf que dans l'hémisphère Nord, entre les 30^e et 60^e parallèles, se situe ce qui est appelé la cellule de Ferrel dans laquelle le flux zonal (les vents) circule majoritairement d'Ouest en Est. Un constat qui limite fortement la pollution de l'Est de la France par les fumées des centrales à charbon comme à lignite situées outre Rhin. Ensuite, l'observation de la direction des vents suivant la saison montre qu'ils sont peu fréquents venant de l'Est, plus soutenus depuis le Nord mais dominants de l'Ouest et du Sud.

Par conséquent, malgré ce qui est régulièrement affirmé, il paraît douteux que la région Alsace puisse beaucoup souffrir des rejets des centrales électriques allemandes, d'autant que le lignite utilisé dans le sillon du Rhin est à basse teneur en soufre.

La centrale biomasse de Gardanne

Retenons que Gardanne 4 est intéressante par le fait qu'elle est actuellement la centrale thermoélectrique, dite à biomasse, la plus puissante en France sinon d'Europe. Cependant, en préambule, considérons que l'objet de ce chapitre n'est pas de porter un jugement particulier sur cette installation mais de rester dans le domaine technique et écologique ce qui, évidemment, n'interdit pas l'analyse, qu'elle soit positive ou négative.

Pour mémoire, au cours des temps passé et jusque dans les années 80 pour les derniers,

la France ne compte pas moins d'une dizaine de bassins houillers dont les plus connus furent ceux du Nord-pas de Calais, de Lorraine, du Centre et de Provence. Chacun était équipé de centrales n'appartenant pas nécessairement à EDF mais à peu près toutes brûlant une partie du charbon extrait, plutôt de basse qualité.

En ce qui concerne celui de Provence, il comportait 4 tranches de production d'électricité qui utilisaient, comme sur les autres sites, le charbon local, soit :

- Gardanne 1 à 3 d'une puissance unitaire de 55 MW dont la construction s'étendit de 1953 à 1962 pour un arrêt définitif en 1981.
- 1967, vit la mise en service de Gardanne 4 d'une puissance de 250 MW.
- 1981 fut le début de la construction de Gardanne 5, soit une puissance brute de 600 MW. Plutôt destinée à fournir des appoints à la demande du réseau, elle est à l'arrêt depuis plusieurs années mais compte tenu de la situation actuelle son déclassement ne devrait désormais plus intervenir que vers 2022.

Gardanne 4, l'unité à biomasse

En septembre 2012, la société allemande E.ON alors propriétaire, décida de transformer Gardanne 4 en unité brûlant de la biomasse (3) à concurrence d'une puissance électrique de 150 MW. Toutefois, sous la pression d'associations locales s'alarmant au sujet de la consommation de bois, l'autorisation de mise en service sera suspendue par le Tribunal administratif de Marseille. Elle fut depuis rétablie par la Cour d'Appel, soit décembre 2020, séparant semble-t-il en cela la production d'énergie électrique de l'impact représenté par l'utilisation de bois.

À l'origine, impulsée par des considérations de diversification de la production électrique mais vraisemblablement par d'importantes subventions venues de

Bruxelles comme du gouvernement français, l'unité 4 fut donc transformée pour brûler de la biomasse. Un terme tout de même à géométrie variable car en l'état, il ne s'agit pas que de bois d'arbres et/ou de leurs branchages mais également de charbon pauvre issus de terrils voisins.

Concernant cette unité à bois, éponyme de Gardanne, le petit calcul ci-dessous pas compliqué du tout, conduit tout de même à constater ce qui suit :

A pleine puissance, une tranche de 125 MW à fuel lourd en consomme 27 t chaque heure, soit pour 150 MW, 32 t/h. Son PCS (Pouvoir Calorifique Supérieur) est de 12.8 kWh/kg (12 800 kWh/t). Le PCS du bois de chauffage est estimé en moyenne à 5.0 kWh/kg (5 000 kWh/t), soit 2.56 fois moins que celui du fuel lourd.

En ce qui concerne Gardanne 4, les éléments recueillis montrent que 47 % du bois proviendraient de la région, 38 % importés dont du Brésil et comme souligné ci-dessus, 15 % de charbon pauvre extrait des terrils issus de la mine ce qui n'est pas très bio.

Le bois représenterait ainsi $47 + 38 = 85$ % de la puissance calorifique fournie par la chaudière.

L'intérêt d'un exploitant de centrale thermique est évidemment qu'elle fonctionne le plus longtemps possible à pleine puissance puisqu'elle est conçue pour cela et que le combustible nécessaire soit acquis au plus bas prix ce qui paraît normal afin de rentabiliser au mieux son unité. Si maintenant on traduit cela en puissance calorifique puis en volume de bois en admettant raisonnablement 0.45 de densité moyenne (masse volumique) pour le bois de chauffage et compte tenu des arrêts pour entretien et autres, soit 90 % du temps à pleine puissance = 7 884 heures annuelles, on arrive à ce qui suit :

$\text{Bois} = 32 \text{ (t/h de fuel)} \times 2.56 = 81.92 \text{ (t/h)} \times 7\,884 \text{ (h/an)} = 645\,857 \text{ tonnes par années.}$

Comme la densité retenue dans cet exemple pour le bois de chauffage est de 0.45, on obtient alors 1 435 238 m³ annuels de bois.

Sachant toutefois que le bois représente 85 % du combustible introduit dans la chaudière, cela conduit à 548 978 t/an ou si

l'on préfère 1 219 953 m³/an.

Ce qui signifie que chaque MW installé consommerait 8 133 m³/an de bois.

Est-ce astronomique ? Pour apprécier, une autre vue de la chose consiste à représenter cela par un cube de bois de chauffage d'environ 112 m de côté ou un volume de 400 mètres de longueur, 25 mètres de hauteur et 122 m de largeur. Même à l'échelle des forêts locales c'est à la fois important et peu, surtout si l'on observe d'avion les surfaces boisées mais les choses changent si l'on examine l'affaire autrement, à savoir :

- Une telle centrale est faite pour fonctionner de 30 à 40 années, sinon plus, durée qui fait partie de son amortissement financier et donc de sa rentabilité financière.
- La forêt méditerranéenne est fragile et à pousse lente, à la fois soumise aux incendies et à l'urbanisation, d'où par exemple, les avions bombardiers d'eau basés sur l'aéroport de Marignane comme les très nombreux casernements de la sécurité civile.
- S'il s'agit d'ébranchage des forêts et de récupération de diverses boiseries (meubles, déchets, etc.), l'affaire peut s'entendre mais ceci ne paraît guère envisageable sur une longue période.
- Ensuite, entretenir les forêts n'est pas aisé et coûte cher en main d'œuvre ce qui n'est pas financièrement rentable.
- En cas de coupes d'arbres, il convient de garantir sans délai la replantation mais la croissance est lente et l'érosion des sols parfois rapide.
- On note que l'approvisionnement en bois et en charbon est prévu par camions.

Compte tenu du tonnage annuel en jeu sachant qu'un camion semi-remorque emporte au mieux et en étant optimiste, environ 33 tonnes, cela représente annuellement 16 636 véhicules lourds, soit sur 328 jours (90 % du temps annuel), pas

moins de 51 véhicules/jour pour alimenter la chaudière, quelle que soit l'origine des chargements de bois auxquels s'ajoutent ceux venant des terrils.

- Chaque véhicule en charge consommant environ 38 litres de gazole aux 100 km, cela donne déjà une idée du volume de carburant annuellement nécessaire, lequel n'est ni vert, ni bio, ni écoresponsable...
- Concernant les bois importés, il convient d'intégrer toute la chaîne de dépense énergétique depuis la récupération des bois puis leur transport par mer depuis l'Amérique du Sud grâce à des bateaux dont les moteurs ne fonctionnent vraisemblablement pas à l'eau minérale bio. On supposera évidemment, comme dans le cas de la forêt méditerranéenne que des plantations seront sans délai réalisées.... Ensuite, il y a le déchargement puis le transport local en France, autrement dit, toute la chaîne logistique.



La voie abandonnée de chemin de fer qui alimentait autrefois la centrale de Gardanne en charbon.
Photos. JMT Janvier 2021

À ce propos, remarquons tout de même que la voie de chemin de fer alimentant autrefois la centrale, est désaffectée depuis plusieurs années. Un seul wagon emporte en moyenne 60 tonnes ce qui représente près de deux camions semi-remorques de type super lourd (44 tonnes).

Une seule rame de 26 wagons par jour remplacerait donc l'ensemble des camions apportant le bois. Or, suivant les informations recueillies, ceci ne semble pas d'actualité.

Sans porter de jugement hâtif, l'on a tout de même du mal à se persuader que brûler du bois dont de forêt dans une chaudière d'une telle puissance, soit la bonne solution.

Ceci d'autant qu'il ne faut pas oublier que le rendement thermodynamique de l'installation se situera aux environs de 45 % en supposant que tant le bois que le charbon pauvre ne seront pas trop humides.

Or, pour ce dernier, au cours du temps le charbon s'oxyde ce qui conduit à son

appauvrissement en carbone se traduisant par une chute de PCS qu'il est alors nécessaire de compenser par autre chose afin de maintenir la puissance calorifique de la chaudière.

Comme il n'est pas prévu de cogénération, autrement dit de récupération de la chaleur perdue, soit 55 %, celle-ci ira chauffer les oiseaux à partir du bois de forêts locales et/ou d'Amérique du Sud.

Lorsque l'on connaît la fiabilité des circuits d'importation comme la faiblesse à terme de la production forestière méditerranéenne, il y a effectivement de quoi s'interroger.

On observe d'ailleurs que l'émoi local provoqué par cette affaire remonta tout de même jusqu'en Ardèche du Sud, soit à plus de 200 km de là où vers 2016 des coupes furent réalisées pour alimenter la chaudière de Gardanne 4.

Sans subventions qui ne sont jamais que des impôts, l'on peut aussi se poser la question de savoir si de telles installations verraient

le jour ? Quelle en est la justification ?
Coût des subventions prévues : 1,50 milliards au titre de la transition énergétique, autrement dit, par le contribuable. Il y aurait donc ici un très bon exemple de cette transition énergétique qui se veut respectueuse de l'environnement, éco-responsable, verte et autres merveilleux qualificatifs. Or, Gardanne qu'il ne s'agit pourtant pas de diaboliser mais simplement au sujet de laquelle il convient de s'interroger, n'est pas le seul exemple du genre en France...

Sans s'aventurer outre mesure, cette affaire montrerait néanmoins à nouveau que finance et écologie-business feraient souvent assez bon ménage mais que la planète n'y retrouve guère son compte si l'on en juge seulement par ce qui se passe en Afrique, en Amazonie ou en Indonésie (4). Si l'on peut à juste titre retenir le bois comme combustible, on a tout de même quelques difficultés à admettre la justification d'installations de grande puissance comme les centrales de production d'électricité qui nécessitent des consommations très importantes avec un rendement de conversion calories utilisées/électricité produite limité.

En revanche, pour des chaudières attribuées à du chauffage urbain ou d'usines (vapeur et/ou eau chaude ou surchauffée), naturellement sous réserve d'une production locale de bois comme dans le Jura, les Vosges ou en d'autres lieux favorables à leur croissance en Europe, cela peut s'entendre avec un intérêt évident. Cependant, encore faut-il que les coupes restent raisonnables et qu'elles soient sans délai remplacées par des plantations forestières diversifiées et non pas uniquement en résineux ce qui présente divers inconvénients non négligeables pour l'écosystème local.

Il en est de même pour l'entretien des forêts car l'on peut aussi imaginer que chaque propriétaire, sous réserve d'un intérêt financier même modeste, soit ainsi incité à participer à la production de chaleur mais là encore, il existe des limites. En effet, les petits branchages et autres déchets organiques participent à l'enrichissement de

l'humus et à fortement limiter l'érosion des sols.

Avantages et inconvénients des centrales électriques à charbon ou à lignite

Il est indéniable que la combustion du charbon comme celle du lignite dégage à la cheminée des gaz contenant divers produits mais sous réserve de ce qui fut précédemment exposé et non directement dans l'atmosphère comme certains ont un peu trop tendance à le professer. De même, l'emprise au sol est importante, soit : entreposage du charbon, extraction du lignite et rejet des mâchefers comme des cendres. Toutefois, pour l'extraction du lignite, les États et les compagnies que l'on qualifiera de sérieux, rebouchent en partie ou en totalité ce qui fut prélevé dans le sol et replantent de la végétation dont de la forêt. C'est ce qui se passe en Allemagne et sans doute plus ou moins fréquemment ailleurs.

Compte tenu de la consommation électrique des auxiliaires nécessaires au bon fonctionnement d'une tranche de centrale, son rendement calculé sur le PCS (Pouvoir Calorifique Supérieur) ne dépasse guère 42 à 44 %, moins si l'on retient le PCI (Pouvoir Calorifique Inférieur) qui tient compte de l'eau issue de la combustion (5).

Suivant les nécessités fonctionnelles d'une telle unité, tant pour la manutention (parc à charbon ou site de lignite) mais également pour l'entretien des matériels suivant leur usure, cela nécessite davantage de personnel que pour une centrale à fuel et même encore plus par rapport à la même fonctionnant au gaz.

Hormis cela, on doit retenir que ces centrales se trouvent généralement sur le site de production du combustible ce qui évite du transport comme c'est le cas avec le fuel ou le gaz. Néanmoins, pour la France qui n'a plus d'exploitation minière pour alimenter ces chaudières, le charbon est

importé mais retenons que si cela se passe mal durant le transit, il n'y a pas de catastrophe comme avec un combustible liquide de sinistre mémoire, un aspect important généralement oublié. A cela, on peut également ajouter :

- Tant le charbon que le lignite sont très abondants sur Terre et beaucoup de sites sont désormais exploités à ciel ouvert ou pas trop profondément.
- Ces centrales ont un rendement global acceptable comme une durée de vie importante, soit 40 à 50 années voire plus suivant l'entretien consenti.
- Leur durée de construction est relativement rapide, soit en moyenne trois années et le coût reste modéré, permettant un retour sur investissement à moyen terme.
- Les fumées émises peuvent être correctement traitées contre les émissions de poussières et leur acidité neutralisée d'un point de vue chimique avec des produits naturels, ce qui est le cas en France.
- Grâce à l'utilisation de réfrigérants atmosphériques, le rejet d'eau réchauffée reste limité à environ 10 % de l'eau nécessaire pour condenser la vapeur échappant des corps BP de chaque turbine.
- La déconstruction ne pose pas de difficulté particulière, comme le recyclage des matériaux (aciers, etc.).
- Si l'évacuation des cendres peut constituer une difficulté, il est aussi ultérieurement possible de les utiliser comme remblais d'excavations ou autres et même de replanter de la végétation dont de la forêt.

Toutefois, il convient de souligner :

- Pour un pays comme la France, le charbon doit désormais être importé, ce qui constitue une dépendance vis-à-vis de l'Étranger (disponibilité et prix) mais il en est de même du minerai d'uranium

comme du gaz.

- Le transport du combustible n'est pas gratuit et les moteurs des bateaux ne fonctionnent pas à l'eau minérale.
- Les coûts de manutention (parc à charbon) et d'entretien (usure du matériel) ne sont pas négligeables mais après tout, ceci est l'affaire de l'exploitant.
- Reste l'incontournable CO₂ et autres GES (Gaz à Effet de Serre) mais comme il fut précédemment souligné et plus largement explicité ci-dessous, certains procédés permettent d'en limiter fortement l'émission. Ensuite, précisément en ce qui concerne les réfrigérants atmosphériques ou similaires, des dispositions particulières seraient certainement susceptibles d'améliorer grandement les choses en la matière. Des études en ce sens méritent certainement d'être poursuivies (voir ci-après un autre chapitre à ce sujet).
- L'emprise au sol est relativement importante (parc à charbon).

Pour finir, qu'est-ce qu'une centrale thermoélectrique à flamme ?

Dans son principe de fonctionnement, il s'agit d'une installation assez simple mais dans sa construction comme pour son exploitation, c'est tout à fait autre chose et en ce qui concerne les schémas ci-dessus, ils précisent bien qu'ils ne représentent qu'un principe général et c'est tout. Si l'on considère seulement un simple ballon de chaudière, observé de plus près il ne s'agit pas que d'un banal réservoir car pour n'aborder que la séparation de l'émulsion eau/vapeur remontant des tubes écrans qui constituent les parois de la chambre de combustion, celle-ci ne s'effectue pas toute

seule mais via des dispositifs internes élaborés. Ajoutons à cela les conditions de température et de pression auxquelles ce matériel est soumis sans oublier qu'il n'y a pas que lui...

Il s'agit donc et avant tout d'un monde d'acier, d'eau et d'un ou de plusieurs carburants (charbon, lignite, fuel, gaz, agromasse).

Dans les centrales à flamme, on distingue ainsi deux grands circuits indépendants :

- Celui du générateur de vapeur jusqu'à l'échappement des corps BP de la turbine qui constitue une boucle fermée, sans contact avec l'environnement.
- Celui ouvert ou semi-ouvert intéressant l'eau brute du fleuve, de la mer ou du réfrigérant atmosphérique pour ce dernier cas.

Pour mémoire, les centrales nucléaires françaises de type REP (Réacteurs à Eau Pressurisée) comportent deux boucles fermées et une troisième comme ci-dessus pour les centrales à flamme ce qui représente trois barrières vis-à-vis de l'environnement.

Rendement thermodynamique

L'énergie mécanique est la seule énergie noble, toutes les autres n'en sont que dérivées dont l'électricité. Pour cela, il ne peut y avoir qu'un échange entre une source chaude et une source froide. Ceci est parfaitement défini par l'une des branches de la science qui s'appelle la thermodynamique suivant ce qui fut, en son temps, exposé par le Français Nicolas Léonard Sadi Carnot. Suivant cela, plus l'écart de température entre ces deux sources sera important, plus le rendement sera élevé. Ce constat signifie que le fonctionnement d'une centrale thermoélectrique étant soumis à la température de la source froide qui varie dans des proportions assez faibles, soit environ de 5 à 28/30 °C au mieux l'été,

l'intérêt réside alors à augmenter au plus celle de la source chaude. Autrement dit, celle de la vapeur d'eau surchauffée mais avec une limite qui correspond à la résistance mécanique des différents circuits, d'où 565 °C pour les tranches classiques les plus puissantes.

Individuellement pour chaque composant, les rendements sont excellents, soit en moyenne 90 % pour les générateurs de vapeur, 95 % pour la turbine seule et autant pour l'alternateur.

Cependant, ce serait oublier l'incontournable rendement du cycle thermodynamique entre source chaude et source froide, soit entre l'admission corps HP et l'eau condensée dans le puits du condenseur et c'est ici que tout change... En effet, $0.90 \times 0.95 \times 0.95 = 0.81$, valeur intéressante alors que le rendement final de l'installation n'est que d'environ 0.45, soit une perte totale de 55 %. Où sont-ils ? Tout simplement partis dans la source froide, soit les différents composants ci-dessus, le fleuve, la mer ou le panache de vapeur du réfrigérant atmosphérique et pas moyen de faire autrement !

Un autre traitement pour les fumées ?..

La grosse difficulté avec les centrales à combustibles fossiles dont en premier le charbon et le fuel lourd, provient inévitablement du rejet de GES à la cheminée, même si les gaz sont largement neutralisés par un carbonate et dépoussiérés.

Un film datant vraisemblablement des années 75, sinon avant (6), montre une installation en Allemagne mais sans préciser laquelle, manifestement équipée de tours de lavage de gaz de combustion. L'ensemble est constitué d'un matériau composite à base de fibres de verre E et d'un système thermodurcissable vinyle ester, capable de supporter en continu une température d'environ 100 à 110°C et naturellement insensible à une majorité de composants polluants comme ceux contenus dans les



L'une des tuyauteries en matériau composite d'amenée des gaz à la tour correspondante.



L'installation vue de loin.

produit naturel bon marché (soude, carbonate ou autre) destiné à la neutralisation des GES.

Inconvénient tout de même du système : le prix. En effet, cet ensemble n'est évidemment pas gratuit mais il convient de le considérer d'une part, par rapport au gain escompté vis-à-vis de l'environnement, d'autre part suivant la durée de vie de l'installation, soit vraisemblablement entre 40 et 50 années sinon plus suivant l'entretien consenti à celle-ci.



Les deux tours en cours de montage près de la cheminée

fumées d'un générateur de vapeur tel qu'ici exposé. Si l'on en juge par leur environnement, le diamètre des conduites d'amenées des gaz est de l'ordre de 6 à 7 m et pour chaque tour une hauteur d'au moins 20 à 25 m.

Appliqué à des unités à charbon d'une puissance d'environ 250 MW, peut-être plus, il y aurait ici une voie certainement intéressante pour le traitement des GES par lavage à l'eau pulvérisée additionnée d'un

La centrale EDF à charbon de Cordemais

Située en France dans le département de la Loire Atlantique (Près de Nantes), la centrale EDF de Cordemais est équipée de deux tranches de 600 MW alimentées au charbon provenant de différents pays dont la Russie. Opérationnel depuis 1995, un traitement complet des fumées mérite ici toute attention.

INSTALLATION DE DÉNITRIFICATION

Le procédé consiste à injecter de l'ammoniaque (NH_4OH) dans le circuit des fumées, ceci en présence d'un catalyseur, le titane. Le rendement de la réaction chimique avec les oxydes d'azote produits

par la combustion (NOx) atteint environ 80 %. Le rejet est de l'eau à l'état de vapeur et du diazote (NO₂), le même gaz composant l'atmosphère terrestre pour environ 78 %. Ensuite, les fumées passent dans le dépoussiéreur tel qu'explicité ci-dessus.

AUTRES TRAITEMENTS

Ces deux tranches sont évidemment équipées d'une neutralisation des fumées par double carbonate de calcium et de magnésium CaMg(CO₃)₂ ou similaire et un dépoussiéreur électrostatique. Quant à l'émission des fumées résultantes, elle est effectuée par une cheminée de 220 m de hauteur.

ÉCONOMIE D'EAU

Cette unité est également équipée d'un bassin de 4000 m³ récupérant les eaux de pluie ce qui offre plusieurs avantages dont en particulier :

- L'économie de pompage dans la nappe phréatique via l'eau de ville comme dans la Loire contenant en ce lieu une certaine quantité de chlorure de sodium (eau saumâtre).
- L'humidification des cendres issues du dépoussiéreur des fumées ce qui évite leur dispersion et facilite leur évacuation.

PRODUITS ANNEXES

Comme il n'y a pas de petites économies, les traitements ci-dessus des fumées donnent accès à deux produits dérivés, soit :

- Les cendres (dites volantes) issues du dépoussiéreur sont utilisées pour la fabrication de ciments. Ces cendres sont conformes à la réglementation européenne EN 450 d'octobre 2012.
- Quant au gypse, il provient de la synthèse de la réaction chimique survenant dans l'installation de désulfuration. Sa qualité est supérieure à celle du gypse naturel ce qui permet de l'utiliser avantageusement dans certains

ciments et naturellement pour la fabrication de plâtre.

RÉSUMONS...

Neutralisation des sulfures (environ 80 %), neutralisation des oxydes d'azote (environ 80 %) puis dépoussiérage final à 99 %, on voit immédiatement qu'il ne reste pas grand-chose des composés indésirables d'origine issus de la combustion du charbon hormis de CO₂.

À cela s'ajoute la production de produits dérivés pour la construction, lesquels indirectement limitent les prélèvements dans la nature sans oublier que le transport maritime et/ou ferroviaire du combustible, le charbon, ne présente absolument pas les mêmes risques qu'avec un carburant liquide.

Une voie à développer ?..

Un traitement plus complet des fumées est-il sans solution, particulièrement pour le CO₂ ? Ci-dessus présentée à partir de quelques saisies d'images extraites de cet ancien film, l'initiative allemande interpelle car elle montre que rien n'est techniquement impossible.

Il en est de même pour les deux tranches 600 MW de la centrale thermique à charbon d'EDF, construite à Cordemais, sous réserve :

- De bonnes idées, nécessairement pragmatiques pour essayer de résoudre l'équation posée mais en évitant l'écueil traditionnel qui consiste à faire compliqué et donc onéreux ce qui, pour beaucoup, est souvent plus aisé que de concevoir simple.
- De l'investissement financier nécessaire et consenti puis la durée de retour sur cet investissement. Bien entendu, sans oublier en passant de donner aussi un prix à l'environnement qui constitue tout de même l'objectif premier pour

envisager de réhabiliter la centrale à charbon.

INSTALLATION LOCALE ET CO₂

Observons que toute centrale à combustible fossile dont à charbon, dispose d'une cheminée d'autant plus importante suivant la puissance de l'unité concernée. Suivant cela, plutôt que de construire un ensemble spécifique pour le traitement des fumées, pourquoi ne pas directement utiliser et adapter le fût en sa partie basse.

Sous réserve du volume disponible, cet espace pourrait ainsi être judicieusement utilisé pour assurer certains traitements des fumées avant leur évacuation dans l'atmosphère dont celui de l'incontournable dioxyde de carbone dont par exemple la carbonatation du CO₂ suivant ci-dessous :

Chaux + CO₂ = Carbonate de calcium (Ph. basique) qui précipite + eau, soit :

$$\text{Ca(OH)}_2 + \text{CO}_2 \rightarrow \text{CaCO}_3 \downarrow + \text{H}_2\text{O}$$

En présence de soude, soit :

2HO + CO₂ → CO₃ + H₂O puis 2Na + CO₃ → Na₂CO₃↓ (carbonate de sodium)

Ceci implique évidemment de protéger de la corrosion le béton comme l'acier ce qui peut être résolu par un revêtement, soit sous forme d'un polymère appliqué comme une peinture, soit sous forme d'un matériau composite, beaucoup plus durable.

Que va-t-il alors rester comme polluants sinon en grande partie que de la vapeur d'eau et du diazote qui ne dérangent personne ?

Ajoutons un réfrigérant atmosphérique pour ne pas échauffer l'eau du fleuve, un transport de combustible solide qui ne pose pas de difficulté d'autant s'il est localement extrait, n'y a-t-il pas ici une autre vision de la centrale à charbon comme à lignite ?

Pour les pays ne disposant plus de bassins houillers, dans la mesure où les supertankers transportant du pétrole brut laissent régulièrement de sombres traces, un bateau de 250 000 tonnes apportant du charbon n'aurait guère de conséquence en

cas de naufrage, quel qu'en soit la nature, y compris en cas de conflits armés. De plus, un tel chargement assure déjà une certaine autonomie à la centrale concernée.

Cela signifie que si l'on peut porter des appréciations négatives sur les installations actuelles, cela n'implique pas nécessairement de ne pas les améliorer et ainsi de réviser le jugement porté. Dans le cas contraire, sans s'interroger, il est évident que l'on arrive inévitablement à condamner telle ou telle technologie ce qui est absurde.

Pour les centrales déjà en exploitation et dans la mesure où la place alentour reste disponible, suivant ce qui est ici exposé, rien n'interdit de concevoir un tel ensemble de traitement avant rejet des gaz à la cheminée. On remarquera qu'en ce qui concerne ces dernières et pour les constructions neuves, cette installation permettrait vraisemblablement d'en diminuer la hauteur suivant les proportions des réfrigérants atmosphériques actuels, soit entre 110 et 165 m/sol comme d'améliorer encore le rendement du générateur de vapeur par une plus importante récupération des calories des fumées.

Revenant un instant sur les éoliennes et les panneaux photovoltaïques, une analyse de la valeur montre rapidement que de telles centrales à charbon n'ont rien à leur envier. Pourtant, que d'éloges et d'argent investis au sujet de ces deux énergies, comme si elles allaient sauver la planète d'un désastre annoncé ! Rêvons toujours...

Conclusion ?..

Si l'on veut vraiment être écolo, sans doute convient-il en premier lieu de commencer par ne pas gaspiller l'énergie électrique. Ce n'est pas en renchérissant sans cesse le prix de vente du kWh que se trouve nécessairement le bon chemin, solution facile mais d'abord et comme pour beaucoup de choses, par l'information et par la pédagogie honnête auprès de l'utilisateur et non le bâton.

Dans le système de consommation à outrance et donc d'inévitable gaspillage sur

lequel repose la société occidentale, nous en sommes évidemment très loin puisque c'est sa raison première d'être !.. Ensuite, il est évident et sans se ruiner pour autant, que la centrale à charbon comme à lignite peut évoluer vers un meilleur respect de l'environnement.

En particulier, grâce à des améliorations techniques dont font peut-être partie la combustion sur lit fluidisé, ce qui est ci-dessus exposé concernant un traitement final des fumées puis, la technique évoluant à grands pas, l'automatisme au niveau de la conduite des installations afin d'optimiser leur fonctionnement.

Il peut en être de même pour les centrales à bois destinées à du chauffage urbain, par exemple. En effet, leur exploitation peut s'avérer bénéfique au niveau de l'exploitation judicieuse de la forêt française, souvent mal entretenue mais avec toutes réserves pour la production d'électricité à grande échelle, manifestement seulement envisageable d'une manière marginale.

Comme indiqué, le rendement d'une chaudière de centrale thermique, quel que soit le combustible, se situant en moyenne entre 90 à 92 % ce qui est excellent, si l'on veut bien revenir un instant à Gardanne 4 pris comme exemple, l'utilisation directe sous forme uniquement calorifique serait voisine de 330 MW thermiques, puissance déjà considérable.

Enfin, concernant le CO₂ et ceci indépendamment de la combustion des énergies fossiles, sans doute serait-il déjà bon de commencer par ne plus déforester la planète dont l'Afrique, l'Amazonie, l'Indonésie et autres lieux mais au contraire de prendre conscience du rôle général et fondamental de l'arbre dans l'équilibre thermique de l'atmosphère (cf. 4).

Ce n'est évidemment pas en se comportant comme un insecte prédateur et en transformant petit à petit la croûte terrestre en radiateur infrarouge que l'Humanité va trouver son bonheur mais en la reforestant comme le font les Chinois dans certains déserts de leur pays... (7)

En effet, la modification de l'albedo terrestre consécutive à l'abattage des forêts,



**Plus jamais cela ? Dans un port du Nord-Ouest de la France, énormes grumes de bois exotique avant transformation en articles de menuiserie que des consommateurs inconscients des ravages causés dans les forêts tropicales achèteront « parce que ce n'est pas très cher, parce que c'est joli, parce que cela ne pourrait pas... »
Photo. JMT 2008.**

induite par la réflexion du sol aux rayons solaires ne se traduit pas par des effets à long terme mais immédiats (8).

Terminons par une communication par visioconférence du Président Vladimir Poutine lors de la 17^e réunion du club de Valdai le 22 octobre 2020 à Novo-Agaryovo, près de Moscou. (9). Rien à ajouter, tout est dit mais cela ne risque pas de plaire à tout le monde... Et pourtant, chacun devrait s'en inspirer avant de prendre des décisions qui vont trop souvent à l'encontre de l'objectif recherché sans se soucier du portefeuille du contribuable et/ou de la nature.

« Quand vous avez fini de vous laver et de vous habiller chaque matin, vous devez vous occuper de votre planète. ... C'est un travail très fastidieux, mais néanmoins facile. Je suis sûr que nous devons continuer à faire ce "travail fastidieux" si nous voulons préserver notre maison commune pour les générations futures. Nous devons prendre soin de notre planète. La question de la protection de l'environnement est depuis longtemps inscrite à l'ordre du jour

mondial.

Mais je voudrais l'aborder de manière plus large pour parler aussi d'une tâche importante, à savoir l'abandon de la pratique de la consommation effrénée et illimitée - la surconsommation - au profit d'une consommation suffisante, judicieuse et raisonnable, lorsque l'on ne vit pas seulement pour aujourd'hui mais que l'on pense aussi à demain.

Nous disons souvent que la nature est extrêmement vulnérable à l'activité humaine. Surtout lorsque l'utilisation des ressources naturelles prend une dimension mondiale.

Cependant, l'humanité n'est pas à l'abri des catastrophes naturelles, dont beaucoup sont le résultat d'interférences anthropiques. D'ailleurs, certains scientifiques pensent que les récentes épidémies de maladies dangereuses sont une réponse à cette interférence.

C'est pourquoi il est si important de développer des relations harmonieuses entre l'homme et la nature ».

*

Ce n'est donc pas avec de ruineuses éoliennes et autres panneaux solaires qui n'ont, l'un comme l'autre, strictement rien d'écolo (10) que l'on va sauver la planète et guère plus avec le gaz de fermentation, surtout si l'on commence à exploiter des terres agricoles comme des forêts (11) sans compter que sur ce marché, il y a déjà les agrocarburants qui en sont issus, improprement appelés biocarburants.

L'on a également quelque difficulté à se persuader, sous couvert d'énergie bio, verte, d'éco-responsable, renouvelable, etc. qu'il soit judicieux d'utiliser le bois à grande échelle pour l'envoyer dans des chaudières de centrales électriques ou désormais pour fabriquer des granulés destinés à alimenter des millions de poêles du même nom, lesquels ne nécessitent en général pas moins de trois moteurs électriques durant leur

fonctionnement !

Accessoirement... Quant à l'utilisation du dihydrogène (H₂) qui, suivant certains, devrait également sauver le monde, sans doute conviendrait-il en premier lieu de se poser la question de sa provenance car s'il s'agit d'utiliser le gaz naturel ou l'électricité pour en fabriquer, l'affaire tourne inévitablement en rond... (Cf. articles déjà parus dans METHODE).

Ne confondons pas vraie écologie et écologie-business ! Suivant cela, l'intérêt de la science dont découle le progrès et in fine celui de l'économie et donc de la vie sociale, consiste d'être au service de l'Humanité et non l'inverse.

Il s'agit là d'une très grosse erreur d'objectif, laquelle à terme, inévitablement se traduit par un prix humain très élevé à payer car l'écart entre ceux qui possèdent la fortune et les autres ne peut que se creuser avec tout ce que cela implique !

J-M. J.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Il est important de rappeler que la tension (U) se maintient aux bornes d'un générateur électrique comme entre les fils d'une quelconque ligne. En revanche, c'est l'intensité (A) qui traverse ces mêmes fils. Suivant leur résistance (R) il se produit un échauffement appelé pertes par effet Joules, de la forme : $P \text{ (Joule)} = RI^2$ On a donc tout intérêt à ce que U soit élevé et I minimum.

2. La fréquence du réseau étant de 50 Hz, cela signifie 50 périodes par secondes, soit pour une minute : $50 \times 60 = 3000$ périodes, autrement dit 3 000 t/min pour un générateur électrique équipé d'un seul pôle par phase (système triphasé). Pour les alternateurs des centrales nucléaires et compte tenu des puissances en jeu, les dimensions des rotors d'alternateur (inducteur) ne permettent plus une telle vitesse de rotation par suite de la force

centrifuge exercée sur les bobinages. Ils sont alors bipolaires ce qui permet de réduire la vitesse de rotation à 1 500 t/min. Quel que soit leur type, ils sont refroidis par de l'hydrogène sous pression, soit entre 2.5 et 4.5 bars effectifs suivant leur puissance.

3. On ne le répétera jamais assez mais en de nombreuses occasions ce mot est tout à fait impropre car il s'agit souvent de produits issus de substances non biologiques. C'est donc pourquoi, il convient généralement de retenir le préfixe agro.

4. Du même auteur - Consulter le site internet : www.laplumedutemps.net.
INITIATION AU CLIMAT LES MODIFICATIONS CLIMATIQUES EN QUESTION.

5. Avec le PCS, on considère la quantité totale de chaleur dégagée par la combustion. Avec le PCI, la quantité de chaleur contenue dans l'eau issue de la combustion est déduite ce qui implique que le PCI est toujours inférieur au PCS.

Dans les chaudières domestiques à condensation, on récupère la chaleur contenue dans la vapeur d'eau de combustion au niveau des fumées ce qui n'est pas le cas avec les chaudières non ainsi équipées.

6. Au jour de la rédaction de ce document, il ne fut pas encore possible d'identifier ce film qui ne porte aucune référence, autre que des noms de société apposés, soit sur ce qui semble être l'agglomération où furent construites ces pièces, les engins de manutention, la péniche de transport sur le Rhin jusque vers Mainz en Allemagne. Sous toute réserve, il s'agirait de la chaufferie de l'énorme complexe pétrochimique de la Sté. BASF (Badisch Alinin Und Soda-Fabrik) situé sur le Rhin à Mainz-Ludwigshafen en Allemagne, complexe le plus grand au monde en ce domaine.

7. Suivant BEIJIN INFORMATION, depuis 1949, la Chine a entrepris un vaste programme de reboisement, soit une moyenne de 4 millions d'hectares par année

avec un maximum à 5 millions vers 2000. Partant de 5 % de couverture du territoire, l'objectif est d'atteindre 23 % en 2020 et 26 % en 2050. Suivant la superficie du pays qui est de 9.6 millions de km², soit 17, 45 fois la France, en 2020 cela représente 2.21 millions de km², soit environ 4 fois la superficie de cette même France. La Chine va-t-elle devenir le poumon vert de la planète pendant que l'Occident continue de déforester l'Afrique et certains massifs d'Amérique du Sud ?

Pourquoi, n'en parle-t-on pas ?

L'Afrique représente environ 30 millions de km², soit près de trois fois la Chine. Imaginons que 25 % soient boisés dont une partie du Sahara, soit 7.5 millions de km². Cela signifierait l'arrêt de la progression du désert, quasiment plus de vents de sable, moins de maladies, un bon climat, des pluies abondantes et une économie florissante (bois, énergie, pêche, tourisme, exportations, etc.).

Ce que la Chine a entrepris, pourquoi pas en Afrique plutôt que d'y favoriser les conflits comme de déverser des milliards au titre de l'aide humanitaire et autres arguments mais dont on ne voit toujours pas le résultat ?..

8. Coefficient (sans dimension) de rayonnement du sol. La neige pure est affectée de » 0.9, le sol uniformément sombre de » 0,1, les océans » 0,06 à 0,07. Quant au désert, il se situe vers 0.3 à 0.5. Compte tenu des surfaces en jeu, on peut très vite en deviner les effets thermiques sur l'atmosphère.

9. Le club de Valdaï est un forum international créé en 2004 par l'agence de presse russe, RIA Novosti.

Son objectif est de permettre à des élites russes d'échanger avec des experts internationaux concernant le développement de la Russie et son rôle dans le monde. Il se réunit chaque année. Son Président est actuellement celui de la Fédération de Russie : Vladimir Poutine.

10. Pour mémoire, suivant leur qualité et divers facteurs environnementaux, les cellules photovoltaïques peuvent perdre

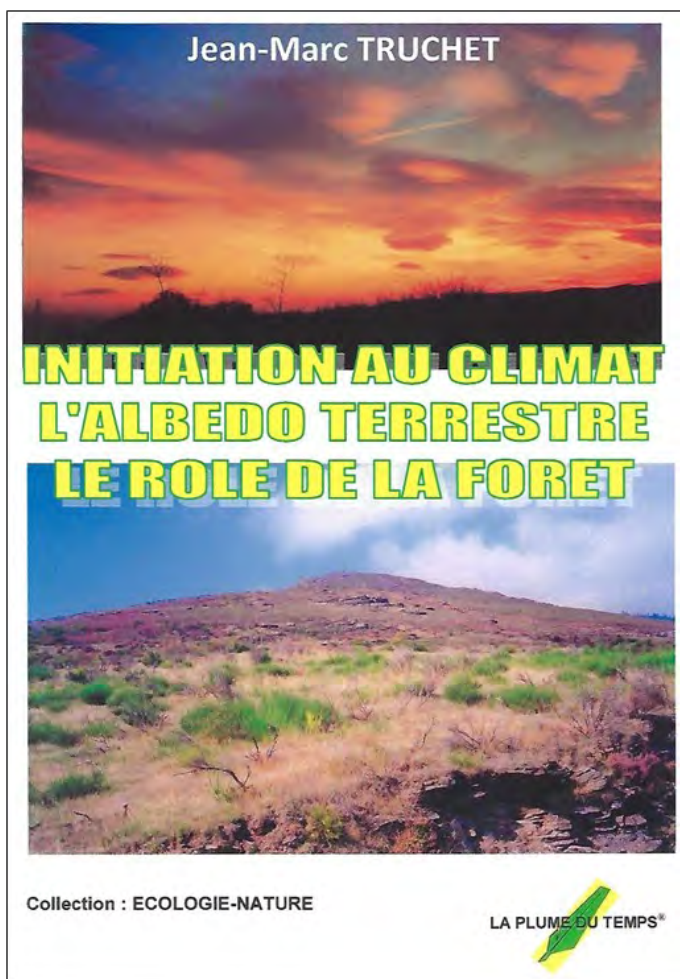
jusqu'à 1% d'efficacité par année.

En ce qui concerne la constitution des pales d'éoliennes, on trouve souvent des tissus de carbone dont chaque fil est constitué d'environ 2000 à 5000 filaments élémentaires suivant le type, soit 2 mm de diamètre. Or, c'est sensiblement celui du capillaire d'accès aux bronchioles des poumons. Ce type de fil doit donc faire l'objet d'attention particulière lors de la manutention comme lors de la mise en œuvre, d'autant si ultérieurement il est usiné, réduit en poudre ou autres. En effet, inhalés, les déchets de filaments constitutifs

peuvent alors se piquer dans les bronchioles des poumons d'où il ne sera plus possible de les extraire, pouvant à terme provoquer diverses pathologies dont des cancers.

Du même auteur : **LES MATERIAUX COMPOSITES APPLIQUES**. Site : www.laplumedutemps.net

11. Du même auteur : **ENERGIES RENEUVELABLES... VRAI PROGRES OU AUTRE CHOSE ?.. EOLIEN - PHOTOVOLTAÏQUE** (mise à jour 2019). Consulter le site internet : www.laplumedutemps.net



Ce petit document constitue une initiation au fonctionnement de la Terre et aux phénomènes météorologiques engendrés par son fonctionnement naturel.

Cependant, au-delà de ce qui semble communément admis concernant une évolution du climat qui serait provoquée par l'accumulation de gaz à effet de serre dans l'atmosphère (CO₂, CH₄...), en revanche on ne constate pour autant guère de dispositions de nature à réellement en diminuer les sources. En particulier, venant du transport aérien comme maritime mais également routier, bien au contraire.

Par ailleurs, s'il existe un moyen de limiter l'expansion de ces gaz à effet de serre, c'est bien la forêt mais l'on ne peut pas dire qu'elle soit la préoccupation première de la majorité des gouvernements dans le monde. A cela s'ajoute un effet fondamental dont quasiment personne ne parle, à savoir : la variation de l'albedo terrestre qui évolue fortement après la disparition du couvert boisé. Il s'agit tout simplement de l'évolution du rayonnement solaire absorbé par le sol ou renvoyé dans l'atmosphère. C'est donc sans prétention, ce qui est ici exposé d'une manière la plus didactique possible.

Site INTERNET :
www.laplumedutemps.net



Yves LOIR Daniel ROCHE

QUI A DÉCLENCHÉ LA « GUERRE FROIDE » À LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE ?

À propos de la tension existant depuis de nombreuses années et particulièrement en ce début d'année 2021, entre les États-Unis et la Fédération de Russie, concernant l'Ukraine notamment, certains observateurs ont employé le terme de « nouvelle guerre froide » pour caractériser celle-ci. Il importe de rappeler les conditions du déclenchement de la « première » guerre froide, après la fin de la seconde guerre mondiale ayant opposé pendant plusieurs décennies, l'Union Soviétique ou URSS aux États-Unis et exposant, pendant cette période, le monde entier aux risques d'un conflit nucléaire global. Il convient, tout d'abord, de décrire très brièvement quelques éléments du contexte géopolitique et militaire qui lui ont donné naissance et ensuite de tenter d'établir à qui revient la responsabilité principale de son déclenchement

Contexte géopolitique et militaire – 1918 - 1945

1 / L'ENTRE DEUX GUERRES MONDIALES (1918 – 1939)

La première guerre mondiale (commencée en 1914) met aux prises les Alliés de l'Ouest (France, Grande Bretagne), l'Empire russe (jusqu'en 1918) puis les États-Unis (à la fin

de la guerre - 1917) opposés aux Empires centraux (dont l'Allemagne) et la Turquie. Elle se termine par la capitulation de l'Allemagne le 11 novembre 1918. Peu avant cette date, une république parlementaire, la République de Weimar, avait remplacé l'Empire allemand (Reich).

Le Traité de Versailles, en 1919, clôt la 1ère Guerre mondiale. Ce traité a été considéré par un certain nombre d'analystes, comme injuste envers l'Allemagne car ce pays n'était pas le seul responsable du déclenchement du conflit et s'est vu infliger des clauses particulièrement lourdes parmi lesquelles le paiement de « réparations » (indemnités) très importantes aux principaux vainqueurs.

En 1920, **Adolph Hitler**, un agitateur nationaliste, après avoir adhéré au parti national-socialiste (nazi) créé peu avant, se fixe comme objectif la remise en cause des clauses du Traité de Versailles. Il accède au pouvoir en 1933 et institue une dictature dans ce pays. Au-delà de cette remise en cause, Hitler va mener une politique agressive et expansionniste en Europe au profit de l'Allemagne.

2 / LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Elle débute le 1er septembre 1939 par l'invasion de la Pologne par Hitler (suite à la provocation nazie de Gleiwitz à la frontière germano-polonaise).

Quelle évolution géopolitique et militaire suivent les principaux

belligérants pendant la période de la seconde guerre mondiale ?

France et Grande Bretagne

Le 3 septembre 1939, la France et la Grande Bretagne, consécutivement à l'invasion de la Pologne, déclarent la guerre à l'Allemagne. Après le rembarquement britannique de Dunkerque (mai 1940), la France, gouvernée par le Maréchal Pétain, signe un armistice avec l'Allemagne le 23 juin 1940 qui prévoit, entre autres, l'occupation partielle de la France.

Le gouvernement français (Pétain) s'établit à Vichy (zone non occupée) cependant qu'un général français, jusque-là inconnu, **Charles De Gaulle**, de Londres, appelle le 18 juin 1940, les Français à la résistance contre l'Allemagne et crée un pouvoir français libre militaire et civil qu'on va appeler « France Libre ».



Union Soviétique (U.R.S.S)

L'Union soviétique est créée en 1922, après la révolution bolchévique (communiste) de 1917, sous le nom d'U.R.S.S (Union des Républiques Socialistes Soviétiques). Elle regroupe territorialement l'ancien Empire russe des Tsars.

Le 22 juin 1941, rompant un pacte de non-agression qui la liait à l'Union Soviétique, l'Allemagne attaque par surprise l'Union Soviétique (**opération Barbarossa**), envahit l'URSS et occupe la partie européenne de ce pays.

Après avoir obtenu des succès au cours des premiers mois de la guerre, l'Allemagne va être confrontée à une résistance croissante de l'armée soviétique. L'armée allemande est ainsi stoppée devant Moscou (décembre 1941) puis à la fin de l'année suivante, est défaite à Stalingrad (sud du pays - décembre 1942 - février 1943) et subit ensuite une



succession de revers (Koursk - Bagration ...) jusqu'à la prise de Berlin par les Soviétiques (mai 1945).

États-Unis

Les États-Unis entrent en guerre contre le Japon le 7 décembre 1941 après l'attaque de Pearl Harbour (Iles Hawaï - Pacifique). Cet événement est suivi quelques jours plus tard de la déclaration de guerre de l'Allemagne aux États-Unis.

Le 6 juin 1944, les anglo-américains débarquent en Normandie. Il est à noter à ce propos que la réussite de ce débarquement n'a été permise que par le déclenchement décisif par les soviétiques à l'Est d'une opération concomitante de grande envergure (Opération « Bagration ») qui a coûté 100 divisions aux allemands et a ainsi empêché tout transfert de troupes de l'Est vers la Normandie. À la suite de ce débarquement, les anglo-américains, rejoints en Alsace par l'Armée française, débarquée en Provence en août, ont poursuivi leur offensive en Allemagne où les Américains font leur jonction avec les Soviétiques en mai 1945 (Torgau).

Le 8/9 mai 1945, l'Allemagne signe la capitulation à Berlin, mettant fin à la guerre en Europe cependant que sur le théâtre militaire de l'Océan Pacifique, le Japon capitule, le 2 septembre 1945, mettant ainsi fin à la seconde guerre mondiale.



Prémices de la « guerre froide » : l'état d'esprit aux États-Unis pendant la seconde guerre mondiale

La guerre est marquée par l'émergence politique mondiale des deux principaux vainqueurs : à l'ouest, les États-Unis et à l'Est, l'Union soviétique cependant que l'Europe - vainqueurs et vaincus confondus - disparaît, pour une longue période, de la scène mondiale.

Les États-Unis, seuls parmi les autres belligérants, vont bénéficier d'avantages comparatifs indiscutables qui vont les tenir éloignés des aléas considérables qui pèsent sur ceux-ci :

1 L'invulnérabilité stratégique :

Du fait de leur situation géographique, les États-Unis sont préservés des « théâtres d'opérations » d'Europe et du Pacifique par deux océans infranchissables aux pays ennemis. Cette situation va faire qu'ils seront intacts à la fin de la guerre, n'ayant reçu aucune bombe ni aucun obus sur leur sol, événement de nature à avoir un impact positif sur leur situation économique et humaine.

2 Une prospérité économique renforcée par le conflit :

Un graphique (exposé p.7 ci-dessous) représente l'évolution des P.I.B des principaux belligérants de 1938 à 1945. Ce graphique très éloquent indique que pendant que celui des États-Unis « explosait » littéralement durant cette période, celui des autres belligérants stagnait ou régressait. Ce document est significatif - même s'il ne rend pas compte complètement de

l'état de multiples autres facteurs – de l'évolution de la situation économique générale des pays considérés.

3 Un transfert scientifique et technologique majeur de l'Europe vers les États-Unis :

Aux facteurs qui viennent d'être évoqués, va s'en ajouter un autre d'un poids qui jusqu'à maintenant n'a pas été suffisamment pris en compte, celui qui consiste à inventorier le transfert de connaissances en matière de sciences et de technologies d'Europe vers les États-Unis et ce, depuis le début du conflit jusqu'à sa conclusion et même au-delà. Avant même qu'ils n'entrent dans le conflit, les États-Unis affichent en effet un retard important dans ces domaines, aussi vont-ils être très « intéressés » par des « emprunts » multiples à l'acquis européen correspondant.

La première manifestation de ce phénomène est l'envoi par les Britanniques au cours de l'été 1940, de la « **Mission Tizard** », du nom du scientifique britannique qui la dirigea, **Sir Henry Tizard**, lui-même spécialiste de la propulsion aéronautique à réaction. Cette mission va livrer aux États-Unis de nombreuses connaissances européennes majeures



en matière scientifique et technologique (certains savants européens de haut niveau, allemands et français notamment étaient présents en Grande-Bretagne où ils s'étaient réfugiés au cours des mois ayant suivis le début du conflit). La « Mission Tizard » apportera aux États-Unis toute l'expérience et les avancées européennes décisives en matière de nucléaire - (les Britanniques avaient, avec d'autres européens, dès 1940 créé une commission *ad hoc*, la « **Commission Maud** » qui donnera naissance au projet américain « Manhattan ») - de détection électromagnétique (RADAR) et de propulsion aéronautique à réaction.

Grace à ce transfert technologique majeur, les États-Unis vont pouvoir mettre au point entre autres l'arme nucléaire qu'ils vont utiliser contre le Japon.

Il est à noter aussi qu'à la fin de la guerre, il y aura une « récupération » à grande échelle par les Américains des avancées allemandes en matière de propulsion à réaction et de missiles, domaine où les États-Unis accusent un grand retard.

Les États-Unis, conscients de disposer des avantages qui viennent d'être évoqués et conformément à leur tradition hégémonique, vont développer à cette époque, une « idéologie » exprimant la conscience de leur « supériorité » naturelle. Ce sentiment est diffusé par de nombreux médias à large audience évoquant Franklin Roosevelt comme « Président du Monde » ou l'inéluctabilité de la venue du « Siècle américain » etc... C'est dans ce contexte que naît une atmosphère d'hostilité à l'Union Soviétique. Les hauts dirigeants américains (ou ceux qui sont appelés à le devenir) vont exprimer d'une façon directe leurs sentiments ou leur vision du monde. On se contentera de citer à ce sujet quelques déclarations révélatrices de l'arrogance américaine illustrant l'état d'esprit de hauts responsables des États-Unis et notamment de deux d'entre eux, F. Roosevelt et H.

Truman, qui ont occupé pendant 20 ans (1933- 1953) le poste de président des États-Unis - vis à vis de l'Union Soviétique, leur « alliée ».



Harry Truman, alors Sénateur du Missouri, qui deviendra Vice-Président en 1944 et Président des États-Unis en 1945 puis 1948 jusqu'en 1953 déclare le 23 juin 1941, (au lendemain de l'attaque hitlérienne de l'URSS « opération « Barbarossa ») :

« Laissons les Soviétiques et les Nazis s'entre-tuer le plus possible ... »

Quant à F. Roosevelt, en campagne pour son 4^e mandat en octobre 1944 à New-York, il affirme que :

« La force que nous avons acquise nous commande de prendre la direction de l'ensemble des nations ... ».

Il est à remarquer, par ailleurs, que l'état d'esprit qui vient d'être évoqué, loin d'être isolé aux États-Unis était partagé par de larges secteurs influents de ce pays ...

Le propre fils du Président Roosevelt lui-même, **Elliott Roosevelt**, qui fut général d'aviation pendant la seconde guerre mondiale en Europe, bon connaisseur des milieux militaires, et avait une grande proximité avec son père, confirme dans un ouvrage paru en 1946 (sur la base d'échos recueillis aux États-Unis) l'existence d'une atmosphère d'hostilité guerrière à l'égard de l'Union Soviétique à la fin de la guerre.

De nombreux secteurs de l'opinion et des médias aux États-Unis vont partager cet état d'esprit pendant toute la durée de la Guerre. Très imbus de leur « supériorité » (fut-elle due à la mainmise d'avancées scientifiques et technologiques majeures des pays européens) les États-Unis vont, de plus, bénéficier, pendant le conflit, d'une prospérité économique avérée qui, ajoutée

aux autres « avantages » qui étaient les leurs, vont contribuer à leur faire adopter une attitude hostile à l'égard de leur « allié » soviétique qui a pourtant supporté, et de très loin, le poids principal de la guerre. Cette hostilité a pour base la rivalité systémique qui les oppose à ce pays. Par ailleurs, cet avantage teintera leurs sentiments d'un esprit de condescendance vis à vis des pays de l'Europe de l'Ouest, ruinés par la guerre.

Il pourrait être objecté, contre ce qui vient d'être évoqué qu'une aide « désintéressée » fut apportée par les « États-Unis » à l'Union soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale sous la forme de la loi « Prêt-Bail » (envoi de matériel), qui s'adressait d'ailleurs à tous les alliés des États-Unis. Qu'il nous suffise de dire alors, concernant ce sujet, que ce qui a été avancé jusqu'à présent a été très largement inspiré par la position américaine et qu'un débat véritablement impartial ferait apparaître une vérité qu'il convient de rétablir.

Sans faire de commentaires superflus, nous concluons sur ce sujet par le passage

suivant extrait d'un ouvrage rédigé par le propre responsable du programme « Prêt-Bail » lui-même, **Edward Stettinius**, nommé à ce poste par Roosevelt : **« Les Russes nous ont fourni une aide que l'on ne peut mesurer ni en**



dollars ni en tonnes. Elle peut se chiffrer en millions de soldats nazis tués ou captifs dans les camps russes de prisonniers, de chars nazis réduits à l'état de ferraille sur les champs de bataille, de canons et de camions nazis abandonnés par les armées allemandes en retraite. Les Russes ont payé cher leur victoire mais ils

ont fait un mal irréparable à la machine de guerre nazie ». (« Le prêt-bail, arme de victoire » E. Stettinius – 1944 – p.266).

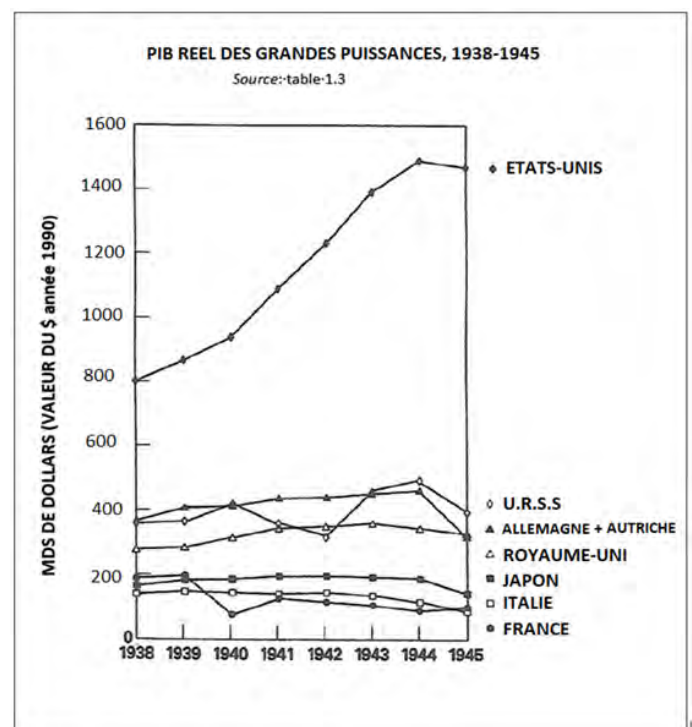
Une menace soviétique ?

Avant que la guerre ne soit terminée, une note du J.C.S (« Joint Chiefs of Staff » - organisme américain que nous décrivons p.9) du 4 février 1945 (Information memo 374 – 4 February 1945) nous informe des intentions de l'Union Soviétique pour l'après-guerre. Ce pays – nous indique la note – a l'intention de réduire massivement ses forces armées et de consacrer 1 million d'hommes aux tâches massives de sa reconstruction qui ne sera pas terminée avant 1952. Moscou redoute - selon cette note – un « encerclement » capitaliste et la formation d'alliances hostiles à ses frontières. Si l'Union Soviétique n'a pas l'intention de déclencher une guerre générale - y compris par une invasion de l'Europe de l'Ouest (de nombreuses notes du J.C.S en font foi) elle n'en redoute pas moins un « encerclement » à ses frontières. Cette menace d'encerclement perçue par l'Union Soviétique avait d'autant plus de fondement que l'ensemble des pays qui l'entouraient à l'époque lui étaient hostiles : la Chine, dirigée alors par le Maréchal **Tchang Kai Chek**, était très fortement sous influence américaine. Un des objectifs de l'Union Soviétique (selon les notes du J.C.S) était donc de constituer à proximité de ses frontières un « glacis » protecteur constitué de pays-tampon qui ont tous (à l'exception de la Pologne et de la Chine) participé, aux côtés de l'Allemagne, à l'invasion du 23 juin 1941. Ajoutons à ces pays ceux qui ont affiché des sympathies à l'égard de l'Allemagne hitlérienne tout en ne participant pas directement à la guerre, notamment l'Iran et la Turquie.

Penchons-nous maintenant sur l'état économique de l'Union Soviétique à la fin de la seconde guerre mondiale et posons-nous la question de savoir si ce pays était en état

de déclencher un conflit majeur avec les États-Unis ou l'Ouest en général : Dans un ouvrage, paru en 1998 (« The Economics of World War II »), l'historien britannique de l'économie, **Mark Harrison**, s'est livré à une étude comparative des économies de six pays belligérants de la Seconde Guerre Mondiale. Un certain nombre d'indications de nature à nous éclairer sur les grands traits de l'évolution économique des pays considérés, peuvent en être extraites.

Mark Harrison a intitulé le chapitre qu'il consacre dans son ouvrage à l'Union Soviétique « **Le vainqueur défait** » (« **defeated victor** »). Il voulait signifier par là que, si l'Union Soviétique avait, pendant quatre ans, mené une guerre victorieuse contre l'Allemagne hitlérienne, cette victoire laissait ce pays en ruines, avec une économie « fortement dégradée ». Une situation qui allait avoir des conséquences néfastes pour le pays à court et à long terme, sans compter les pertes humaines qu'il avait subi (**26,6 millions de morts civils et militaires** selon l'estimation de M. Harrison) pertes qui auront – au-delà de leur aspect humain - une signification économique négative majeure et sont par ailleurs sans commune mesure - et de très loin - avec celles des autres vainqueurs.



D'une façon globale, le graphique ci-dessus (extrait de l'ouvrage de Mark Harrison) montre l'évolution du produit intérieur brut (richesse produite) dans les principaux pays belligérants de 1938 à 1945. Seul les États-Unis ont accru considérablement leur richesse. Bien entendu, ce graphique ne fait pas apparaître les nombreux facteurs humains ayant accompagné cette évolution, tels que le niveau de vie de la population, la qualité de la vie courante etc...

La note « 80/7 du 23 octobre 1945 » du J.I.S (Joint Intelligence Staff) citée par **Steven Ross** (p. 6 – « *America, War Plans 1945-1950* ») met l'accent sur les raisons économiques pour lesquelles - selon le J.C.S - il n'y a pas de menace soviétique de guerre générale :

Selon cet historien militaire américain qui a lui-même enseigné dans une École militaire U.S, a été membre de la C.I.A et a dépouillé des milliers de documents d'archives du J.C.S à Washington : « **Il faudra à l'URSS 15 ans pour restaurer ses pertes, tant humaines que matérielles, consécutives à la guerre. 10 ans pour moderniser son réseau ferré de transports civil et militaire, 5 à 10 ans pour produire des bombes atomiques et créer une force aérienne stratégique, et 15 à 20 ans pour construire une flotte de haute mer** ».

La question centrale qui peut être posée à la suite de ces considérations économiques, est la suivante : « **Est ce que l'Union Soviétique était en état et avait la**

volonté à la fin de la Seconde guerre mondiale, d'entamer une guerre de conquête vers l'Ouest ? » La réponse est non. C'est également ce constat des planificateurs américains du J.C.S qui a été porté à la connaissance des hautes autorités politiques américaines.

Face à ce constat, en quoi a donc consisté l'attitude de ces mêmes autorités, qu'elles soient civiles ou militaires, au cours de la même période ?

Les instances de conception et de planification militaire maintenues et créées aux États-Unis -1942 - 1947-

Notons, en préalable, qu'après la fin de la Seconde Guerre Mondiale, les instances où se conçoivent et se planifient les grandes opérations militaires aux États-Unis, non seulement ne vont pas disparaître avec la fin de la guerre, mais vont se maintenir. Il va même en être ajouté de nouvelles aux compétences élargies et renforcées ...

La politique étrangère et de sécurité des États-Unis est conçue et mise en œuvre par



Les Affrontements en Union Soviétique ont été très meurtriers et ont laissé des paysages dévastés

le Président en exercice et par le Département d'État (ministère des Affaires étrangères ainsi que par le ministère de la Défense) mais différentes structures officielles ou non en sont parties prenantes sans compter ce qu'on appelle le « complexe militaro-industriel » ou certaines entreprises privées (par ex. « Rand Corporation »).

LE « JOINT CHIEFS OF STAFF » (J.C.S)

Le **J.C.S** a pour origine la nécessité pendant la seconde guerre mondiale pour les États-Unis et la Grande-Bretagne de disposer d'une structure restreinte commune de coordination militaire, à même d'évaluer et de concevoir sur le plan stratégique les axes de conduite de la guerre. Il tint sa 1ère réunion, peu après l'entrée en guerre des États-Unis, le 9 février 1942. Un des objectifs de la structure était de conseiller le Président des États-Unis sur le plan militaire général, des décisions majeures concernant notamment la stratégie et la logistique. Pendant la IIe G.M, cet organisme comprenait trois composantes principales : le « **Joint Staff Planners** » (J.S.P - planification des grandes opérations) le « **Joint Intelligence Committee** » (J.I.C - renseignements), le « **Joint Logistics Committee** » (J.L.C - problèmes de logistique). Après la fin de la seconde guerre mondiale, la structure J.C.S fut pérennisée. L'organisation maintiendra ses principales finalités, réservant cette fois ses travaux à la préparation d'une attaque contre l'Union Soviétique. Son organisation interne, tout en conservant certaines anciennes structures, fut remaniée en particulier par le « National Security Act ».

LE « NATIONAL SECURITY COUNCIL ».

Si le J.C.S, ainsi qu'il est souligné ci-

dessus, constituait (et constitue de nos jours) une structure majeure dans la définition de la politique militaire des États-Unis, un autre organisme jouait (et joue actuellement) un rôle capital dans celle-ci : le « National Security Council » (**N.S.C** - Conseil de Sécurité Nationale). Créé le 26 juillet 1947 (loi n° 253) par H. Truman, qui y a vu un moyen de contrecarrer les pouvoirs du Congrès américain, le Conseil National de Sécurité à plusieurs finalités : réunir et coordonner au plus haut niveau politique et militaire l'action en matière de sécurité et de politique étrangère mais aussi conseiller le Président en exercice.



LE « COUNCIL OF FOREIGN RELATIONS »

À côté de ces deux structures officielles qui jouèrent un rôle majeur dans le déclenchement de la « guerre froide », après la fin de la seconde guerre mondiale, il existe aux États-Unis un organisme « privé », le « Council of Foreign Relations (**C.F.R**) qui joue un rôle très important en matière de réflexion et de conception concernant la politique étrangère. (Cette organisation fait paraître une publication intitulée « Foreign Affairs »). Cette structure, créée après la première guerre mondiale, se veut « bi-partisane » (démocrates - républicains) et est très influente aux États-Unis. Elle comprend de hauts

représentants des affaires, des médias, du monde universitaire, et est fortement imbriquée avec le monde politique du moment.

Toutes les structures qui viennent d'être évoquées ont été, dans les années de l'immédiate après-seconde guerre mondiale, mises à contribution pour la définition et la mise en œuvre d'une confrontation militaire avec l'Union Soviétique et dans le déclenchement de ce qu'on a appelé la « **guerre froide** ». Mais bien sûr un protagoniste très important en était partie prenante et inspirateur : le Président des Etats-Unis qui était à l'époque Harry Truman :

HARRY TRUMAN

Né en 1884 à Lamar dans l'État du Missouri, H. Truman est membre du Parti démocrate après la première guerre mondiale. Il est élu Sénateur en 1934. Pendant la seconde guerre mondiale il est désigné comme candidat à la Vice-Présidence aux côtés de Franklin Roosevelt, à l'occasion de la campagne de celui-ci pour son 4ème mandat en 1944. Après l'élection de Roosevelt, il reste à ses côtés jusqu'à la mort de ce dernier le 12 avril 1945. Il lui succède à cette date comme président des États-Unis. Il sera élu Président en 1948 et restera au pouvoir jusqu'en 1953. Sa mandature sera inspirée par ce qu'on a appelé la « **doctrine Truman** » d'hostilité à l'Union Soviétique et marquée par la menace à son égard du déclenchement d'une « guerre préventive » nucléaire et d'utilisation de l'arme atomique pour atteindre les objectifs politiques et diplomatiques américains. (Par exemple, la menace de bombardement nucléaire contre les Soviétiques en Iran en mars 1946, pour défendre les intérêts économiques étatsuniens dans ce pays).

Préparation d'une attaque aérienne nucléaire U.S de l'union soviétique en 1945

Après avoir établi (voir ci-dessus) que pour différentes raisons, il n'y a pas, à la fin de la seconde guerre mondiale de menace soviétique non seulement contre le territoire américain pas plus qu'ailleurs, le « Joint Intelligence Committee », par une note du 3 novembre 1945 (J.I.C 329) sur la « **Vulnérabilité de l'URSS à une attaque aérienne limitée** » n'en recommande pas moins la destruction par bombardement nucléaire des cités soviétiques nominativement désignées suivantes : **Moscou, Gorki (aujourd'hui Nijni-Novgorod), Kouybychev, Sverdlosk, Novossibirsk, Omsk, Saratov, Kazan, Leningrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg), Bakou, Tachkent, Tcheliabinsk, Nijni-Tagill, Magnitogorsk, Molotov (aujourd'hui Perm), Tbilissi, Stalinsk (aujourd'hui Novokouznetsk), Grozny, Irkousk, Jaroslav.**

Il peut être allégué que les plans élaborés par le « Joint Chiefs of Staffs » n'étaient que des plans et n'engageaient pas l'autorité politique suprême des États-Unis, c'est à dire le Président de l'époque, Truman, qui n'a pas ordonné leur mise à exécution. Plusieurs considérations peuvent être mises en avant à ce sujet :

1/ Les préoccupations humanitaires n'étaient pas de nature à influencer Truman, l'exemple japonais (destruction nucléaire d'Hiroshima et de Nagasaki et mort consécutive de plusieurs dizaines de milliers de civils) est là pour le montrer

2 / Si l'anéantissement par bombardement nucléaire de 20 cités soviétiques tel qu'il était programmé) n'a pas eu lieu, ce n'est pas dû à une préoccupation « humanitaire » de Truman mais à des considérations

techniques : tout d'abord le nombre de bombes atomiques disponibles aux États-Unis à l'époque se limitait à **deux** unités, fin 1945, la seconde contrainte était, elle aussi, d'ordre technique : le rayon d'action des avions devant transporter les bombes sur les 20 cités soviétiques était insuffisant. Par ailleurs d'autres considérations techniques empêchèrent la mise à exécution des projets de bombardement nucléaire « **préventif** » ou de « **première frappe** » américaine ainsi que le révèlent les documents du « J.C.S » notamment, telles que le manque d'avions d'escorte des bombardiers ou l'insuffisance de données disponibles sur les « cibles » soviétiques.

Ces contraintes techniques seront levées au cours des années suivantes mais l'Union Soviétique disposera alors, de l'arme atomique (1949) et au début des années 1950, de vecteurs pour la transporter (missiles) ce qui sera de nature à établir avec les USA un équilibre stratégique qui n'existait pas dans l'immédiate après-guerre et était de nature à dissuader les États-Unis à engager l'action qui vient d'être évoquée.

Il est donc établi qu'à la fin de la seconde guerre mondiale, les dirigeants des États-Unis de l'époque et les hauts responsables militaires de ce pays, mettant à profit le monopole de fabrication des armes atomiques - qu'ils détenaient à ce moment - élaborèrent des plans utilisant cette arme. Or - de leur propre aveu - aucune menace militaire n'émanait de l'Union Soviétique et ne visait tant le territoire américain que celui de l'Europe de l'Ouest.

Il est à noter que les projets de bombardement nucléaire de l'Union Soviétique élaborés en 1945, furent suivis au cours des années suivantes de plans

s'inscrivant dans une même logique nucléaire guerrière (« **Pincher** », « **Bushwacker** » ...).

Quelques étapes historiques de l'hégémonisme américain

Si aucune menace militaire n'émanait à cette époque de l'Union Soviétique - et tel était le cas suivant les documents officiels militaires américains - **Quelle pouvait être la motivation des États-Unis ?** Le rappel d'une très courte rétrospective historique peut nous « éclairer » à ce sujet : Si, dès l'origine au XVIII^e siècle, il est possible de déceler les prémices de ce qui deviendra l'hégémonisme américain, il faudra attendre les XIX^e, XX^e et XXI^e siècles pour observer le développement de celui-ci :

Une première étape est théorisée par la publication d'un document intitulé « **La Destinée manifeste** » en 1845 et dont l'auteur est **John O' Sullivan**. Ce journaliste new yorkais a employé ces termes pour « justifier » l'expansion territoriale des États-Unis naissants, limités alors partiellement à la partie orientale du continent nord-américain, vers l'ouest et vers le sud. Il

a préconisé notamment l'annexion du Texas au détriment du Mexique et l'annexion dans les années qui ont suivi d'un grand nombre de territoires appartenant à ce même pays et qui deviendront des états américains (Arizona - Nevada - Californie - Nouveau Mexique ...) consécutivement à la guerre,



déclarée par les États-Unis au Mexique en 1846. « La Destinée manifeste » eut un très large écho aux États-Unis.

Vers les années 1890, l'Amiral **A.T. Mahan** (1840 - 1914) qui fut en quelque sorte le théoricien de l'impérialisme nord-américain, préconisait une expansion mondiale des États-Unis sous les prétextes les plus divers. Les principes énoncés par Mahan à la fin du XIX^e siècle furent suivis de la guerre hispano-américaine, à l'occasion de laquelle l'Espagne fut dépouillée des derniers vestiges de son empire en Amérique centrale et dans le Pacifique ou l'archipel des Philippines fut arraché aux indépendantistes philippins, à l'issue d'une longue guerre ponctuée d'atrocités. Il faut noter aussi que l'Amiral Mahan fut un inspirateur majeur - de leur propre aveu - de deux présidents américains, **Théodore Roosevelt** (1858-1919) et **Franklin Roosevelt** (1882-1945) qui étaient par ailleurs cousins. Les thèses de Mahan furent largement connues et diffusées aux États-Unis.

Il apparaît ainsi que, pour ne prendre que ces deux exemples parmi de nombreux autres, l'hégémonisme américain plonge ses lointaines racines dans l'histoire même des États-Unis.

Position de la France

Si, à l'époque, quelques milieux en France relayent complaisamment certaines thèses bellicistes ayant cours Outre-Atlantique, plusieurs personnalités françaises - et non des moindres - ainsi qu'une partie importante du peuple français montrent que les uns et les autres ne se font guère d'illusions sur la réalité des véritables intentions américaines, fussent-elles dissimulées soigneusement par des campagnes d'opinion et de propagande appropriées.

En témoigne le **Général de Gaulle**, qui, après avoir exercé la fonction de Président du Gouvernement Provisoire de la République Française de 1944 au début 1946, publiera ses « Mémoires de guerre » dans le courant des années cinquante. Dans

ceux-ci, il relate sa rencontre avec les présidents américains à Washington, Franklin Roosevelt tout d'abord, au début juillet 1944 et Harry Truman, l'année suivante. Au cours de son entretien avec Roosevelt, le Général de Gaulle perçoit - ainsi qu'il le souligne - la « **volonté de puissance** » du président américain même si, comme il l'indique, cette volonté de puissance est « **habillée d'idéalisme** ». Le président américain, lui, développe ses « **conceptions inquiétantes pour l'Europe et pour la France** » (...) sur lesquelles il entend « **instituer un système permanent d'intervention** » sous le couvert de l'O.N.U que les États-Unis, à cette époque, contrôlent totalement (p.237- 238 de ses mémoires). Pendant toute la durée de la seconde guerre mondiale, le Chef de la France libre dut faire face à l'hostilité de Roosevelt qui voyait en lui un obstacle à sa volonté de mise en place de l'« **ordre américain** » de l'après-guerre, excluant entre autres, la France qui avait supporté, seule, le poids de l'agression hitlérienne en 1940 et qui, malgré le sursaut de la « France Libre » se trouvait très affaiblie par la défaite initiale du début du conflit.

En août 1945, De Gaulle rencontre Harry Truman avec lequel il a également de longs entretiens. Pas plus qu'avec Roosevelt, le dirigeant français n'est convaincu du bienfondé de certaines des « recettes » du président américain concernant le monde nouveau issu de la guerre. Notant que « **parmi les belligérants, les États-Unis étaient les seuls intacts** », De Gaulle comprend d'après les propos de Truman, que les États-Unis entendent s'assurer la direction du monde de l'après-guerre.

Il est à noter que seule, parmi les pays de l'Ouest, la France du Général de Gaulle envoya une unité militaire, le régiment aérien « Normandie - Niémen » combattre sur le front de l'Est aux côtés des Soviétiques.

À signaler aussi, qu'en Décembre 1944, De Gaulle, président du Gouvernement provisoire de la République française, se déplaça à Moscou pour y signer avec Staline



un pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique.

D'autres indices - relevés dans les rapports militaires américains - soulignent la position de retrait de la France concernant les projets aventuristes américains. Ainsi une étude du « J.W.P.C » (Joint War Plans Committee, composante du J.C.S) du 15 mai 1947 (**J.W.P.C 474/1**) citée par Steven Ross, établit que dans le cas d'un conflit, avec l'Union Soviétique, la France resterait neutre ou glisserait dans une situation de guerre civile compromettant ainsi les projets des planificateurs militaires américains partisans d'une « guerre préventive » contre l'Union Soviétique.

Qui a déclenché la « guerre froide » ?

Le terme de « **guerre froide** » a été employé pour la première fois en septembre 1945 par l'écrivain - philosophe britannique, **Georges Orwell**, environ un mois après l'emploi de bombes atomiques pour anéantir les villes japonaises de « Hiroshima » et de « Nagasaki ».

Selon le Prix Nobel de physique (1947) britannique **James Blackett**, les premières victimes de la guerre froide seront les victimes japonaises des bombardements atomiques américains de

« Hiroshima » et de « Nagasaki » au début août 1945. Il fallait en effet, pour les Américains, prendre de court en août 1945 les Soviétiques qui après une offensive terrestre foudroyante en Mandchourie conformément à leurs engagements antérieurs, se préparaient à débarquer au Japon par le détroit de Corée et dans l'île japonaise d'Hokkaido par l'île Sakhaline et les îles Kouriles. La décision de bombardement atomique du Japon fut prise par le Président américain H. Truman et les arguments qu'il a avancés pour « justifier » sa décision ne résistent pas à un examen impartial des faits.

L'objectif de cette brève note – affirmons nous à son début – est de déterminer à qui appartient la responsabilité du déclenchement de la « guerre froide » ?

A la lumière de la consultation de nombreux documents d'origine américaine pour l'essentiel, qu'ils soient officiels ou non et dont l'authenticité ne peut être contestée, il apparaît que :

- 1/ Il n'existait pas, après la fin de la seconde guerre mondiale, de menace soviétique de guerre générale, notamment d'invasion de l'Europe occidentale.
- 2/ Les États -Unis, qui disposaient à



Offensive soviétique en Mandchourie contre le Japon (Aout 1945)

cette époque, pour quelques années, du monopole de fabrication de l'arme atomique, ont préparé dès 1945 – via leurs instances militaires officielles spécialisées (J.C.S), une attaque nucléaire par surprise, dite de « **première frappe** » ou « **préventive** », destinée à l'anéantissement de vingt cités soviétiques, **sans provocation soviétique préalable.**

3/ A l'époque des faits, les États-Unis, pour concrétiser le projet qui vient d'être évoqué, étaient confrontés à des contraintes techniques empêchant la mise en œuvre de celui-ci : ils ne disposaient pas notamment d'un nombre suffisant de bombes atomiques, ni de vecteurs

(bombardiers B29) à rayon d'action suffisant, ni d'avions-chasseurs de protection de ces bombardiers.

4/ Le plus haut dirigeant politique nord-américain de l'époque, le Président Harry Truman - qui prit la décision, basée sur des évaluations mensongères, de bombarder et d'anéantir les deux villes japonaises de Hiroshima et de Nagasaki - mit à profit ce monopole, pour la poursuite

d'objectifs politiques et diplomatiques américains « classiques », comme la menace, émise en mars 1946 par H. Truman de bombardement nucléaire imminent des positions soviétiques dans le nord de l'Iran, afin de protéger leurs propres intérêts économiques (accès aux ressources pétrolières iraniennes) et ceux de leur allié britannique en Iran , ces trois pays occupant d'un commun accord l'Iran pendant la seconde guerre mondiale.

Il apparaît donc, à la lumière de l'observation rigoureuse des faits historiques concernant la période de l'immédiate après - seconde guerre mondiale, que **la responsabilité du déclenchement de ce qu'on a appelé la « guerre froide » et qui a opposé pendant plusieurs décennies les États**

-Unis à ce qu'on appelait alors l'Union Soviétique (U.R.S.S) appartient essentiellement aux États-Unis. La motivation de leur action, à cette époque, était leur volonté hégémonique mondiale.

Quand on connaît un tant soit peu l'histoire de ce pays, cette **volonté est récurrente** depuis l'origine et s'est manifestée particulièrement au cours des XIX^e, XX^e et XXI^e siècles.

Cette volonté hégémonique des États-Unis se pare, selon les époques, de « justificatifs » idéologiques et « humanistes » divers. Au XIX^e siècle, il s'agissait d'apporter la civilisation aux peuplades indiennes « sauvages » qu'il convenait de chasser de leur territoire ou d'exterminer, d'en finir avec le colonialisme espagnol, y compris en massacrant plusieurs centaines de milliers d'indépendantistes philippins. Au XX^e siècle, il s'agissait de rassembler le « **Monde libre** », sous direction américaine pour combattre le communisme et de promouvoir un « **Siècle américain** » (selon le très influent **Henry Luce**, membre éminent du puissant « Council of Foreign Relations »). En ce début de XXI^e siècle, il s'agit, sous le couvert d'un soi-disant « exceptionnalisme » américain de mener des croisades contre les régimes « autocratiques » et « illibéraux » - en « oubliant » le soutien apporté dans le passé et actuellement par les États-Unis aux régimes dictatoriaux les plus sanguinaires et les plus corrompus.

Que l'on doive parer pour autant l'Union Soviétique et ses principaux dirigeants au cours du XX^e siècle, et notamment de **Joseph Staline**, qui dirigea ce pays de 1923 à 1953, de vertus exemplaires, il ne saurait, bien sûr, en être question. On ne saurait dire non plus que certains principes qui dictaient alors la politique extérieure de l'Union Soviétique, étaient marqués d'un pur angélisme (l'étaient-ils à l'Ouest ?). Certains comportements peuvent s'expliquer en partie par les épreuves inouïes de la guerre subie par ce pays pendant quatre années et des souffrances endurées...

Néanmoins, le respect de la vérité historique dans sa globalité, nous oblige, tout d'abord, à la rechercher, la reconnaître et ensuite d'en restituer objectivement les grands traits ...

Y.L.D.R.

SOURCES PRINCIPALES

La relation de l'histoire s'appuie largement sur le recours à des sources, qu'elles soient archivistiques ou bibliographiques. Pour la période qui est l'objet de cette note de synthèse, un certain nombre d'ouvrages ont été publiés aux États-Unis notamment, après la déclassification en 1985 de certaines archives militaires américaines sensibles. Parmi ces publications - dont la plupart ne sont pas traduites en français à notre connaissance - les informations dont nous disposons en sont extraites notamment de deux ouvrages s'appuyant sur des sources officielles militaires américaines longtemps classées « top-secret » et détenues actuellement au N.A.R.A (National Archiv and Records Administration) de Washington. Ces deux ouvrages - parmi d'autres- figurent en tête de la liste suivante :

Steven T. Ross - American War Plans 1945 - 1950 - Ed. Frank Cass London - Portland (USA) - 1996 (1^{ère} ed. 1988)

Micchio Kaku - **Daniel Axelrod** - To win a Nuclear War - The Pentagon Secret War Plans - South End Press - Boston MA - 1987

Concernant ces deux ouvrages, les faits relatés sont largement documentés sur le plan archivistique - (Archives du J.C.S - Joint Chiefs of Staff). Par ailleurs, une abondante bibliographie appuie les faits avancés par Steven Ross qui fit partie pendant de longues années de l'« establishment » militaire américain.- Il fut notamment et entre autres analyste à la C.I.A

Elliott Roosevelt - Mon père m'a dit - Flammarion - 1946 -

Charles de Gaulle - Mémoires de guerre - Plon - 1956 - Tome II - **L'Unité** -

- Mémoires de guerre - Plon - 1959 - Tome III - **Le Salut** -

Harley A. Notter - Post World War II Foreign Policy Planning - Congressional Information Service - 1987 -

Mark Harrison - The Economics of World War II - Cambridge University Press - 1998 -

Claude Jullien - L'Empire américain - Ed. Bernard Grasset - 1968 -

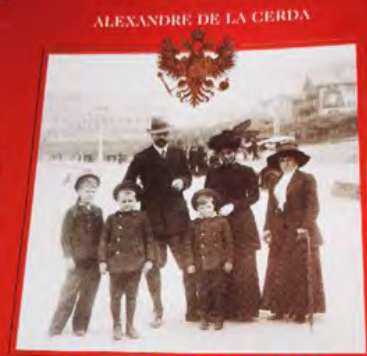
Helene Carrère d'Encausse - Le Général de Gaulle et la Russie - Fayard - 2017.

L'association « Mémoire et culture de Russie »

*Русское наследие
в баскском и гасконском краях*



Marie-Agnès DOMIN
Historienne, écrivain et conférencière



**LA TOURNÉE
DES GRANDS-DUCS**
Les Russes sur la Côte atlantique

Crée à l'initiative de Nikolaï Singier-Kurzwa, cette association a pour objectif premier de pouvoir retrouver les sépultures des immigrés russes au Pays Basque et dans les provinces gasconnes environnantes, afin de les honorer voire de procéder à leur restauration et même de racheter les concessions à l'abandon. D'autre part, la promotion de manifestations culturelles permettra de faire revivre le passé prestigieux de Biarritz et de toute la région lorsque s'y était fixée, au XIX^e siècle, une importante communauté russe, comprenant des membres de la famille Impériale Russe et de grandes figures issues de la Noblesse Russe. Après la chute du régime impérial et la Révolution, certains d'entre eux choisirent comme terre d'exil cette région qu'ils aimaient tant.

C'est le 3 mai 2021, date choisie au plus près de la Pâque Orthodoxe, au cours d'un déjeuner « russe » en Basse-Navarre chez le consul (h) de Russie à Biarritz Alexandre Miller de la Cerda et son épouse Madame Anne de Miller de la Cerda, comtesse Tolstoï, formant avec le comte d'Arcangues le comité d'honneur, qu'a été signée la patente constitutive de l'association *Mémoire et culture de Russie / Русское наследие в баскском и гасконском краях*, en présence de Monsieur Nikolaï Singier-Kurzawa, le Président, accompagné de Madame Marie-Agnès Domin, la secrétaire-trésorière.

Alexandre Miller de la Cerda, consul honoraire de Russie à Biarritz, est issu d'une

prestigieuse famille qui a écrit l'une des pages les plus brillantes dans les relations diplomatiques entre la Russie et la France du XVIII^e siècle jusqu'à nos jours. Son grand-père, Alexandre von Miller, fut chambellan de l'empereur Nicolas II, maréchal de la noblesse de Kovno (Kaunas), président de Varsovie et ami de Stolypine. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *La Tournée des Grands-Ducs, Les Russes sur la côte Atlantique*, paru aux Éditions Atlantica, « Un livre exceptionnel par



Alexandre Miller de la Cerda, Marie-Agnès Domin et Nikolaï Singier-Kurzawa, le 3 mai 2021.

© Alexandre Miller de la Cerda.

l'originalité de son propos et la galerie des personnages qu'il nous présente », dit le Prince Dimitri Schakhovskoy dans la préface qu'il lui a consacrée. Il a, dans le passé, organisé de prestigieuses manifestations à Biarritz, dont « La nuit des grands-ducs » en 1967, faisant revivre le Bal Impérial à l'hôtel du Palais, en présence du grand-duc et de la grande-duchesse Wladimir de Russie.

Depuis de nombreuses années, Nikolai Singier-Kurzawa, titré marquis de Flines, est passionné par l'histoire des Romanov. Il faut dire que son arrière-grand-père était un personnage éminent à la cour du Tsar, puisqu'on le considérait comme le « bras droit » de Nicolas II. Il n'est donc pas étonnant que, dès son arrivée à Bayonne il y a une vingtaine d'années, il se soit intéressé de près à l'histoire des Russes au Pays Basque. Il est tout d'abord allé à la recherche des tombes de personnages connus et c'est en constatant l'état de délabrement de celles-ci que lui est venue

l'idée de les recenser pour les remettre en état.

Dans le même temps, il a commencé à rassembler de magnifiques objets, des livres, des lettres, des photos, des bijoux, des tableaux, etc. qui avaient appartenu aux membres de la famille impériale Russe.

Sa première acquisition est une remarquable peinture réalisée par la grande-Duchesse Olga



Le prince Feodor Alexandrovitch de Russie



Nikolai-Singier Kurzawa sur la tombe du prince Feodor Alexandrovitch de Russie



Nikolai-Singier Kurzawa sur la tombe de la princesse Paley, épouse du prince Feodor Alexandrovitch de Russie



Alexandrovna Romanova, sœur cadette de Nicolas II. Toutes ses acquisitions sont visibles sur son site : *Collection privée Romanov de*

Nikolaï-Singier Kurzawa.

C'est depuis son adolescence, que l'auteur de ces lignes nourrit une passion pour la Russie et plus particulièrement pour les Romanov, qui l'ont conduit à faire des recherches et découvrir certains personnages fascinants de la famille impériale Russe.

Mise en contact avec des descendants de la grande-duchesse Anastasia Mikhaïlovna



Ensemble de porcelaines ayant appartenu à Nicolas II et quelques autres porcelaines peintes par Olga Alexandrovna sa sœur cadette (Collection privée Romanov de Nikolaï Singier-Kurzawa)

Romanova, un premier écrit voit le jour fin 2002 : *Anastasia Mikhaïlovna Romanova, grande-duchesse de Russie, une princesse en avance sur son temps*, paru aux Éditions



Gravure d'époque (Collection privée Romanov de Nikolaï Singier-kurzawa) :

Alexandre Mikhaïlovitch (en russe : Александр Михайлович Романов dit « Sandro » (Сандро)), né le 1er avril 1866 à Tiflis et mort le 26 février 1933 à Roquebrune, est un prince russe de la dynastie des Romanov.

Amiral de la flotte de la Russie impériale (1915), il est adjudant-général (1909), président du Conseil pour la Marine marchande de 1900 à 1902, membre honoraire de l'Académie navale Nikolaïevsky (1903), l'un des fondateurs de l'Armée de l'air impériale russe, l'un des initiateurs de l'École de l'air à Sébastopol (1910) et inspecteur général de l'aviation militaire russe (1916)

Le grand-duc Alexandre Mikhaïlovitch est membre de la dynastie Romanov qui règne sur la Russie de 1613 à 1917.

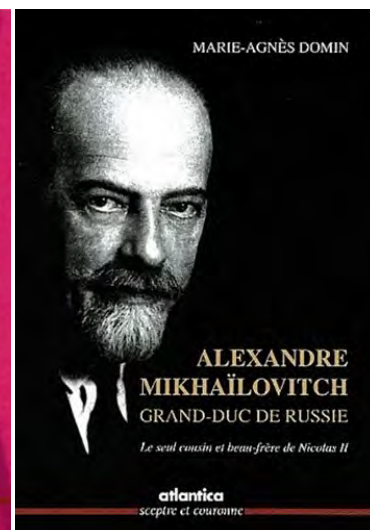
Quatrième des six fils du grand-duc Michel Nicolaïevitch de Russie et de la grande-duchesse Olga Fiodorovna, née Cécile de Bade, il est un des nombreux petits-fils du tsar Nicolas Ier et de la tsarine Alexandra Feodorovna, née Charlotte de Prusse.

Le 6 août 1894, au palais de Peterhof, le grand-duc Alexandre épouse la grande-duchesse Xenia Alexandrovna (1875-1960), sœur du tsar Nicolas II.



Atlantica. Ayant été présentée au prince Michel Romanoff de Russie, qui à cette époque avait quitté Biarritz, il préface son livre et lui confie les mémoires écrites par son grand-père, le grand-duc Alexandre Mikhaïlovitch, « Sandro », bien connu à Biarritz dès les années 1906. Il était le frère de la grande-duchesse Anastasia

Mikhaïlovna Romanova. Cela donne naissance à un deuxième ouvrage *Alexandre Mikhaïlovitch, grand-duc de Russie. Le seul cousin et beau-frère de Nicolas II*, paru aux Éditions Atlantica, que son petit-fils le prince Michel préface également. La passion des Romanov et de l'écriture ne s'éteignant pas d'autres ouvrages vont



suivre : *Après la Révolution Russe, des Romanov en exil* et *L'Histoire fascinante des Romanov, Portrait d'une dynastie*, Ed. Publibook, *Cecilie la dernière Kronprinzessin de Prusse*. Autoédition.

Cette passion commune que nous avons Nikolaï et moi-même pour cette illustre famille au destin prestigieux, mais aussi tragique, ce qui nous émeut profondément, nous a conduit à l'écriture en commun d'un nouvel ouvrage, *L'amour des Romanov, pour ne pas oublier*, que nous espérons publier d'ici la fin de l'année. D'autres projets d'écriture suivront.

La vocation de l'association étant de faire connaître ce prestigieux passé qui a illuminé la Côte Basque, nous aurons à cœur d'organiser différentes manifestations culturelles qui prendront diverses formes : conférences, colloques, expositions d'art, dans des lieux prestigieux, mais aussi des visites de lieux emblématiques. Ainsi, comme dans un rêve, nous cheminerons sur

les traces de ces grands personnages ayant laissé leur merveilleuse empreinte dans la région. Et notre grand rêve est de pouvoir rétablir un jour le sublime *Bal des grands-ducs*.

Ces projets ne pourront voir le jour que lorsque l'association comportera un nombre de membres suffisant pour les mener à bien et c'est la raison pour laquelle nous avons besoin de votre soutien, en souhaitant que vous soyez conquis par les thèmes de nos réalisations, que nous nous efforcerons de choisir avec un soin particulier. Nous vous informons qu'un groupe a été constitué sur Facebook, *Mémoire et Culture de Russie*, où nous publions différents articles et pour toute demande de renseignements, vous pouvez nous joindre à l'adresse suivante : memoire.culturerusse35@gmail.com.

M-A-D.



**Villa « Les Vagues » du grand-duc Alexandre Mikhailovitch
(Collection privée Nikolai Singier-Kurzawa)**

La culture : Entre médiocratie et crise institutionnelle



Nicolas BOUVIER
Auteur conférencier



« **Tout ce qui dégrade la culture raccourcit les chemins vers la servitude** »
Albert Camus

L'auteur de « L'étranger » n'a jamais été aussi actuel par cette phrase qui résume parfaitement ce que la culture subit, vit et traverse dans ce marasme qu'est devenu notre époque.

Avant la crise sanitaire, qui est désormais devenue une crise politico-économico-institutionnelle, la culture subissait déjà les affres d'un système qui tentait de survivre face à la mondialisation, les lobbys et les multinationales, entre les géants du web et de la grande distribution.

Dans l'Histoire de la Ve République, chaque gouvernement, à travers chaque Chef d'État, a tenté de laisser une empreinte dans le monde de la culture, que ce soit à travers l'érection de monuments, de bibliothèques, de politiques culturelles ou de musées ouverts sur le monde et sur l'Humanité.

Parallèlement à ces évolutions à travers les âges, nous vivons déjà un paradoxe.

Un niveau éducatif, culturel qui s'enfonçait dans le

médiocre, une culture générale qui se réduisait comme peau de chagrin, la télévision ayant été l'un des supports ayant entraîné cette chute phénoménale, notamment à travers la télé-réalité et les divertissements qui ne nivelaient plus les citoyens vers le haut.

Michel Desmurget, auteur de « La fabrique du crétin digital », nous dit avec un côté visionnaire assez effrayant que la nouvelle génération a un QI plus bas que la dernière génération du XXe siècle, autrement dit la mienne (années 90).

Une première dans l'Histoire de l'Humanité.

Le numérique, le digital, les heures passées devant les écrans de toutes formes et de toutes tailles, du smartphone à la télévision, en passant par les écrans d'ordinateurs et de smartphones.

Les jeunes passent plus de temps devant les écrans que devant leur professeur en classe, voilà un des constats du livre de Michel Desmurget.

Il paraît si loin, le temps de Marcel Pagnol, où l'excellence, la méritocratie et le niveau culturel étaient l'apanage de la réussite et de l'émancipation de la société.

À croire que la promotion de la médiocrité est devenue l'ambition du « nouveau





monde » !

En philosophie, le terme de « culture » désigne ce qui est différent de la nature.

En sociologie, comme en éthologie, la culture est définie comme « ce qui est commun à un groupe d'individus », « ce qui soude », c'est-à-dire ce qui est appris, transmis, produit et inventé. Ainsi, pour l'UNESCO, « la culture est l'ensemble des traits distinctifs, spirituels, matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social.

Elle englobe, outre les arts, les lettres et les sciences, les modes de vie, les lois, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances ». Il se constitue en de multiples manières par l'action d'être, de penser, d'agir et de communiquer en société.

En mars 2020, la culture a été stoppée dans son intégralité, pour la première fois dans l'Histoire de l'Humanité. Jamais, même en temps de guerre, les lieux culturels ont été fermés.

Pour ma part, je me souviens de mon dernier salon du livre, près de Cherbourg, les 7 et 8 mars 2020. À l'époque, le Covid

inquiétait légèrement la population, mais le Chef de l'État faisait la promotion des sorties au théâtre.

Une semaine plus tard, tout était bouclé à double tour pendant deux mois.

Un basculement sans précédent, provoquant par la suite, des milliers de fermetures de librairies, de théâtres, de musées, mais aussi la faillite de nombreuses structures culturelles, mais aussi la création (plus marginale) de nouvelles aventures culturelles.

Le « distanciel » et le « présentiel » (novlangue de « à distance » et « sur place) a supplanté le lien social et le contact humain, créant de multiples paradoxes et oxymores, nouveaux paradigmes de la société du XXI^e siècle.

On applique une « distanciation sociale » avec des « gestes barrières », en étant masqué.

On ne se touche plus. C'est à peine si on se parle, si on communique.

La culture est devenue « non essentielle ».

C'est peut-être la plus grande discrimination à grande échelle que notre



monde ait connue.

De ce fait, il est devenu normal de considérer que des gens étaient essentiels et d'autres non. La crise sanitaire a alors mis en lumière une crise politique majeure, prolongeant celle des gilets jaunes qui avait déjà été importante.

Seuls les métiers concernant le consumérisme, l'aliénation et la « servitude » (volontaire ou non) ont été « essentiels » et imposés.

Au-delà même des soignants, forces de l'ordre et autres métiers indispensables au fonctionnement de la société, les métiers du bien-être, de la culture, des loisirs et de la

gastronomie ont été marginalisés et méprisés. Les aides financières ne sont pas un cadeau, contrairement à ce que le système veut nous laisser croire. Nous payons TOUJOURS le prix d'aides que l'on reçoit, un jour ou l'autre. Depuis environ dix-huit mois, la culture fait partie de ces secteurs qui peinent à affronter cette crise qui est tombée comme un couperet. Pourtant, cet aspect de notre vie est plus que jamais essentiel, à l'heure où le niveau général s'est effondré. La lecture

revient peu à peu sur le devant de la scène, mais les artistes sont essentiels et indispensables à l'épanouissement de chacun.

La création artistique est une valeur fondamentale, autant que respirer, voir, boire et manger. L'esprit doit toujours être en mouvement, en activité.

Le paroxysme de cette crise a été la fermeture des librairies à l'hiver dernier, pendant que des millions de personnes s'entassaient dans le métro.

Un virus pouvait se transmettre par des livres, mais pas dans des gares.

Nous pensions avoir touché le fond, mais



nous continuons de creuser.
Il est désormais indispensable de faire revivre pleinement la culture, mais il y a un hic.
Au-delà du virus, il y a une nouvelle idéologie : la discrimination positive.
Elle était connue concernant le monde de l'emploi, mais elle a innové concernant le pass sanitaire, nouvel apartheid sanitaire

perdu ni notre âme, ni notre esprit et que la culture soit l'outil qui permette la révolution des idées et des Hommes.

où, suivant que vous soyez ou non vacciné, vous aurez le « droit », la « liberté » d'accéder à tel ou tel événement sportif, culturel, etc.

L'accès à la culture doit se faire sans conditions.

Un passeport s'utilise pour changer de pays, pas pour changer de quartier, pour assister à un événement ou pour prouver qu'on est sain de corps et d'esprit.

Nous sommes donc entrés dans un nouveau paradigme où, suivant que vous soyez bienpensant ou complotiste, les jugements de cour vous accepteront ou vous marginaliseront.

« *L'homme de culture doit être un inventeur d'âmes* » Aimé Césaire.

Gageons alors que nous n'ayons

N.B.

Eloge de l'enchantement

Notes sur les Romantiques allemands



Luc-Olivier d'ALANGE
Poète, écrivain et essayiste.

Le romantisme allemand fut à la fois une quête et une humeur. La quête romantique, au moins dans ses préférences, semble mieux connue que son humeur. Par des ouvrages didactiques, parfois hostiles, plus souvent hélas que par les œuvres, nous nous sommes formés, en France, une idée du Romantisme allemand comme d'une quête de l'irrationnel, d'un culte de la Nature et des forces obscures, d'un environnement de brumes et de forêts sur fond d'orchestrations wagnériennes. Nous savons de ces romantiques qu'ils écrivirent des romans d'initiation, qui s'aventurent du côté de l'orient et des arcanes du monde invisible. Les mieux informés, enfin, savent que les romantiques allemands furent aussi des philologues, des naturalistes, des mythologues qui eurent le souci de recueillir des contes et des légendes et d'esquisser une méditation sur la communauté de destin des Allemands.

La quête romantique, toutefois, ne se laisse pas distinguer de son humeur, qui ne se trouve que dans les œuvres, et relève d'une réalité plus subtile, plus impondérable que les « notions » dont la collecte peut satisfaire l'universitaire mais laisse en suspens celui qui voudrait, lui aussi, « romantiser » avec les Romantiques, faire siennes leurs aspirations et leurs découvertes; ce qui est sans doute la seule manière de lire qui vaille mieux que l'ignorance.

Avant d'être une théorie, un système, s'il le fut jamais, le Romantisme allemand fut une façon d'être. Pour savants qu'ils eussent été, férus de toute les sciences de leur temps non moins que d'excellents humanistes, connaissant souvent non seulement le grec, le latin, les langues romanes, mais encore le sanscrit et l'hébreu, pour encyclopédiques que fussent leurs curiosités (ne méconnaissons pas tout ce par quoi l'œuvre de Novalis, par exemple, relève encore du dix-huitième siècle), les Romantiques n'en tinrent pas moins leur *modi essendi*, leurs façons d'être, leur présence au monde, comme supérieures aux *modi intellegendi*, aux « modes de connaissance », à l'intelligence didactique ou critique.



A ces poètes-métaphysiciens, qui revendiquèrent la phrase de Goethe : « Je

hais tout savoir qui ne contribue pas à rendre ma vie plus intense », toute science était vaine qui ne fût ordonnée à l'être, autrement dit à une connaissance supérieure, à une sagesse à la fois sensible et intelligible qui se laisse traduire non par des systèmes et des doctrines, mais par une qualité d'élégance et d'enchantement, de noblesse et de légèreté à laquelle les esprits pompeux et lourds ne peuvent rien comprendre et qu'ils tiendront toujours, à juste titre, pour ennemie.



Novalis, qui fut bien le contraire d'un esprit chagrin, Novalis qui fut tant aimé des dieux qu'il mourut à l'âge de trente ans, reprochait précisément à la seconde partie du *Wilhelm Meister* de Goethe ce retour au sérieux, à la vie domestique, au savoir planifié, cette trahison de

l'intensité et de la joie, qui éclate, au profit du bonheur qui dure et qui s'étale. Rien n'est plus difficile à définir qu'une humeur, elle est ce « je ne sais quoi », ce « presque rien » dont parlait Fénelon, qui nous emporte. On peut, sans trop prendre le risque de se tromper, la dire juvénile, quand bien même Jean-Paul Richter en perpétua toutes les vertus jusqu'au grand âge).

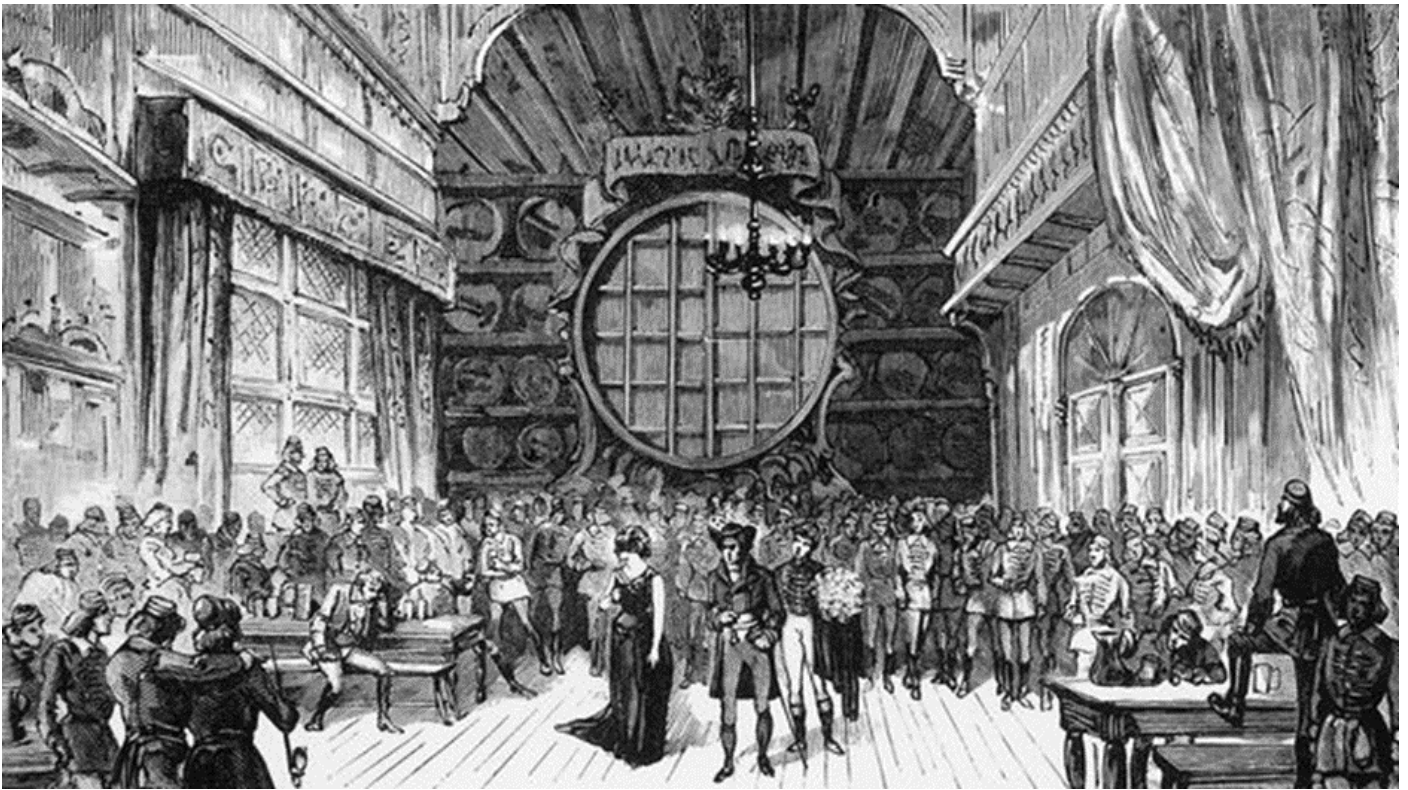
On peut aussi, en hommage à Antoine Blondin, la dire *vagabonde*. La *Lucinde* de Schlegel, les *Mémoires d'un propre à rien* de Joseph von Eichendorf, annoncèrent la couleur : elle sera d'un bleu léger, d'une révolte sans pathos, souvent encline au libertinage, où le sens de la rencontre, du rêve et de l'ivresse avive le monde, délie les langues, dénoue les peurs, et nous précipite, avec impatience, vers le mystère des êtres et des choses.

Ces vertus, chères aux premiers Romantiques allemands, sont d'un genre viril. Elles se nomment liberté et courage, amitié chevaleresque et fidélité, et

correspondent assez peu à l'image du Romantique se tordant les mains au clair de lune. L'humeur romantique se laisse aussi approcher par ce que Gobineau dit des « Calenders » dans son roman *Les Pléiades*, qui fut sans doute largement influencé par les romans de Jean-Paul Richter, et en particulier par *Titan*, - cet immense entrelacs de songes, d'aventures et de bonheurs. Si la peine et la mélancolie des temps qui nous abandonnent, la nostalgie et la dérégulation, la folie même de ceux que frappe la foudre d'Apollon, la tragédie et la mort ne sont pas absente des œuvres romantiques, leur humeur, à qui fréquente leurs œuvres, fut d'emblée à la fantaisie, à l'audace, au rire et à l'ironie.

L'ombre et la lumière, au demeurant, n'existent que l'une par l'autre. Pour les Romantiques allemands, précurseurs, nous y reviendrons, de la logique du tiers-inclus, le Bien et le Mal ne sont pas des entités massive, irréductibles l'une à l'autre qu'affectionnent les esprits schématiques ; les crépuscules contiennent les aurores, et la Nuit dont Novalis écrivit les *Hymnes*, laisse se réfugier en elle, comme un éclat de lumière dans la prunelle de l'Aimée, tous les secrets du jour.

Il y aurait un livre entier à écrire sur l'ironie romantique. Cette ironie n'est point le ricanement de la certitude ou de la supériorité, l'antiphrase didactique et condescendante de Voltaire, mais une reconnaissance de la nature double, visible-invisible, du réel. Tout sens apparent divulgue, à celui qui s'y rend attentif, un sens caché. Toute apparence est transparence. Le monde n'est pas cette prison de convenances ou cette autre prison que serait une liberté dépourvue de sens. Le monde nous parle. Pour les Romantiques allemands, le langage que le monde nous adresse à travers les cristaux de neige, les murmures des feuillages ou les rumeurs de la mer n'est pas radicalement différents de celui dont nous autres humains usons et mésusons à loisir. Cette similitude, cette parenté est, pour les Romantiques allemands, une leçon d'humilité et de prodiges. Elle témoigne d'un accord possible entre le monde et l'homme, elle

Offenbach, *Les Contes d'Hoffmann*

annonce des solitudes immensément peuplées d'âmes.

« La nature ne montre pas, ne dissimule pas, mais fait signe » écrivait Héraclite. Le Grand-Œuvre des Romantiques allemands sera le déchiffrement de ces signes, - déchiffrement dont l'humour, comme en témoignent le Contes de Hoffmann, n'est pas exclu. Tant qu'il est possible de rire, à travers l'herméneutique elle-même, rien n'est perdu. Les Romantiques allemands sont d'autant moins obscurantistes que l'interprétation qu'ils proposent des apparences et des signes, des textes sacrés (dont font partie les œuvres des poètes) est infinie. La sagesse romantique est aussi peu administrative que possible. Le jeu de symboles et des correspondances, ne s'y trouve ni réglementé, ni instrumentalisé.

On pourrait dire, dans un apparent paradoxe, que ce qui sauve les Romantiques allemands de l'obscurantisme, c'est précisément cette défiance pour le rationalisme. Le culte de la « déesse Raison », dont on connaît les ravages, leur fut largement étranger. Le fou n'est pas celui auquel la raison fait défaut, mais bien celui qui a tout perdu sauf la raison.

Toutefois, se défier de la raison n'interdit point d'être logicien ni de faire de la logique un instrument de spéculation et de prospection. L'accusation d'obscurantisme habituellement portée contre eux tient d'autant moins que ceux qui la formulent furent bien souvent les héritiers ou les instigateurs du totalitarisme moderne. Que le réel soit dialogique, pour reprendre le mot de Gilbert Durand, voire, polyphonique et gradué, - et avec une grande part d'imprévisible, - qu'il y eût une interdépendance entre la connaissance, celui qui connaît et la chose connue, que les ombres soient colorées et nos âmes chatoyantes et « tigrées » pour reprendre l'admirable formule de Victor Hugo, que les frontières entre la réalité et le songe soient indécises, que les métaphores soient à l'œuvre, qui changent les feuillages en serpents d'or, les amoureuses en sirènes, les arbres en patriarches, que les dieux puissent surgir et disparaître, que la parole soit donnée aux hiboux ou aux chats, que la différence entre les fées et les libellules puisse n'être, en certains cas, que de pure convenance, tout cela qui appartient au patrimoine imaginaire, ne reste point sans

ouvrir des perspectives d'avenir, de nouvelles logiques et de neufs enchantements.

Peu encline à la linéarité, on ne saurait dire si la pensée romantique fut davantage tournée vers le passé ou vers l'avenir.

Bien plus que rectiligne, la pensée romantique est encline à l'arborescence, à la sporade, à la spirale. « Grains de pollen », les pensées se dispersent, mais chacune d'elle tient en elle, mystérieusement, le ressouvenir de son origine. Ainsi, les Romantiques allemands ne furent ni progressistes, ni passésistes, ni excessivement confiant dans le « sens de l'histoire », ni adeptes d'une pure théorie de la décadence. Issus d'une tradition de l'intériorité, d'une spiritualité « paraclétique » illustrée par Angélus Silesius, **Franz von Baader** ou Jacob Böhme, ils répugnaient à se croire enchaînés à quelque déterminisme historique: l'Histoire, avec des bonheurs divers, était en eux.

Certains critiques, non sans pertinence, ont distingué, chez les Romantiques allemands, deux courants, l'un « révolutionnaire » et quelque peu napoléonien, et l'autre, « réactionnaire », tourné vers l'*anamnesis*, l'ésotérisme, la recherche des fondements de « l'Allemagne secrète », ainsi que le nommera Stefan George. Ces deux courants, toutefois, s'opposent moins qu'il n'y paraît. Ce qui paraît juste, c'est de discerner un glissement, qui est moins d'ordre politique que mythologique. Peu à peu s'éloignant du dix-huitième siècle, de l'euphorie d'une Révolution vue de loin, Prométhée cède la place à Hermès. A la logique du voleur de feu (qui, par Hegel, est aux soubassements du marxisme qui voit en Prométhée la figure tutélaire des révolutions) succède le « feu de roue » des Alchimistes, les feux tournants

de l'athanor, qui sont à la fois l'âme et le monde, l'intériorité et l'extériorité.

A la marche forcée du sens de l'Histoire, Novalis, Chamisso, Jean-Paul, préféreront la promenade où, quelquefois, et comme par inadvertance, le vagabondage se change en pèlerinage, où la simple inclination au voyage devient une quête du Graal. On pourrait dire que le courant « hermésien » de l'Encyclopédie de Novalis s'oppose au courant prométhéen de la phénoménologie de l'Esprit de Hegel, comme, en retour, la volonté planifiante, étatique, hostile à la bigarrure du monde, s'oppose à la contemplation, au



recueillement. Les choses, bien sûr, ne sont pas aussi simple, et il y eut bien un « hégélianisme de droite » qui, de Villiers de l'Isle-Adam à Jean-Louis Vieillard-Baron, tenta de donner à la procession hégélienne de l'Esprit une dimension verticale, et, pour tout dire, gnostique. Force est cependant de reconnaître qu'en sa postérité, comme le sut montrer Michel Le Bris, l'œuvre de Hegel engendra les philosophies et les idéologies les plus closes, poussant la raison triomphante à la folie et les

hommes à la servitude.

Paradoxalement, ce passage de Prométhée à Hermès, du rationalisme à une sorte de sagesse holistique, ajoute à la pensée romantique une finesse questionnante, un scepticisme, un « je ne sais quoi » de pyrrhonien qui fera toujours défaut à la lignée rivale, demeurée fidèle à l'*hybris* du voleur de feu.

Il y a davantage de question que de réponses dans les « grains de pollen » de Novalis, et si peu d'acrimonie et de ressentiment, que son œuvre nous apparaît aujourd'hui venir d'un autre monde. Voici belle lurette que les hommes n'écrivent plus sans haïr, au point que bien souvent la haine, le dépit, la rancœur semblent les seuls moteurs de leur

écriture. Le fiel est ce qui demeure lorsque les enchantements ont disparu.

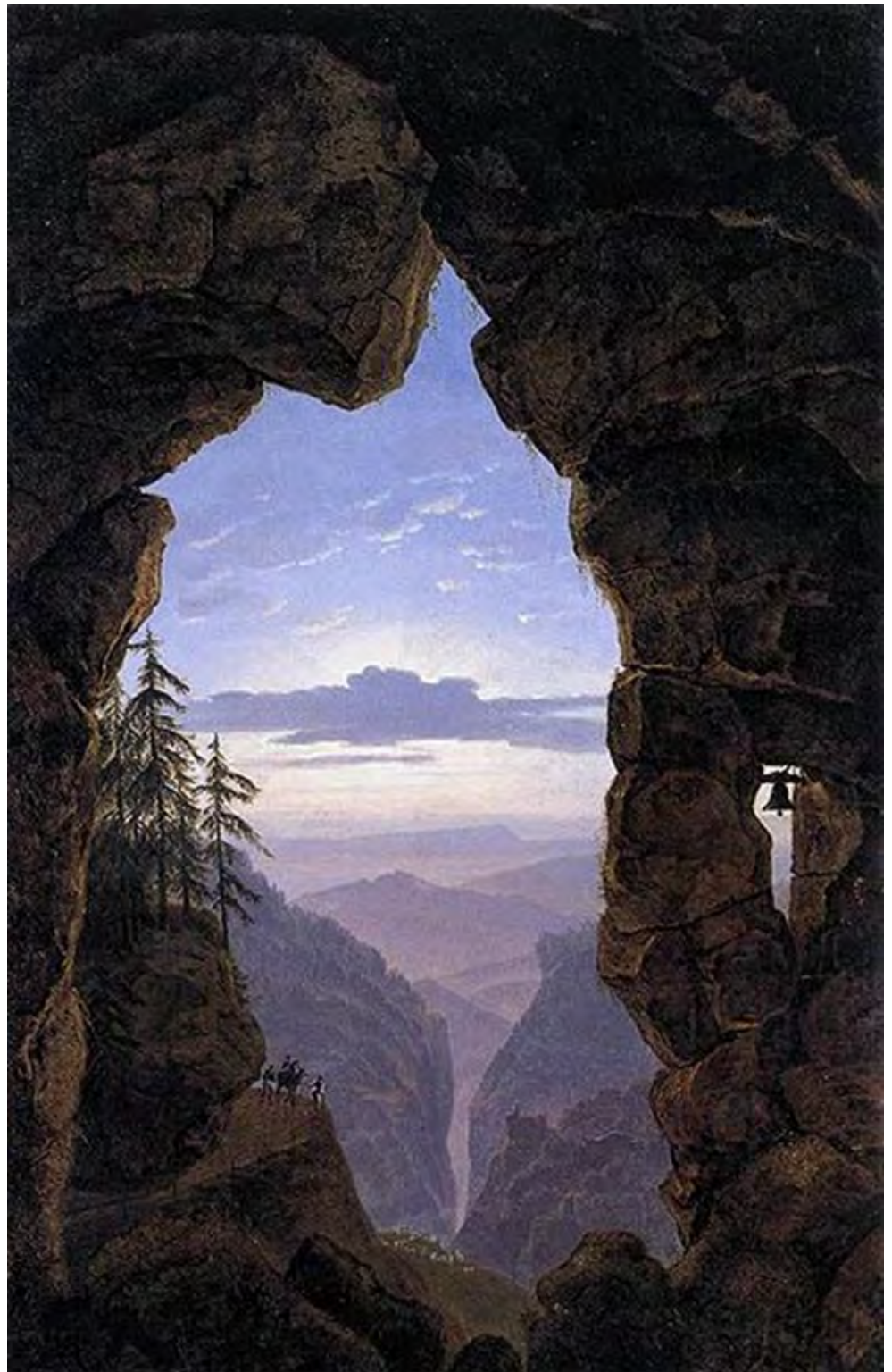
Au-delà de leurs diversités qui sont grandes et qui rendent bien difficiles d'en parler en quelques pages, les Romantiques allemands, des plus sombres aux plus clairs, des plus rieurs aux plus tourmentés, des plus optimistes aux plus pessimistes, sont tous des hommes, et des femmes, de l'enchantement. Ces enchantements

peuvent, eux aussi, être lumineux ou ténébreux, tels de douces brises sur la joue ou de noirs ensorcellements, des rencontres éblouies avec des paysages italiens, de suaves

ensommeillements dans les bras des amantes ou des combats furieux contre des dragons; ces enchantements peuvent être austères ou dionysiaques, nous pencher de longues nuits sur des grimoires ou nous lancer dans de folles fêtes de fleurs ou de flamme; ces enchantements peuvent nous perdre ou nous sauver, peu importe, nous porter au-devant du monde sensible, dans les fracas, ou nous rassembler dans le silence d'une méditation mathématique, ils n'en demeurent pas moins la ressource commune à la tous les Romantiques allemands, leur irréfutable singularité, leur étrangeté dans un monde aussi désenchanté que le nôtre.

Nous sommes désormais si loin de tout enchantement que certains de nos intellectuels ont fait de l'enchantement l'ennemi

par excellence : il facile de se faire un ennemi de qui ne règne plus ! Véritable arrière-garde, ces « intellectuels » (par antiphrase) persistent à batailler contre ce qui ne demeure plus qu'aux marges extrême de la vie. Dans ce monde planifié, rationalisé, médiatisé, dans ce technocosme surveillé, informatisé, où jamais la part du secret ne fut si rabougrie, ils voudraient encore nous persuader que l'enchantement



est ce Mal à l'origine de tous les maux, ce germe du totalitarisme qu'il faut écraser avant qu'il ne s'éploie.

Le désenchantement, la démystification, la déconstruction sont leurs grandes affaires, tout ce qui est numineux ou sacré est leur adversaire, comme si la grande « ruée vers le bas » et vers l'horreur n'était pas le démocratique produit du nihilisme et de l'*hybris* de la volonté, de la raison idolâtrée, planificatrice. Comme si de ne s'émerveiller de rien et de dénigrer toute chose, les hommes s'en trouvaient être meilleurs !

C'est méconnaître que l'enchantement est d'abord ce qui nous dénoue, ce qui nous surprend, ce qui sollicite notre hospitalité. C'est ne pas voir que l'enchantement est une « approche », ou, plus exactement, cette émotion qui survient au moment de l'approche, - à cette seconde magique où nous nous délivrons de nous-mêmes, de notre narcissisme individuel ou collectif, pour recevoir du monde un signe de bienvenue.

Voir dans l'enchantement un Mal est un étrange désespoir et ce désespoir mélangé d'optimisme historique ne laisse pas d'être inquiétant. Les Romantiques allemands pressentirent ce monde déserté des Anges et des Dieux, ce monde sans messagers, où plus rien n'advient de l'autre côté des apparences. Mais si plus rien ne doit advenir, alors les apparences ne sont plus des apparences, mais des murs de néant. D'où l'élan romantique vers les prodiges, qui sont en nous tout autant que dans le monde: « *Il est étrange, écrit Novalis que l'homme intérieur n'ait été considéré que d'une manière si misérable et qu'on en ait traité que si stupidement. La soi-disant psychologie est aussi une de ces larves qui ont usurpé dans le sanctuaire la place réservée aux images véritables des dieux... Qui sait quelles unions merveilleuses, quelles générations étonnantes sont encore renfermées en nous-mêmes ?* »

L'entendement humain apparaît aux Romantiques allemands comme un instrument prodigieux et méconnu, un stradivarius dont on se servirait comme d'un tambourin avant de le laisser brisé et à l'abandon. Refuser l'enchantement, c'est

ainsi refuser non seulement le poème, le chant des sirènes, mais la spéculation elle-même, l'Intellect dans ses plus hautes œuvres. Il y a, certes, un danger dans le chant, comme dans la pensée, on peut s'y perdre mais ce danger est le propre de l'humain et sans doute n'est-il point si grand que le danger que recèle, pour la beauté de la vie, le culte bourgeois de la sécurité à tout prix.

Par ailleurs, l'enchantement romantique est fort loin de sa caricature. Il n'est point cet abandon aux forces de la vie et de la nature, ce panthéisme primaire, cette passivité végétale ou infrahumaine, ce culte de la Magna Mater ou ce fondamentalisme écologique que ses adversaires dépeignent avec complaisance : « *Bien des gens, écrit Novalis, s'attachent à la nature, parce que, comme des enfants gâtés, ils craignent leur père et cherchent un refuge auprès de leur mère* ». S'il importe d'apprendre à manier la baguette magique de l'analogie, ce n'est pas au détriment de la déduction, mais en contraste avec elle, sachant que « *les contrastes sont des analogies inversées* ». Ainsi, « *la vie des dieux est mathématique* » mais « *c'est en l'humain que se manifeste l'empire des cieux* ».

Pour le Romantique, la science chante comme les nombres et rien n'est véritablement abstrait. « *Chaque descente du regard en soi-même est, en même temps, une ascension, une assumption, un regard vers l'extérieur véritable* ». L'enchantement est ce point, cette frontière incertaine où le monde intérieur et le monde extérieur se rencontrent. Nous pouvons choisir de lutter contre le monde, de le prendre à bras le corps, de le défier, mais, en dernière instance, cette joute est nuptiale. Entre l'élan prométhéen et la sagesse d'Hermès, il est un accord possible, que Novalis, avec génie, résume en une seule phrase: « *Nous ne nous comprendrons jamais entièrement; mais nous ferons et nous pouvons bien plus que nous comprendre* ».

L-D. d'A.

Bourdieu contre les héritiers



Jean-François CHEMAIN
Agrégé et Docteur en Histoire,
Docteur en Histoire du Droit.

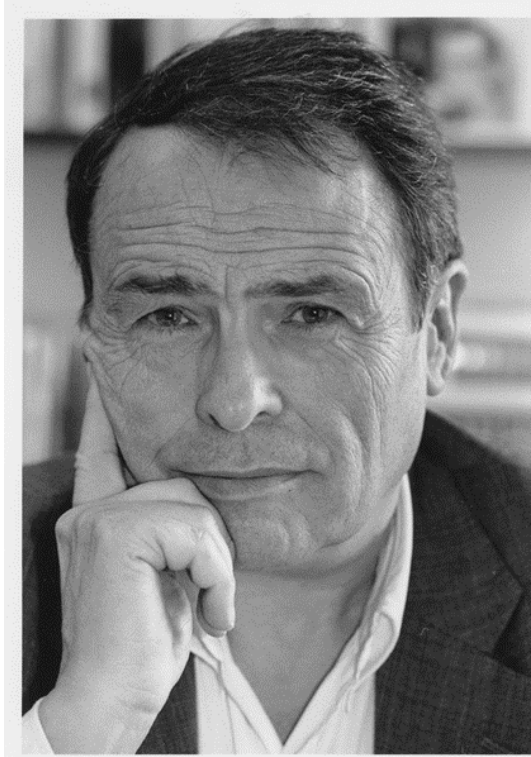


L'Éducation Nationale n'a jamais craint les gourous. Le premier fut Jean-Jacques Rousseau, l'actuel reste Philippe Mérieu, on a évoqué Ferdinand Buisson... Et Pierre Bourdieu (1930-2002) ne fut pas le moindre.

Gourou, il avait tout pour l'être lui qui, doté d'un nom à consonnance divine, fut un exemple de promotion républicaine, partant d'une très modeste origine rurale pour arriver au Collège de France, en passant par Normale Sup et l'agrégation de philosophie. Mais il sut rester humble, avouant lui-même avoir délaissé « les grandeurs trompeuses de la philosophie »¹, pour choisir de se tourner vers la sociologie, une science neuve alors bien moins considérée. Même si son fondateur, Auguste Comte, voyait en elle une nouvelle et ultime religion, celle de l'Humanité enfin débarrassée de l'idée d'un Dieu qui ne fût pas elle-même.

Le livre « culte » de Bourdieu, *Les Héritiers*, écrit en collaboration avec Jean-Claude Passeron, et paru en 1964, est le résultat d'une enquête statistique menée auprès des étudiants de facultés de Lettres. L'école y est

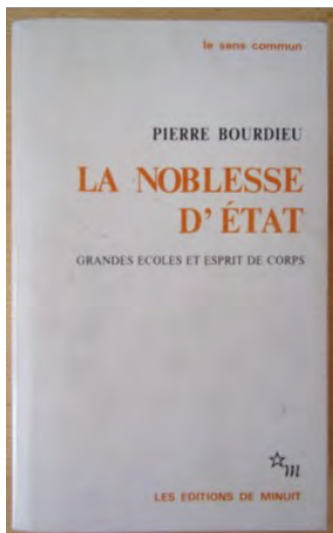
présentée comme une institution reproduisant les inégalités sociales, en survalorisant les savoirs et les codes de la bourgeoisie au détriment de ceux des couches populaires de la société. Il en résulterait une violence symbolique



exercées contre ces dernières, condamnant leurs enfants à une médiocrité scolaire injustement interprétée comme une absence de dons. De même, examens et concours sont présentés comme des mécanismes d'élimination et de sélection, perpétuant et légitimant l'héritage culturel, et de ce fait l'ordre établi. Le discours est séduisant, il s'inscrit bien dans une posture générale de dénonciation des rapports dominants-dominés (Bourdieu fut un défenseur des sans-papiers, des homosexuels, des chômeurs, et un

pionnier des études sur le genre, avec *La domination masculine*, 1998).

Bourdieu enfonce le clou vingt-cinq ans plus tard dans un essai sur la « noblesse d'État »² : les grandes écoles, selon lui, assurent la transmission quasi-automatique du pouvoir économique et social aux enfants de ceux qui l'ont déjà. « La Rue-



d'Ulm n'a jamais compté une proportion aussi élevée de fils d'instituteurs ou de professeurs. La même chose pour les fils de gros commerçants ou d'industriels à HEC ou les fils de hauts fonctionnaires à l'ENA »³. Quelle révélation ! Ses trois fils ont bien fait

qu'elle y baisse encore est souhaitable, au nom de l'égalité !

Son système scolaire n'a plus à instruire les enfants, ni même à les éduquer, ce qui impliquerait de les faire grandir mais, moderne lit de Procuste, à égaliser leur condition par le bas. François-Xavier Bellamy, autre



prodige de la méritocratie républicaine, fait de Pierre Bourdieu l'un des trois principaux responsables, avec Descartes et Rousseau, du refus actuel de transmettre, qui produit depuis plusieurs décennies des jeunes Français « déshérités »⁵ (d'autres ont préféré parler de « crétins »)⁶. Pour lui, « il n'est pas de plus urgente ni de plus belle mission que de transmettre l'héritage culturel qui peut seul constituer pour l'avenir l'unité de notre pays, en même temps que la liberté de ceux qui y vivront ». Ce n'est certes pas avec de telles idées que l'école de la République le canonisera.

Normale Sup, comme papa.

Conclusion logique : si l'école veut jouer son rôle d'égalisation des chances, il faut mettre un terme à ce processus de discrimination, en y réduisant le poids des enseignements « bourgeois » (les « humanités », au premier rang desquels le Latin et le Grec), et inversement en y promouvant les disciplines réputées socialement moins élitistes, notamment les mathématiques. Nombre de réformes post-soixantuitardes se sont, de près ou de loin, inspirées des théories bourdieusiennes, la plupart mises en œuvre par des gouvernements « de droite », impuissants à contrecarrer l'influence de leurs partisans au sein de l'Éducation Nationale : le collège unique, la sélection par les maths, la disparition programmée des langues mortes, la suppression des classements et des notes, l'objectif de conduire 100 % des élèves au baccalauréat, la notation par compétences... Certains jusqu'au-boutistes iront jusqu'à préconiser d'apprendre aux enfants à lire sur des notices de machines à laver.

Carole Barjon, journaliste qui s'avoue pourtant d'entrée de jeu « de gauche », laisse dans un livre, consacré à la faillite de l'école républicaine, la parole à un haut fonctionnaire incrusté depuis quarante ans au Ministère : pour lui, le niveau de connaissances exigé des élèves à leur sortie du système scolaire devrait s'aligner sur le plus bas obtenu⁴. Égalité oblige.

Comment s'étonner, dès lors, si la France est, comme on l'a déjà souligné, en 34^e position sur 50 au classement PISA ? Mais

J.-F. C.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Bourdieu (Pierre). *Esquisse pour une auto-analyse*, éditions Raisons d'agir, 2004, p. 58.
2. Bourdieu (Pierre). *La noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*. Paris, Éditions de Minuit. 1989.
3. Entretien de Didier Éribon avec Pierre Bourdieu, à l'occasion de la publication de « La noblesse d'État » (1989) in *Le Nouvel Observateur*, 9-15 mars 1989, pp.80-82.
4. Barjon (Carole). *Mais qui sont les assassins de l'école*, Paris, Robert Laffont, 2016.
5. Bellamy (François-Xavier). *Les déshérités, ou l'urgence de transmettre*. Paris, Plon, 2014.
6. Brighelli (Jean-Paul). *La fabrique des crétins. La mort programmée de l'école*. Paris, Jean-Claude Gawsewitch, 2005.

Balakirev et Glinka : l'une des deux alouettes venait-elle de l'ouest ?



Yves-Marie ADELINÉ
Compositeur et écrivain,
Docteur ès Sciences de l'Art.



Chacun connaît *L'Alouette* (en anglais : « The Lark »), une œuvre pour piano et chant composée en 1840 par Glinka puis reprise presque vingt-cinq ans plus tard au piano seul, mais avec des ornements personnels particulièrement heureuses, par Balakirev, en 1864.

On a dit de Glinka (1804-1857) qu'il a été le fondateur de la musique russe, comme Pouchkine est le père de la littérature russe.

Les deux hommes sont d'ailleurs contemporains, puisque Pouchkine est né cinq ans seulement avant lui. On sait aussi que les deux hommes se connurent à partir de 1828 : cela donne des frissons, ce génie partagé, ces deux géants qui se rencontrent et restent amis jusqu'à la mort tragiquement prématurée de l'écrivain.

L'Alouette de **Glinka** appartient à un ensemble d'airs pour piano et chant intitulé *Les Adieux de St Petersbourg* : c'est un chant typiquement russe, inspiré indubitablement des mélodies populaires que Glinka a cherchées dans l'âme profonde du pays, et qu'il a trouvées dès l'enfance - souvenons-nous par exemple que son père avait constitué une troupe de musiciens parmi ses serfs.

On peut dire qu'il participait alors au lancement d'une mode qu'ont suivie d'autres compositeurs de pays différents : les rhapsodies hongroises

de Liszt, les danses slaves de Dvorak, les musiques catalanes de Déodat de Séverac, ou hispanisantes de Manuel de Falla, parmi tant d'autres... Il n'y eut guère que les Italiens et les Allemands pour ne pas avoir



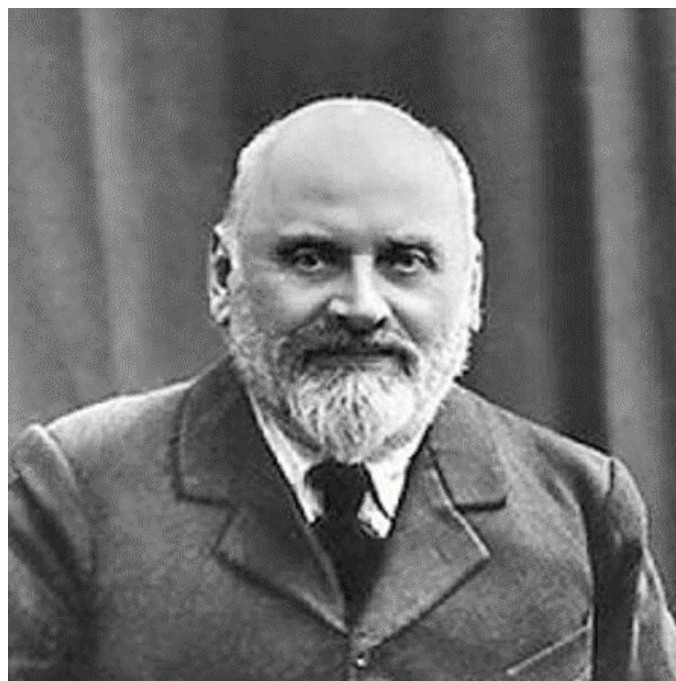
Жаворонок
 Романс М. Глинки. Транскрипция для фортепиано
 The Skylark – Die Lerche – L'Alouette
 Transcription of the Romance by Glinka for piano
 Александр Дюбюк

eu à chercher d'autres sources d'inspiration que celles qu'ils possédaient déjà en abondance, puisqu'ils jouissaient les uns et les autres d'une prépondérance confortable, peut-être pas incontestable, mais vainement contestée.

Toujours est-il que *L'Alouette* de Glinka est un air que l'on pourrait pratiquement classer dans le folklore, même s'il jouit par ailleurs des caractéristiques de la musique savante.

Tout autrement se présente son adaptation au piano seul par Balakirev...

Ici, on relèvera un paradoxe : Balakirev est présenté, à son tour, comme un des maîtres de la musique



russe revendiquée comme telle, jusqu'à prendre la tête du fameux Groupe des Cinq – comptant avec lui Rimski-Korsakov, Cui, Moussorgski et Borodine - dont la raison d'être était de mettre en valeur le folklore national, les traditions musicales populaires, et par cette voie se détacher le plus possible des modes occidentales.

Force est de constater, cependant, que son admirable adaptation au piano solo doit beaucoup à l'écriture pianistique de Liszt. On peut même dire que – comme il arrive souvent avec les Russes – l'élève, en tout cas sur cette œuvre-là, a semble-t-il mieux réussi que le maître. Les effets sonores du vol de l'alouette, rendus par les trilles, sont bien plus brillants : on croit entendre et voir à la fois les battements d'aile de l'oiseau ; tandis que souvent, la virtuosité exigée dans beaucoup de partitions du grand Liszt est, admettons-le, avant tout décorative. Ce n'est pas sous-estimer l'œuvre de Liszt que décrire cela : ses *Années de pèlerinage*, par exemple, surplombent la plupart des grands maîtres du piano, mais en cette occurrence, dans cette œuvre-là, dans cette *Alouette*, on peut admettre que Balakirev a su donner un sens plus convainquant à sa virtuosité. C'est même un hommage à Liszt que de l'écrire, car encore une fois, sans l'esprit de Liszt, sans cette inspiration somme toute « occidentale » tant honnie par le militantisme musical du Groupe des Cinq,

comment Balakirev aurait-il pu écrire un tel chef-d'œuvre ?

En tout état de cause, l'effet rendu est si réussi que, lorsque l'on cherche à écouter *L'Alouette*, on tombe plus rapidement sur l'adaptation de Balakirev que sur l'œuvre originale. Ce n'est pas une injustice, il faut convenir qu'elle est encore meilleure que la chanson.

Y-M. A.

LA FEMME DU BOUFFON

Extrait de « Petites gens » (Маленькие люди)

Vlass Dorochevitch

(Дорошевич Влас Михайлович)

1865 — 1922



Revue générale, t. 84, 1906, traduit par Albert Bordeaux

Tout le monde plaignait Olympe Ivanovna.

La pauvre femme n'était jamais debout ; elle était assise à son travail depuis la pointe du jour jusqu'à la nuit avancée. Excellente ouvrière de l'aiguille, elle fournissait tout le monde dans l'impasse. Elle cousait le linge pour les uns, des costumes pour les enfants, des parures pour les servantes.

Quand on aurait dû lui payer un rouble, on lui donnait vingt copecks.

— Et encore, on *voulait bien* lui donner. C'était par compassion.

Avec Olympe Ivanovna, on ne faisait jamais de conditions de prix. Ce qu'on lui donnait, elle le trouvait toujours bon.

— Voyons, elle voudrait discuter, quand c'est par compassion ! Elle essaya une fois de balbutier :

— C'est bien peu !

Tout le cul-de-sac en fut ébranlé.

— Donnez donc de l'ouvrage aux gens ! On les plaint, on leur donne du travail, et ça ne leur va pas. Ces gens-là ne sont jamais contents de rien.

Olympe renonça à marchander, craignant de passer pour *ingrate*, et de perdre des commandes.

Quand on donnait une commande à Olympe, on lui disait invariablement :

— Faites attention, petite mère, que votre mauvais sujet ne *boive* pas l'étoffe.

Cependant le mauvais sujet n'emportait jamais les commandes, non pas qu'il n'en voulût pas, il les aurait échangées volontiers contre de la vodka, mais c'est qu'Olympe

tenait à la propriété d'autrui plus qu'à la prunelle de ses yeux. En allant se coucher, elle enfermait tout dans une malle, — une malle unique, — sur laquelle elle dormait ; elle la fermait à clef, passait la clef dans le cordon de sa croix autour de son cou, et avant de s'endormir, s'assurait toujours une dernière fois que la clef était bien là, à son cou.

Quand on réglait en petite monnaie le travail d'Olympe Ivanovna, on accompagnait invariablement la note d'une série d'observations :

— Voyons ! vous êtes une femme intelligente, et vous ne pouvez pas retenir votre mari ! C'est inconvenant ! Il n'y a pas moyen de vivre avec cet ivrogne. Par Dieu ! on finira par se plaindre à la police. Et alors, qu'est-ce que vous deviendrez ? La vie est encore bonne, pour vous, dans l'impasse. Par compassion pour vos enfants, on vous donne de l'ouvrage ici. Mais ailleurs, qu'est-ce que vous feriez ? Vous mourriez de faim avec vos enfants.

Et Olympe, fondant en larmes, était encore obligée de remercier de l'avis qu'on lui donnait.

Elle habitait un sous-sol, dans la maison Speciftzef, et payait pour une chambre et une cuisine sept roubles par mois. Auparavant on payait cinq roubles ce logement, mais le propriétaire avait augmenté Olympe Ivanovna :

— Permettez, ma petite mère, qui est-ce qui peut vous garder avec un pareil braillard ? Tous les jours ivre ! C'est par pitié pour vous que je le garde. Où iriez-vous avec vos

enfants ? Voyez quels désagréments je suis forcé de subir. Ce n'est pas pour l'argent, car même pour dix roubles, on ne vous prendrait pas ! Votre mari est une plaie pour ma maison !

Et toute l'impasse était de cet avis :

— Grâce à Dieu, Speciftzef est encore un brave homme, il les garde.

Et Olympe, qui payait sept roubles pour un logement qui en avait toujours valu cinq, devait encore être reconnaissante de ce qu'on avait pitié d'elle.

Olympe Ivanovna n'avait pas quarante ans. Depuis quinze ans, elle vivait de son travail dans ce sous-sol, sans en sortir. Et malgré la pâleur de son visage exsangue, elle était encore jolie et attrayante. Ses traits fins et distingués paraissaient comme modelés par un artiste dans de la cire transparente. Sans jamais sourire, elle n'était que douceur et obéissance.

Elle avait été très jolie dans son enfance, Olympe Ivanovna, fille d'un petit fonctionnaire. On lui avait appris quelque chose, même un peu de français, une douzaine de mots. Quand il y avait du monde, on lui disait :

— Allons, petite, parle français. Alors elle disait :

— *Mon père est bon, ma mère est bonne. Voulez-vous prendre la peine d'asseyer vous.*

Cela faisait l'orgueil des parents, et la joie des personnes présentes.

Quand elle eut vingt ans, on la fiança à un *brave homme*.

Elle faisait alors un beau couple avec notre *Miracle*. Ils s'entendaient parfaitement. Lui, avait une voix de basse magnifique : il s'en servait de son mieux à Moscou, dans les chœurs de *Tchoudovsky*, l'église des Miracles, au Kremlin. On allait l'entendre.

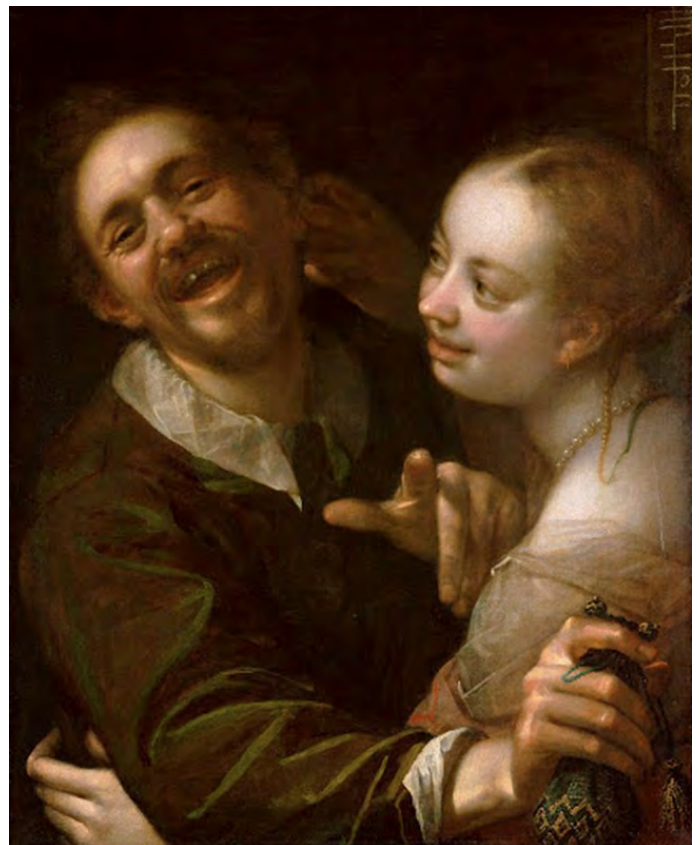
Quand il chantait le solo du *Gloria in excelsis Deo*, au moment où il entonnait : *Laudamus te, etc.*, il semblait que les voûtes allaient s'écrouler sous les éclats de sa voix de tonnerre.

Les marchands l'aimaient beaucoup. Il commença à leur être indispensable, sans sa femme, ce qui ne fut pas sans causer quelques larmes à Olympe.

Le *Miracle* était toujours en bonne compagnie. Les marchands lui offraient à boire, spécialement les jours de fête, en lui disant :

— Il faut bien boire un peu, pour chanter les vêpres comme il faut.

Peu à peu, peu à peu, ils gâtèrent le *brave*



homme, qui commença à s'enivrer. On le renvoya des chœurs, des *bonnes compagnies* aussi. Il fréquenta les cabarets, et commença à trompeter les *longues vies*. Alors sa femme et lui commencèrent à habiter le souterrain.

Outre une fille, Olympe avait deux fils. L'aîné, Vanka, avait dix-sept ans. Dans l'impasse, on l'appelait *Maigrillot*. Personne ne le connaissait autrement.

— Voilà *Maigrillot* qui rentre. Encore des bleus à la tête !

C'était un *nom de guerre*. Ce sobriquet lui avait été donné par les flâneurs *va-nu-pieds*.

Maigrillot n'avait jamais rien étudié, sauf la grammaire que sa mère lui avait apprise.

Son père voulait s'en charger.

— Je m'occupe du vaurien. Je lui apprend le chant par parties. Il sera un ténor, vous verrez ça ! Il chantera ! On appelle son père un Miracle. Il ne sera pas moins qu'un Miracle. Je ne vous dis que ça.

Mais son manque de loisir fit qu'il ne réussit pas à le former. À seize ans, Vanka perdait au jeu avec des gamins l'argent de sa mère, et tout le monde en était indigné.

— Vaurien ! l'argent de sa mère. Et son père qui boit ! Personne pour le battre !

Et Vanka fréquenta les beaux diseurs, devint le *Maigrillot*, et rentra constamment avec la lèvre inférieure tuméfiée, ou un œil poché.

Quand il rentrait avec des meurtrissures plus graves, sa mère essayait de le sermonner :

— Il n'y a donc personne pour te faire honte ! C'est à faire rougir des pierres, de se conduire comme ça ! Mais qu'est-ce que tu fais ? Où vas-tu donc ?

À cela, *Maigrillot* répondait d'un air sombre :

— Où je vais ? je vais travailler ! Certainement, je vais travailler. Je travaille au chemin de fer.

— Ah ! je connais bien ton travail.

— Vous en savez long, alors !

— Tu te prépares de la prison.

— Serrez moins vos poches ! ou bien attendez-vous à ça.

Maigrillot, avec une troupe de fainéants, flânait dans la rue Spassky, qui conduit à la gare. Dans cette rue, il passe toujours une

foule interminable et des files de voitures de transports.

Quand on transportait des ballots d'ouate, un des flâneurs traversait la rue, de façon à éventrer un des ballots, puis ses camarades, courant l'un après l'autre à travers la rue, comme des oies, arrachaient du ballot ouvert des touffes d'ouate. Pendant quelque temps, les cochers ne remarquèrent pas ce manège, ni personne dans la rue, et on ne les *pinça* pas. Ils vendaient ensuite l'ouate volée. De même ils avaient appris à éventrer les sacs de gruau, de farine, de sucre pilé — tout ce qui leur tombait sous la main. Un jour, ils ouvrirent un fût de rhum.

Maigrillot en goûta tellement qu'il finit par vaciller et roula par terre. Il fut seul ainsi à tomber entre les mains des cochers. Ceux-ci s'assirent sur lui, le foulèrent aux pieds, le relevèrent, le battirent à plat, le rejetèrent sur le pavé, et de nouveau le foulèrent sous leurs bottes. Quand *Maigrillot* s'éveilla de son repos forcé, il était en sang, il ne pouvait remuer ni bras ni jambes. Il resta deux mois à l'hôpital, et depuis lors il maigrit encore, il dépérit et eut des crachements de sang.

— Que le bon Dieu te prenne seulement un peu plus tôt ! soupire Olympe Ivanovna.

— Tenez vos poches plus larges ! riposte *Maigrillot* en crachant du sang.

Maigrillot ne mangeait guère à la maison. Il n'aimait pas.

— Du chèvrefeuille ! c'est pas manger !

Il préférait aller à une boutique de *zakouski* manger du foie de lotte, des tripes ; il posait ses kopecks quelque part, dissimulés sous un plat, de façon à jouer avec eux à *cache-cache*, s'efforçant de filouter tant qu'il pouvait.

Même pour dormir, il rentrait de plus en plus rarement chez ses parents.

— Bonne affaire, les gîtes de nuit. Il y a du monde. On entend tout, on sait tout, on peut causer de tout. Il y en a qui ont de l'argent, gagné en travaillant. Des bourses pleines. Avec eux on peut jouer à pile ou face. On se met en société avec d'autres, et on joue la monnaie à deux aigles. Il n'y a qu'à oser. On gagne, et on dort tranquille.

Dans les gîtes de nuit, il se battait, on le battait, on le volait, — mais il savait glisser sa main dans les poches des gens ivres et

des dormeurs.

— Pas d'argent ? Je viendrai pas coucher ici, tu peux te fouiller. Il y a les gîtes de nuit.

— Tu prends de plus en plus le chemin de la prison, gémissait Olympe.

— Ne serrez pas tant vos poches !

Quand ça allait tout à fait mal pour Maigrillot, il avait son *travail forcé*.

Il allait au chemin de fer, à la cour des bois, où l'on décharge le bois sur des plates-formes. Il ramassait dans un sac de l'écorce et des copeaux ; il tâchait même d'avoir quelques bûches, et il allait vendre son butin aux gens de l'impasse.

Ceux-ci achètent ce bois assez volontiers : ils dirent à Olympe :

— Voilà ce que vous devriez dire à votre Maigrillot. Il apporte du bois du chemin de fer. Mais il nous le *devrait* par reconnaissance. Nous donnons du travail à sa mère. Il devrait le comprendre !

— Bien, je le lui dirai.

— Et puis, que ce soit du bois, et non pas des copeaux. Qu'est-ce que ça veut dire ? Il ne ramasse que de l'écorce. Qu'il mette un peu de bois au milieu de l'écorce et des copeaux, on n'y verra rien.

— Bon, je le lui dirai.

Mais Maigrillot n'aimait pas ce travail. Car s'il est facile de ramasser de l'écorce et des copeaux, pour avoir une bûche, il faut faire attention de n'en pas recevoir d'autres sur les pieds.

En outre, chaque fois qu'il apportait un pesant sac de bois, Maigrillot restait longtemps sans pouvoir souffler, et crachait du sang plus fort qu'auparavant.

Enfin, dans l'impasse, on ne le payait pas cher.

— Non ! non ! disait-on d'habitude en agitant les bras, quand Maigrillot traînait dans la cuisine son sac de bois. — Emporte ça ! emporte ça ! Tu perds le souffle ! Et c'est du bois volé !

Il lui arrivait de supplier :

— Achetez-le ! pour l'amour de Dieu ! Vous aurez tant de bonté ! C'est pour avoir du pain.

Ce n'était qu'après une longue discussion qu'on se mettait d'accord :

— Si c'est par compassion, c'est bon. Pour sept kopecks ?

— Est-il possible de vendre ça pour sept kopecks ? Seigneur ! Ça vaut partout vingt kopecks.

— Eh bien ! porte-le ailleurs pour avoir ton compte.

— Mais regardez donc cette bûche. C'est une bûche d'auberge, un billot ; c'est pas une bûche. Je l'emporte à l'auberge. Une bûche pareille ! Elle a failli me tuer !

— Plût au ciel ! Tu finiras par voler, et par te faire pendre.

— Donnez au moins dix copecks !

— Voilà sept copecks. Et encore c'est par compassion. Et *Maigrillot* prenait ses sept copecks.

Quand on faisait une commande à Olympe, ou qu'on lui payait une note, on faisait allusion non seulement à son affreux mari, mais à son fils voleur.

— Voyez donc où il en arrive, votre fils, petite mère ! C'est honteux !

Olympe ne pouvait qu'en lever les bras au ciel, avec des larmes dans les yeux.

— Mon pauvre fils ! Il s'éloigne de plus en plus de moi. Et peut-être n'a-t-il plus qu'une semaine à vivre. Il crache tout son sang.

Olympe reportait toute sa tendresse, tout son amour, sur son fils cadet, Volodia, âgé de treize ans, *Golovastik* ou *Grosse-Tête*, comme on l'appelait dans l'impasse. Elle ne vivait que pour Golovastik.

Volodia, extrêmement petit pour son âge, était un gamin pâle, avec des jambes minces, des bras comme des perches, un gros ventre et une énorme tête, couverte de rares cheveux, presque blancs. Il avait eu la scrofule ; pendant longtemps il avait été incapable de marcher ; il restait assis sur du sable, et maintenant encore il marchait gauchement, sans assurance, il était toujours sur le point de tomber.

Quand on rencontrait dans l'impasse Olympe avec Volodia, on la plaignait longuement sur la maladie de son fils.

— Quel être chétif ! Ce n'est pas un homme, c'est une grosse tête.

Olympe Ivanovna était seule à savoir qu'il était un beau garçon.

Quand il lui arrivait de recevoir une commande de quelqu'un, celui-ci croyait de son devoir de lui parler longuement de *Grosse-Tête*.

— Que pourrez-vous bien faire de cette grosse tête ? Son père est un bouffon et un ivrogne. Il deviendra un vaurien comme Maigrillot. C'est un malheureux enfant.

Cela donnait à Olympe la sensation d'avoir froid jusqu'à l'âme.

Avant de s'occuper de *Grosse-Tête*, elle avait aimé tout autant Maigrillot, quand il était petit, qu'il ne pouvait se passer d'elle, quand il fallait lui donner à boire et à manger. Elle l'avait vu grandir avec autant d'amour, jusqu'à ce qu'elle se fût convaincue avec chagrin et avec horreur que son petit Vania devenait de plus en plus le triste et désespéré Maigrillot.

Cette pensée, qu'elle avait tout autant chéri Vaniouchka, ne donnait point de repos à Olympe Ivanovna ; elle lui empoisonnait toutes ses minutes de joie.

Il lui arrivait de considérer longtemps son petit garçon, et ses yeux se remplissaient de grosses larmes.

— Pourquoi grandit-il ? Quel sort se prépare-t-il ?

Dans ces instants, elle le pressait plus fort contre elle, avec des larmes plus amères, des baisers plus violents.

Volodia avait besoin d'air, mais Olympe avait peur de le laisser aller dans la rue. Il se tenait mal sur ses petites jambes minces et malades, car, outre la scrofule, il avait eu les écrouelles. Il voulait jouer avec d'autres enfants, mais il tombait tout de suite, se blessait et se mettait à pleurer. Entendant pleurer un enfant, toutes les mères couraient voir :

— N'est-ce pas le mien ?

Alors toute la rue était sens dessus dessous. Les mères fouettaient leurs enfants :

— Encore avec Grosse-Tête ? N'as-tu pas d'autre société ?

De tous les cotés on criait :

— Olympe Ivanovna ! Qu'est-ce que vous faites donc ? Venez prendre votre galeux ! Commencez par le guérir de sa gale, et vous pourrez ensuite l'envoyer jouer dans la rue avec les autres gamins. On ne peut pas les laisser avec un galeux.

Les jours de fête, Olympe aimait à revêtir son petit *galeux* d'un costume neuf, un peu élégant.

Malgré sa pauvreté, elle avait dans sa malle

une paire de petites bottes neuves, avec de beaux revers en maroquin rouge.

Elle faisait asseoir *Vladimir* sur un tabouret, lui tendait bien ses bas jusqu'à son *petit genou*, lui mettait ses bottes, lui enfilaient une chemise de laine, fermée par une ceinture avec des glands, fixait à la ceinture un petit mouchoir, lui lavait ses cicatrices d'écrouelles sur la figure, le regardait avec des larmes d'attendrissement, le caressait, l'embrassait :

— Tu es mon beau garçon !

Et elle le menait par la main dans la rue.

— Mets-toi ici, près de notre fenêtre, et joue, mon enfant. Ta maman travaillera près de la fenêtre, et tu joueras avec du sable sans t'écarter de ma vue.

Car les jours de fête, Olympe Ivanovna travaillait exactement comme les autres jours, depuis l'aube jusqu'à la nuit avancée. Elle n'aurait pu sans cela avoir de quoi vivre, avec le salaire de gros sous dont il lui fallait se contenter.

— Tu joueras ici, et moi je te regarderai de la fenêtre. Sois sage !

Elle regarde Volodia avec sa grosse tête, rentre chez elle, s'installe à son travail à la fenêtre, de temps en temps examine Volodia qui invente des constructions dans le sable, lui sourit, lui fait des signes de tête, et lui dit :

— Sage !

Mais le *Miracle* a bientôt remarqué que *Volodka* est sorti dans la rue avec des petites bottes neuves.

Le *Miracle* s'approche du gamin de la boutique ; pour se le concilier, il fait avec les bras un geste qui aurait voulu être espiègle, et lui dit :

— Donne-moi du pain d'épice. Je vais lui jouer un tour, — une *allégorie* !

Le gamin avait une passion pour les mots qu'il ne comprenait pas. Quand il en entendait un, il bondissait de joie :

— Donne-moi donc du pain d'épice, je te dis ! tu vas voir une *fantasmagorie* !

Mais le gamin ne se rend pas si vite :

— Eh bien quoi ! on ne distribue pas du pain d'épice à tout le monde. Ce serait joli !

— C'est pour un *calembour*, je te dis ! Je ferai quelque chose d'*abracadabrant*.

— Quel vieux farceur ! dit le gamin en se

tenant les côtes, et il apporte à contre cœur un morceau de pain d'épice, qu'il a choisi bien sale et bien sec.

Le *Miracle*, prenant un air rusé, se glisse furtivement, à petits pas, le long des murs.

D'avance le gamin commence à se tordre de rire.

À demi-voix, pour ne pas être entendu de sa femme, le *Miracle* appelle :

— Volodia !

Et il montre le pain d'épice :

— Viens ici ! Viens petit ! Papa te donne du pain d'épice ! du pain d'épice qui est bien bon !

Et le *Miracle* fait semblant de savourer le pain d'épice.

— Ah ! qu'il est bon ! Viens ici, mon petit !

Tu veux du pain d'épice ?

Les yeux du petit pétillent. Il regarde son père, jette à la dérobée un regard craintif vers la fenêtre, — sa mère ne le regarde-t-elle pas ?

Elle ne regarde pas.

Irrésolu, avec sa démarche vacillante, Volodia se dirige vers son père.

— Viens, viens plus vite, mon petit !

Volodia est tout près. Son père lui donne le pain d'épice, le saisit sous les bras, l'assied sur un banc élevé, à la porte voisine, s'agenouille devant lui et lui retire ses bottes.

— Tais-toi ! Ne dis rien ! Mange !

Il dénoue adroitement la ceinture de l'enfant, lui enlève sa chemise, reste un instant indécis devant les pantalons, puis se décide :

— Pas la peine ! Ça ferait trop de tapage !

Il fait un paquet du tout, et de toute sa vitesse s'enfuit de l'impasse.

Resté seul sur son banc trop haut, Grosse-Tête, à demi dévêtu, pousse des cris de paon.

Il semble, quand les enfants crient, qu'ils ont tous la même voix. Pourtant une mère reconnaît toujours le moindre gémissement de son fils.

Entendant des pleurs, Olympe se met à tressaillir, regarde par la fenêtre. Rien ! Elle court à la rue. Elle regarde de tous côtés.

Mais à la boutique, le gamin qui se tord de rire, lui montre du doigt Volodia sur son banc avec le pain d'épice :

— Oh ! là là ! J'étouffe. Oh ! mes amis, je n'en peux plus !

Olympe Ivanovna voit son fils dévêtu, elle agite désespérément les bras, elle devient blanche comme un linge, elle chancelle :

— Volée !

Ce sont justement ces bottes... Jusqu'à la nuit tardive, elle était restée à son travail, rêvant d'acheter à Volodia des bottes avec des revers rouges. Elle s'est tuée de travail.

Elle a économisé ses copecks...

La terre lui manque sous les pieds. Elle vacille, et soudain, avec horreur, elle se jette sur l'enfant, et lui arrache le pain d'épice sali et froissé.

— Donner des choses douces à un enfant scrofuleux !

Elle prend Volodia par la main et, chancelante, le ramène chez elle, où elle l'embrasse ; elle l'embrasse et elle pleure, elle sanglote en serrant sur sa poitrine cette énorme tête couverte de rares cheveux.

— Je voudrais que nous mourrions ensemble ! Tous les deux !

— En voilà une mère ! une jolie mère ! disait-on cependant dans l'impasse.

Un jour, Olympe faillit tuer Volodia, dans les circonstances suivantes :

C'était un jour clair, chaud, ensoleillé ; Volodia errait sur le pavé.

Dans la chaleur, la chaleur suffocante, Vlassof toujours à boire, était assis près de la boutiquière, dans la boutique, comme anéanti par la chaleur.

À sa droite, le *Miracle*, debout près de la porte, lui demandait :

— Permettez-moi de vous chanter !

Vlassof fit le geste de le chasser comme une mouche.

— Crier par cette chaleur !... Va-t'en... On voudrait plutôt...

Vlassof apercevait Volodia jouant avec le sable, et une idée lui venait :

— Va baigner ton gamin dans la poussière. Ça fait mal de voir ta gueuse de Kiribitiévna tenir son galeux comme un fils de prince !

La boutiquière s'ébrouait :

— Quelle invention ! Rien que des farces !

D'un ton querelleur, mais flatté, Vlassof insiste :

— Baigne-le ! Tu auras une tasse de vodka.

Le *Miracle* hausse les épaules et sourit d'un

Le *Miracle* s'arrêtait :

— Messieurs !

— Qu'est-ce qu'il y a ? Marche ! Tu vois, on attend.

Le gamin de la boutique, en se roulant de rire, arrosait Grosse-Tête avec du kvas à un copeck. Le *Miracle* le couchait par terre et le roulait dans la poussière.

— Comme ça, mon petit ! Comme ça ! Ce sont de bien braves gens !

L'enfant se relevait, couvert de poussière et de boue, tout mouillé.

À la boutique on ne se tenait plus de rire.

Volodia était sur le point de pleurer ; son visage tout sale, se contractait déjà, mais le *Miracle* se hâtait de lui donner un bonbon.

— Tu vois, le beau papier ! Et puis c'est fini !

Tu n'as point eu de mal et tu as un bonbon !

L'enfant eut un sourire.

— Encore une fois ! Roule-toi tout seul ! Je te donne encore un bonbon !

Le *Miracle* prenait un air radieux :

— Roule-toi ! roule-toi, mon petit ! Encore un bonbon. Tu auras un tas de bonbons. Roule-toi, mon ami !

L'enfant riait aussi. Il tendait les bras vers le bonbon au papier doré avec des franges.

— Non, roule-toi d'abord ! Comme je t'ai roulé !

— Va donc, ton père s'amuse. Donne d'abord le bonbon ! dit-on de la boutique en riant.

— Et après tu iras te montrer à maman : « Regarde comme je suis beau ! », et la boutiquière se tordait. Elle goûtera ça, Olympe Ivanovna.

— Roule-toi d'abord !

Volodia sourit, se couche et commence à se rouler dans la poussière.

Des figures apparaissaient aux fenêtres.

— Venez voir ça ! Venez voir ! Le *Miracle* donne une représentation avec Grosse-Tête, criaient les gamins dans la rue.

Ces cris firent froid au cœur à Olympe Ivanovna. Elle courut à la rue, aperçut la foule qui s'amassait près de la boutique.

Elle ne comprenait rien à ce qui pouvait se passer là ! Volodia, voyant sa mère, se relève couvert de poussière et de boue, et s'écrie gaîment :

— Maman, maman ! Viens ici ! Je me roule et ils me donnent des bonbons.

Olympe regarda d'un air égaré. Pour la première fois, elle parut remarquer la foule curieuse. Elle porta les mains à sa tête et eut un cri prolongé et perçant :

— Bouffon, bouffon comme ton père !

Et, de toute sa force, elle frappa Volodia à la tête : *Grosse-Tête* éclata en sanglots, Olympe se pencha vers lui. On lui retint le bras.

— Retenez-vous !

— Elle va le tuer !

— Une bonne mère !

Elle se débattait, égratignait, mordait. Quelqu'un, dans la mêlée, lui appliqua un coup de poing.

— Hé là ! ne vas pas tuer ton propre enfant ! Gare la police !

Olympe se ravisa, prit la main de Volodia, qui hurlait, et s'enfuit chez elle.

La foule s'amassa devant la fenêtre du sous-sol.

— Est-ce qu'elle continue ?

— Elle le bat encore ?

— Son mari n'y est pas. Il faudrait la police.

— Pourquoi la police ! Elle bat son enfant, voilà tout.

Ce qui se passait dans le sous-sol, on n'en savait rien. Olympe avait couvert sa fenêtre d'un rideau.

N'entendant plus rien, les gens de l'impasse causaient, riaient, s'indignaient de cette vilaine mère ; finalement, ils s'en allèrent.

Longtemps après, Olympe était assise à son travail, la tête encore bandée.

En rentrant, elle s'était jetée de toute sa force la tête contre un angle, et était restée étendue sans connaissance.

Grouchenka crut que sa mère allait mourir.

Grouchenka était une jeune fille de 18 ans. Pendant que sa mère travaillait à ses commandes de couture, elle s'occupait du ménage et de l'intérieur.

Elle était une bonne compagne pour sa mère, mais elle lui causait comme de l'effroi. Tandis qu'Olympe Ivanovna ne pensait à son mari qu'avec pitié, à *Maigrillot* qu'avec chagrin, à Volodia qu'avec un amour infini ; en pensant à Grouchenka, elle était saisie d'effroi, elle pâlisait et murmurait :

— Seigneur !... sauvez-la !... sauvez-la !



air ennuyé :

— Voyons ! Ce n'est pas possible. Mais la boutiquière s'en mêle. Elle prend un air extraordinairement offensé :

— Eh bien quoi ? Si votre Olympe Ivanovna vous est plus chère que votre bienfaiteur, vous pouvez vous en aller à tous les diables de notre boutique ! Voyons, est-ce qu'elle vous en donne beaucoup de vodka ? Vlassof était décidément d'humeur querelleuse.

— Ma parole ! si cette race de galeux t'est plus chère que moi, va-t'en au diable ! Je ne

veux plus rien avoir à te dire ! Et que je ne te voie plus ici ! Gamin, verse-moi une petite tasse un peu forte ! Qu'elle sente fort !

Le gamin, goûtant son plaisir d'avance, verse la tasse et l'apporte :

— Le voilà ! C'est de la vodka ! Il est bon, hein ?

Le *Miracle* regarde la vodka, hausse les épaules et dit :

— Si vous voulez !

— Enfin ! Il est bien temps !

— Donnez-moi seulement un pain d'épice. Sans ça, mon fils ne connaît pas son père. C'est sa mère qui l'a élevé dans ces principes.

On s'amuse dans la boutique :

— Bonne mère !... Donne-lui du pain d'épice.

Vlassof vient à la rescousse :

— Donne au petit un caramel dans son papier ! Sa mère est une vipère, — il faut bien que ce soit un étranger qui lui donne du bonbon. Donne-lui-en deux !

Le *Miracle* était en train de séduire l'enfant avec le pain d'épice :

— Couche-toi par terre, mon petit !

L'enfant ne comprenait pas, il regardait de tous cotés

avec frayeur, et il allait pleurer.

— N'aie pas peur ! n'aie pas peur ! mon petit. Tu as un bon papa. Ton papa ne veut rien te faire ! Il te donne un bonbon ! Tu vois, un bonbon dans du papier ? Couche-toi, mon petit !

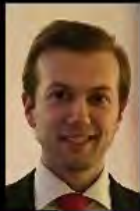
— Non, arrête. Qu'est-ce que c'est que ça ? Mouille-le d'abord avec de l'eau ! dit Vlassof avec goût.

— Oh ! le farceur ! oh ! le farceur ! dit la boutiquière en se tordant de rire.

— De l'eau, d'abord... Il n'y a pas d'eau ? Donne au petit du *kvas* à un copeck.

Poésie

SAGESSE



Nicolas BOUVIER
Poète, auteur - conférencier

**Il n'y a pas d'âge pour la sagesse
Pour le discernement, pour la prudence,
La sérénité ou la tempérance
De la jeunesse à la vieillesse...**

**Apprendre des erreurs de son passé
Est une preuve de sagesse exercée
Tout en ayant conscience de son imperfection
Avec la capacité de se remettre en question...
C'est une philosophie qui arrive à point nommé
Dans un monde totalement chamboulé**

**Une époque qui s'est perdue dans la médiocrité
Dans la violence, l'indécence et la perte des identités
Savoir rester prudent, tout en émettant des doutes
Être sage, sans vouloir s'imposer coûte que coûte
Dans l'impulsivité sans prendre en compte la réalité
Être sage, c'est la modération et le savoir raisonné
Si j'effaçais les erreurs de mon passé
Je n'en serais pas plus parfait**

**Bien au contraire, j'aurais un goût d'inachevé
La sagesse de mon présent en serait altérée
Néanmoins, la sagesse appelle à l'expérience
A l'écoute, à la compréhension, de l'enfance
A l'âge adulte, ainsi que tout au long de la vie
Une qualité qui implique que l'on a tout compris**

Nicolas BOUVIER



Poésie

POLITESSE. POLI TEST.



Roger-Pol COTTEREAU
Poète



JADIS, VOYANT DES CHEVEUX BLANCS,
LA MAMAN DISAIT À L'ENFANT
« CÈDE TA PLACE AU VIEUX MONSIEUR »
ET LE BAMBIN, SANS AIR GRINCHEUX,
OBEISSAIT À SA MÈRE
ET LAISSAIT SA PLACE AU GRAND-PÈRE.
C'ÉTAIT IL Y A BIEN LONGTEMPS
DANS UN PAYS DÉNOMMÉ FRANCE
AU PEUPLE RÉPUTÉ GALANT.
N'EN RESTE QU'UNE SOUVENANCE.
CE PEUPLE À LA LANGUE AUSSI DOUCE
QUE LA LOIRE AIMANT LES CHATEAUX
ET LA ROUE COUVERTE DE MOUSSE
D'UN VIEUX MOULIN AU REPOS.
AUJOURD'HUI LA MÈRE ET L'ENFANT,
L'OEIL FIXÉ SUR LEURS SMARTPHONES,
S'IGNORENT, IGNORENT LE PASSANT
EN DIFFICULTÉ, FEMME ET HOMME.
ET N'EN DEPLAISE À DES COPAINS
PROMPTS À FUSTIGER L'ÉTRANGER
C'EST BIEN SOUVENT UN AFRICAÏN
QUI SE LÈVE PAR RESPECT DES ANCIENS,
FIDÈLE AINSI À SES COUTUMES
QUE DES NÔTRES TROUVONS RINGARDES.
PEUPLE DE FRANCE PRENDS GARDE
À NE DEVENIR QU'UN COQ SANS PLUMES,
SANS CRÊTE NI ERGOTS.
À QUOI BON DES COCORICOS
QUAND ON NEGLIGE SES DEVOIRS
D'HUMANITÉ ÉLÉMENTAIRES
ENVERS SES SOEURS ET SES FRÈRES ?
FRANCE, ÉCARTE TOUS LES ÉTEIGNOIRS !

ROGER-POL COTTEREAU

Parlons russe !

Leçon 18.

Les vêtements



Julia CASADO

Professeur de russe et Directrice du site le russe.fr



Здравствуйте, дорогие друзья! (Bonjour, chers amis !) **С**е́годня мы поговорим об оде́жде (Aujourd'hui nous allons parler des vêtements). Pour dire « les vêtements » en russe on utilise le mot au singulier **ОДЕ́ЖДА**. **Ка́кая на вас* сейча́с оде́жда?** (Là, tout de suite, quels vêtements portez-vous ?) **Мо́жет быть, на вас футбо́лка и джи́нсы?** (Peut-être, portez-vous un t-shirt et un jean ?) **Или краси́вое ле́тнее пла́тье?** (Ou une belle robe d'été ?) **Наприме́р, на мне се́годня пла́тье.** (Moi, par exemple, je porte une robe aujourd'hui). **Я в пла́тье.** (Je suis en robe.) **Моя́ дочь Ка́тя в ю́бке и блу́зке** (Ma fille Katia est en jupe et en chemisier). **На ней ю́бка и блу́зка** (Elle porte une jupe et un chemisier). **А мой муж в футбо́лке и в джи́нсах.** (Et mon mari est en t-shirt et en jean.) **На нём футбо́лка и джи́нсы** (Il porte un t-shirt et un jean.) **А ка́кая на вас се́годня оде́жда?** (Et quels vêtements portez-vous aujourd'hui ?) Répondez à l'aide de ce tableau.



На мне* ... (Je porte ...)	Я ... (Je suis en...)	На мне ... (Je porte ...)	Я ... (Je suis en...)
рубáшка (une chemise)	в рубáшке	пиджáк (une veste)	в пиджакé
блúзка (un chemisier)	в блúзке	свúтер (un pull)	в свúтере
юбка (une jupe)	в юбке	костúм (un costume, un tailleur, un ensemble)	в костúме
кúртка (un blouson)	в кúртке	плащ (un imperméable)	в плащé
пижáма (un pyjama)	в пижáме	купáльник (un maillot de bain)	в купáльнике
футбóлка (un t-shirt)	в футбóлке	лúфчик (un soutien-gorge)	в лúфчике
шáпка (une chapka, un bonnet)	в шáпке	халáт (une robe de chambre, une blouse de travail)	в халáте
шляпа (un chapeau)	в шляпе	брюки (un pantalon)	в брюках
кéпка (une casquette)	в кéпке	Джúнсы (un jean)	в джúнсах
панáмка (un bob)	в панáмке	трусý (une culotte, un slip)	в трусáх
плáтьe (une robe)	в плáтьe	колгóтки (un collant)	в колгóтках
пальтó (un manteau)	в пальтó	носкú (des chaussettes)	в носкáх

* **На мне** littéralement veut dire «sur moi», **на вас** veut dire «sur vous».

Si actuellement vous ne portez pas de vêtements, vous pouvez dire **Я голýй** (Je suis nu) ou **Я голая** (Je suis nue).

Какáя на вас обычно одéжда úтром, днём, вéчером и нóчью? (Quels vêtements portez-vous habituellement le matin, dans la journée, le soir et la nuit ?)

Напрúмер (par exemple): **Днём и вéчером на мне обычно плáтьe.** (Dans la journée et le soir, d'habitude je porte une robe.)
Úтром я в халáте (Le matin je suis en robe de chambre), **а нóчью на мне ночная рубáшка** (et la nuit je porte une chemise de nuit).

В какóй одéжде вы спúте, рáботаете, хóдите в теáтр? (Dans quelle tenue vous



dormez, vous travaillez et vous sortez au théâtre ?) **Например** (par exemple): **Я сплю в пижаме** (Je dors en pyjama). **Я работаю в рубашке, брюках и пиджаке** (Je travaille en chemise, en pantalon et en veste). **Я хожу в театр в платье** (Je sors au théâtre en robe).

Quand on parle des vêtements, il ne faut pas oublier les chaussures (**ОБУВЬ**), les accessoires (**АКСЕССУАРЫ**) et les bijoux (**УКРАШЕНИЯ**).

Обувь – это (Les chaussures sont) **туфли** (des souliers), **сандалии** (des sandales), **сапоги** (des bottes), **кроссовки** (des baskets), **тенниски** (des tennises), **босоножки** (des nu-pieds), **шлёпанцы** (des tongs), **тапки** (des chaussons ou pantoufles) и так далее (etc). **Аксессуары – это** (Les accessoires sont) **ремень** или **пояс** (une ceinture), **сумка** (un sac), **заколка** (une barrette), **резинка** (un chouchou), **часы** (une montre), **очки** (des lunettes), **зонт** (un parapluie), **шарф** (une écharpe), **платок** (un foulard), **перчатки** (des gants) и т.д. (etc) **Украшения** (Les bijoux sont) – **кольцо / кольца** (une bague / des bagues), **серьги** (des boucles d'oreilles), **браслет / браслеты** (un bracelet / des bracelets), **бусы** (un collier / des colliers), **цепочка** (une chaîne), **брошь** (une broche) и т.д. (etc)

Какая на вас сегодня обувь? (Quelles chaussures portez-vous aujourd'hui ?) **Например** (par exemple) : **На мне сейчас босоножки** (Là, tout de suite, je porte des nu-pieds). **Какая обувь на вас дома** (Quelles chaussures portez-vous à la maison), **на улице** (dans la rue), **на работе** (au travail), **на пляже** (à la plage), **в парке** (au parc), **на стадионе** (au stade)? **Например** (par exemple) : **Дома я в тапках** (A la maison je suis en chaussons), **на улице и на работе я в туфлях** (dans la rue et au travail je suis en souliers), **на пляже я в шлёпанцах** (à la plage je suis en tongs), **в парке и на стадионе я в кроссовках** (au parc et au stade je suis en baskets).

Какие на вас сегодня украшения? (Quels bijoux portez-vous aujourd'hui ?) **Например** (par exemple) : **На мне серьги, кольцо и цепочка.** (Je porte des boucles d'oreilles, une bague et une chaîne). Vous pouvez aussi répondre : **На мне нет украшений** (Je n'ai pas de bijoux sur moi).

Какие у вас сейчас аксессуары? (Là, tout de suite, quels accessoires avez-vous ?) **Например** (par exemple) : **У меня сумка,**

заколка, очки и зонт (J'ai un sac, une barrette, des lunettes et un parapluie). Maintenant nous pouvons aller dans une boutique des vêtements (**МАГАЗИН ОДЕЖДЫ**).

A propos, savez-vous quels sont les mots les plus importants à comprendre dans un magasin ? Ce sont **АКЦИЯ** (promotion) et **РАСПРОДАЖА** (les soldes).

Si vous voulez poser une question au vendeur, commencez par **Извините** (Excusez-moi) ou **Скажите, пожалуйста** (Dites-moi s'il vous plaît). **Например** (par exemple) : **Извините, сколько это стоит?** (Excusez-moi, combien ça coûte ?) **Скажите, пожалуйста, какой это размер?** (Dites-moi s'il vous plaît quelle taille est-ce ?) **У вас есть больший размер?** (Avez-vous une taille au-dessus ?) **У вас есть меньший размер?** (Avez-vous une taille au-dessous ?)



COMPRENEZ-VOUS LES DIALOGUES SUIVANTS ?

1

- Здравствуйте, у вас есть чёрные джинсы ?
- Да, вот, пожалуйста.
- Извините, какой это размер ?
- 44 (Сорок четвёртый).
- У вас есть сорок восьмой размер?
- Да, вот здесь.
- Спасибо !
- Пожалуйста!

2

- Скажите, пожалуйста, сколько это стоит ?
- 655 Р (Шестьсот пятьдесят пять).
- У вас есть меньший размер?
- Извините, нет.

- Жаль (dommage), спасибо !
- Hé за что!

En ce qui concerne les tailles des vêtements, il faut faire attention, car pour choisir les vêtements russes de bonne taille, ajoutez le chiffre 6 à votre taille habituelle française. Par exemple, si vous faites du 40 en France, ça va correspondre au 46 en Russie. Dans tous les cas, il vaut mieux essayer (**примéрить**) avant d'acheter. Les questions suivantes peuvent vous aider : **Извините, можно примéрить ?** (Excusez-moi, je peux essayer ?) **Скажите, пожалуйста, где примéрочная?** (Dites-moi s'il vous plaît où est la cabine d'essayage ?) Si les vêtements vous vont bien les Russes peuvent vous dire : **Вам это очень идёт !** (Ça vous va bien !) ou **Тебé это очень идёт !** (Ça te va bien !)

COMPRENEZ-VOUS LES DIALOGUES SUIVANTS ?

1

- Скажите, пожалуйста, у вас есть красные босоножки ?
- Да, вот, пожалуйста.
- Можно примéрить ?
- Да, конечно (Oui, bien sûr).
- Извините, у вас есть больший размер ?
- К сожалéнию, нет (Malheureusement, non).
- Жаль, спасибо !
- Пожалуйста!

2

- Скажите, пожалуйста, где примéрочная ?
- Здесь.
- Спасибо!
- Вам это очень идёт.
- Спасибо. Сколько это стóит ?
- 899 Р (Восемьсот девяносто девять). У нас распродажа.

ОТВÉТЬТЕ НА ВОПРОСЫ (RÉPONDEZ AUX QUESTIONS)

1. Какáя у вас есть одéжда? (Quels vêtements avez-vous ?) **А какáя óбувь?** (Et quelles chaussures ?) **А какíе у вас есть украшéния и аксессуары?** (Et quels bijoux et accessoires avez-vous ?) Commencez par : **У меня есть....** (J'ai...) **Напримéр** (par exemple) : **У меня есть плáтье, блúзка, брюки, тóфли, свíтер, бúсы, кóльца, сéрьги, браслétы...**

2. Révisez la leçon précédente et dites de quelle couleur sont vos vêtements et chaussures : **Какого цвета ваша одéжда и óбувь ?** Par exemple : **У меня есть синее плáтье, бéлая блúзка, чёрные брюки, чёрные тóфли, бéлый свíтер...**

3. A votre avis, de quel mot français vient le mot russe **КÚРТКА** (un blouson) et pourquoi ?

4. Dans la langue russe il existe un proverbe : **«Не одéжда красит человека, а его дóбрые дела».** (Ce ne sont pas les vêtements qui embellissent une personne, mais ses bonnes actions.) Etes-vous d'accord avec ce proverbe ? Existe-t-il son équivalent en français ?

5. Connaissez-vous les vêtements et chaussures traditionnels russes, comme **сарафан, кокошник, лапти, валенки** ? Sinon, trouvez les images et descriptifs sur Internet.

Et pour finir, voici deux virelangues sur le thème de vêtements. Répétez-les plusieurs fois au plus vite possible.

У Кондрáта кúртка коротковáта.
(Kondrate a un blouson un peu court.)

Шёлковая шаль, шерстяной шарф.
(Un châle en soie, une écharpe en laine.)

Écoutez le podcast de cette leçon, retrouvez les corrigés des exercices et entraînez-vous en faisant des jeux et exercices interactifs sur notre site le-russe.fr dans la rubrique « Cours de russe / Méthode ». До встречи, Юлия. (À bientôt, Julia.)





MAISON RUSSE DES SCIENCES ET DE LA CULTURE À PARIS (CENTRE DE RUSSIE POUR LA SCIENCE ET LA CULTURE À PARIS)



BIBLIOTHÈQUE

* 20 000 livres en russe et
en français

* 1 000 films russes
et étrangers sur DVD,
y compris sous-titrés
en français

HORAIRES D'OUVERTURE:
(depuis le 9 août)

LUNDI : 13:00 - 18:00

MARDI : 13:00 - 18:00

JEUDI : 13:00 - 18:00

Le 2ème et le 4ème

SAMEDI du mois : 12:00 -14:00

Responsable : Marina GOLTIAEVA

Contacts : tel. 01 44 34 79 82 (direct), bibliorusse@fra.rs.gov.ru

MAISON RUSSE DES SCIENCES ET DE LA CULTURE - 61, rue Boissière, 16e Paris

Metro: Boissière (6), Victor Hugo (2). Bus : 22, 30, 52, 82

Tel 01 44 34 79 79 Courriel : crsc.paris@crsc.fr Site-web : crsc.fr; fra.rs.gov.ru



LES COURS DE RUSSE INTENSIFS
MAISON RUSSE DES SCIENCES ET DE LA CULTURE
A PARIS ORGANISE LES COURS DE RUSSE INTENSIFS
EN SEPTEMBRE 2021

RE-RENTREE
POUR PARTIR DU BON PIED !

EN PRESENTIEL ET/OU A DISTANCE
EN LIGNE VIA « ZOOM » ET « SKYPE »

NIVEAUX : « FAUX-DEBUTANT », « MOYEN-1, 2, 3 », « SUPERIEUR-1, 2, 3, 4 »

1. STAGE WEEK-END DU 25 AU 26 SEPTEMBRE : 10 HEURES.
2. DEUX SEMAINES DE STAGE DU 13 SEPTEMBRE AU 24 SEPTEMBRE : 20 HEURES.

NIVEAUX : « DEBUTANT »

DEUX SEMAINES DE STAGE
DU 13 SEPTEMBRE AU 24 SEPTEMBRE : 30 HEURES

LES TESTS ET LES INSCRIPTIONS AURONT LIEU
DU 1^{ER} JUILLET AU 10 SEPTEMBRE 2021.

NOUS CONTACTER : COURSDERUSSE@FRA.RS.GOV.RU
TEL. 01 44 34 79 79 CRSC.FR



FÉDÉRATION DES INSTITUTS FRANCO-RUSSES
ФЕДЕРАЦИЯ ФРАНКО-РУССКИХ ИНСТИТУТОВ



INSTITUT 1717
POUR UNE NOUVELLE
ALLIANCE FRANCO-RUSSE

Association Loi 1901 n° W774009707

NOS CONTACTS :

Comité de rédaction de la Revue « Méthode »,
58, rue Artiom, 83001 Donetsk, République Populaire de Donetsk
tél. : + 38 062 305 24 69, courriel : revuemethode@gmail.com
<http://www.revuemethode.org>

RÉSEAUX SOCIAUX :

<https://www.facebook.com/revuemethode>
<https://vk.com/revuemethode>
<https://twitter.com/revuemethode>